

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS.
"

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXXI

1936-1937

N^{os} 3948-3976

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 3948. — Allemagne et Danemark :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des archives. Berlin, le 15 décembre 1933	9
N^o 3949. — Monaco et Tchécoslovaquie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Paris, le 22 décembre 1934	27
N^o 3950. — Estonie et Finlande :	
Convention concernant l'entretien et l'utilisation des câbles sous-marins entre les deux pays, ainsi que les communications télégraphiques et téléphoniques échangées au moyen de ces câbles. Signée à Helsinki, le 16 avril 1936... ..	55
N^o 3951. — Allemagne et Irak :	
Traité de commerce. Signé à Bagdad, le 4 août 1935	65
N^o 3952. — Belgique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Danemark, Espagne, France, Norvège, Pays-Bas, Suisse :	
Arrangement provisoire concernant le statut des réfugiés provenant d'Allemagne, avec annexe. Signé à Genève, le 4 juillet 1936	75
N^o 3953. — République Dominicaine et Haïti :	
Accord de frontière, signé à Saint-Domingue, le 27 février 1935 ; protocole additionnel au Traité du 21 janvier 1929 sur la délimitation de la frontière entre les deux pays, signé à Port-au-Prince, le 9 mars 1936, et mémoire y annexé, signé à Port-au-Prince, le 15 février 1936	89
N^o 3954. — Suède et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes concernant la réciprocité en matière d'assurance-chômage. Praha, le 23 juillet 1936.	111

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXXI

1936-1937

Nos. 3948-3976

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3948. — Germany and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exchange of Archives. Berlin, December 15th, 1933	9
No. 3949. — Monaco and Czechoslovakia :	
Convention regarding Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Paris, December 22nd, 1934.	27
No. 3950. — Estonia and Finland :	
Convention concerning the Upkeep and Use of the Submarine Cables between the Two Countries, and also concerning Telegraphic and Telephonic Communication by Means of these Cables. Signed at Helsinki, April 16th, 1936	55
No. 3951. — Germany and Iraq :	
Treaty of Commerce. Signed at Baghdad, August 4th, 1935	65
No. 3952. — Belgium, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Denmark, Spain, France, Norway, the Netherlands, Switzerland :	
Provisional Arrangement concerning the Status of Refugees coming from Germany, and Annex. Signed at Geneva, July 4th, 1936	75
No. 3953. — Dominican Republic and Haiti :	
Boundary Agreement, signed at Santo Domingo, February 27th, 1935 ; Additional Protocol to the Treaty of January 21st, 1929, regarding the Delimitation of the Frontier between the Two Countries, signed at Port au Prince, March 9th, 1936, and Memorandum annexed thereto, signed at Port au Prince, February 15th, 1936	89
No. 3954. — Sweden and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes regarding Reciprocity in the Matter of Unemployment Insurance. Prague, July 23rd, 1936... ..	111

	Pages
N° 3955. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Convention relative à l'échange des colis postaux. Signée à Paris, le 7 décembre 1935, et à Washington, le 30 décembre 1935	117
N° 3956. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Lettonie :	
Convention pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie. Signée à Riga, le 22 février 1936	147
N° 3957. — Finlande et Lettonie :	
Accord commercial, signé à Riga, le 28 mars 1936, et échange de notes y relatif de la même date	155
N° 3958. — Allemagne et Danemark :	
Echange de notes relatif à certaines facilités au sujet de la légalisation des signatures de documents. Copenhague, le 17 juin 1936	163
N° 3959. — Suède et Suisse :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant la réciprocité en matière d'assurance-chômage. Berne, le 25 juillet 1936	177
N° 3960. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Convention pour l'exécution réciproque des jugements en matière civile et commerciale, avec annexe et protocole. Signés à Paris, le 18 janvier 1934	183
N° 3961. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France, Inde, Pays-Bas et Siam :	
Accord pour la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc, signé à Londres, le 7 mai 1934, et protocoles modifiant cet accord, signés à Londres, les 27 juin 1935, 22 mai 1936 et 5 février 1937	203
N° 3962. — Etats-Unis d'Amérique et Suisse :	
Accord commercial, avec annexes et déclaration. Signé à Washington, le 9 janvier 1936	231
N° 3963. — Bulgarie et France :	
Accord de paiements. Signé à Sofia, le 6 juillet 1936	269
N° 3964. — Danemark et Japon :	
Echange de notes relatif à l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale. Tokio, les 16 et 23 juillet 1936	279
N° 3965. — Belgique et France :]	
Déclaration relative à la procédure civile dans les rapports de la Belgique avec la zone française de l'Empire chérifien. Signée à Rabat, le 16 juillet 1936	287

	Page
No. 3955. — United States of America and France :	
Convention relative to the Exchange of Parcel Post. Signed at Paris, December 7th, 1935, and at Washington, December 30th, 1935	117
No. 3956. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia :	
Convention for facilitating Commercial Exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia. Signed at Riga, February 22nd, 1936	147
No. 3957. — Finland and Latvia :	
Commercial Agreement, signed at Riga, March 28th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	155
No. 3958. — Germany and Denmark :	
Exchange of Notes regarding Certain Facilities in respect of the Legalisation of Signatures of Documents. Copenhagen, June 17th, 1936	163
No. 3959. — Sweden and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Reciprocity as regards Unemployment Insurance. Berne, July 25th, 1936	177
No. 3960. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Convention providing for the Reciprocal Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters, with Annex and Protocol. Signed at Paris, January 18th, 1934	183
No. 3961. — Great Britain and Northern Ireland, France, India, the Netherlands and Siam :	
Agreement to regulate Production and Export of Rubber, signed at London, May 7th, 1934, and Protocols amending this Agreement, signed at London, June 27th, 1935, May 22nd, 1936, and February 5th, 1937	203
No. 3962. — United States of America and Switzerland :	
Commercial Agreement, with Annexes and Declaration. Signed at Washington, January 9th, 1936	231
No. 3963. — Bulgaria and France :	
Agreement concerning Payments. Signed at Sofia, July 6th, 1936	269
No. 3964. — Denmark and Japan :	
Exchange of Notes respecting Mutual Judicial Aid in Civil and Commercial Matters. Tokyo, July 16th and 23rd, 1936	279
No. 3965. — Belgium and France :	
Declaration regarding Civil Procedure in the Relations of Belgium with the French Zone of the Shereefian Empire. Signed at Rabat, July 16th, 1936	287

	Pages
N° 3966. — Salvador et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays. San-Salvador, le 23 juin 1936	291
N° 3967. — Guatémala et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays. Guatémala, le 11 juillet 1936	299
N° 3968. — Pologne et Suède :	
Protocole concernant les relations commerciales entre les deux pays, avec annexe. Signé à Varsovie, le 3 juillet 1936	307
N° 3969. — Allemagne et Hongrie :	
Accord additionnel au Traité de commerce conclu le 18 juillet 1931 entre les deux pays, et protocole final. Signés à Berlin, le 22 juillet 1933	313
N° 3970. — Allemagne et Hongrie :	
Deuxième accord additionnel au Traité de commerce conclu le 18 juillet 1931 entre les deux pays, et protocole final. Signés à Budapest, le 21 février 1934	327
N° 3971. — Etats-Unis d'Amérique et Etats-Unis du Brésil :	
Accord relatif à une mission navale des Etats-Unis d'Amérique au Brésil. Signé à Washington, le 27 mai 1936	343
N° 3972. — Allemagne et Autriche :	
Accord concernant les facilités à accorder en matière de passeports dans le petit trafic frontalier, avec annexe. Signé à Berlin, le 26 août 1936	357
N° 3973. — Norvège et Pologne :	
Protocole tarifaire. Signé à Varsovie, le 14 mars 1936	371
N° 3974. — Italie et Norvège :	
<i>Modus vivendi</i> pour régler les échanges commerciaux et les paiements y afférents entre les deux pays. Signé à Rome, le 25 août 1936	377
N° 3975. — Hongrie et Pays-Bas :	
Convention relative à la navigation aérienne. Signée à Budapest, le 8 juin 1935	385
N° 3976. — Hongrie et Tchécoslovaquie :	
Accord de commerce, et protocole final. Signés à Budapest, le 14 juin 1935... ..	401

	Page
No. 3966. — Salvador and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. San Salvador, June 23rd, 1936	291
No. 3967. — Guatemala and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. Guatemala, July 11th, 1936	299
No. 3968. — Poland and Sweden :	
Protocol regarding Commercial Relations between the Two Countries, with Annex. Signed at Warsaw, July 3rd, 1936... ..	307
No. 3969. — Germany and Hungary :	
Additional Agreement to the Treaty of Commerce concluded on July 18th, 1931, between the Two Countries, and Final Protocol. Signed at Berlin, July 22nd, 1933	313
No. 3970. — Germany and Hungary :	
Second Additional Agreement to the Treaty of Commerce concluded on July 18th, 1931, between the Two Countries, and Final Protocol. Signed at Budapest, February 21st, 1934	327
No. 3971. — United States of America and United States of Brazil :	
Agreement concerning a Naval Mission of the United States of America to Brazil. Signed at Washington, May 27th, 1936	343
No. 3972. — Germany and Austria :	
Agreement regarding Passport Facilities to be granted in Minor Frontier Traffic, with Annex. Signed at Berlin, August 26th, 1936	357
No. 3973. — Norway and Poland :	
Protocol concerning Tariff Questions. Signed at Warsaw, March 14th, 1936	371
No. 3974. — Italy and Norway . :	
<i>Modus vivendi</i> regulating Commercial Exchanges and Payments in respect thereof between the Two Countries. Signed at Rome, August 25th, 1936	377
No. 3975. — Hungary and the Netherlands :	
Convention regarding Air Navigation. Signed at Budapest, June 8th, 1935	385
No. 3976. — Hungary and Czechoslovakia :	
Commercial Agreement, and Final Protocol. Signed at Budapest, June 14th, 1935	401

N° 3948.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des archives. Berlin, le 15 décembre 1933.

GERMANY AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exchange of Archives. Berlin, December 15th, 1933.

N^o 3948. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER DÄNISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER DEN ARCHIVAUSTAUSCH. BERLIN, DEN 15. DEZEMBER 1933.

N^o 3948. — NOTEVEKSLING MELLEM DEN TYSKE OG DEN DANSKE REGERING ANGAAENDE EN UDVEKSLING AF ARKIVSAGER. BERLIN, DEN 15. DECEMBER 1933.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 juillet 1936.

German and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place July 29th, 1936.

I.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.
IV Nd 2363.

BERLIN, den 15. Dezember 1933.

HERR GESANDTER,

Namens der Deutschen Regierung beehre ich mich Ihnen zu bestätigen, dass auf Grund der Verhandlungen, die zwischen den von der Preussischen und Königlich Dänischen Regierung bestellten Kommissaren geführt worden sind, zwischen der Deutschen und Königlich Dänischen Regierung folgende Vereinbarung zustande gekommen ist :

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

I.

Das Preussische Staatsarchiv in Kiel wird folgende Archivbestände an das Dänische Reichsarchiv abgeben :

1. Die Lokalakten für die im Jahre 1920 abgetretenen nordschleswigschen Gebietsteile. Diese Lokalakten werden, inso weit sie nach den für das Dänische Archivwesen geltenden Regeln in einem Landesarchiv aufzubewahren sind, im Landesarchiv zu Apenrade untergebracht werden.

2. Die Kopialbücher aus der Patent- und Reskripten-Registratur der früheren deutschen Kanzlei zu Kopenhagen für die Jahre 1730-1770.

3. Die Akten des schleswigschen Ministerialarchivs für die Jahre 1851-1864 mit Ausnahme — nach besonderer Vereinbarung — solcher Aktengruppen, die für

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

I.

Det preussiske Statsarkiv i Kiel afgiver følgende Arkivalier til det danske Rigsarkiv :

1) Lokalakterne for de i Aaret 1920 afstaaede nordslesvigske Omraader. Forsaa vidt disse Lokalakter ifølge de for det danske Arkivvæsen gældende Regler vil være at opbevare i et Landsarkiv, vil de blive opbevaret i Landsarkivet i Aabenraa.

2) Kopibøgerne fra Patent-og Reskriptregistraturen for det tidligere tyske Kancelli i København for Aarene 1730-1770.

3) Det slesvigske Ministeriums Arkivs Akter for Aarene 1851-1864 med Undtagelse — efter særlig Overenskomst — af saadanne Aktgrupper, som kan være af aktuel

die Klärung strittiger Rechtsfragen innerhalb der bei Deutschland gebliebenen Gebietsteile von aktueller Bedeutung sein können. Die zu diesem Archiv gehörenden Journale mit ihren Registern sollen mit abgegeben werden. Die Brief (Kopial) Bücher verbleiben dem Preussischen Staatsarchiv.

4. Gewisse Spezialurkunden und -akten nach besonderer Vereinbarung.

II.

Das Dänische Reichsarchiv wird an das Preussische Staatsarchiv in Kiel abgeben :

1. Aus dem gemeinschaftlichen Archiv teils die Urkunden und Akten, die vor 1460 liegen, mit gewissen Ausnahmen nach Vereinbarung, teils gewisse Urkunden und Akten aus der späteren Zeit nach besonderer Vereinbarung.

2. Das Archiv der Herzöge zu Schleswig-Holstein zu Gottorp, soweit es noch nicht sich in Kiel befindet, doch mit gewissen Ausnahmen nach Vereinbarung.

3. Die noch in Kopenhagen aufbewahrten Sachen des Plöner Archivs, des Archivs der schauburgischen Grafschaft Pinneberg, der Grafschaft Rantzau und des Klosters Reinfeld.

4. Aus den Archivgruppen „Regnskaber“ die holsteinischen und einen Teil schleswiger Rechnungen mit verwandten Materialien nach näherer Übereinkunft.

5. Gewisse Spezialurkunden und Akten nach besonderer Vereinbarung.

III.

Die bei dem jetzigen Amt, dem Untergericht, der Propstei und sonstigen Dienststellen in Tondern gebliebenen historischen Archivalien, die sich auf den deutsch gebliebenen Teil des früheren preussischen Landratsamtes Tondern, das heutige Südtondern, beziehen, und die in das dänische Landesarchiv in Apenrade überführten entsprechenden Sachen, die sich auf das heutige Südtondern beziehen, sollen an das Staatsarchiv in Kiel ausgeliefert werden. Von deutscher Seite werden Archivalien, die sich auf das abgetretene Nordschleswig beziehen, ausgehändigt werden, wenn solche nach Südtondern gekommen sein sollten. Soweit eine Teilung formierter Akten erforderlich und durchführbar ist, soll die heutige Landesgrenze massgebend sein.

Betydning ved Opklaring af retlige Tvistemaal indenfor de under Tyskland forblevne Omraader. De til dette Arkiv hørende Journaler med tilhørende Registre vil ligeledes være at afgive. Brev-(Kopi) Bøgerne forbliver i det preussiske Statsarkiv.

4) Visse specielle Dokumenter og Akter efter særlig Overenskomst.

II.

Det danske Rigsarkiv afgiver til det preussiske Statsarkiv i Kiel :

1) Af « Fællesarkivet » dels de Dokumenter og Akter, som ligger forud for 1460, med visse Undtagelser efter Overenskomst, dels visse Dokumenter og Akter fra den senere Tid efter særlig Overenskomst.

2) De gottorpske Hertugers Arkiv, forsaavidt det ikke allerede findes i Kiel, dog med visse Undtagelser efter Overenskomst.

3.) De endnu i København opbevarede Dele af Plöner-Arkivet, af det schauburgske Grevskab Pinnebergs Arkiv, af Grevskabet Rantzau Arkiv og af Klosteret Reinfelds Arkiv.

4) Af Arkivgrupperne « Regnskaber » de holstenske og en Del slesvigske Regnskaber med beslægtet Materiale efter nærmere Overenskomst.

5) Visse specielle Dokumenter og Akter efter særlig Overenskomst.

III.

De ved det nuværende Amt, Underretten Provstiet og andre Embeder i Tønder forblevne historiske Arkivalier, som angaar den tysk forblevne Del af det tidligere preussiske Landraadsemede Tønder, det nuværende Sydtønder, og de tilsvarende til det danske Landsarkiv i Aabenraa overførte Sager, som vedrører det nuværende Sydtønder, skal udleveres til Statsarkivet i Kiel. Fra tysk Side skal Arkivalier, som vedrører det afstaaede Nordslesvig, udleveres, saafremt saadanne skulde være kommet til Sydtønder. Forsaavidt en Deling af samlede Akter er paakrævet og kan gennemføres, skal den nuværende Landegrænse være afgørende.

IV.

Die Benutzung der im Reichsarchiv zu Kopenhagen wie im Landesarchiv zu Viborg und im jetzigen Landesarchiv in Apenrade einerseits, im Staatsarchiv zu Kiel andererseits, aufbewahrten Bestände soll den Angehörigen des anderen Staates möglichst erleichtert werden und zu diesem Zweck

1. sollen die dänischen Forscher beim Staatsarchiv in Kiel von Gebühren befreit sein, wenn es sich um rein wissenschaftliche Benutzungen handelt und solange in Dänemark keine Gebühren erhoben werden ;

2. soll bei Versendung von Archivalien für rein wissenschaftliche Zwecke von beiden Seiten weitgehendes Entgegenkommen bewiesen werden. Für rein wissenschaftliche Forschungen soll das Jahr 1864 als Grenzjahr gelten, bis zu dem die Archivvorstände den beiderseitigen Benutzern selbständig die Benutzungserlaubnis erteilen können, soweit keine besonderen Bedenken im Einzelfalle vorliegen ;

3. sollen für amtliche Zwecke, im besonderen zur Klärung von Rechtsfällen, von den genannten Archiven aus ihren Beständen dem anderen Teil Abschriften einzelner Urkunden und Akte kostenlos zur Verfügung gestellt oder die betreffenden Aktenstücke im Original leihweise mitgeteilt werden, sofern nicht das staatliche Interesse des in Anspruch genommenen Teiles davon berührt wird.

V.

Mit Inkrafttreten dieser Vereinbarung sollen auf beiden Seiten keine weiteren Rechtsansprüche auf historische Archivalien geltend gemacht werden. Andererseits besteht Einigkeit darüber, dass, falls später Archivalien gefunden werden, die in den Rahmen dieses Austausches fallen, die Archive einander solche Sachen überlassen sollen. Endlich sollen auf keiner Seite Kassationen an den jetzt ausgetauschten und früher abgelieferten Archivalien vorgenommen werden, bevor der andere Teil davon in Kenntnis gesetzt und ihm so Gelegenheit geboten ist, die zu kassierenden, von ihm abgegebenen Sachen wieder an sich zu ziehen.

Diese Vereinbarung, deren deutscher und dänischer Wortlaut in gleicher Weise massgebend ist, soll sofort in Kraft treten.

IV.

Benyttelsen af de i Rigsarkivet i København, i Landsarkivet i Viborg og i det nuværende Landsarkiv i Aabenraa paa den ene Side og i Statsarkivet i Kiel paa den anden Side opbevarede Arkivalier skal lattes i størst muligt Omfang for den anden Stats Undersaater, og i dette Øjemed :

1) skal danske Forskere i Statsarkivet i Kiel være fritaget for Afgifter, naar det drejer sig om rent videnskabelig Benyttelse, og saalænge ingen Afgifter kræves i Danmark ;

2) skal der ved Forsendelse af Arkivalier i rent videnskabelige Øjemed fra begge Sider vises vidtgaende Imødekommenhed. Med Hensyn til rent videnskabelige Forskninger skal Aaret 1864 gælde som Grænseaar indtil hvilket Aar Arkivstyrelserne selvstændigt kan meddele den anden Parts Forskere Tilladelse til Benyttelse, saafremt ingen særlige Betæneligheder foreligger i det enkelte Tilfælde ;

3) skal i embedsmæssige Øjemed, navnlig til Brug ved Opklaring i Retssager, de nævnte Arkiver af deres Indhold uden Bekostning stille Afskrifter af enkelte Dokumenter og Akter til den anden Parts Raadighed eller udlaane de paagældende Aktstykker i Original, forsaavidt ikke den Stats Interesse, til hvis Arkiv der rettes Anmodning, berøres deraf.

V.

Fra Ikrafttrædelsen af denne Overenskomst skal der ikke fra nogen af Siderne gøres yderligere Retskrav paa historiske Arkivalier gældende. Paa den anden Side er man enig om, at Arkiverne, saafremt man senere skulde finde Arkivalier, som falder indenfor denne Udvekslings Rammer, skal overlade hinanden saadanne Sager. Endelig skal der paa ingen af Siderne foretages Kassation af de nu udvekslede eller tidligere afleverede Arkivalier, forinden den anden Part er blevet underrettet derom og saaledes har faaet Lejlighed til igen at overtage de af denne afgivne Sager, som det paatænkes at kassere.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

gez. Frhr. VON NEURATH.

An den Herrn Königlich Dänischen Gesandten
Kammerherrn Herluf Zahle
hier.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 23-7-1936.

|Kristjan Bure,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères p. i.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

KÖNIGLICH DÄNISCHE GESANDTSCHAFT.

BERLIN, den 15. Dezember 1933.

HERR BARON.

Namens der Königlich Dänischen Regierung beehre ich mich Ihnen zu bestätigen, dass auf Grund der Verhandlungen, die zwischen den von der Königlich Dänischen und der Preussischen Regierung bestellten Kommissaren geführt worden sind, zwischen der Königlich Dänischen und der Deutschen Regierung folgende Vereinbarung zustande gekommen ist :

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

I.

I.

Det preussiske Statsarkiv i Kiel afgiver følgende Arkivalier til det danske Rigsarkiv :

Das Preussische Staatsarchiv in Kiel wird folgende Archivbestände an das Dänische Reichsarchiv abgeben :

1) Lokalakterne for de i Aaret 1920 afstaaede nordslesvigske Omraader. Forsaavidt disse Lokalakter ifølge de for det danske Arkivvæsen gældende Regler vil være at opbevare i et Landsarkiv, vil de blive opbevaret i Landsarkivet i Aabenraa.

1. Die Lokalakten für die im Jahre 1920 abgetretenen nordschleswigschen Gebietsteile. Diese Lokalakten werden, insoweit sie nach den für das Dänische Archivwesen geltenden Regeln in einem Landesarchiv aufzubewahren sind, im Landesarchiv zu Apenrade untergebracht werden.

2) Kopibøgerne fra Patent- og Reskriptregistraturen for det tidligere tyske Kancelli i København for Aarene 1730-1770.

2. Die Kopialbücher aus der Patent- und Reskripten-Registatur der früheren deutschen Kanzlei zu Kopenhagen für die Jahre 1730-1770.

3) Det slesvigske Ministeriums Arkivs Akter for Aarene 1851-1864 med Undtagelse — efter særlig Overenskomst — af saadanne Aktgrupper, som kan være af aktuel Betydning ved Opklaring af retlige Tvistemaal indenfor de under Tyskland forblevne Omraader. De til dette Arkiv hørende Journaler med tilhørende Registre vil ligeledes være at afgive. Brev-(Kopi)-Bøgerne forbliver i det preussiske Statsarkiv.

3. Die Akten des schleswigschen Ministerialarchivs für die Jahre 1851-1864 mit Ausnahme — nach besonderer Vereinbarung — solcher Aktengruppen, die für die Klärung strittiger Rechtsfragen innerhalb der bei Deutschland gebliebenen Gebietsteile von aktueller Bedeutung sein können. Die zu diesem Archiv gehörenden Journale mit ihrem Registern sollen mit abgegeben werden. Die Brief-(Kopial-) Bücher verbleiben dem Preussischen Staatsarchiv.

4) Visse specielle Dokumenter og Akter efter særlig Overenskomst.

4. Gewisse Spezialurkunden und -akten nach besonderer Vereinbarung.

II.

Det danske Rigsarkiv afgiver til det preussiske Statsarkiv i Kiel :

- 1) Af « Fællesarkivet » dels de Dokumenter og Akter, som ligger forud for 1460, med visse Undtagelser efter Overenskomst, dels visse Dokumenter og Akter fra den senere Tid efter særlig Overenskomst.
- 2) De gottorpske Hertugers arkiv, forsaavidt det ikke allerede findes i Kiel, dog med visse Undtagelser efter Overenskomst.
- 3) De endnu i København opbevarede Dele af Plöner-Arkivet, af det schaumburgske Grevskab Pinnebergs Arkiv, af Grevskabet Rantzaus Arkiv og af Klosteret Reinfelds Arkiv.
- 4) Af Arkivgrupperne « Regnskaber » de holstenske og en Del slesvigske Regnskaber med beslægtet Materiale efter nærmere Overenskomst.
- 5) Visse specielle Dokumenter og Akter efter særlig Overenskomst.

III.

De ved det nuværende Amt, Underretten, Provstiet og andre Embeder i Tønder forblevne historiske Arkivalier, som angaar den tysk forblevne Del af det tidligere preussiske Landraadsembede Tønder, det nuværende Sydtønder, og de tilsvarende til det danske Landsarkiv i Aabenraa overførte Sager, som vedrører det nuværende Sydtønder, skal udleveres til Statsarkivet i Kiel. Fra tysk Side skal Arkivalier, som vedrører det afstaaede Nordslesvig, udleveres, saafremt saadanne skulde være kommet til Sydtønder. Forsaavidt en Deling af samlede Akter er paakrævet og kan gennemføres, skal den nuværende Landegrænse være afgørende.

IV.

Benyttelsen af de i Rigsarkivet i København, i Landsarkivet i Viborg og i det nuværende Landsarkiv i Aabenraa paa den ene Side og i Statsarkivet i Kiel paa den anden Side opbevarede Arkivalier skal lettes i størst muligt Omfang for den anden Stats Undersaatter, og i dette Øjemed :

- 1) skal danske Forskere i Statsarkivet i Kiel være fritaget for Afgifter, naar det

II.

Das Dänische Reichsarchiv wird an das Preussische Staatsarchiv in Kiel abgeben :

1. Aus dem gemeinschaftlichen Archiv teils die Urkunden und Akten, die vor 1460 liegen, mit gewissen Ausnahmen nach Vereinbarung, teils gewisse Urkunden und Akten aus der späteren Zeit nach besonderer Vereinbarung.
2. Das Archiv der Herzöge zu Schleswig-Holstein zu Gottorp, soweit es noch nicht sich in Kiel befindet, doch mit gewissen Ausnahmen nach Vereinbarung.
3. Die noch in Kopenhagen aufbewahrten Sachen des Plöner Archivs, des Archivs der schaumburgischen Grafschaft Pinneberg, der Grafschaft Rantzau und des Klosters Reinfeld.
4. Aus den Archivgruppen „ Regnskaber “ die holsteinischen und einen Teil schleswiger Rechnungen mit verwandten Materialien nach näherer Übereinkunft.
5. Gewisse Spezialurkunden und Akten nach besonderer Vereinbarung.

III.

Die bei dem jetzigen Amt, dem Untergericht, der Propstei und sonstigen Dienststellen in Tondern gebliebenen historischen Archivalien, die sich auf den deutsch gebliebenen Teil des früheren preussischen Landratsamtes Tondern, das heutige Südtondern, beziehen, und die in das dänische Landesarchiv in Apenrade überführten entsprechenden Sachen, die sich auf das heutige Südtondern beziehen, sollen an das Staatsarchiv in Kiel ausgeliefert werden. Von deutscher Seite werden Archivalien, die sich auf das abgetretene Nordschleswig beziehen, ausgehändigt werden, wenn solche nach Südtondern gekommen sein sollten. Soweit eine Teilung formierter Akten erforderlich und durchführbar ist, soll die heutige Landesgrenze massgebend sein.

IV.

Die Benutzung der im Reichsarchiv zu Kopenhagen wie im Landesarchiv zu Viborg und im jetzigen Landesarchiv in Apenrade einerseits, im Staatsarchiv zu Kiel andererseits, aufbewahrten Bestände soll den Angehörigen des anderen Staates möglichst erleichtert werden, und zu diesem Zweck

1. sollen die dänischen Forscher beim Staatsarchiv in Kiel von Gebühren befreit

drejer sig om rent videnskabelig Benyttelse, og saalænge ingen Afgifter kræves i Danmark ;

2) skal der ved Forsendelse af Arkivalier i rent videnskabelige Øjemed fra begge Sider vises vidtgaaende Imødekommenhed. Med Hensyn til rent videnskabelige Forskninger skal Aaret 1864 gælde som Grænseaar, indtil hvilket Aar Arkivstyrelserne selvstændigt kan meddele den anden Parts Forskere Tilladelse til Benyttelse, saafremt ingen særlige Betænkeligheder foreligger i det enkelte Tilfælde ;

3) skal i embedsmæssige Øjemed, navnlig til Brug ved Opklaring i Retssager, de nævnte Arkiver af deres Indhold uden Bekostning stille Afskrifter af enkelte Dokumenter og Akter til den anden Parts Raadighed eller udlaane de paagældende Aktstykker i Original, forsaavidt ikke den Stats Interesse, til hvis Arkiv der rettes Anmodning, berøres deraf.

V.

Fra Ikrafttrædelsen af denne Overenskomst skal der ikke fra nogen af Siderne gøres yderligere Retskrav paa historiske Arkivalier gældende. Paa den anden Side er man enig om, at Arkiverne, saafremt man senere skulde finde Arkivalier, som falder indenfor denne Udvekslings Rammer, skal overlade hinanden saadanne Sager. Endelig skal der paa ingen af Siderne foretages Kassation af de nu udvekslede eller tidligere afleverede Arkivalier, forinden den anden Part er blevet underrettet derom og saaledes har faaet Lejlighed til igen at overtage de af denne afgivne Sager, som det paatænkes at kassere.

Diese Vereinbarung, deren dänischer und deutscher Wortlaut in gleicher Weise massgebend ist, soll sofort in Kraft treten.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Baron, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Seiner Exzellenz
Herrn Baron von Neurath,
Reichsminister des Auswärtigen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 23-7-1936.

Kristjan Bure,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères p. i.

No. 3948

sein, wenn es sich um rein wissenschaftliche Benutzungen handelt und solange in Dänemark keine Gebühren erhoben werden ;

2. soll bei Versendung von Archivalien für rein wissenschaftliche Zwecke von beiden Seiten weitgehendes Entgegenkommen bewiesen werden. Für rein wissenschaftliche Forschungen soll das Jahr 1864 als Grenzjahr gelten, bis zu dem die Archivvorstände den beiderseitigen Benutzern selbständig die Benutzungserlaubnis erteilen können, soweit keine besonderen Bedenken im Einzelfalle vorliegen ;

3. sollen für amtliche Zwecke, im besonderen zur Klärung von Rechtsfällen, von den genannten Archiven aus ihren Beständen dem anderen Teil Abschriften einzelner Urkunden und Akte kostenlos zur Verfügung gestellt oder die betreffenden Aktenstücke im Original leihweise mitgeteilt werden, sofern nicht das staatliche Interesse des in Anspruch genommenen Teiles davon berührt wird.

V.

Mit Inkrafttreten dieser Vereinbarung sollen auf beiden Seiten keine weiteren Rechtsansprüche auf historische Archivalien geltend gemacht werden. Andererseits besteht Einigkeit darüber, dass, falls später Archivalien gefunden werden, die in den Rahmen dieses Austausches fallen, die Archive einander solche Sachen überlassen sollen. Endlich sollen auf keiner Seite Kassationen an dem jetzt ausgetauschten und früher abgelieferten Archivalien vorgenommen werden, bevor der andere Teil davon in Kenntnis gesetzt und ihm so Gelegenheit geboten ist, die zu kassierenden, von ihm abgegebenen Sachen wieder an sich zu ziehen.

sign. Herluf ZAHLE.

¹ TRADUCTION.

N^o 3948. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES ARCHIVES. BERLIN, LE 15 DÉCEMBRE 1933.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
IV Nd 2363.

BERLIN, le 15 décembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement allemand, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'à la suite des négociations qui ont eu lieu entre les commissaires désignés par le Gouvernement prussien et le Gouvernement royal danois, l'accord ci-après est intervenu entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement royal danois :

I.

Les archives d'Etat prussiennes à Kiel remettront aux archives nationales danoises les documents ci-après :

1^o Les dossiers locaux relatifs aux territoires du Slesvig septentrional qui ont été cédés en 1920. Pour autant que les règlements danois concernant la conservation des documents prescrivent que ces dossiers locaux doivent être déposés dans des archives provinciales, ceux-ci seront conservés aux archives provinciales d'Apenrade.

2^o Les registres (*Kopialbücher*) du Bureau des brevets et des ordonnances de l'ancienne Chancellerie allemande à Copenhague pour les années 1730 à 1770.

3^o Les dossiers des archives ministérielles du Slesvig pour les années 1851 à 1864, à l'exception — en vertu d'arrangements particuliers — des dossiers qui peuvent encore, à l'heure actuelle, présenter un intérêt pour le règlement de questions juridiques litigieuses dans les territoires restés allemands. Les journaux faisant partie de ces archives, avec leurs index, seront également remis. Les registres (*Brief (Kopial) Bücher*) resteront déposés aux archives d'Etat prussiennes.

4^o Certains documents et dossiers spéciaux, en vertu d'arrangements particuliers.

II.

Les archives nationales danoises remettront aux archives d'Etat prussiennes à Kiel les documents ci-après :

1^o Parmi les pièces constituant les archives communes, d'une part, les documents et les dossiers antérieurs à 1460, sauf certaines exceptions arrêtées d'un commun

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3948. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF ARCHIVES. BERLIN, DECEMBER 15TH, 1933.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
IV. Nd. 2363.

BERLIN, December 15th, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

On behalf of the German Government, I have the honour to inform you that, as a result of negotiations carried on between Commissioners appointed by the Prussian and Royal Danish Governments, the said Governments have arrived at the following Agreement :

I.

The Prussian State Archives at Kiel shall hand over to the Danish National Archives the following documents :

(1) Local records concerning those areas of North Schleswig which were ceded in the year 1920. In so far as Danish regulations concerning documents require their preservation in the provincial archives, these local records shall be kept in the provincial archives at Apenrade.

(2) Files (*Kopialbücher*) containing copies of documents for the years 1730 to 1770 from the Patent and Rescript Office of the former German Chancellory at Copenhagen.

(3) Records from the Ministerial archives of Schleswig for the years 1851 to 1864, with the exception, to be separately agreed upon, of such records as might prove of value at the present time in the settlement of legal disputes arising within the area which remains German. Journals, together with their indexes, appertaining to these archives, shall also be handed over. Files (*Brief (Kopial) Bücher*) containing copies of documents shall remain in the Prussian State Archives.

(4) Certain special records and documents to be separately agreed upon.

II.

The Danish National Archives shall hand over to the Prussian State Archives at Kiel :

(1) From the common archives, on the one hand records and documents dating from before the year 1460, with certain exceptions to be agreed upon, and on the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

accord, et, d'autre part, certains documents et dossiers de la période postérieure dont la liste sera établie par un arrangement particulier.

2° Les archives des ducs de Slesvig-Holstein à Gottorp, pour autant qu'elles ne se trouvent pas encore à Kiel, mais à l'exception de certains documents désignés d'un commun accord.

3° Les parties des archives de Plön, des archives du Comté schaumbourgeois de Pinneberg, du Comté de Rantzau et du Monastère de Reinfeld qui sont encore conservées à Copenhague.

4° Parmi les documents constituant les fonds « Regnskaber », les comptes relatifs au Holstein et une partie des comptes du Slesvig avec les documents connexes désignés d'un commun accord.

5° Certains documents et dossiers spéciaux, en vertu d'arrangements particuliers.

III.

Les documents historiques qui sont restés déposés dans les archives de l'administration actuelle, du Tribunal inférieur (*Untergewicht*), de la prévôté et d'autres services à Tondern, et qui ont trait à la partie restée allemande de l'ancienne sous-préfecture (*Landratsamt*) prussienne de Tondern, constituant actuellement le Tondern méridional, de même que les dossiers analogues transférés aux archives provinciales danoises d'Apenrade et ayant trait à la région actuelle du Tondern méridional, seront remis aux archives d'Etat de Kiel. L'Allemagne, de son côté, livrera les documents ayant trait à la partie cédée du Slesvig septentrional, qui auraient été transférés dans le Tondern méridional. Dans la mesure où il sera nécessaire et possible de diviser des dossiers constitués, le critère servant à la répartition sera la frontière nationale actuelle.

IV.

La consultation des fonds conservés aux archives nationales de Copenhague, ainsi qu'aux archives provinciales de Viborg et aux archives provinciales actuelles d'Apenrade, d'une part, aux archives d'Etat de Kiel, d'autre part, sera facilitée, dans la mesure du possible, aux ressortissants de l'autre Etat. A cet effet :

1° Les Danois effectuant des recherches aux archives d'Etat de Kiel seront exonérés de taxes, à condition qu'il s'agisse de recherches purement scientifiques et qu'aucune taxe ne soit perçue au Danemark ;

2° L'une et l'autre Partie accorderont les facilités les plus larges pour l'envoi des documents destinés à des recherches purement scientifiques. Pour déterminer s'il s'agit de recherches purement scientifiques, l'année 1864 sera considérée comme l'année-limite jusqu'à laquelle les directeurs des archives pourront, de leur propre autorité, accorder aux intéressés de l'un et l'autre pays l'autorisation de consulter les dossiers, à moins que cette consultation ne présente des inconvénients particuliers dans des cas spéciaux ;

3° Les archives susmentionnées fourniront gratuitement à l'autre Partie, pour des fins officielles et notamment en vue de l'examen de litiges juridiques, copie de certains documents et dossiers, ou prêteront l'original des documents en question, à moins que l'intérêt national de la Partie requise ne s'y oppose.

V.

A partir de l'entrée en vigueur du présent accord, aucune nouvelle réclamation ne sera plus formulée par l'une ou l'autre Partie en ce qui concerne les archives historiques. D'autre

other certain records and documents from more recent times as specified by agreement.

(2) The archives of the Dukes of Schleswig-Holstein and Gottorp, in so far as these are not already at Kiel, and subject to certain exceptions to be agreed upon.

(3) Such documents, belonging to the Plön archives and the archives of the Schaumburg County of Pinneberg, the County of Rantzau and the Monastery of Reinfeld, as are still preserved at Copenhagen.

(4) From amongst the "Regnskaber" archives, all accounts dealing with Holstein and a part of those relating to Schleswig, together with material of a similar nature to be agreed upon.

(5) Certain special records and documents to be enumerated by agreement.

III.

Historical archives preserved in the present Department, the Lower Court (*Untergerecht*), the Provost's Office or other offices in Tondern, relating to that part of the former Prussian administrative area (*Landratsamt*) of Tondern, now known as South Tondern, which remains German, and such similar material relating to the present South Tondern as has been transferred to the Danish provincial archives at Apenrade, shall be handed over to the State Archives at Kiel. Germany, for her part, shall hand over such documents relating to the ceded area of North Schleswig as may have been removed to South Tondern. In so far as it proves necessary and practicable to divide up sets of documents, the division shall be made in accordance with the present national frontier.

IV.

Facilities to use documents preserved on the one hand in the National Archives at Copenhagen, the provincial archives at Viborg or the present provincial archives at Apenrade, and on the other in the State Archives at Kiel, shall be readily granted to nationals of the other State, and for this purpose :

(1) Danish nationals engaged on research work in the State Archives at Kiel shall be exempt from the payment of dues, provided that the documents are used for work of a purely scientific nature and that no dues are levied in Denmark ;

(2) Every assistance shall be given on both sides as regards the despatch of documents required for purely scientific purposes. In the case of purely scientific research work, the year 1864 shall be taken as the year up to which the keepers of the archives shall, unless there are special objections in individual cases, have power on their own initiative to grant permission for students of either nationality to use the documents ;

(3) Either Party, if requested for official purposes, and particularly with a view to the elucidation of legal matters, to supply the other, from amongst the records at its disposal in the above-named archives, with copies of single records and documents, shall do so free of charge, or shall lend the originals of the relevant documents, in so far as the national interest of the Party concerned is not affected by so doing.

V.

Upon the coming into force of this Agreement, no further legal claims to historical documents shall be allowed on either side. On the other hand, it is agreed that in the

part, il est convenu qu'au cas où l'on découvrirait plus tard des documents rentrant dans le cadre du présent échange, les archives intéressées se les livreront mutuellement. Enfin, aucune des deux Parties ne procédera à des suppressions de documents faisant l'objet du présent échange ou livrés antérieurement, sans en avoir informé au préalable l'autre Partie et lui avoir fourni l'occasion de reprendre les documents à supprimer qu'elle avait elle-même livrés.

Le présent accord, dont les textes allemand et danois font également foi, entrera immédiatement en vigueur.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Frhr. VON NEURATH.

Monsieur Herluf Zahle,
Chambellan, Ministre royal de Danemark,
à Berlin.

II.

LÉGATION ROYALE
DU DANEMARK.

BERLIN, le 15 décembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement royal danois, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'à la suite des négociations qui ont eu lieu entre les commissaires désignés par le Gouvernement royal danois et le Gouvernement prussien, l'accord ci-après est intervenu entre le Gouvernement royal danois et le Gouvernement allemand :

I.

Les archives d'Etat prussiennes à Kiel remettront aux archives nationales danoises les documents ci-après :

1° Les dossiers locaux relatifs aux territoires du Slesvig septentrional qui ont été cédés en 1920. Pour autant que les règlements danois concernant la conservation des documents prescrivent que ces dossiers locaux doivent être déposés dans des archives provinciales, ceux-ci seront conservés aux archives provinciales d'Apenrade.

2° Les registres (*Kopialbücher*) du Bureau des brevets et des ordonnances de l'ancienne Chancellerie allemande à Copenhague pour les années 1730 à 1770.

3° Les dossiers des archives ministérielles du Slesvig pour les années 1851 à 1864, à l'exception — en vertu d'arrangements particuliers — des dossiers qui peuvent encore, à l'heure actuelle, présenter un intérêt pour le règlement de questions juridiques litigieuses dans les territoires restés allemands. Les journaux faisant partie de ces archives, avec leurs index, seront également remis. Les registres (*Brief (Kopial) Bücher*) resteront déposés aux archives d'Etat prussiennes.

4° Certains documents et dossiers spéciaux, en vertu d'arrangements particuliers.

II.

Les archives nationales danoises remettront aux archives d'Etat prussiennes à Kiel, les documents ci-après :

1° Parmi les pièces constituant les archives communes, d'une part, les documents et les dossiers antérieurs à 1460, sauf certaines exceptions arrêtées d'un commun

event of documents being subsequently discovered which come within the terms of the present exchange, these shall be mutually handed over. Finally, neither Party shall proceed to destroy archives at present exchanged or previously handed over until the other has been duly informed, and thus given an opportunity to recover documents relinquished by it, and about to be destroyed.

This Agreement, of which the German and Danish texts are equally authentic, shall come into force immediately.

I avail myself, etc.

(Signed) Freiherr VON NEURATH.

The Danish Minister,
Kammerherr Herluf Zahle,
Berlin.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

BERLIN, December 15th, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

On behalf of the Royal Danish Government I have the honour to inform you that, as a result of negotiations carried on between Commissioners appointed by the Royal Danish and Prussian Governments, the said Governments have arrived at the following Agreement :

I.

The Prussian State Archives at Kiel shall hand over to the Danish National Archives the following documents :

(1) Local records concerning those areas of North Schleswig which were ceded in the year 1920. In so far as Danish regulations concerning documents require their preservation in the provincial archives, these local records shall be kept in the provincial archives at Apenrade.

(2) Files (*Kopialbücher*) containing copies of documents for the years 1730 to 1770 from the Patent and Rescript Office of the former German Chancellory at Copenhagen.

(3) Records from the Ministerial archives of Schleswig for the years 1851 to 1864, with the exception, to be separately agreed upon, of such records as might prove of value at the present time in the settlement of legal disputes arising within the area which remains German. Journals, together with their indexes, appertaining to these archives shall also be handed over. Files (*Brief (Kopial) Bücher*) containing copies of documents shall remain in the Prussian State Archives.

(4) Certain special records and documents to be separately agreed upon.

II.

The Danish National Archives shall hand over to the Prussian State Archives at Kiel :

(1) From the common archives, on the one hand records and documents dating from before the year 1460, with certain exceptions to be agreed upon, and on the

accord, et, d'autre part, certains documents et dossiers de la période postérieure dont la liste sera établie par un arrangement particulier.

2° Les archives des ducs de Slesvig-Holstein à Gottorp, pour autant qu'elles ne se trouvent pas encore à Kiel, mais à l'exception de certains documents désignés d'un commun accord.

3° Les parties des archives de Plön, des archives du Comté schaubourgeois de Pinneberg, du Comté de Rantzau et du Monastère de Reinfeld qui sont encore conservées à Copenhague.

4° Parmi les documents constituant les fonds « Regnskaber », les comptes relatifs au Holstein et une partie des comptes du Slesvig avec les documents connexes désignés d'un commun accord.

5° Certains documents et dossiers spéciaux, en vertu d'arrangements particuliers.

III.

Les documents historiques qui sont restés déposés dans les archives de l'administration actuelle, du Tribunal inférieur (*Untergerecht*), de la prévôté et d'autres services à Tondern, et qui ont trait à la partie restée allemande de l'ancienne sous-préfecture (*Landratsamt*) prussienne de Tondern, constituant actuellement le Tondern méridional, de même que les dossiers analogues transférés aux archives provinciales danoises d'Apenrade et ayant trait à la région actuelle du Tondern méridional, seront remis aux archives d'Etat de Kiel. L'Allemagne, de son côté, livrera ceux des documents ayant trait à la partie cédée du Slesvig septentrional, qui auraient été transférés dans le Tondern méridional. Dans la mesure où il sera nécessaire et possible de diviser des dossiers constitués, le critère servant à la répartition sera la frontière nationale actuelle.

IV.

La consultation des fonds conservés aux archives nationales de Copenhague, ainsi qu'aux archives provinciales de Viborg et aux archives provinciales actuelles d'Apenrade, d'une part, aux archives d'Etat de Kiel, d'autre part, sera facilitée, dans la mesure du possible, aux ressortissants de l'autre Etat. A cet effet :

1° Les Danois effectuant des recherches aux archives d'Etat de Kiel seront exonérés de taxes, à condition qu'il s'agisse de recherches purement scientifiques et qu'aucune taxe ne soit perçue au Danemark ;

2° L'une et l'autre Partie accorderont les facilités les plus larges pour l'envoi des documents destinés à des recherches purement scientifiques. Pour déterminer s'il s'agit de recherches purement scientifiques, l'année 1864 sera considérée comme l'année-limite jusqu'à laquelle les directeurs des archives pourront, de leur propre autorité, accorder aux intéressés de l'un et l'autre pays l'autorisation de consulter les dossiers, à moins que cette consultation ne présente des inconvénients particuliers dans des cas spéciaux ;

3° Les archives susmentionnées fourniront gratuitement à l'autre Partie, pour des fins officielles et notamment en vue de l'examen des litiges juridiques, copie de certains documents et dossiers, ou prêteront l'original des documents en question, à moins que l'intérêt national de la Partie requise ne s'y oppose.

V.

A partir de l'entrée en vigueur du présent accord, aucune nouvelle réclamation ne sera plus formulée par l'une ou l'autre Partie en ce qui concerne les archives historiques. D'autre

other certain records and documents from more recent times as specified by agreement.

(2) The archives of the Dukes of Schleswig-Holstein and Gottorp, in so far as these are not already at Kiel, and subject to certain exceptions to be agreed upon.

(3) Such documents, belonging to the Plön archives and the archives of the Schaumburg County of Pinneberg, the County of Rantzau and the Monastery of Reinfeld, as are still preserved at Copenhagen.

(4) From amongst the "Regnskaber" archives, all accounts dealing with Holstein and a part of those relating to Schleswig, together with material of a similar nature to be agreed upon.

(5) Certain special records and documents to be enumerated by agreement.

III.

Historical archives preserved in the present Department, the Lower Court (*Untergewicht*), the Provost's Office or other offices in Tondern, relating to that part of the former Prussian administrative area (*Landratsamt*) of Tondern, now known as South Tondern, which remains German, and such similar material relating to the present South Tondern as has been transferred to the Danish provincial archives at Apenrade, shall be handed over to the State Archives at Kiel. Germany, for her part, shall hand over such documents relating to the ceded area of North Schleswig as may have been removed to South Tondern. In so far as it proves necessary and practicable to divide up sets of documents, the division shall be made in accordance with the present national frontier.

IV.

Facilities to use documents preserved on the one hand in the National Archives at Copenhagen, the provincial archives at Viborg or the present provincial archives at Apenrade, and on the other in the State Archives at Kiel, shall be readily granted to nationals of the other State, and for this purpose :

(1) Danish nationals engaged on research work in the State Archives at Kiel shall be exempt from the payment of dues, provided that the documents are used for work of a purely scientific nature and that no dues are levied in Denmark ;

(2) Every assistance shall be given on both sides as regards the despatch of documents required for purely scientific purposes. In the case of purely scientific research work, the year 1864 shall be taken as the year up to which the keepers of the archives shall, unless there are special objections in individual cases, have power on their own initiative to grant permission for students of either nationality to use the documents ;

(3) Either Party, if requested for official purposes, and particularly with a view to the elucidation of legal matters, to supply the other, from amongst the records at its disposal in the above-named archives, with copies of single records and documents, shall do so free of charge, or shall lend the originals of the relevant documents, in so far as the national interest of the Party concerned is not affected by so doing.

V.

Upon the coming into force of this Agreement, no further legal claims to historical documents shall be allowed on either side. On the other hand, it is agreed that in the

part, il est convenu qu'au cas où l'on découvrirait plus tard des documents rentrant dans le cadre du présent échange, les archives intéressées se les livreront mutuellement. Enfin, aucune des deux Parties ne procédera à des suppressions de documents faisant l'objet du présent échange ou livrés antérieurement, sans en avoir informé au préalable l'autre Partie et lui avoir fourni l'occasion de reprendre les documents à supprimer qu'elle avait elle-même livrés.

Le présent accord, dont les textes danois et allemand font également foi, entrera immédiatement en vigueur.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Herluf ZAHLE.

Son Excellence le baron von Neurath,
Ministre des Affaires étrangères du Reich.

event of documents being subsequently discovered which come within the terms of the present exchange, these shall be mutually handed over. Finally, neither Party shall proceed to destroy archives at present exchanged or previously handed over until the other has been duly informed, and thus given an opportunity to recover documents relinquished by it, and about to be destroyed.

This Agreement, of which the Danish and German texts are equally authentic, shall come into force immediately.

I avail myself, etc.

(Signed) Herluf ZAHLE.

His Excellency Baron von Neurath,
Reich Minister for Foreign Affairs.

N° 3949.

**MONACO
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale.
Signée à Paris, le 22 décembre
1934.

**MONACO
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Extradition
and Judicial Assistance in Criminal
Matters. Signed at Paris, Decem-
ber 22nd, 1934.

N^o 3949. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉE A PARIS, LE 22 DÉCEMBRE 1934.

Textes officiels français et tchécoslovaque communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la Légation tchécoslovaque à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 juillet 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
et

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO,

Désirant conclure une convention à l'effet de régler l'extradition des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière pénale ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Stefan OSUSKÝ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Paris ;

M. Antonín KOŮKAL, conseiller supérieur au Ministère de la Justice ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. le comte Henri DE MALEVILLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Monaco à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

EXTRADITION DES CRIMINELS.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à livrer à l'autre, dans les circonstances et les conditions établies par la présente convention, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires d'une Partie pour toute infraction énumérée à l'article 2 seront trouvés sur le territoire de l'autre Partie si cette infraction, d'après les lois des deux Etats, ne fussent-elles applicables que dans quelque partie de leurs territoires, constitue un crime ou un délit.

Lorsque le fait motivant la demande d'extradition aura été commis en dehors d'un des territoires ci-dessus désignés, il sera donné suite à la demande si la législation de l'Etat requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 25 juin 1936.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 3949. — ÚMLUVA ¹ MEZI ČESKOSLOVENSKEM, A KNÍŽETSTVÍM MONACKÝM O VYDÁVÁNÍ ZLOČINCŮ A PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCÍCH TRESTNÍCH. PODEPSANÁ V PAŘÍŽI DNE 22. PROSINCE 1934.

French and Czechoslovak official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Czechoslovak Legation in Berne. The registration of this Convention took place July 30th, 1936.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ

a

Jeho VÝSOST NEJJASNĚJŠÍ PRINC MONACKÝ,

Přejíce si uzavřítí úmluvu o vydávání zločinců a o právní pomoci ve věcech trestních, jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Štefana OSUSKÉHO, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra
Československé republiky v Paříži,

pana Antonína KOUKALA, vrchního odborového radu v ministerstvu spravedlnosti ;

Jeho VÝSOST NEJJASNĚJŠÍ PRINC MONACKÝ :

pana hraběte Henri DE MALEVILLE, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra
Monaka v Paříži,

kteří, sdělivše si své plné moci, jež byly shledány v dobré a náležité formě, dohodli se na těchto ustanoveních :

Článek I.

VYDÁVÁNÍ ZLOČINCŮ.

Každá z obou Vysokých smluvních stran se zavazuje, že za okolností a podmínek stanovených touto Úmluvou vydá druhé straně osoby, které, jsouce stíhány nebo byvše odsouzeny soudy jedné strany pro kterýkoli trestný čin uvedený v článku 2, budou nalezeny na území druhé strany, je-li tento trestný čin podle zákonů obou států, byť by byly platny jen v některé části jejich území, zločinem nebo přečinem.

Byl-li čin odůvodňující žádost za vydání spáchán mimo území shora označené, bude této žádosti vyhověno, připouští-li zákonodárství dožádaného státu stíhání těchže činů spáchaných mimo jeho území.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, June 25th, 1936.

Article 2.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION SERA ACCORDÉE.

L'extradition sera accordée pour les infractions suivantes :

1^o Homicide volontaire comprenant les crimes d'assassinat, meurtre, parricide, infanticide et empoisonnement ;

2^o Coups portés et blessures faites volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage d'un membre ou de tout autre organe, ou la mort sans intention de la donner ;

3^o Avortement ;

4^o Bigamie ;

5^o Viol, attentat à la pudeur avec violence, attentat à la pudeur sans violence sur des enfants au-dessous de l'âge déterminé par la législation pénale des deux Etats ;

6^o Attentat aux mœurs :

a) En embauchant, entraînant ou détournant, en vue de la débauche, pour satisfaire les passions d'autrui, une mineure, femme ou fille, même avec son consentement ;

b) En embauchant, entraînant ou détournant, en vue de la débauche, pour satisfaire les passions d'autrui, une majeure, femme ou fille, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte ;

7^o Enlèvement de mineurs, abandon et exposition d'enfants, recel, substitution ou supposition d'enfant ;

8^o Extorsion, menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

9^o Vols de toute nature ;

10^o Faux en écritures ou falsification de documents, soit publics, soit de commerce ou privés, falsification de dépêche télégraphique, usage de faux et de documents falsifiés.

Falsification ou altération frauduleuse d'actes officiels émanant du gouvernement ou de l'autorité publique, usage frauduleux des actes ainsi altérés ou falsifiés.

Faux témoignage, faux serment, subornation de témoins, experts ou interprètes ;

11^o Banqueroute frauduleuse ;

12^o Fabrication de fausse monnaie, falsification ou altération de titres ou coupons de la dette publique, de billets de banque nationaux ou étrangers, de papier monnaie ou d'autres valeurs publiques, de sceaux, timbres, coins, marques de l'Etat ou des administrations publiques, mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus, altérés ou falsifiés ;

13^o Escroquerie (abus de confiance, abus de blanc-seing) ;

14^o Incendie volontaire ;

15^o Destruction ou dérangement dans une intention coupable d'une voie ferrée, de communications télégraphiques, ou téléphoniques, avec ou sans fil ; destruction ou détérioration de propriétés mobilières ou immobilières, volontaire ou avec intention de nuire ; destruction de constructions, machines à vapeur ; destruction ou dévastation de récoltes, plants, arbres ou greffes ; destruction d'instruments d'agriculture ; destruction ou empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ; entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur un chemin de fer ;

Článek 2.

PRO KTERÉ TRESTNÉ ČINY BUDE POVOLENO VYDÁNÍ.

Vydání bude povoleno pro tyto trestné činy :

1. Úmyslné zabití, zahrnující zločin vraždy, úmyslného usmrcení bez rozvahy, vraždu rodičů, vraždu dítěte a otrávení ;

2. ublížení na těle a úmyslné zranění buď v předem rozváženém úmyslu, buď má-li v zápatí trvalou nemoc nebo nezpůsobilost k osobní práci, ztrátu nebo nemožnost používatí některého údu nebo kteréhokoliv jiného orgánu, nebo smrt, avšak bez úmyslu ji způsobiti ;

3. vyhnání plodu ;

4. dvojženství ;

5. násilné smilstvo, násilné jednání necudné, necudné jednání bez násilí na dětech pod věkem stanoveným trestním zákonodárstvím obou zemí ;

6. necudné jednání ;

a) najmutím, svedením neb odlouzením nezletilé ženy nebo dívky k účelům nemravným pro ukojení chlípnosti jiných, byť i s jejím souhlasem ;

b) najmutím, svedením neb odloučením zletilé ženy nebo dívky k účelům nemravným pro ukojení chlípnosti jiných podvodně nebo násilím, hrozbami, zneužitím moci nebo donucením jakýmkoli jiným způsobem ;

7. únos nezletilých, opuštění a odložení dítěte, skrývání, záměna nebo podvržení dítěte ;

8. vydírání, hrozby násilím proti osobám nebo majetku, násilí spáchané osobami soukromými proti osobní svobodě nebo proti nedotknutelnosti domovní ;

9. krádeže všeho druhu ;

10. vystavování falešných listin nebo falšování listin ať veřejných, ať obchodních nebo soukromých, falšování telegrafických depeší, použití listin falešných nebo falšovaných ;

falšování nebo podvodné změnění úředních spisů vydaných vládou nebo veřejným úřadem, podvodné použití spisů takto padělaných nebo falšovaných ;

křivé svědectví, křivá přísaha, svádění svědků, znalců nebo tlumočnicků ke křivé výpovědi ;

11. podvodný úpadek ;

12. penězokazectví, falšování nebo padělání titrů nebo kuponů veřejného dluhu, bankovek vlastního státu nebo cizích, papírových peněz nebo jiných veřejných papírů, pečeti, kolků, mincí, značek státu nebo veřejné správy, uvádění v oběh nebo podvodné použití tu uvedených padělaných nebo falšovaných předmětů ;

13. podvod, zpronevěra, zneužití podpisu na čistém listě pachateli svěřeném ;

14. žhářství ;

15. zlomyslné zničení nebo poškození železnice, telegrafických nebo telefonických komunikací, i bezdrátových ; zničení nebo poškození movitého nebo nemovitého majetku, stalo-li se zlomyslně nebo s úmyslem škoditi ; zničení staveb, parních strojů ; zničení a poškození náradí ; zničení nebo otrávení dobytka nebo jiných zvířat ; zlomyslné rušení provozu na železnici ;

16° Echouement, perte ou destruction volontaire illégale d'un navire par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage ;

Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux Etats, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;

Détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche ; jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres ou des effets de bord ; fausse route ; emprunts sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes soit d'avaries soit de dépenses supposées ; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité ; vol commis à bord ; altération de vivres ou de marchandises commise à bord par le mélange de substances malfaisantes ; attaque ou résistance avec violences et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage ; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officier du bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures ; complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine ; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine ;

17° Détournement de deniers publics par des employés publics ou dépositaires, corruption de fonctionnaires, concussion ;

18° Trafic d'esclaves.

Donneront également lieu à extradition la complicité, la tentative et le recel lorsqu'ils se rattacheront aux infractions énumérées ci-dessus et lorsqu'ils seront poursuivables d'après les législations des deux Etats.

Il est entendu que la liste des faits énumérés ci-dessus pourra être modifiée ou complétée d'un commun accord par des déclarations des deux gouvernements.

Article 3.

NON-EXTRADITION ET POURSUITE DES NATIONAUX.

Les Parties contractantes n'extraderont pas leurs nationaux.

Dans le cas où l'extradition ne pourra être accordée en raison des stipulations de l'alinéa précédent, les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire poursuivre et juger suivant leur législation leurs nationaux respectifs qui ont commis des infractions contre les lois de l'autre Etat, pourvu que ces infractions soient mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

L'Etat qui désirera l'application de l'alinéa précédent adressera par la voie diplomatique une demande accompagnée des objets, dossiers, documents et toutes informations nécessaires.

Article 4.

CAS OÙ L'EXTRADITION NE SERA PAS ACCORDÉE.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Lorsque l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat requis, ou si, d'après la loi de l'Etat requis, l'autorité de cet Etat est compétente pour exercer la poursuite et ne peut se dessaisir en faveur des autorités de l'Etat requérant.

2° Si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par la Partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit. Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un Etat, quand cet attentat constitue un assassinat, un empoisonnement ou un meurtre.

3° Si, d'après les lois de l'Etat requérant ou celles de l'Etat requis ou celles de l'Etat dans lequel l'infraction a été commise, la poursuite ou la peine est prescrite avant que la demande prévue aux articles 6 et 7 soit parvenue à l'Etat requis.

16. ztroskotání, ztráta nebo zlomyslné bezprávní zničení lodi kapitánem nebo důstojníky a mužstvem lodním ;

opuštění lodi nebo plavidla obchodního nebo rybářského kapitánem mimo případy stanovené zákonem obou států ;

zpronevěra lodi nebo plavidla obchodního nebo rybářského kapitánem ; vyvržení nebo zničení nákladu ať celého ať jeho částí, potravin nebo předmětů na palubě, mimo případ nouze ; nesprávná cesta ; zápůjčky na loď, zásoby nebo výzbroj lodní, nebo zastavení nebo prodej zboží nebo potravin mimo případ nouze, nebo uvádění v účtech předstíraných poruch nebo výdajů ; prodej lodi bez zvláštního zmocnění kromě případů nezpůsobivosti k plavbě ; krádež na lodi ; zkažení potravin nebo zboží na lodi přimísením škodných látek ; útok nebo násilný odpor a násilí proti kapitánovi spáchané více než třetinou mužstva ; neuposlechnutí rozkazů kapitána nebo důstojníka lodního daných na záchranu lodi nebo lodního nákladu, stalo-li se s ublížením na těle nebo poraněním ; spiknutí proti bezpečnosti, svobodě nebo moci kapitánově ; zmocnění se lodi námořníky nebo cestujícími podvodem nebo násilím proti kapitánovi ;

17. zpronevěra veřejných peněz veřejnými zaměstnanci nebo uschovateli, braní úplatků veřejnými úředníky a jich podplácení, zneužití moci úřední ze ziskčnosti ;

18. obchod otroky.

Vydání bude rovněž povoleno pro spoluvinu, pokus a podílnictví, vztahují-li se na trestné činy shora vypočtené a jsou-li trestné podle zákonodárství obou států.

Seznam trestných činů shora vypočtených může býti po dohodě změněn nebo doplněn prohlášeními obou vlád.

Článek 3.

NEVYDÁVÁNÍ A STÍHÁNÍ VLASTNÍCH STÁTNÍCH PŘÍSLUŠNÍKŮ.

Smluvní strany nebudou vydávati vlastních státních příslušníků.

Pro případ, že nebude lze povolití vydání vzhledem k ustanovením předchozího odstavce, zavazují se Vysoké smluvní strany, že dají stíhati a souditi podle vlastního zákonodárství své státní příslušníky, kteří dopustili se trestných činů proti zákonům druhého státu, ačli tyto trestné činy jsou uvedeny v článku 2 této Úmluvy.

Stát, který si bude přát, aby bylo použito ustanovení předchozího odstavce, požádá o to diplomatickou cestou a připojí žádosti předměty, spisy, listiny a všechny potřebné informace.

Článek 4.

PŘÍPADY, KDY VYDÁNÍ NEBUDE POVOLENO.

Vydání nebude povoleno :

1. byl-li trestný čin spáchan na území dožádaného státu, nebo je-li podle zákona dožádaného státu úřad tohoto státu výlučně příslušným k trestnímu stíhání ;

2. je-li trestný čin, pro nějž jest vydání žádáno, považován dožádanou stranou za trestný čin politický nebo za čin s takovým trestným činem souvislý. Za trestný čin politický ani za čin s takovým trestným činem souvislý nebude pokládán útok proti hlavě některého státu, zakládá-li skutkovou podstatu vraždy, otrávení nebo zabití ;

3. je-li podle zákona dožadujícího státu nebo dožádaného státu nebo podle zákonů státu, v němž trestný čin byl spáchan, stíhání nebo trest promlčen, dříve než žádost podle článku 6 a 7 došla dožádanému státu ;

4° Si, pour le même fait, l'individu réclamé a été condamné, acquitté ou absous, ou s'il a subi sa peine ou a été gracié dans l'Etat requis.

Article 5.

CAS OÙ L'EXTRADITION PEUT ÊTRE REFUSÉE.

Dans le cas où, d'après la loi de l'Etat requis, l'autorité de cet Etat est compétente pour exercer la poursuite et que l'action a déjà été intentée, l'extradition pourra être refusée.

Article 6.

DEMANDE D'EXTRADITION.

Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

Article 7.

DOCUMENTS A PRODUIRE AVEC LA DEMANDE D'EXTRADITION.

L'extradition ne sera accordée que sur la production des documents ci-après :

1° Un mandat d'arrêt ou tout autre acte judiciaire équivalent à celui-ci ou une sentence de condamnation ; ces documents seront produits en original ou en expédition authentique ;

2° Un exposé précis des faits incriminés quand cette indication ne résultera pas des documents mentionnés dans l'alinéa précédent, et lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété, il sera en outre indiqué dans la mesure du possible, le montant du dommage causé ou que l'inculpé aura tenté de causer ;

3° Le signalement de l'individu réclamé, sa photographie, et tous renseignements pouvant servir à établir son identité ;

4° Le texte des lois pénales de l'Etat requérant applicables au fait incriminé et mentionnant la peine dont ce fait est puni.

Les documents mentionnés ci-dessus seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, dans la forme requise par la loi de ce dernier et munis du sceau officiel. Les autorités de l'Etat requis assureront la traduction dans la langue officielle de cet Etat.

Article 8.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des documents prévus à l'article précédent, l'Etat requis prendra conformément à la législation en vigueur sur son territoire, toutes les mesures nécessaires pour rechercher l'individu réclamé et s'il y a lieu pour s'assurer de sa personne.

Article 9.

ARRESTATION PROVISOIRE.

Dans les cas urgents, même avant que la demande régulière d'extradition ait été présentée, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur une demande directe de l'autorité judiciaire de l'Etat requérant transmise par la poste ou le télégraphe et mentionnant l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un des actes visés à l'article 7 avec indication du délit. S'il y a lieu l'Etat requis vérifiera l'authenticité de cette demande.

Avis de l'arrestation provisoire et du lieu de détention sera donné immédiatement à l'autorité requérante.

4. byla-li osoba vyžadovaná v dožádaném státě pro tentýž trestný čin odsouzena nebo osvobozena, nebo odpykala-li svůj trest, nebo byla-li jí udělena milost.

Článek 5.

PŘÍPADY, KDY VYDÁNÍ MŮŽE BÝTI ODEPŘENO.

V případech, kdy podle zákona dožádaného státu úřad tohoto státu jest příslušným k trestnímu stíhání a trestní řízení bylo jím již zahájeno, může vydání býti odepřeno.

Článek 6.

ZÁDOST ZA VYDÁNÍ.

Zádosti za vydání budou podány diplomatickou cestou.

Článek 7.

LISTINY, KTERÉ TŘEBA PŘIPOJITI ŽÁDOSTI ZA VYDÁNÍ.

Vydání bude povoleno jen tehdy, budou-li předloženy tyto listiny :

1. zatykač nebo jiná soudní listina jemu na roveň postavená nebo odsuzující rozsudek ; tyto listiny budou předloženy v prvopise nebo v původním vyhotovení ;

2. přesné vylíčení trestných činů za vinu kladených tam, kde nevychází na jevo z listin zmíněných v předchozím odstavci ; jde-li o trestné činy proti majetku, bude uvedena pokud možno i výše způsobené škody, nebo škody, kterou obviněný způsobil se pokoušel ;

3. popis vyžadované osoby, její podobenka a všechny informace, jež mohou sloužit k zjištění její totožnosti ;

4. znění zákonů dožadujícího státu, jichž je použití na trestný čin, a uvádějících trest naň uložený.

Listiny tuto zmíněné budou sepsány v úředním jazyku dožadujícího státu způsobem předepsaným jeho zákonem a opatřeny úřední pečeti. Úřady dožádaného státu postarají se o jejich překlad do úředního jazyka tohoto státu.

Článek 8.

OPATŘENÍ K ZAJIŠTĚNÍ VYDÁNÍ.

Jakmile dojde žádost za vydání s listinami předepsanými v předchozím článku, zařídí dožádaný stát podle zákonodárství platného na jeho území vše, čeho je třeba, aby po vyžádané osobě bylo pátráno, a po případě, aby se jí zajistil.

Článek 9.

PROZATÍMNÍ ZATČENÍ.

V nutných případech bude lze zaříditi prozatímní zatčení ještě před podáním pravidelné žádosti za vydání, požádá-li o to soud dožadujícího státu poštou nebo telegraficky se zmínkou o tom, že je tu zatykač nebo jedna z listin uvedených v článku 7, naznačí-li zároveň trestný čin. Je-li třeba, zjistí dožádaný stát dříve, zda toto dožádání jest autentické.

O prozatímním zatčení, jakož i o místě vazby bude ihned dožadujícímu úřadu podána zpráva.

Dans un délai de huit jours à partir de la date d'envoi de la demande d'arrestation provisoire mentionnée à l'alinéa premier, l'Etat requis devra être informé par la voie diplomatique que l'extradition est demandée. Les pièces devront être produites, au plus tard, dans le délai d'un mois, à partir de la date d'envoi de cette demande d'arrestation provisoire.

Article 10.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Dans le cas où l'Etat requis estimerait nécessaire de recevoir des renseignements complémentaires pour pouvoir statuer sur la demande d'extradition, ils devront lui être fournis dans un délai d'un mois courant du jour où l'agent diplomatique de l'Etat requérant aura été invité à faire parvenir ces informations complémentaires. Ce délai sur demande motivée, formée avant son expiration, est susceptible d'être prolongé d'un second mois.

Si les renseignements ne sont pas reçus dans le délai fixé, l'individu arrêté ne pourra être maintenu en détention au titre de la demande d'extradition ayant motivé l'arrestation.

Article 11.

CONCOURS DE DEMANDES D'EXTRADITION.

En cas de réclamation du même individu de la part de plusieurs Etats pour des faits distincts, l'Etat requis statuera en prenant pour base d'après sa propre législation la gravité des faits incriminés.

S'il s'agit de faits d'égale gravité ou du même fait, l'Etat requis statuera en tenant compte : en première ligne, du lieu où l'infraction a été commise ; en seconde ligne, de la nationalité de la personne réclamée et ensuite de la priorité des demandes.

Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte aux engagements résultant des traités conclus antérieurement à la présente convention par l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes avec des Etats tiers.

Article 12.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis, pour une infraction autre que celle motivant la demande d'extradition, ce dernier Etat devra néanmoins statuer sur cette demande. Mais la remise de l'inculpé sera différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, qu'il ait subi sa peine ou ait été gracié, ou bien que sa détention occasionnée par d'autres motifs soit terminée.

Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que l'étranger puisse être envoyé temporairement pour comparaître devant les autorités judiciaires de l'Etat requérant, sous la condition expresse qu'il sera renvoyé, dès que ces autorités judiciaires auront statué sur l'infraction ayant motivé la demande d'extradition.

Article 13.

LIMITES AU DROIT D'EXTRADITION.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni condamné dans l'Etat requérant pour une infraction autre que celle pour laquelle son extradition a été accordée.

Pour les infractions commises avant l'extradition, l'individu extradé pourra être poursuivi, puni ou livré à un Etat tiers seulement :

- a) Si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent ; ce consentement sera demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition accompagnée des pièces énumérées à l'article 7 ;

Ve lhůtě osmi dnů ode dne, kdy odesláno bylo dožádání za prozatímní zatčení, zmíněné v prvním odstavci, musí býti dožádaný stát diplomatickou cestou zpraven, že se žádá za vydání. Doklady bude předložiti nejpozději ve lhůtě jednoho měsíce ode zaslání tohoto dožádání za prozatímní zatčení.

Článek 10.

DODATEČNÁ OBJASNĚNÍ.

V případě, že by dožádaný stát, maje rozhodnouti o žádosti za vydání, pokládal za nutno, aby se mu dostalo dodatečných objasnění, musí mu tato býti dána ve lhůtě jednoho měsíce ode dne, kdy diplomatický zástupce byl vyzván, aby tyto doplňující informace dodal. Tato lhůta může k odůvodněné žádosti podané před jejím vypršením býti prodloužena o další měsíc.

Nedošla-li objasnění ve stanovené lhůtě, nebude lze podržeti zatčenou osobu ve vazbě z titulu žádosti za vydání, jež byla důvodem zatčení.

Článek 11.

DOŽÁDÁNÍ RŮZNÝCH STÁTŮ ZA VYDÁNÍ.

Vyžaduje-li více států tutěž osobu pro různé trestné činy, rozhodne dožádaný stát, přihlížeje podle vlastního zákonodárství k tíži trestných činů za vinu kladených. Jde-li o trestné činy stejně těžké neb o tentýž trestný čin, rozhodne dožádaný stát, přihlížeje v první řadě k místu, kde byl trestný čin spáchán, v druhé řadě k státní příslušnosti vyžadované osoby a pak k pořadí žádostí.

Ustanovení tohoto článku nedotýkají se závazků vyplývajících ze smluv uzavřených před touto Úmluvou jednou nebo druhou z obou Vysokých smluvních stran s třetími státy.

Článek 12.

ODKLAD VYDÁNÍ.

Je-li vyžadovaná osoba v dožádaném státě stíhána neb odsouzena pro jiný trestný čin nežli ten, jenž dal podnět k žádosti za vydání, musí tento stát nicméně o žádosti za vydání rozhodnouti. Ale předání obviněného bude odloženo až do té doby, kdy bude od stíhání upuštěno, kdy bude osvobozen, kdy odpyká svůj trest nebo mu bude dána milost, nebo kdy skončí jeho vazba uvalená naň z jiných důvodů.

Toto ustanovení není však tomu na závadu, aby cizí státní příslušník mohl býti dočasně poslán, před soudy dožadujícího státu, pod výslovnou podmínkou, že bude poslán zpět, jakmile tyto soudy rozhodnou o trestném činu, který zavedl podnět k žádosti za vydání.

Článek 13.

MEZE VYDÁNÍ.

Vydanou osobu nebude lze stíhati neb odsouditi v dožadujícím státě pro jiný trestný čin nežli ten, pro který její vydání bylo povoleno.

Pro trestné činy spáchané před vydáním bude lze vydanou osobu stíhati, trestati nebo vydati třetímu státu jen :

a) dá-li stát, který povolil vydání, k tomu svůj souhlas. O tento souhlas bude žádati způsobem stanoveným pro žádost za vydání s doklady vypočtenými v článku 7 ;

b) Si ledit individu est volontairement resté sur le territoire de l'Etat auquel il a été extradé pendant plus d'un mois après avoir été jugé, ou en cas de condamnation après avoir été libéré, ou si ledit individu, après avoir quitté le territoire de l'Etat auquel il a été extradé revient, de son plein gré, ultérieurement sur ce territoire.

Sur demande de l'Etat qui a accordé son consentement conformément à l'alinéa a), l'autre Etat l'informerá du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie certifiée conforme du jugement.

Article 14.

CESSATION DES EFFETS DE L'EXTRADITION.

Si, dans le délai de six semaines à compter du jour où l'Etat requérant a été informé que l'extradition lui était accordée, il ne s'est pas fait délivrer l'individu réclamé, celui-ci sera remis en liberté, et ne pourra plus être extradé pour la même cause.

Article 15.

EXTRADITION SOMMAIRE.

Le criminel qui, une fois livré, trouve moyen de fuir la justice et cherche de nouveau refuge sur le territoire de l'Etat requis ou tout au moins parcourt de passage ce territoire, sera arrêté sur demande directe des autorités compétentes ou adressée par la voie diplomatique et sera livré sans nouvelles formalités.

Article 16.

TRANSIT D'EXTRADÉS.

Le transit, à travers le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie par un Etat tiers, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait motivant la demande de transit soit mentionné à l'article 2 de la présente convention.

Les dispositions relatives à l'extradition s'appliquent au transit.

Le transit sera assuré par les agents de l'Etat requis dans les conditions et par la voie qu'il déterminera.

Article 17.

NOTIFICATION D'ACTES EN MATIÈRE PÉNALE.

En matière pénale, lorsque la notification d'un acte de procédure émanant des autorités de l'une des deux Hautes Parties contractantes à un individu résidant sur le territoire de l'autre Etat sera jugée nécessaire, la pièce sera transmise à l'Etat requis par la voie diplomatique.

La demande de notification de l'agent diplomatique de l'Etat requérant devra indiquer l'autorité de qui émane l'acte, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte et l'affaire pénale à laquelle celui-ci se rapporte.

Les jugements de condamnation ainsi que les citations à comparaître comme inculpé rendus ou décernés par les autorités judiciaires de l'une des deux Hautes Parties contractantes intéressant des ressortissants de l'autre Partie, ne seront toutefois pas notifiés à ces derniers.

En règle générale, l'Etat requis se bornera à faire effectuer la notification de l'acte au destinataire qui l'acceptera volontairement.

La preuve de la notification se fera au moyen soit d'un récépissé, daté et signé, par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis constatant le fait, la forme et la date de la notification. Si l'acte à notifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation pourra être inscrit sur l'un des doubles qui sera retourné.

b) jestliže jmenovaná osoba zůstala dobrovolně na území státu, jemuž byla vydána, déle než měsíc ode dne, kdy tam byla souzena, a v případě odsouzení ode dne kdy tam byla propuštěna na svobodu, nebo jestliže jmenovaná osoba opustivši území státu, jemuž byla vydána, vrátila se později na toto území, ačkoliv tak nemusila učiniti.

K žádosti státu, který dal svůj souhlas podle odstavce a), zpraví ho druhý stát o konečném výsledku trestního řízení tím, že zašle mu ověřený opis rozsudku.

Článek 14.

POMINUTÍ ÚČINKU VYDÁNÍ.

Nedal-li si dožadující stát vydati vyžádanou osobu ve lhůtě šesti týdnů ode dne, kdy byl zpraven, že mu vydání bylo povoleno, bude tato osoba propuštěna na svobodu, aniž by bylo lze jí vydati z téhož důvodu.

Článek 15.

VYDÁNÍ V KRÁTKÉ CESTĚ.

Zločinec, který, byv jednou vydán, vyhne se kterakkoli spravedlnosti a uchýlí se znova na území dožádaného státu, nebo alespoň bude na cestě tímto územím, bude k dožádání příslušných úřadů, učiněnému přímo nebo diplomatickou cestou, zatčen a znova vydán, a to bez dalších formalit.

Článek 16.

PRŮVOZ OSOB VYDANÝCH.

Průvoz osoby, která byla vydána druhé straně třetím státem, územím jedné z obou Vysokých smluvních stran, bude povolen, bude-li předložena at v prvopise nebo v původním vyhotovení některá z listin uvedených v článku 7, je-li trestný čin odůvodňující žádost za průvoz uveden v článku 2 této Úmluvy.

Předpisy o vydání platí rovněž pro průvoz.

Průvoz bude zajištěn orgány dožádaného státu za podmínek a cestou, které tento určí.

Článek 17.

DORUČOVÁNÍ SPISŮ VE VĚCÍCH TRESTNÍCH.

Jestliže ve věcech trestních bude shledáno nutným, aby soudní spis pocházející od úřadů jedné z obou Vysokých smluvních stran byl doručen osobě jsoucí na území druhého státu, bude spis předán dožádanému státu diplomatickou cestou.

V žádosti diplomatického zástupce dožadujícího státu o doručení bude uvést úřad, od něhož spis pochází, adresu příjemcovu, druh spisu a trestní věc, na niž se spis vztahuje.

Doručeny však nebudou odsuzující rozsudky vynesené soudy jedné z obou Vysokých smluvních stran, jakož i předvolání k dostavení se jako obviněný, těmito soudy nařízená, týkají-li se příslušníků druhé strany.

Dožádaný stát omezí se zpravidla na to, že dá doručiti spis adresátovi, přijme-li jej tento dobrovolně.

Doručení bude prokázáno buďto datovanou a příjemcem podepsanou stvrzenkou nebo potvrzením úřadu dožádaného státu, v němž bude zjištěno, že spis byl doručen, jakým způsobem a kterého dne se tak stalo. Byl-li spis, který má býti doručen, zaslán ve dvojím stejnopise, bude lze napsati stvrzenku příjemcovu nebo potvrzení úřadu na onom z obou stejnopisů, který bude vrácen.

En cas de refus de la part du destinataire de recevoir volontairement l'acte, celui-ci sera, sur demande expresse de l'agent diplomatique de l'Etat requérant, notifié au destinataire dans une forme autorisée par la législation de l'Etat requis.

Les pièces constatant l'exécution de la demande seront envoyées sans traduction à l'agent diplomatique requérant.

Article 18.

COMMISSIONS ROGATOIRES.

Quand, au cours d'une affaire pénale, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux Etats ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire de l'autorité judiciaire sera adressée à cet effet, par la voie diplomatique. Les commissions rogatoires seront exécutées dans la forme prescrite par la législation de l'Etat requis.

Les pièces d'exécution seront envoyées, sans traduction, à l'agent diplomatique requérant.

Article 19.

CITATION ET COMPARUTION DE PERSONNES RÉSIDANT DANS L'AUTRE ETAT.

Si dans une cause pénale pendante devant les tribunaux d'un des deux Etats contractants la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant est jugée nécessaire ou désirable, les autorités de celui-ci l'inviteront à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet par leur intermédiaire de la part desdits tribunaux.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant et l'assignation indiquera la somme à allouer au témoin ou expert à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire, à charge de remboursement par l'Etat requérant, aussitôt que la personne citée déclarera vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, qui, cité conformément à l'alinéa premier, comparaitra volontairement devant les tribunaux de l'autre Partie, ne pourra sur le territoire de cette dernière, être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits faisant l'objet du procès où il est appelé.

Ces personnes perdront toutefois cet avantage, si elles n'ont pas quitté, de leur propre gré, le territoire de l'Etat requérant dans les cinq jours suivant le moment où leur présence n'est plus nécessaire devant les instances judiciaires.

Si la personne citée se trouve en détention sur le territoire de l'Etat requis, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'elle y sera renvoyée le plus tôt possible. Une pareille demande ne pourra être refusée à moins de considérations spéciales notamment si le détenu cité s'y oppose expressément.

Sera de même accordé, dans les conditions énoncées ci-dessus pour le transit, le transport, aller et retour, par le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes d'un individu détenu dans un Etat tiers, que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi ou d'entendre comme témoin.

Article 20.

COMMUNICATION DE DOSSIERS.

Lorsque dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la communication d'objets, dossiers ou documents quelconques, se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Etat, sera jugée nécessaire, la demande de communication sera faite par la voie diplomatique.

Il y sera donné suite, en observant les lois de l'Etat requis, sous l'obligation de renvoyer les objets, dossiers ou documents.

Odepře-li adresát přijmouti spis dobrovolně, bude tento k výslovné žádosti diplomatického zástupce dožadujícího státu doručen adresátovi způsobem připuštěným zákonodárstvím dožádaného státu.

Spisy o výkonu žádosti budou dožadujícímu zástupci diplomatickému zaslány bez překladu.

Článek 18.

DOŽÁDÁNÍ.

Jestliže v trestním řízení před soudy jednoho z obou smluvních států bude shladáno nutným, aby byly slyšeny osoby, které jsou na území druhého státu, nebo aby tam jakýkoli jiný vyšetřovací úkon byl proveden, podá soud k tomu cíli dožádání cestou diplomatickou. Dožádání budou provedena způsobem, předepsaným zákonodárstvím dožádaného státu.

Spisy o výkonu dožádání budou dožadujícímu zástupci diplomatickému zaslány bez překladu.

Článek 19.

OBESLÁNÍ A DOSTAVENÍ SE OSOB JSOUCÍCH V DRUHÉM STÁTĚ.

Jestliže v trestním řízení před soudy jednoho z obou smluvních států bude shledáno nutným nebo žádoucím, aby se osobně dostavil svědek nebo znalec, který jest na území druhého smluvního státu, vyzvou ho úřady tohoto státu, aby vyhověl obsílce uvedených soudů, která mu bude jejich prostřednictvím dodána.

Náklady osobního dostavení se svědka nebo znalce půjdou k tíži dožadujícího státu a v obsílce uvéstí bude částku, která bude svědku nebo znalci nahrazena jako náklady cesty a pobytu, jakož i částku, kterou dožádaný stát může, jakmile předvolaná osoba prohlásí, že chce obsílce vyhověti, poskytnouti jí zálohou s výhradou náhrady dožadujícím státem.

Žádný svědek ani znalec, ať jest jakýmkoli státním příslušníkem, který, byv obeslán podle odstavce prvního, dobrovolně se dostavil před soudy druhé strany smluvní, nesmí na území této strany býti stíhán ani uvězněn pro dřívější trestné činy nebo odsouzení, nebo pod záminkou spoluviny na trestných činech, které jsou předmětem řízení, v němž se dostavil.

Tyto osoby pozбудou této výhody, neopustí-li území dožadujícího státu, ač tak mohly učiniti, ve lhůtě pěti dnů od té doby, kdy jejich přítomnosti před soudy nebylo již potřebí.

Je-li předvolaná osoba ve vazbě na území dožádaného státu, bude lze žádati, aby se dostavila, se závazkem, že bude co nejdříve poslána zpět. Tuto žádost nebude lze zamítnouti, leda za zvláštních úvah, zejména kdyby se předvolaný vězeň tomu výslovně opřel.

Rovněž bude povolena za podmínek uvedených shora pro průvoz doprava tam a zpět územím jedné z obou Vysokých smluvních stran osoby vězněné v třetím státě, jejíž konfrontaci se stíhanou osobou nebo jejíž svědecký výslech by druhá smluvní strana pokládala za vhodný.

Článek 20.

SDĚLOVÁNÍ SPISŮ.

Jestliže v trestním řízení vedeném v jednom z obou států bude shledáno nutným, aby předměty spisy nebo jakékoli listiny, které jsou u úřadů druhého státu, byly sděleny, bude o sdělení požádáno cestou diplomatickou.

Této žádosti vyhověno bude podle zákonů dožádaného státu, avšak se závazkem, že předměty, spisy nebo listiny budou vráceny.

Article 21.

REFUS DE MESURES.

Les mesures prévues aux articles 17 et 20 seront refusées dans le cas où l'Etat requis les considère comme contraires à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Ces mesures pourront être refusées dans le cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y a pas d'obligation d'accorder l'extradition.

En cas de refus des mesures dont il s'agit, l'Etat requérant sera informé de ce refus et de sa cause.

Article 22.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

Les autorités des deux Hautes Parties contractantes se remettront, sur demande, les objets qu'un inculpé s'est procuré par son infraction, ou bien qui peuvent servir de pièces à conviction et cela même dans le cas où lesdits objets seraient passibles de saisie ou de confiscation.

Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront autant que faire se pourra, remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Elle comprendra également tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans l'Etat accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont toutefois réservés les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels dans ce cas devront, le procès fini, être rendus le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

L'Etat auquel la remise de ces objets aura été demandée pourra les garder temporairement pour une instruction criminelle. Il pourra de même les transmettre sous condition de restitution pour le même but, en s'engageant de les renvoyer à son tour, dès que faire se pourra.

Article 23.

COMMUNICATION DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DE CASIER JUDICIAIRE.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront chaque semestre les bulletins de casier judiciaire relatifs aux condamnations définitives (avec ou sans sursis) prononcées, dans chacun des deux Etats, contre les ressortissants de l'autre pour crimes et délits de droit commun.

Les autorités de l'une des deux Hautes Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires fourniront gratuitement, sur demande faite par la voie diplomatique, aux autorités de l'autre Partie des informations d'après les casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers. Ces renseignements seront fournis seulement en cas de poursuites judiciaires, contre un individu non national de l'Etat requis.

Article 24.

FRAIS.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition, ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires et de l'envoi ou de la restitution des pièces de conviction ainsi que la communication de tous documents, seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

Les autorités de la Partie requise communiqueront toutefois à la Partie requérante le montant de ces frais en vue de leur remboursement par la personne obligée de les supporter. Les montants perçus de celle-ci reviennent à l'Etat requis.

Článek 21.

ODMÍTNUTÍ PRÁVNÍ POMOCI.

Opatření podle článků 17 a 20 bude odepřito v případě, že dožádaný stát má za to, že se příčí jeho svrchovanosti nebo jeho bezpečnosti.

Bude je lze odepřito v případě, že by podle ustanovení této Úmluvy nebylo závazku povolití vydání.

Bude-li odepřeno učiniti opatření, o něž jde, bude dožadující stát o tom zpraven a bude mu sdělen důvod, proč se tak stalo.

Článek 22.

VYDÁNÍ VĚCÍ DOLIČNÝCH.

Úřady obou Vysokých smluvních stran vydají si k dožádání předměty, které si obviněný trestným činem opatřil, nebo které mohou sloužiti za věci doličné, a to i v případě, že by tyto předměty podléhaly zabavení nebo konfiskaci.

Jsou-li tyto předměty v držení obviněného při jeho vydání nebo při jeho průvozu, budou pokud možno vydány současně s osobou vydanou nebo provezenou. Vydány budou i v případě, že by vydání již povolené nebylo lze provésti pro úmrtí nebo útěk obviněného. Vydání bude se vztahovati rovněž na všechny předměty, které obviněný schoval nebo uložil ve státě povolivším vydání a které byly později nalezeny.

Práva, jichž třetí osoby k těmto věcem snad nabyly, zůstávají ovšem nedotčena; v tomto případě musí věci ty, jakmile řízení bude skončeno, co nejdříve a bez výloh býti vráceny dožádanému státu.

Stát, na němž vydání těchto předmětů bylo žádáno, může si je dočasně ponechati, pokládá-li je za potřebné pro trestní řízení. Může je také zaslati s podmínkou, že mu budou vráceny k témuž účelu, zavazuje se, že je pak sám vrátí, jakmile to bude možno.

Článek 23.

SDĚLOVÁNÍ ODSUZUJÍCÍCH ROZSUDKŮ A VÝTAHŮ Z TRESTNÍHO REJSTŘÍKU.

Obě Vysoké smluvní strany budou si pololetně sdělovati výtahy z trestního rejstříku týkající se konečných (ať bezpodmínečných ať podmíněčných) odsouzení vynesných v každém z obou států proti příslušníkům druhého státu pro obecné zločiny a přečiny.

Úřady jedné z obou Vysokých smluvních stran, pověřené vedením trestního rejstříku nebo soudních záznamů, dodají k žádosti, podané diplomatickou cestou, úřadům druhé strany bezplatně informace z trestního rejstříku nebo ze soudních záznamů o jednotlivých případech. Tyto informace budou dodány jen v případech trestního řízení proti osobě, která není státním příslušníkem dožádaného státu.

Článek 24.

NÁKLADY.

Náklady vzniklé žádostí o vydání, dále náklady spojené s výkonem dožádání o právní pomoc, se zasláním nebo vrácením věcí doličných a se sdělením kteréhokoli dokladu zatíží Stranu, na jejímž území byly způsobeny.

Nicméně oznámí úřady dožádané strany straně dožadující výši těchto výloh za účelem jejich úhrady osobou, která jest povinna je nésti. Obnosy od ní vybrané případnou státu dožádanému.

Font exception les indemnités pour les expertises de toute nature de même que les frais occasionnés par la citation ou comparution des personnes se trouvant en détention sur le territoire de l'Etat requis. Ces dépenses seront remboursées par l'Etat requérant. Seront de même à la charge de l'Etat requérant les frais du transit et d'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée.

Seront également supportés par l'Etat requérant les frais de la remise temporaire des individus réclamés et ceux de leur renvoi.

Article 25.

RATIFICATION, MISE EN VIGUEUR, DÉNONCIATION.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Paris le plus tôt possible.

La présente convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et continuera ses effets pendant un délai de six mois à compter du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Elle s'appliquera même aux infractions commises avant sa mise en vigueur.

Les textes français et tchécoslovaque de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 22 décembre 1934.

(L. S.) Stefan OSUSKÝ.

(L. S.) D^r A. KOUKAL.

(L. S.) Henri DE MALEVILLE.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 3 juillet 1936.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Výjimku činí náhrady za dobrá zdání všeho druhu, jakož i výlohy vzniklé předvoláním nebo dostavením se osob jsoucích ve vazbě na území státu dožadného. Tyto výlohy budou hrazeny státem dožadujícím. Dožadující stát rovněž hraditi bude náklady průvozu průchodními územími osob, jichž vydání nebo dočasné předání bylo povoleno.

Stejně zatíží dožadující stát výlohy za dočasné předání osob vyžadovaných a jejich vrácení.

Článek 25.

RATIFIKACE, UVEDENÍ V PLATNOST, VÝPOVĚĎ.

Tato Úmluva bude ratifikována a ratifikace budou vyměněny v Paříži co nejdříve.

Nabude platnosti měsíc po výměně ratifikací a zůstane v platnosti šest měsíců ode dne, kdy jedna z obou Vysokých smluvních stran ji vypověděla.

Úmluva bude se vztahovati též na trestné činy spáchané dříve než vejde v platnost. Československé a francouzské znění této Úmluvy jsou stejně původní.

Čemuž na svědomí podepsali shora jmenovaní zmocněnci tuto Úmluvu a opatřili ji svým pečeti.

Dáno ve dvojím vyhotovení v Paříži dne 22. prosince 1934.

(L. S.) Stefan OSUSKÝ.

(L. S.) Dr. A. KOUKAL.

(L. S.) Henri DE MALEVILLE.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 3 juillet 1936.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3949. — CONVENTION REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN THE PRINCIPALITY OF MONACO AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 22ND, 1934.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC
and

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO,
Being desirous of concluding a Convention to regulate the extradition of criminals and judicial assistance in criminal matters, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Stefan OSUSKÝ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic in Paris ;

M. Antonín KOUKAL, Senior Counsellor at the Ministry of Justice ;

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

Count Henri DE MALEVILLE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Monaco in Paris ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

EXTRADITION OF CRIMINALS.

Each of the two High Contracting Parties undertakes to deliver up to the other, in the circumstances and under the conditions laid down in the present Convention, all persons who, being proceeded against or having been convicted by the judicial authorities of the one Party for any offence enumerated in Article 2, shall be found within the territory of the other Party, provided that under the laws of the two States, even if these are applicable to part of their territories only, such offence constitutes a crime or delict.

Should the offence giving rise to the requisition for extradition have been committed outside any of the above-mentioned territories, extradition shall be granted if the laws of the State to which application is made authorise prosecution for the same offences when committed outside its territory.

Article 2.

OFFENCES FOR WHICH EXTRADITION SHALL BE GRANTED.

Extradition shall be granted for the following offences :

(1) Wilful homicide, including assassination, murder, parricide, infanticide and poisoning ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(2) Wilful assault causing bodily injury, either premeditated or resulting in permanent disablement or incapacity for work, loss or deprivation of the use of a limb or any other organ, or death, without there having been intention to cause death ;

(3) Abortion ;

(4) Bigamy ;

(5) Rape, indecent assault with violence, indecent assault without violence upon children under the age laid down in the criminal laws of the two States ;

(6) Offences against morals :

(a) By procuring, enticing or leading away for immoral purposes, in order to gratify the passions of another person, a female minor whether married or unmarried, even with her consent ;

(b) By procuring, enticing or leading away for immoral purposes, in order to gratify the passions of another person, a woman of full age whether married or unmarried, by fraud or by means of violence, threats, abuse of authority or any other form of constraint ;

(7) Abduction of minors, abandonment and exposure of children, concealment and substitution of children, or false attribution of parentage ;

(8) Extortion, threats of attack on persons or property, attacks attempted or carried out by private persons against individual liberty or the inviolability of the domicile ;

(9) Thefts of all kinds ;

(10) Forgery or falsification of documents, whether public, commercial or private, falsification of telegrams, employment of forgeries or falsified documents ;

Falsification or fraudulent alteration of official documents emanating from the Government or the public authorities, fraudulent use of documents thus altered or forged ; Perjury, false swearing, subornation of witnesses, experts or interpreters ;

(11) Fraudulent bankruptcy ;

(12) Counterfeiting of currency, forgery or alteration of public debt bonds and coupons, national or foreign bank-notes, paper money or other public securities, seals, stamps, dies, marks belonging to the State or to public administrations, the putting into circulation or fraudulent use of the above-named altered or forged objects ;

(13) Swindling (breach of trust, improper use of an uncompleted signed instrument) ;

(14) Arson ;

(15) Malicious destruction of or interference with a railway track or telegraphic or telephonic (including wireless) communications ; wilful or malicious destruction of or damage to movable or immovable property ; destruction of buildings and steam-engines ; destruction of or damage to crops, plants, trees or grafts ; destruction of agricultural implements ; destruction or poisoning of cattle or other animals ; wilful interference with the movement of railway trains ;

(16) Wilful unlawful stranding, sinking or destruction of a ship by the master or officers and crew ;

Abandonment of a merchant or fishing vessel by the master in cases other than those authorised by the laws of the two States ;

Misappropriation of a merchant or fishing vessel by the master ; unnecessary jettisoning or destruction of the whole or part of the cargo, victuals or effects on board ; taking a wrong course ; borrowing without cause on the hull, stores or gear of the ship, or pledging or sale of the merchandise or victuals, or entry in the accounts of fictitious damages or expenses ; sale of the ship, without special authority, except in the case of unseaworthiness ; theft on board ship ; adulteration on board ship of victuals or merchandise by the admixture of harmful substances ; attacks upon or resistance to the

master, accompanied by violence, by more than one-third of the crew ; refusal, accompanied by assault causing bodily harm, to obey orders given by the master or officer in charge with a view to ensuring the safety of the ship or cargo ; conspiracy against the safety, liberty or authority of the master ; seizure of the ship by the crew or passengers by means of fraud or violence directed against the master ;

(17) Embezzlement of public moneys by public employees or trustees ; bribery of officials, peculation ;

(18) Slave-trading.

Extradition shall also be granted for complicity in or attempt to commit any of the aforesaid offences, or for receiving in connection therewith, provided that such acts are punishable under the laws of both States.

It is understood that the foregoing list of acts may be modified or supplemented by declarations of the two Governments acting in agreement.

Article 3.

NON-EXTRADITION AND PROSECUTION OF NATIONALS.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

Each of the High Contracting Parties undertakes that, whenever extradition cannot be granted by reason of the stipulations of the preceding paragraph, it will proceed against and try under its own law any of its nationals who have committed offences against the laws of the other State, provided that such offences are mentioned in Article 2 of the present Convention.

A State desiring to apply the provisions of the preceding paragraph shall forward a request, together with all necessary articles, records, documents and information, through the diplomatic channel.

Article 4.

CASES IN WHICH EXTRADITION SHALL NOT BE GRANTED.

Extradition shall not take place :

(1) If the offence was committed in the territory of the State applied to or if, under the laws of the latter, its own authorities are competent to prosecute and cannot waive their rights in favour of the authorities of the State making the requisition.

(2) If the Party applied to considers the offence for which extradition is demanded to be a political offence or an act connected with such an offence. An offence committed against the person of a Head of State shall not be regarded as a political offence or as an act connected with a political offence when it constitutes assassination, poisoning or murder.

(3) If, under the laws of the State making the requisition, or of the State applied to, or of the State in which the offence was committed, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time before the requisition provided for in Articles 6 and 7 reaches the State applied to.

(4) If, in respect of the same act, the person claimed has been convicted, acquitted or discharged, or if he has served his sentence or been pardoned in the State applied to.

Article 5.

CASES IN WHICH EXTRADITION MAY BE REFUSED.

Extradition may be refused if, by the law of the State applied to, the latter's authorities are competent to prosecute and have already instituted proceedings.

Article 6.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

Requisitions for extradition shall be forwarded through the diplomatic channel.

Article 7.

DOCUMENTS WHICH MUST ACCOMPANY REQUISITIONS FOR EXTRADITION.

Extradition shall only be granted on production of the following documents :

(1) A warrant of arrest or any other legal document of like character or a sentence of conviction ; the documents produced shall be either originals or certified copies ;

(2) An exact statement of the alleged offences when this information is not given in the documents mentioned in the preceding paragraph, and in the case of offences against property, the amount of the damage which the accused has caused or attempted to cause shall also be indicated as far as possible ;

(3) The description of the person claimed, his photograph, and all information which may assist in establishing his identity ;

(4) The text of the criminal laws of the State making the requisition which are applicable to the alleged offence, with a statement of the penalty involved.

The documents mentioned above shall be drawn up in the official language of the State making the requisition, in the form required by its laws, and shall bear its official seal. The authorities of the State applied to shall be responsible for the translation of these documents into its official language.

Article 8.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

On receipt of the requisition for extradition, together with the documents mentioned in the preceding Article, the State applied to shall take all necessary steps under the laws in force in its territory to trace the person claimed and, if necessary, to take him into custody.

Article 9.

PROVISIONAL ARREST.

In urgent cases provisional arrest may be effected, even before receipt of the formal requisition for extradition, at the request, directly transmitted by post or telegraph, of the judicial authorities of the applicant State ; such request shall mention the existence of a warrant of arrest or of one of the documents referred to in Article 7, and shall indicate the nature of the offence. If necessary, the State applied to shall verify the authenticity of such request.

The applicant authority shall at once be notified of the provisional arrest of the person claimed and of the place in which he is being held in custody.

Within eight days of the despatch of the request for provisional arrest mentioned in the first paragraph, the State applied to shall be notified through the diplomatic channel that extradition is being applied for. The documents shall be produced within a month at latest of the despatch of the request for provisional arrest.

Article 10.

ADDITIONAL INFORMATION.

If the State applied to thinks it necessary to obtain additional information to enable it to decide as to the requisition for extradition, such information shall be supplied to it within one

month of the date on which the diplomatic agent of the State making the requisition is requested to obtain the said additional particulars. This period may be extended by a second month on the receipt, before its expiry, of an application indicating the reasons which make such an extension necessary.

If the information is not received within the period specified, the person arrested may not be held in custody on account of the requisition for extradition in respect of which he was arrested.

Article 11.

REQUISITION FOR EXTRADITION BY MORE THAN ONE STATE.

Should the same person be claimed by several States for different offences, the decision as to which shall have priority shall be taken by the State applied to on the basis of the gravity of the alleged offences under its own laws.

If the requisitions refer to offences of equal gravity or to one and the same offence, the State applied to shall, in reaching a decision, take into account, first, the place in which the offence was committed ; secondly, the nationality of the person claimed, and lastly the order in which the requisitions were received.

The provisions of this Article shall not affect obligations arising out of treaties with third States, concluded prior to the present Convention by either of the High Contracting Parties.

Article 12.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

If the person claimed is being proceeded against or has been convicted in the State applied to for an offence other than that giving rise to the requisition for extradition, the latter State shall nevertheless decide as to the requisition for extradition. The surrender of the accused person shall, however, be postponed until the proceedings are abandoned or he has been acquitted or discharged, or until he has served his sentence or been pardoned, or, if he is being held in custody on other grounds, until such time as he is released.

Nevertheless, the foregoing provision shall not prevent the alien being temporarily sent to appear before the judicial authorities of the State making the requisition, on the express condition that he shall be sent back as soon as these authorities shall have come to a decision on the offence which gave rise to the requisition for extradition.

Article 13.

LIMITS TO THE RIGHT OF EXTRADITION.

A person who has been surrendered may not be proceeded against or sentenced in the State making the requisition for an offence other than that for which his extradition has been granted.

A person who has been surrendered may only be proceeded against, punished or delivered up to a third State in respect of offences committed before his extradition if :

(a) The State which granted extradition consents thereto ; the request for such consent shall be made in the form laid down for requisitions for extradition and shall be accompanied by the documents enumerated in Article 7 ;

(b) The person aforesaid remains of his own free will in the territory of the State to which he was surrendered for more than one month after his trial, or, in the event of conviction, after his release from prison, or if, after having left the territory of the State to which he was surrendered, he subsequently returns there of his own accord.

If the State which has given its consent in conformity with paragraph (a) so request, the other State shall inform it of the final result of the proceedings and transmit to it a certified copy of the judgment.

Article 14.

LIMITATION OF THE VALIDITY OF EXTRADITION.

If the State making the requisition has not had the person claimed transferred to the custody of its own officers within six weeks of the date on which it was informed that extradition had been granted, the said person shall be released and shall cease to be liable to extradition for the same offence.

Article 15.

SUMMARY EXTRADITION.

An offender who, after extradition, succeeds in escaping from custody and again takes refuge in the territory of the State applied to, or at least passes through such territory, shall be arrested at the request of the competent authorities, whether made direct or through the diplomatic channel, and shall be surrendered without further formalities.

Article 16.

CONVEYANCE IN TRANSIT OF SURRENDERED PERSONS.

The conveyance in transit through the territory of either High Contracting Party of a person surrendered to the other Party by a third State shall be at once authorised on production of the original or a certified copy of any one of the documents mentioned in Article 7, provided that the offence in respect of which the said authorisation is requested is one of those enumerated in Article 2 of the present Convention.

The provisions relating to extradition shall apply to conveyance in transit.

Conveyance in transit shall be effected by the agents of the State applied to, under such conditions and by such means as it shall determine.

Article 17.

SERVICE OF DOCUMENTS IN CRIMINAL MATTERS.

When, in criminal matters, it is deemed necessary to serve a writ issued by the authorities of either High Contracting Party upon a person residing in the territory of the other State, the document shall be transmitted to the State applied to through the diplomatic channel.

In his request for service the diplomatic agent of the State making application shall name the authority by which the document was issued, the address of the person on whom it is to be served, the nature of the document, and the criminal proceedings to which it refers.

Nationals of either High Contracting Party shall not, however, be notified of judgments against them and writs to appear in answer to a criminal charge delivered or issued by the judicial authorities of the other State.

As a general rule, the State applied to shall limit its action to serving the document on the recipient if he is willing to accept it.

Proof of service shall be furnished either by a receipt dated and signed by the addressee, or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of service. If the document to be served has been transmitted in duplicate, the receipt or certificate may appear on one of the duplicate copies, which copy shall be returned.

Should the addressee refuse to accept the document voluntarily, the latter shall, at the express request of the diplomatic agent of the applicant State, be served on the addressee in a manner authorised by the laws of the State applied to.

Documents certifying the execution of the request shall be sent untranslated to the diplomatic agent of the applicant State.

Article 18.

COMMISSIONS ROGATOIRES.

If, in the course of criminal proceedings, the hearing of persons who happen to be in one of the two States or any other act connected with the preliminary legal proceedings is deemed to be necessary, a *commission rogatoire* emanating from the judicial authorities shall be sent for this purpose through the diplomatic channel. *Commissions rogatoires* shall be executed in the manner laid down by the laws of the State applied to.

Documents relating to the execution of *commissions rogatoires* shall be sent untranslated to the diplomatic agent of the applicant State.

Article 19.

SUMMONING AND ATTENDANCE OF PERSONS RESIDING IN THE OTHER STATE.

Should it be considered necessary or desirable in a criminal case pending before the courts of one of the two contracting States to secure the attendance in court of a witness or expert who is in the territory of the other contracting State, the authorities of the latter shall call upon such person to comply with the subpoena addressed to him through their intermediary by the courts in question.

The expenses connected with the attendance in court of a witness or expert shall be borne by the applicant State and the subpoena shall indicate the sum to be allocated to the witness or expert by way of travelling expenses and subsistence allowance; it shall also indicate the sum which may be advanced to him by the State applied to, provided the applicant State repays these sums as soon as the person summoned has declared his willingness to comply with the subpoena.

No witness or expert, whatever his nationality, who, when summoned in the manner laid down in the first paragraph, voluntarily appears before the courts of the other Party, may be prosecuted or detained in the territory of the latter for previous offences or convictions, or on the ground of complicity in the offence forming the subject of the case in which he is asked to appear.

Such persons shall, however, forfeit the above privilege should they fail to leave the territory of the applicant State of their own free will within five days of the date on which their attendance in court ceases to be necessary.

Should the person whose attendance is required be in custody in the territory of the State applied to, a request may be made for his attendance in court if assurances are given that he will be sent back at the earliest possible date. A request of this kind may only be refused for special reasons, more particularly if the person in custody who has been summoned expressly declares that he is opposed to such a proceeding.

Similarly, the conveyance and return through the territory of either High Contracting Party of a person in custody in a third State shall be granted under the conditions laid down above for conveyance in transit if the other Contracting Party considers it necessary to confront him with a person who is being prosecuted or to take his evidence as a witness.

Article 20.

TRANSMISSION OF RECORDS.

If, in a criminal case which is being investigated in either country, the transmission of any articles, records or documents whatsoever in the possession of the authorities of the other State is deemed to be necessary, a request for the transmission thereof shall be made through the diplomatic channel.

The request shall be granted in the manner laid down by the laws of the State applied to on condition that such articles, records and documents are returned.

Article 21.

REFUSAL TO ACT.

The action described in Articles 17 and 20 shall not be taken if the State applied to considers it such as to affect its sovereignty or safety.

Such action may be refused when there is no obligation under the provisions of the present Convention to grant extradition.

Should the measures in question not be adopted, the applicant State shall be informed of such refusal and the reason therefor.

Article 22.

HANDING OVER OF ARTICLES SERVING AS PROOF OF THE CRIME.

The authorities of either High Contracting Party shall, if they are requested to do so, hand over to the authorities of the other Party the articles which an accused person may have obtained as the result of his offence or which may serve as proof of the offence; this shall apply even when the articles in question are liable to seizure or confiscation.

If these articles are in the possession of the accused at the time of his extradition or conveyance in transit they shall, as far as is practicable, be handed over at the time when extradition or conveyance in transit takes place. They shall be delivered up even when extradition, though granted, cannot take place owing to the death or escape of the accused. This shall also apply to all articles which the accused may have concealed or deposited in the State granting extradition and which may be subsequently discovered.

Nevertheless, the rights which third parties may have acquired over these articles shall be reserved, and after the trial such articles shall be returned, as soon as possible, free of charge to the State applied to.

The State which has been asked to deliver up such articles may retain them temporarily for the purpose of a preliminary criminal investigation. It may also hand them over on condition that they are sent back for the same purpose, undertaking in turn to restore them as soon as possible.

Article 23.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS AND EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other half-yearly the extracts from criminal records relating to final convictions (with or without suspension of sentence) pronounced in either State against nationals of the other State, for crimes and delicts under the ordinary law.

The authorities of either High Contracting Party responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the courts shall, on receipt of a request through the diplomatic channel, furnish without charge to the authorities of the other Party information based upon the records of previous convictions or the records of the courts concerning particular cases. Such information shall only be furnished in the event of judicial proceedings against a person not a national of the State applied to.

Article 24.

COSTS.

Expenses occasioned by requisitions for extradition, the costs of executing *commissions rogatoires*, of the despatch or return of articles serving as proof of the crime and the communication of all documents shall be borne by the Party in whose territory they were incurred.

The authorities of the Party applied to shall, however, inform the applicant Party of the amount of these expenses with a view to their reimbursement by the person liable to pay them. Any sums collected from the latter shall accrue to the State applied to.

Nevertheless, fees paid for expert opinions of any kind and expenses occasioned by the summoning or attendance in court of persons in custody in the territory of the State applied to shall be exceptions to this rule. These expenses shall be reimbursed by the applicant State. Similarly, the applicant State shall bear the expenses of conveyance in transit and of maintenance during the passage through intermediate territories of persons whose extradition or temporary surrender has been granted.

The applicant State shall also bear the expenses of the temporary surrender and the return of persons claimed.

Article 25.

RATIFICATION, COMING INTO FORCE, DENUNCIATION.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Paris as soon as possible.

The present Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall continue in force for a period of six months after the date on which either High Contracting Party shall have denounced it.

It shall apply even to offences committed prior to its coming into force.

The French and Czechoslovak texts of the present Convention are both authentic.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Paris, this 22nd day of December, 1934.

(L. S.) Stefan OSUSKÝ.

(L. S.) Dr. A. KOUKAL.

(L. S.) Henri DE MALEVILLE.

N° 3950.

ESTONIE ET FINLANDE

Convention concernant l'entretien et l'utilisation des câbles sous-marins entre les deux pays, ainsi que les communications télégraphiques et téléphoniques échangées au moyen de ces câbles. Signée à Helsinki, le 16 avril 1936.

ESTONIA AND FINLAND

Convention concerning the Upkeep and Use of the Submarine Cables between the Two Countries, and also concerning Telegraphic and Telephonic Communication by Means of these Cables. Signed at Helsinki, April 16th, 1936.

N^o 3950. — CONVENTION¹ CONCERNANT L'ENTRETIEN ET L'UTILISATION DES CÂBLES SOUS-MARINS ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE, AINSI QUE LES COMMUNICATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES ÉCHANGÉES AU MOYEN DE CES CÂBLES. SIGNÉE A HELSINKI, LE 16 AVRIL 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} août 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, se basant sur la Convention² conclue à Helsinki, le 29 octobre 1921, concernant les droits de propriété des câbles sous-marins entre l'Estonie et la Finlande, ont résolu de conclure, sous réserve de ratification, une nouvelle convention concernant l'entretien et l'utilisation des câbles sous-marins entre l'Estonie et la Finlande et les communications télégraphiques et téléphoniques échangées au moyen de ces câbles. A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Hans REBANE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie à Helsinki ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Gunnar Ernst Fredrik ALBRECHT, directeur général des Postes et des Télégraphes de Finlande ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Administrations des Postes et des Télégraphes d'Estonie et de Finlande déterminent, d'un commun accord, lesquels des câbles doivent être utilisés respectivement pour la transmission des télégrammes, pour la transmission des conversations téléphoniques et, enfin, pour la transmission simultanée des télégrammes et des conversations téléphoniques.

Article 2.

Les deux administrations assurent l'acquisition et l'entretien des instruments de mesure des câbles ainsi que des autres appareils nécessaires.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} août 1936.

² Vol. XIII, page 167, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3950. — CONVENTION ² CONCERNING THE UPKEEP AND USE OF THE SUBMARINE CABLES BETWEEN ESTONIA AND FINLAND AND ALSO CONCERNING TELEGRAPHIC AND TELEPHONIC COMMUNICATION BY MEANS OF THESE CABLES. SIGNED AT HELSINKI, APRIL 16TH, 1936.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 1st, 1936.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND have decided, on the basis of the Agreement³ regarding the rights of ownership of the submarine cables between Estonia and Finland, concluded at Helsinki on October 29th, 1921, to conclude, subject to ratification, a new Convention concerning the upkeep and use of the submarine cables between Estonia and Finland and also concerning telegraphic and telephonic communication by means of these cables. For this purpose, they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Hans REBANE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia at Helsinki ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Gunnar Ernst Fredrik ALBRECHT, Director-General of Posts and Telegraphs of Finland ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Posts and Telegraphs Administrations of Estonia and Finland shall conclude a mutual agreement as to which cables shall be used respectively for the despatch of telegrams, telephone messages and both telegrams and telephone messages.

Article 2.

The two Administrations shall arrange for the purchase and upkeep of the instruments for measuring cables and other requisite equipment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force August 1st, 1936.

³ Vol. XIII, page 167, of this Series.

Article 3.

Les deux administrations se chargent de l'entretien des moitiés des câbles aboutissant à leurs côtes. En cas d'endommagement d'un câble, les deux administrations entreprennent les mesurages nécessaires afin de déterminer le lieu de l'endommagement, le réparent et se font mutuellement connaître le résultat des mesurages et des réparations entreprises. Les deux administrations sont autorisées à se faire représenter à ces travaux, toutefois ceux-ci ne doivent pas être retardés à cause de l'attente de l'arrivée d'un tel représentant.

Article 4.

Les frais d'entretien et de réparation des câbles sont répartis par parts égales, de sorte que l'Estonie supporte la moitié des frais respectifs de la Finlande, et la Finlande la moitié des frais analogues de l'Estonie. Les comptes de ces frais, dressés de part et d'autre, sont comparés et le solde est liquidé annuellement, dans le courant du mois de décembre.

Article 5.

Les frais d'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques souterraines et aériennes reliant les câbles aux bureaux de télégraphe ou de téléphone respectifs, ainsi que les frais entraînés par le transfert des extrémités des câbles d'un endroit à un autre sont à la charge de chacune des deux administrations, en ce qui concerne le territoire de l'Etat correspondant, sans que l'autre administration prenne part à ces frais.

Article 6.

Si les autorités militaires des deux Etats contractants, en cas d'une action militaire commune, désirent pouvoir disposer de câbles, le nombre désiré des câbles est immédiatement mis à leur disposition, sans application des taxes de la présente convention. Les autorités militaires des deux Etats sont chargées, chacune pour sa part, de l'entretien et, le cas échéant, de la réparation de ces câbles. Après la conclusion de la paix, les câbles sont immédiatement remis aux administrations des postes et des télégraphes.

Article 7.

Les bureaux de télégraphe à Tallinn et à Helsinki transmettent les télégrammes en se servant des appareils Morse, Hughes, ou d'un autre appareil quelconque, selon l'intensité du trafic. Les télégrammes sont transmis pendant toutes les 24 heures.

Article 8.

Les deux administrations fixent d'un commun accord l'intensité du courant électrique à utiliser pour la transmission des télégrammes.

Article 9.

Les câbles sont utilisés pour l'échange entre les deux pays contractants des télégrammes terminaux de même que des télégrammes en transit. Ces télégrammes sont soumis, outre les taxes

Article 3.

Each Administration shall be responsible for the upkeep of the halves of cables nearest its own coast. Should a cable be damaged, the two Administrations shall carry out the necessary measuring operations in order to determine the locality of the damage, shall repair the latter and shall inform each other of the results both of the measurements and of the repairs undertaken. Both Administrations shall be entitled to send representatives to be present at such operations, which shall, however, not be postponed pending the arrival of any such representative.

Article 4.

The cost of maintaining and repairing cables shall be equally divided, Estonia defraying half of the amount expended by Finland and Finland paying half of the amount expended by Estonia for such purposes. The respective accounts for such expenditure shall be compared and the balance settled annually in December.

Article 5.

The cost of maintaining the underground and overhead telegraph or telephone lines connecting the cables with the respective telegraph or telephone stations, and also the cost of transferring cable-ends from one place to another, shall be defrayed by each Administration in respect of the territory of its own State, without the other Administration sharing in defraying such expenses.

Article 6.

Should the military authorities of the two contracting States wish, in the event of joint military action, to have cables at their disposal, the desired number of cables shall be immediately placed at their disposal and the rates specified in the present Convention shall not apply. The military authorities of the two States shall be severally responsible for the upkeep and, if necessary, the repair of such cables. After the conclusion of peace, the cables shall at once be handed over to the Posts and Telegraphs Administrations.

Article 7.

The telegraph offices at Tallinn and Helsinki shall despatch telegrams by means of the Morse, Hughes or any other apparatus, according to the intensity of the traffic. Telegrams shall be despatched at any time of the day or night.

Article 8.

The two Administrations shall mutually agree as to the strength of the electric current to be employed for telegraphing.

Article 9.

The cables shall be used for the exchange between the two contracting States of both terminal telegrams and telegrams in transit. In respect of these telegrams there shall, in addition to terminal

terminales ou celles de transit, à une taxe de câble dont le montant et la répartition entre les deux pays sont fixés comme il est indiqué dans le tableau ci-après :

Indication des relations	Par mot		
	Taxe de câble	Part de l'Estonie	Part de la Finlande
	Centimes-or		
Pour les correspondances échangées :			
1. Entre l'Estonie et la Finlande	4	2	2
2. a) Entre l'Estonie d'une part et le Danemark et la Norvège d'autre part, par la voie d'Uusikaupunki	3,5	1	2,5
b) Entre l'Estonie d'une part et la Grande-Bretagne, l'Etat libre d'Irlande et l'Allemagne d'autre part, par la voie d'Uusikaupunki et entre l'Estonie et l'U. R. S. S.	3,5	1,75	1,75
c) Entre l'Estonie et la Suède, par la voie d'Uusikaupunki	7	2,5	4,5
3. a) Entre la Finlande et l'U. R. S. S.	3,5	1,75	1,75
b) Entre la Finlande et Dantzig, par la voie de Lettonie et de Pologne directe	4	2	2
c) Entre la Finlande et la Lithuanie, par la voie de Lettonie	4,5	2,25	2,25
d) Entre la Finlande et la Pologne, par la voie de Lettonie	5	2,5	2,5
Pour toutes les autres correspondances européennes	7	3,5	3,5
Pour les correspondances extraeuropéennes	12	6	6

S'il est constaté que, pour une raison quelconque, l'une des voies de transmission de la correspondance télégraphique entre l'Estonie et la Suède, l'Estonie et la Norvège, l'Estonie et le Danemark, l'Estonie et l'Angleterre, l'Estonie et l'Allemagne est moins onéreuse que la voie de transit par la Finlande, la taxe de câble sera, afin d'obtenir les mêmes taxes totales, réduite dans une proportion correspondante ou entièrement annulée.

Cette réduction ou annulation de la taxe de câble ne peut avoir lieu que si la transmission par la voie en question n'est pas moins vite que par la voie par la Finlande.

Article 10.

En ce qui concerne la transmission réciproque de la correspondance télégraphique, l'établissement et la vérification des comptes, la liquidation des soldes, ainsi que toute opération relative au service télégraphique, les deux administrations des postes et des télégraphes des Etats contractants observent les dispositions de la convention internationale des télécommunications en vigueur et du règlement télégraphique y annexé, en tant que d'autres dispositions ne sont pas prévues dans la présente convention.

Article 11.

Au service téléphonique sont appliquées les dispositions de la Convention internationale des télécommunications en vigueur et du règlement téléphonique y annexé, ainsi que les avis du Comité consultatif international téléphonique approuvés par les deux administrations. Les catégories de conversations admises sont fixées d'un commun accord par les deux administrations.

Article 12.

Pour la détermination des taxes terminales dans le service téléphonique :

Le territoire de l'Estonie ne comprend qu'une seule zone.

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland ;

or transit dues, be a cable charge, the amount of which and its allocation as between the two countries shall be fixed as shown in the following table :

Nature of Communications	Per word		
	Cable charge	Estonia's share	Finland's share
	Gold centimes		
For messages between :			
1. Estonia and Finland	4	2	2
2. (a) Estonia, on the one hand, and Denmark and Norway, on the other, <i>via</i> Uusikaupunki	3.5	1	2.5
(b) Estonia, on the one hand, and Great Britain, the Irish Free State and Germany, on the other, <i>via</i> Uusikaupunki and between Estonia and the U. S. S. R.	3.5	1.75	1.75
(c) Estonia and Sweden <i>via</i> Uusikaupunki	7	2.5	4.5
3. (a) Finland and the U. S. S. R.	3.5	1.75	1.75
(b) Finland and Danzig <i>via</i> Latvia and Poland direct	4	2	2
(c) Finland and Lithuania <i>via</i> Latvia	4.5	2.25	2.25
(d) Finland and Poland <i>via</i> Latvia	5	2.5	2.5
All other communications in Europe	7	3.5	3.5
Communications outside Europe.	12	6	6

Should any of the routes for the despatch of telegraphic messages between Estonia and Sweden, Estonia and Norway, Estonia and Denmark, Estonia and England, Estonia and Germany prove, for any reason, to be cheaper than the transit route through Finland, the cable charge shall, in order that the total charge may be the same, be correspondingly reduced or entirely cancelled.

The cable charge shall not be thus reduced or cancelled unless transmission by the route in question is at least as rapid as by the route through Finland.

Article 10.

As regards the reciprocal despatch of telegraphic correspondence, the compilation and audit of accounts and the settlement of balances, and also as regards all operations relating to the telegraph service, the two Posts and Telegraphs Administrations of the contracting States shall observe the provisions of the International Telecommunication Convention in force, and the Telegraph Regulations annexed thereto, except as otherwise provided in the present Convention.

Article 11.

The telephone service shall be governed by the provisions of the International Telecommunication Convention in force and the Telephone Regulations annexed thereto, and also by the *avis* of the International Telephone Consultative Committee which have been approved by the two Administrations. The classes of calls admitted shall be jointly agreed upon by the two Administrations.

Article 12.

For the fixing of terminal charges in the telephone service :

The territory of Estonia shall comprise one zone only.

The territory of Finland shall be divided into five zones, defined as follows :

Zone A shall comprise the province of Aland ;

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N. et à l'ouest du 26^e méridien de Greenwich ;

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N. et à l'est du 26^e méridien de Greenwich ;

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N. et 64° 30' N. ;

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

Parts terminales.

La part revenant à chaque administration, par unité de taxe, les quote-parts afférentes à l'utilisation des câbles sous-marins y comprises, est fixée comme suit :

Estonie.

Pour toute conversation originaire ou à destination de l'Estonie : 0,90 franc-or.

Finlande.

Pour toute conversation originaire ou à destination de la Finlande :

de la zone A	. . . . .	1,80 franc-or
» » B	. . . . .	0,90 »
» » C	. . . . .	1,50 »
» » D	. . . . .	1,50 »
» » E	. . . . .	2,10 »

Article 13.

Les dispositions des articles 4, 7, 9, 10 et 11, ainsi que les taxes prévues à l'article 9 ci-dessus pourront être modifiées en tout temps d'un commun accord par les deux administrations des postes et des télégraphes.

Chacune des deux administrations se réserve le droit, après notification faite à l'autre administration, de modifier pour son propre territoire, les limites des zones et les taxes prévues à l'article 12.

Article 14.

La présente convention entrera en vigueur un mois après l'échange des actes de ratification.

La présente convention remplacera la Convention¹ signée à Helsinki le 20 avril 1925 concernant l'entretien et l'utilisation des câbles sous-marins esto-finnois ainsi que les communications télégraphiques et téléphoniques échangées au moyen de ces câbles entre l'Estonie et la Finlande.

La présente convention aura une durée indéterminée et peut être dénoncée moyennant un préavis de trois mois.

Fait en double exemplaire à Helsinki, le 16 avril 1936.

(L. S.) Hans REBANE.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. LI, page 31, de ce recueil.

Zone B shall comprise Finnish territory situated to the south of latitude 62° N. and west of longitude 26° E. ;

Zone C shall comprise the territory situated to the south of latitude 62° N. and east of longitude 26° E. ;

Zone D shall comprise the territory situated between latitudes 62° N. and 64°30' N. ;

Zone E shall comprise the territory situated to the north of latitude 64°30' N.

Terminal Shares.

The share accruing to each Administration per unit of charge, including the proportional charges for the use of submarine cables, shall be fixed as follows :

Estonia.

For each call originating in or destined for Estonia : 0.90 gold franc.

Finland.

For each call originating in or destined for Finland :

Zone A	1.80 gold francs
„ B	0.90 „ „
„ C	1.50 „ „
„ D	1.50 „ „
„ E	2.10 „ „

Article 13.

The provisions of Articles 4, 7, 9, 10 and 11, and also the charges referred to in Article 9 above, may at any time be modified by joint agreement between the two Posts and Telegraphs Administrations.

Each Administration reserves the right, after duly notifying the other Administration, to modify, so far as its own territory is concerned, the limits of the zones and the charges mentioned in Article 12.

Article 14.

The present Convention shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

The present Convention shall replace the Convention¹ signed at Helsinki on April 20th, 1925, regarding the upkeep and use of the Estonian-Finnish submarine cables and telegraphic and telephonic communication between Estonia and Finland by means of these cables.

The present Convention shall be of indefinite duration and may be denounced subject to three months' notice.

Done in duplicate at Helsinki, this 16th day of April, 1936.

(L. S) HANS REBANE.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

¹ Vol. LI, page 31, of this Series.

N° 3951.

ALLEMAGNE ET IRAK

**Traité de commerce. Signé à Bagdad,
le 4 août 1935.**

GERMANY AND IRAQ

**Treaty of Commerce. Signed at
Baghdad, August 4th, 1935.**

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3951. — HANDELSVERTRAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DEM KÖNIGREICH IRAK. GEZEICHNET IN BAGDAD, AM 4. AUGUST 1935.

Textes officiels allemand, anglais et arabe communiqués par le délégué permanent de l'Irak près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 août 1936.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON IRAK
und

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER,
in gleicher Weise von dem Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen ihren beiden Staaten zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, einen Handelsvertrag abzuschliessen, und zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON IRAK :

den Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Herrn Nouri Pascha EL SAID, Inhaber des Rafidain-Ordens I. Klasse, Militärklasse ;

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Bagdad, Herrn Dr. Fritz GROBBA,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben :

Artikel 1.

Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles geniessen im Gebiete des anderen Teiles sowohl für ihre Person wie für ihre Güter, Rechte und Interessen in Bezug auf Abgaben (Steuern und Zölle), Gebühren, sofern sie steuerähnlich sind, und andere ähnliche Lasten in jeder Beziehung die gleiche Behandlung und den gleichen Schutz bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten wie die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden Anwendung auf Aktiengesellschaften und andere Erwerbsgesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen, die im Gebiete eines vertragschliessenden Teiles zur Betreibung von Handels-, Versicherungs-, Finanz-, Industrie-, Transport- oder irgendwelchen anderen Geschäften gemäss den Gesetzen errichtet sind und im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles ihre Geschäfte betreiben, vorausgesetzt, dass sie die im Gebiete dieses vertragschliessenden Teiles geltenden Gesetze in jeder Hinsicht beobachten.

Keine Bestimmung dieses Artikels soll die vorgenannten Personen, Gesellschaften, Teilhaberschaften oder Vereinigungen berechtigen, die Vorrechte oder Begünstigungen in Anspruch zu nehmen, die Personen oder Gesellschaften auf Grund besonderer Konzessionen gegenwärtig oder künftig gewährt werden.

Artikel 2.

Die Natur- und Gewerbezeugnisse des einen vertragschliessenden Teiles werden bei der Einfuhr in das Gebiet sowie bei der Ausfuhr nach dem Gebiete des anderen Teiles in Ansehung des Betrages, der Erhebung und Sicherstellung von Zöllen und Abgaben sowie in Ansehung aller Zollförmlichkeiten nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung behandelt.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 26 mai 1936.

No. 3951. — TREATY¹ OF COMMERCE BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF IRAQ. SIGNED AT BAGHDAD, AUGUST 4TH, 1935.

German, English and Arabic official texts communicated by the Permanent Delegate of Iraq to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 3rd, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ
and

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH,
being desirous of facilitating and extending the commercial relations between their respective countries, have resolved to conclude a Treaty of Commerce, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ :

Nouri Pasha EL SAID, Minister for Foreign Affairs, Order of the Rafidain I Class Military

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Dr. Fritz GROBBA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Germany in Baghdad ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other both for their person and for their property, rights and interests, regarding charges (taxes and Customs duties), dues which are substantially taxes, and other similar charges, the same treatment and in every respect the same protection from the fiscal authorities and the fiscal tribunals as the nationals of the most-favoured nation.

The provisions of this Article shall apply in the case of limited liability and other companies, partnerships and associations which, being lawfully constituted in the territory of one Contracting Party for the purpose of trade, insurance, finance, industry, transport, or other commercial business, carry on business in the territory of the other Contracting Party, provided that they conform in all respects to the laws in force in the territory of such other Contracting Party.

Nothing in this Article shall entitle the above-mentioned persons, companies, partnerships or associations to claim any privilege or favour which has been or may be granted to persons or companies by special concessions.

Article 2.

In regard to the amount, the collection and the guaranteeing of Customs duties and charges, as well as in regard to all Customs formalities, the natural produce and the manufacture of either Contracting Party shall on importation into as well as on exportation to the territories of the other Party, be treated on the most-favoured-nation principle.

¹ The exchange of ratifications took place at Baghdad, May 26th, 1936.

Artikel 3.

Innere Abgaben, die im Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles, sei es für Rechnung des Staates oder einer Gemeinde oder einer anderen Körperschaft, auf der Erzeugung, der Herrichtung oder dem Verbrauch einer Ware ruhen oder ruhen werden, dürfen die Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des meistbegünstigten Landes.

Artikel 4.

Die Bestimmungen dieses Vertrages betreffend die Gewährung der Meistbegünstigung sind nicht anwendbar

- a) auf die von einem der beiden vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten Begünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs;
- b) auf die Begünstigungen, die einem dritten Staate auf Grund einer Zollvereinigung gewährt werden, die bereits geschlossen ist oder künftig geschlossen wird;
- c) auf die besonderen Vorteile in Zollangelegenheiten, die der Irak den Waren, Natur- und Gewerbeerzeugnissen der Türkei oder irgendeines Landes gewährt, dessen Gebiet im Jahre 1914 vollständig in das Osmanische Reich in Asien eingeschlossen war.

Artikel 5.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Freiheit der Durchfuhr durch ihr Gebiet und verpflichten sich, die Bestimmungen des am 20. April 1921 in Barcelona abgeschlossenen Internationalen Abkommens¹ und Statuts über die Freiheit der Durchfuhr anzuwenden.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Behandlung der Warenproben und Muster nach den Bestimmungen in Artikel 10 des in Genf am 3. November 1923 abgeschlossenen Internationalen Abkommens² zur Vereinfachung der Zollförmlichkeiten.

Artikel 7.

Der gegenwärtige Vertrag soll fünfzehn Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten, und er soll solange in Kraft bleiben, bis einer der beiden Vertragsteile dem anderen die Absicht kund tut, den Vertrag endigen zu lassen. Eine solche Beendigung soll jedoch erst nach Ablauf von drei Monaten nach dem Zeitpunkt, an welchem ein Vertragsteil dem anderen die Absicht kund tut, eintreten.

Dieser Vertrag wird in doppelter Urschrift in arabischer, deutscher und englischer Sprache abgeschlossen. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung der Wortlaute ist der englische Wortlaut massgebend.

BAGDAD, am 4. August 1935.

Authenticated copy:

Baghdad, 21st July, 1936.

T. Mushtaq,

for Acting Minister for Foreign Affairs.

Nouri SAID.

Dr. F. GROBBA.

¹ Vol. VII, page 11; vol. XI, page 406; vol. XV, page 304; vol. XIX, page 278; vol. XXIV, page 154; vol. XXXI, page 244; vol. XXXV, page 298; vol. XXXIX, page 166; vol. LIX, page 344; vol. LXIX, page 70; vol. LXXXIII, page 373; vol. XCII, page 363; vol. XCVI, page 181; vol. CIV, page 495; vol. CXXXIV, page 393; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

² Vol. XXX, page 371; vol. XXXV, page 324; vol. XXXIX, page 208; vol. XLV, page 140; vol. L, page 161; vol. LIV, page 398; vol. LIX, page 365; vol. LXIX, page 79; vol. LXXXIII, page 394; vol. LXXXVIII, page 319; vol. XCII, page 370; vol. CXI, page 404; vol. CXXXIV, page 401; et vol. CXLVII, page 322, de ce recueil.

Article 3.

Internal charges which are or may be imposed in the territories of either of the Contracting Parties, whether for account of the State or a commune or other body corporate, upon the production or conditioning or consumption of any goods, shall not, on any pretext whatever, be higher or more onerous for the products of the other Party than for similar goods of the most-favoured nation.

Article 4.

The provisions of the present Treaty with regard to the grant of the treatment of the most-favoured nation do not extend to :

- (a) Favours which are actually granted or may hereafter be granted by one of the two Contracting Parties to an adjoining State to facilitate frontier traffic ;
- (b) Favours granted to a third State in virtue of a Customs Union which has already been concluded or may hereafter be concluded ;
- (c) Any special advantages in Customs matters which Iraq may grant to goods, the produce or manufacture of Turkey or of any country whose territory was, in 1914, wholly included in the Ottoman Empire in Asia.

Article 5.

The Contracting Parties reciprocally grant each other freedom of traffic in transit through their territories and undertake to apply the provisions of the " International Convention¹ and Statute on Freedom of Transit ", concluded at Barcelona, April 20th, 1921.

Article 6.

The Contracting Parties reciprocally grant each other the treatment of samples and specimens in accordance with the rules laid down in Article 10 of the " International Convention² relating to the Simplification of Customs Formalities ", concluded at Geneva, November 3rd, 1923.

Article 7.

The present Treaty shall come into force 15 days after the exchange of ratifications, and it shall remain in force until either of the Contracting Parties shall have notified to the other an intention of terminating the Treaty. Such termination shall, however, take effect only 3 months after the notification has been received by the other Party.

The present Treaty has been drawn up in duplicate in Arabic, German, and English. In the case of difference of opinion arising as to the precise meaning of the wording of the Treaty, the English text shall prevail.

BAGHDAD, *the fourth day of August, 1935.*

Nouri SAID.

Dr. F. GROBBA.

Authenticated copy :

Baghdad, 21st July, 1936.

T. Mushtaq,

for Acting Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340, of this Series.

² Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; Vol. CXI, page 404 ; Vol. CXXXIV, page 401 ; and Vol. CXLVII, page 322, of this Series.

N° 395I.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

معاهدة تجارية بين العراق والماني

صاحب الجمهورية ملك العراق

من الجهة الواحدة

صاحب الفخامة رئيس حكومة الرايخ

الاماني

من الجهة الاخرى

رغبة منهما في تسهيل وتوسيع الصلات

التجارية بين بلاديهما قد قررا عقد معاهدة

تجارية وقد عيناهما الغرض مندوبين مفوضين

لهما :

عن صاحب الجمهورية ملك العراق

توري باشا السعيد وزير خارجية المملكة العراقية

حامل وسام الرافدين من الدرجة الاولى ومن

النوع العسكري .

عن صاحب الفخامة رئيس حكومة الرايخ

الاماني

الدكتور فرتز غروبا المندوب فوق العادة
والوزير المفوض لحكومة الرايخ الاماني في
بغداد .الذين بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهما
فوجداهما صحيحة ومطابقة للاصول اتفقا على
ما يأتي :

المادة الاولى

يتمتع رعايا كل من الفريقين المتعاقدين في
بلاد الفريق الآخر عن اشخاصهم واموالهم
وحقوقهم ومصالحهم فيما يتعلق بالتكاليف
(الضرائب والرسوم الكمركية) والعوائد التي
هي ضرائب بالاصل والتكاليف الاخرى الماثلة
بنفس المعاملة ونفس الحماية التي يتمتع بها رعايا
اكثر الامم حظوة من قبل السلطات المالية
والمحاكم المالية .

تطبق احكام هذه المادة على الشركات

المحدودة بالاسهم وغيرها والشركات والجمعيات

الاخرى المؤلفة بصورة قانونية في بلاد احد

الفريقين المتعاقدين لغرض التجارة والتأمين والمالية والصناعة والتقليبات او غيرها من الامور التجارية والقائمة باعمالها المذكورة في بلاد الفريق المتعاقد الثاني بشرط ان تراعى من كل الوجوه القوانين المرعية في بلاد هذا الفريق .

ليس في هذه المادة ما ينحول الاشخاص او الشركات او الجمعيات المذكورة اعلاه طلب التمتع بالامتيازات والرجحان الممنوحة او التي قد تمنح الى الاشخاص او الشركات بمقتضى عقود امتياز خاصة .

المادة الثانية

تعامل حاصلات بلاد كل من الفريقين المتعاقدين الطبيعية والمصنوعات المنتجة فيها عند استيرادها او عند تصديرها الى بلاد الفريق المتعاقد الآخر وفقاً لمبدأ اكثر الامم حظوة وذلك فيما يختص بمقدار الرسوم الكمركية والاجور وجبايتها وكفالتها وكذلك فيما يخص المعاملات الكمركية المتعلقة بها .

المادة الثالثة

ان التكاليف الداخلية المفروضة الآن والتي قد تفرض في بلاد احد الفريقين المتعاقدين على انتاج او صنع او استهلاك اية سلعة من السلع سواء كان ذلك لحساب الدولة او لحساب بلدية ما او لحساب اية شخصية حكومية اخرى سوف لا تكون - باية حجة كانت - بشأن متوجات الفريق الآخر اعلى او اثقل مما هي بشأن المتوجات المماثلة من متوجات البلدان التي تتمتع بمعاملة اكثر الامم حظوة .

المادة الرابعة

ان احكام هذه المعاهدة المختصة بمنح معاملة اكثر الامم حظوة لا تناول الامور التالية: -

أ- الرجحان للمنوح الآن والذي قد يمنح فيما بعد من قبل احد الفريقين المتعاقدين لدولة مجاورة لتسهيل حركة النقل على الحدود .

ب- الرجحان الممنوح لدولة ثالثة بناء على اتحاد كمركي سبق عقده او قد يعقد فيما بعد .

ج- اي رجحان خاص في المسائل الكمركية
بما قد يمنحه العراق لسلع او حاصلات او
مصنوعات عائدة لتركيا او لاي بلدة كانت
كلها في السنة ١٩١٤ داخله ضمن
الامبراطورية العثمانية في آسيا .

للادة الخامسة

يمنح الفريقان المتعاقدان احدهما الآخر
حرية النقل برسم الترانسيت في بلديهما
ويتعهدان بتطبيق احكام اتفاقية ونظام حرية
الترانسيت المنعقدة في برشلونة في ٢٠ نيسان ١٩٢١

المادة السادسة

يمنح الفريقان المتعاقدان الواحد للآخر
بصورة متقابلة العاملة المختصة بالعينات والناذج
وذلك وفقاً للقواعد المبينة في المادة العاشرة من
الاتفاقية الدولية المتعلقة بتسهيل المعاملات
الكمركية المنعقدة في جنيف في ٣ تشرين
الثاني ١٩٢٣

المادة السابعة

تنفذ هذه المعاهدة بعد مضي ١٥ يوماً بعد
تبادل وناثق الابرام وتبقى نافذة المفعول الى ان
يجبر اي من الفريقين المتعاقدين الآخر برغبته
بانهاؤها والانهاء يعتبر واقعاً بعد مضي ثلاثة اشهر
على استلام الفريق الآخر الاخبار المذكور .

دونت هذه المعاهدة بنسختين في اللغات
العربية والالمانية والانكليزية وفي حالة اختلاف
الآراء بما يعود لتثبيت فحواها فيعول على النص
الانكليزي .

واقراراً بما تقدم قد وقع الموقعان في ادناه
على هذه المعاهدة بنصها العربي والالمانى
والانكليزي وختماها بختمها .

كتبت بنسختين في بغداد في اليوم الرابع
من شهر آب سنة ١٩٣٥ .

نورى السعير

الركنور فرز غروبا

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3951. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE L'IRAK. SIGNÉ A BAGDAD, LE 4 AOUT 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK
et

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND,

Désireux de faciliter et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure un traité de commerce et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK :

Nouri Pacha EL SAID, ministre des Affaires étrangères, titulaire de l'Ordre de Rafidain de Première classe au titre militaire ;

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Fritz GROBBA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bagdad ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chaque Partie contractante jouiront, à tous égards, sur le territoire de l'autre, tant pour leur personne que pour leurs biens, droits et intérêts, en ce qui concerne les impôts (contributions et droits de douane), les taxes ayant le caractère d'impôt et autres charges analogues, du même traitement et de la même protection auprès des autorités fiscales et des tribunaux compétents en matière fiscale que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les dispositions du présent article sont applicables aux sociétés par actions et autres sociétés à but lucratif de capitaux ou de personnes qui, constituées conformément aux lois dans le territoire de l'une des Parties contractantes pour se livrer au commerce, aux affaires d'assurances, aux affaires financières, à l'industrie, aux transports ou à d'autres opérations commerciales, exercent leur activité sur le territoire de l'autre Partie contractante, à condition qu'elles se conforment à tous égards aux lois en vigueur dans le territoire de cette Partie contractante.

Aucune disposition du présent article ne conférera aux personnes, sociétés de personnes ou de capitaux, le droit de réclamer des privilèges ou des faveurs qui ont été ou qui pourront être accordés à des personnes ou à des sociétés en vertu de concessions spéciales.

Article 2.

En ce qui concerne le montant, la perception et le cautionnement des droits de douane et des impôts ainsi qu'en ce qui concerne toutes les formalités de douane, les produits naturels et fabriqués de chaque Partie contractante seront, à l'importation dans le territoire de l'autre Partie ainsi qu'à l'exportation de ce territoire, traités conformément au principe de la nation la plus favorisée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les impôts intérieurs qui sont ou seront perçus dans le territoire de l'une des Parties contractantes pour le compte, soit de l'Etat, soit d'une commune ou d'un autre organisme constitué, sur la production, la préparation ou la consommation d'un produit, ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie plus lourdement ou d'une façon plus onéreuse que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les dispositions du présent traité relatives à l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas :

- a) Aux avantages qui sont actuellement accordés ou qui pourront être accordés par la suite par l'une des deux Parties contractantes à un Etat limitrophe en vue de faciliter le trafic de frontière ;
- b) Aux avantages accordés à un Etat tiers en vertu d'une union douanière qui a déjà été conclue ou qui pourrait être conclue par la suite ;
- c) Aux avantages spéciaux en matière de douane que l'Irak pourrait accorder aux produits naturels ou manufacturés de la Turquie ou d'un pays dont le territoire, en 1914, était compris en totalité dans l'Empire ottoman en Asie.

Article 5.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté de trafic en transit par leurs territoires et s'engagent à appliquer les dispositions de la « Convention internationale et du Statut sur la liberté du transit », signés à Barcelone le 20 avril 1921.

Article 6.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement pour les échantillons et modèles le traitement prévu par les dispositions de l'article 10 de la « Convention internationale pour la simplification des formalités douanières », signée à Genève le 3 novembre 1923.

Article 7.

Le présent traité entrera en vigueur quinze jours après la date de l'échange des instruments de ratification, et il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin. Toutefois, le traité ne cessera de produire ses effets que trois mois après que la notification aura été reçue par l'autre Partie.

Le présent traité a été établi en double expédition en langues arabe, allemande et anglaise. En cas de divergence d'opinions sur le sens exact du texte du traité, le texte anglais fera foi.

BAGDAD, le 4 août 1935.

Nouri SAID.
D^r F. GROBBA.

N° 3952.

**BELGIQUE, ROYAUME-UNI DE
GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD,
DANEMARK, ESPAGNE, FRANCE,
NORVÈGE, PAYS-BAS, SUISSE**

Arrangement provisoire concernant le statut
des réfugiés provenant d'Allemagne, avec
annexe. Signé à Genève, le 4 juillet 1936.

**BELGIUM, UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
DENMARK, SPAIN, FRANCE,
NORWAY, THE NETHERLANDS,
SWITZERLAND**

Provisional Arrangement concerning the
Status of Refugees coming from Germany,
and Annex. Signed at Geneva, July 4th,
1936.

N° 3952. — ARRANGEMENT PROVISOIRE CONCERNANT LE STATUT
DES RÉFUGIÉS PROVENANT D'ALLEMAGNE. SIGNÉ A GENÈVE,
LE 4 JUILLET 1936.

Textes officiels en français et en anglais. Cet arrangement a été enregistré par le Secrétariat, conformément à son article 10, le 4 août 1936, date de son entrée en vigueur.

Les représentants soussignés, agissant au nom de leurs gouvernements respectifs, conviennent, à titre d'arrangement provisoire, d'adopter les dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION DU RÉFUGIÉ PROVENANT D'ALLEMAGNE.

Article premier.

Est considérée pour l'application du présent arrangement comme réfugié provenant d'Allemagne toute personne ayant été établie dans ce pays, qui ne possède pas une autre nationalité que la nationalité allemande et à l'égard de laquelle il est établi qu'en droit ou en fait elle ne jouit pas de la protection du Gouvernement du Reich.

CHAPITRE II

CERTIFICATS D'IDENTITÉ.

Article 2.

DÉLIVRANCE ET RENOUELEMENT.

1. Les gouvernements contractants délivreront aux réfugiés provenant d'Allemagne et séjournant régulièrement sur leur territoire un certificat d'identité conforme au modèle ci-joint (voir annexe) ou tout autre document remplissant le même objet.

A titre transitoire, ce certificat pourra être délivré aux réfugiés qui n'y séjournent pas régulièrement à la date de la mise en vigueur du présent arrangement, s'ils se font connaître dans un délai à déterminer par le gouvernement intéressé.

2. Ce certificat sera délivré aux conditions suivantes :

- a) Il ne sera contraire à aucun des lois et règlements régissant le contrôle des étrangers dans l'un des pays auxquels s'applique le présent arrangement.
- b) En général, il sera valable pour une année à partir de la date de sa délivrance.
- c) Le renouvellement ou la prolongation du certificat sera du ressort du gouvernement qui l'aura délivré, jusqu'à ce que son titulaire ait été à même de s'en faire délivrer un

No. 3952. — PROVISIONAL ARRANGEMENT CONCERNING THE STATUS OF REFUGEES COMING FROM GERMANY. SIGNED AT GENEVA, JULY 4TH, 1936.

Official texts in French and English. This Arrangement was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 10, on August 4th, 1936, the date of its entry into force.

The undersigned representatives, acting in the name of their respective Governments, agree, as a temporary arrangement, to adopt the following provisions :

CHAPTER I.

DEFINITION OF THE TERM " REFUGEE COMING FROM GERMANY ".

Article 1.

For the purpose of the present Arrangement, the term " refugee coming from Germany " shall be deemed to apply to any person who was settled in that country, who does not possess any nationality other than German nationality, and in respect of whom it is established that in law or in fact he or she does not enjoy the protection of the Government of the Reich.

CHAPTER II.

CERTIFICATES OF IDENTITY.

Article 2

ISSUE AND RENEWAL.

1. The Contracting Governments shall issue to refugees coming from Germany and lawfully residing in their territory an identity certificate in conformity with the attached specimen (see Annex), or some other document having the same object.

As a transitory measure, this certificate may be issued to refugees whose residence in the territory on the date of the coming into force of the present Arrangement was irregular, if they report themselves to the authorities within a time-limit to be determined by the Government concerned.

2. The issue of the certificate shall be subject to the following conditions :

(a) It shall not contravene any law or regulation governing the supervision of foreigners in any country to which the present Arrangement applies ;

(b) It shall, in general, be valid for one year as from the date of issue ;

(c) The Government issuing a certificate shall be qualified to renew or extend it until such time as the holder shall have been able to secure the issue of a fresh certificate.

nouveau. Si le réfugié s'établit régulièrement dans un autre pays, l'autorité de ce pays sera tenue de lui délivrer un nouveau certificat.

d) Les consuls spécialement habilités par le pays qui a délivré le certificat auront qualité pour prolonger sa validité pour une période qui généralement ne dépassera pas six mois.

e) Le certificat d'identité sera établi dans la langue du pays qui le délivre, et en français.

f) Les enfants de moins de seize ans seront, le cas échéant, mentionnés dans le certificat de leur (s) parent (s).

g) Les droits à percevoir pour la délivrance des certificats ne dépasseront pas le tarif le plus bas appliqué aux passeports nationaux. Dans le cas de délivrance de certificats aux indigents, il est recommandé de les faire bénéficier d'une gratuité complète.

Article 3.

EFFETS.

1. Sans préjudice de la faculté de l'Etat de réglementer le droit de résidence, le porteur du certificat aura le droit de circuler sur le territoire du pays où le certificat a été délivré.

2. Le certificat donnera le droit à son titulaire de sortir du pays qui le lui aura délivré et d'y rentrer, pendant la période de validité dudit certificat.

Les gouvernements contractants se réservent la faculté, dans des cas exceptionnels, de limiter par une mention portée sur le certificat, la période pendant laquelle le réfugié pourra rentrer.

3. Les autorités compétentes du pays sur le territoire duquel le réfugié désire se rendre apposeront, si elles sont disposées à l'admettre, un visa sur le certificat d'identité dont il est détenteur.

4. Les pays intermédiaires s'engagent à faciliter la délivrance du visa de transit aux réfugiés ayant obtenu le visa du pays où est le terme du voyage.

5. Les droits afférents à la délivrance de visas, soit d'admission, soit de transit, ne dépasseront pas le tarif le plus bas appliqué aux visas de passeports étrangers. En cas d'indigence, il est recommandé que le réfugié bénéficie pour la délivrance de visas de la gratuité complète.

CHAPITRE III

MESURES ADMINISTRATIVES.

Article 4.

1. Dans tous les cas où le réfugié doit quitter le territoire d'un des pays contractants, un délai utile lui sera accordé pour prendre les arrangements nécessaires.

2. Sans préjudice des mesures d'ordre interne, les réfugiés ayant été autorisés à séjourner dans un pays ne pourront être, de la part des autorités de ce pays, l'objet de mesures d'expulsion et de refoulement qui ne seraient pas dictées par des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

3. Même dans le cas susindiqué, les gouvernements s'engagent à ne refouler les réfugiés sur le Reich qu'après avertissement et s'ils ont refusé de prendre les dispositions nécessaires pour se rendre dans un autre pays ou de profiter des arrangements pris pour eux à cet effet.

Les certificats d'identité pourront alors être annulés ou retirés.

If the refugee has become settled in a regular manner in another country, the authority of that country shall be bound to issue a new certificate to him ;

(d) Consuls specially authorised by the country issuing the certificate shall be able to extend its validity for a period which shall not, as a rule, exceed six months ;

(e) The identity certificate shall be made out in the language of the issuing country, and also in French ;

(f) Children under sixteen years of age shall, if necessary, be included in the certificate of their parent(s) ;

(g) The fees for the issue of certificates shall not exceed the lowest tariff applied to national passports. It is recommended that when certificates are issued to destitute persons no charge whatever shall be made.

Article 3.

EFFECTS.

1. Without prejudice to the State's power to regulate the right of residence, the holder of the certificate shall be entitled to move about freely in the territory of the country in which the certificate has been issued.

2. The certificate shall entitle the holder to leave the country which has issued it to him, and to return to that country, during the period of validity of the certificate.

The Contracting Governments reserve the right, in exceptional cases, to limit the period during which the refugee may return, such limitation being noted on the certificate.

3. The competent authorities of the country to whose territory the refugee desires to proceed shall visa the identity certificate of which he is the holder, if they are prepared to admit him.

4. The intermediate countries undertake to grant facilities for the issue of transit visas to refugees who have obtained visas from the country of final destination.

5. The fees for the issue of admission or transit visas shall not exceed the lowest tariff for visas on foreign passports. It is recommended that when visas are issued to destitute refugees no charge whatever shall be made.

CHAPTER III.

ADMINISTRATIVE MEASURES.

Article 4.

1. In every case in which a refugee is required to leave the territory of one of the contracting countries, he shall be granted a suitable period to make the necessary arrangements.

2. Without prejudice to the measures which may be taken within the country, refugees who have been authorised to reside in a country may not be subjected by the authorities of that country to measures of expulsion or be sent back across the frontier unless such measures are dictated by reasons of national security or public order.

3. Even in this last-mentioned case the Governments undertake that refugees shall not be sent back across the frontier of the Reich unless they have been warned and have refused to make the necessary arrangements to proceed to another country or to take advantage of the arrangements made for them with that object.

In such case the identity certificates may be cancelled or withdrawn.

CHAPITRE IV

CONDITION JURIDIQUE DES RÉFUGIÉS.

Article 5.

DÉTERMINATION DE LA LOI RÉGISSANT LE STATUT PERSONNEL DU RÉFUGIÉ.

Le statut personnel des réfugiés qui ont conservé leur nationalité d'origine sera déterminé conformément aux règles applicables dans chaque pays aux étrangers qui ont une nationalité. Les réfugiés sans nationalité seront régis par la loi de leur domicile ou, à défaut, par celle de leur résidence, sauf convention antérieure contraire.

Article 6.

DROITS ACQUIS SOUS L'EMPIRE DE LA LOI NATIONALE.

Dans les pays où ces questions sont régies par la loi nationale des parties, les droits acquis sous l'empire de l'ancienne loi nationale du réfugié, notamment résultant du mariage, tels que le régime matrimonial, la capacité de la femme mariée, etc., seront respectés sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi de leur domicile, ou à défaut, par la loi de leur résidence, s'il y a lieu.

Article 7.

APTITUDE A ESTER EN JUSTICE.

1. Les réfugiés auront, dans le territoire des pays auxquels s'applique le présent arrangement, libre et facile accès devant les tribunaux.

2. Dans les pays où ils ont leur domicile ou leur résidence régulière, ils jouiront, sous ce rapport, sauf les exceptions formellement établies par la loi, des mêmes droits et privilèges que les nationaux. Ils seront dans les mêmes conditions admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et exemptés de la caution *judicatum solvi*.

CHAPITRE V

CLAUSES FINALES.

Article 8.

Le présent arrangement, rédigé en français et en anglais, portera la date de ce jour. Il pourra être signé au nom du gouvernement de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué une copie à cet effet.

Article 9.

Le Secrétaire général notifiera les signatures reçues à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article précédent, en indiquant la date à laquelle la signature aura été reçue.

CHAPTER IV.

LEGAL STANDING OF REFUGEES.

Article 5.

DETERMINATION OF THE LAW GOVERNING THE PERSONAL STATUS OF REFUGEES.

The personal status of refugees who have retained their original nationality shall be governed by the rules applicable in the country concerned to foreigners possessing a nationality. Save as otherwise previously provided by treaty, the personal status of refugees having no nationality shall be governed by the law of their country of domicile or, failing such, by the law of their country of residence.

Article 6.

RIGHTS ACQUIRED UNDER THE NATIONAL LAW.

In countries where these matters are governed by the national law of the parties, rights acquired under the former national law of the refugee, for instance rights resulting from marriage, such as the matrimonial regime, the legal capacity of married women, etc., shall be respected, subject to compliance with the formalities prescribed by the law of their country of domicile or, failing such, by the law of their country of residence, if this be necessary.

Article 7.

RIGHT TO APPEAR BEFORE THE COURTS AS PLAINTIFF OR DEFENDANT.

1. Refugees shall have in the territories of the countries to which the present Arrangement applies free and ready access to the courts of law.

2. In the countries in which they have their domicile or regular residence, they shall enjoy in this respect, save where otherwise expressly provided by law, the same rights and privileges as nationals. They shall on the same conditions enjoy the benefit of legal assistance and be exempt from *cautio judicatum solvi*.

CHAPTER V.

FINAL CLAUSES.

Article 8.

The present Arrangement, which is drawn up in French and English, shall bear this day's date. It may be signed on behalf of the Government of any Member of the League of Nations or of any non-Member State to which the Council of the League shall have communicated a copy for that purpose.

Article 9.

The Secretary-General shall give notice of the signatures received to all the Members of the League and to the non-Member States referred to in the preceding Article, mentioning the date on which the signature was received.

Article 10.

1. Le présent arrangement entrera en vigueur trente jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu des signatures au nom d'au moins deux gouvernements.
2. A l'égard de chacun des gouvernements au nom desquels une signature sera ultérieurement déposée, le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour après la date de ce dépôt.
3. L'arrangement sera enregistré le jour de son entrée en vigueur par les soins du Secrétaire général.

Article 11.

1. Le présent arrangement pourra être dénoncé à tout moment.
2. La dénonciation s'effectuera par une notification écrite adressée au Secrétaire général, qui informera tous les Membres de la Société, et les Etats non membres visés à l'article 8, de chaque notification ainsi que de la date de sa réception.
3. La dénonciation prendra effet quarante-cinq jours après la réception de la notification.

Article 12.

1. Chacun des gouvernements peut déclarer au moment de la signature que, par son acceptation du présent arrangement, il n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié ; dans ce cas, le présent arrangement ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.
2. Chacun des gouvernements pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il entend rendre le présent arrangement applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification trente jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général.
3. Chacun des gouvernements contractants peut, à tout moment, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent arrangement pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié ; dans ce cas, l'arrangement cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration quarante-cinq jours après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général.

Article 13.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 8, les déclarations et notifications reçues en vertu des articles 11 et 12, ainsi que les dates de leur réception.

Article 14.

Les gouvernements peuvent, au moment de la signature, formuler des réserves. A tout moment les Parties contractantes auront la faculté de retirer tout ou partie de leurs réserves ou d'en formuler de nouvelles au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Ladite déclaration prendra effet un mois après la réception. Le Secrétaire général donnera communication de ladite déclaration à tous les Etats membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 8, en spécifiant la date de la réception.

Article 10.

1. This Arrangement shall come into force thirty days after the Secretary-General of the League of Nations shall have received signatures on behalf of at least two Governments.
2. In respect of each of the Governments on whose behalf a signature is subsequently deposited, this Arrangement shall come into force on the thirtieth day after the date of such deposit.
3. The Arrangement shall be registered by the Secretary-General on the day of its entry into force.

Article 11.

1. This Arrangement may be denounced at any time.
2. Denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General, who will inform all the Members of the League and the non-Member States referred to in Article 8 of each notification and of the date of the receipt thereof.
3. The denunciation shall take effect forty-five days after the receipt of the notification.

Article 12.

1. Any Government may declare, at the time of signature, that in accepting this Arrangement it is not assuming any obligation in respect of all or any of its colonies, protectorates, overseas territories or the territories under its suzerainty, or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it ; this Arrangement shall, in that case, not be applicable to the territories named in such declaration.
2. Any Government may subsequently notify the Secretary-General of the League of Nations that it desires this Arrangement to apply to all or any of the territories in respect of which the declaration provided for in the preceding paragraph has been made. The Arrangement shall, in that case, apply to all the territories named in such notification thirty days after the receipt thereof by the Secretary-General.
3. Any Contracting Government may at any time declare that it desires this Arrangement to cease to apply to all or any of its colonies, protectorates, overseas territories or the territories under its suzerainty, or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it ; the Arrangement shall in that case cease to apply to the territories named in such declaration forty-five days after the receipt thereof by the Secretary-General.

Article 13.

The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League and to non-Member States referred to in Article 8, the declarations and notifications received in virtue of Articles 11 and 12, together with the dates of the receipt thereof.

Article 14.

The Governments may make reservations at the moment of signature.

The Contracting Parties shall have the right at any moment to withdraw all or some of their reservations or to make further reservations by means of a declaration addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Such declaration shall come into effect one month after its receipt. The Secretary-General shall communicate such declaration to all the States Members of the League and to the non-Member States referred to in Article 8, specifying the date of receipt.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au présent arrangement.

Fait à Genève, le quatre juillet mil neuf cent trente-six, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 8.

In faith whereof the undersigned have affixed their signatures to the present Arrangement.

Done at Geneva the fourth day of July, one thousand nine hundred and thirty-six, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and certified true copies of which shall be transmitted to all the Members of the League and to the non-Member States referred to in Article 8.

BELGIQUE

BELGIUM

Par application de l'article 12, alinéa 1^{er}, le Gouvernement belge en acceptant le présent arrangement, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne la colonie du Congo, les territoires sous mandat du Ruanda-Urundi ou tout autre territoire prévu audit article 12, al. 1^{er}.¹

Ad referendum. *

R. BEKAERT

(4 juillet 1936.)

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

" I declare that my signature is subject to the following reservations :

Article 4. — Refugees who are the subject of extradition proceedings commenced in the United Kingdom will not be regarded as being entitled to claim the protection otherwise afforded to them under this Article.

Paragraph 2 of Article 4 will not be applicable to refugees who have been admitted to the United Kingdom for a temporary visit or purpose. The term " public order " is deemed to include matters relating to crime and morals.

In signing the present Arrangement, subject to the above reservations, I declare that His Majesty's Government in the United Kingdom does not assume any obligations in respect of any of its

* Cette signature a été rendue définitive le 7 octobre 1936.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

¹ In application of Article 12, paragraph 1, the Belgian Government, in accepting the present Arrangement, does not intend to assume any obligation in regard to the colony of the Congo, the mandated territories of Ruanda-Urundi or any other territory provided in the said Article 12, paragraph 1.

* This signature was made definitive on October 7th, 1936.

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

colonies, protectorates, overseas territories, territories under suzerainty or territories administered under mandate." ¹

E. N. COOPER.
(September 25th, 1936.)

DANEMARK

William BORBERG
KRARUP
(4 juillet 1936.)

DENMARK

ESPAGNE

Julio ALVAREZ DEL VAYO
Genève, le 27 janvier 1937.

SPAIN

FRANCE

Le Gouvernement français par son acceptation du présent arrangement n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté et territoires pour lesquels un mandat lui a été confié. ²

FRANCE

Jean LONGUET
(4 juillet 1936.)

NORVÈGE

Ad referendum *
Michael HANSSON
(4 juillet 1936.)

NORWAY

PAYS-BAS

Ad referendum
Pour le Royaume en Europe. ³
C. VAN RAPPARD
(4 juillet 1936.)

THE NETHERLANDS

SUISSE

Ad referendum
Heinrich ROTHMUND
(4 juillet 1936.)

SWITZERLAND

* Cette signature a été rendue définitive le 21 septembre 1936.

* This signature was made definitive on September 21st, 1936.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ « Je déclare donner ma signature sous les réserves suivantes :

Article 4. — Les réfugiés qui sont l'objet d'une procédure d'extradition commencée dans le Royaume-Uni ne seront pas considérés comme ayant droit à la protection qui leur serait autrement accordée, aux termes du présent article.

Le paragraphe 2 de l'article 4 ne sera pas applicable aux réfugiés qui ont été admis dans le Royaume-Uni pour un séjour ou des fins temporaires. Le terme « ordre public » est considéré comme comprenant les questions relatives aux crimes et à la moralité publique.

En signant le présent arrangement, avec les réserves ci-dessus, je déclare que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'un quelconque de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou administrés sous mandat. »

² The French Government, by its acceptance of the present Arrangement, does not intend to assume any obligation in regard to any of its colonies, protectorates, overseas territories, territories under its suzerainty and territories for which a mandate has been entrusted to it.

³ For the Kingdom in Europe.

ANNEXE A L'ARRANGEMENT

CERTIFICAT D'IDENTITÉ DES RÉFUGIÉS PROVENANT D'ALLEMAGNE

(Valable pour un an)

Certificat délivré conformément à l'Arrangement intergouvernemental en date du 4 juillet 1936.

Ce certificat est délivré à seule fin de fournir aux réfugiés provenant d'Allemagne une pièce d'identité pouvant tenir lieu de passeport provisoire. Il ne préjuge pas la nationalité du porteur et est sans effet sur celle-ci.

Après l'expiration de sa validité, le certificat doit être renvoyé à l'autorité qui l'a délivré.

Autorité délivrant le certificat : Lieu de délivrance du certificat : N°.....

..... Date.....

CERTIFICAT D'IDENTITÉ

Valable jusqu'à

Sauf disposition spéciale contraire, le présent certificat permet au porteur, pendant la durée de sa validité, de retourner dans le pays qui l'a délivré. Il cessera d'être valable si le porteur pénètre sur le territoire allemand,

Nom

Prénoms

Date de naissance

Lieu de naissance

Nom et prénoms du père

Nom et prénoms de la mère

Nom du conjoint

Noms des enfants

Nationalité

Occupation

Ancien domicile

Résidence actuelle.....

SIGNALEMENT

Age.....

Cheveux

Yeux

Visage

Nez.....

Taille

Signes particuliers

Photographies
(Timbre)

Remarques :

Signature de l'intéressé :

.....

Le soussigné certifie que la photographie et la signature ci-contre sont celles du porteur de la présente pièce.

Signature de l'autorité qui délivre
le certificat :

.....

Ce passeport expire le 19.....

Renouvellements :

Visas :

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEX TO THE ARRANGEMENT.

IDENTITY CERTIFICATE FOR REFUGEES COMING FROM GERMANY

(Valid for One Year)

Certificate issued in accordance with the Inter-Governmental Arrangement of July 4th, 1936.

The present certificate is issued for the sole purpose of providing refugees from Germany with identity papers to take the place of a provisional passport. It is without prejudice to and in no way affects the holder's nationality.

On the expiration of its validity, the present certificate must be returned to the issuing authority.

Authority issuing the certificate : Place of issue of the certificate : No.
 Date

IDENTITY CERTIFICATE

Valid until

Failing express provision to the contrary, the present certificate entitles its holder to return to the country by which it was issued during the period for which it is valid. It shall cease to be valid if the holder enters German territory.

Surname
 Forenames
 Date of birth
 Place of birth
 Surname and forenames of father
 Surname and forenames of mother
 Name of wife (husband)
 Names of children
 Nationality
 Occupation
 Former address
 Present address

DESCRIPTION

Age
 Hair
 Eyes
 Face
 Nose
 Height
 Distinguishing marks

(Photographs)
 (Stamp)

Remarks : Signature of holder :

The undersigned certifies that the photograph and signature hereon are those of the holder of this certificate.

Signature of issuing authority :

This passport expires on 19.....

Renewals :

Visas :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3953.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
ET HAÏTI

Accord de frontière, signé à Saint-Domingue, le 27 février 1935; protocole additionnel au Traité du 21 janvier 1929 sur la délimitation de la frontière entre les deux pays, signé à Port-au-Prince, le 9 mars 1936, et mémoire y annexé, signé à Port-au-Prince, le 15 février 1936.

DOMINICAN REPUBLIC AND HAÏTI

Boundary Agreement, signed at Santo Domingo, February 27th, 1935; Additional Protocol to the Treaty of January 21st, 1929, regarding the Delimitation of the Frontier between the Two Countries, signed at Port au Prince, March 9th, 1936, and Memorandum annexed thereto, signed at Port au Prince, February 15th, 1936.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3953. — ACUERDO DE FRONTERAS ENTRE LA REPUBLICA DOMINICANA Y LA REPUBLICA DE HAITI. FIRMADO EN SANTO DOMINGO, EL 27 DE FEBRERO DE 1935.

Spanish and French official texts communicated by the Secretaries of State for External Affairs of the Republic of Haiti and of the Dominican Republic. The registration of this Agreement took place August 5th, 1936.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE HAITI, D^r Stenio VINCENT y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DOMINICANA, Generalísimo D^r Rafael L. TRUJILLO MOLINA iniciaron desde Octubre 18 de 1933 en las ciudades de Dajabón y Ouanaminthe, conversaciones directas y personales con el objeto de convenir los medios de poner fin a las dificultades surgidas con motivo del trazado de la línea determinada como demarcación fronteriza entre las dos Repúblicas, de acuerdo con el Tratado¹ del 21 de Enero de 1929.

Esas conversaciones se prosiguieron con éxito en Puerto Príncipe durante la visita realizada a Haití en Noviembre de 1934 por el Hon. Presidente Trujillo Molina quedando solo una dificultad pendiente de arreglo, y hoy, en las conversaciones sostenidas en esta Capital entre el Hon. Presidente Vincent, huésped de honor del Gobierno y el pueblo dominicanos, y el Hon. Presidente Trujillo Molina, ha sido resuelta también la última dificultad quedando, así, cancelada, en hora feliz para ambos pueblos, la vieja y enojosa cuestión de fronteras, con absoluto respeto a las estipulaciones del citado instrumento internacional que vincula a los dos pueblos.

Las dificultades surgidas, consignadas en el acta Núm. 89 de la Comisión Delimitadora de Fronteras Dominico-Haitiana, fueron las siguientes :

- 1a. — Determinar la cabezada del Río Libón ;
- 2a. — Determinar el curso que después de la estación de tránsito 805 en el camino de Restauración a Bánica debe seguir la frontera hasta llegar al Río Artibonito ;
- 3a. — El curso que debe seguir la frontera entre San Pedro y el fuerte Cachimán ;
- 4a. — El curso que debe seguir la frontera entre la cabezada del Arroyo Carrizal, Rancho de las Mujeres y Cañada Miguel ;
- 5a. — El curso que debe seguir la frontera entre Gros Mare y la cabezada del Río Pedernales.

Ha sido convenido resolver esas dificultades como sigue :

Primera dificultad : Fijar como nacimiento o cabezada del Río Libón el punto donde los ríos Marigoyenne y Tenebras se unen formando desde allí aguas abajo el Río Libón. La frontera, en consecuencia, irá en una línea recta desde el padrón No. 48 en Mont Grimé hasta encontrar dicho punto.

Segunda dificultad : La Segunda Dificultad queda resuelta con el arreglo del protocolo de la Miel.

Tercera dificultad : Esta ha sido resuelta así : desde el punto SP4 marcado por la Comisión Delimitadora de Fronteras Dominico-Haitiana en el paraje de San Pedro sobre el Río Macasías la línea seguirá por la cima de los cerros, descendiendo a Tumba la Rosa,

¹ Vol. CV, page 193 ; and Vol. CLXVIII, page 234, of this Series.

N^o 3953. — ACCORD DE FRONTIÈRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI. SIGNÉ A SAINT-DOMINGUE, LE 27 FÉVRIER 1935.

Textes officiels espagnol et français communiqués par les secrétaires d'Etat des Relations extérieures de la République d'Haïti et de la République Dominicaine. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 août 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, le généralissime docteur Rafael L. TRUJILLO Y MOLINA, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, Monsieur Sténio VINCENT, avaient eu au cours de l'entrevue du 18 octobre 1933 à Ouanaminthe et à Dajabon à entamer les conversations personnelles en vue de mettre fin aux difficultés qui s'étaient élevées au sujet du tracé de la ligne frontière entre les deux Républiques, telle qu'elle est déterminée par le Traité¹ du 21 janvier 1929.

Ces conversations furent poursuivies avec succès à Port-au-Prince, pendant la visite de l'honorable président Trujillo y Molina en novembre dernier, laissant pour être réglée, une seule et dernière difficulté ; et aujourd'hui, à la suite des conversations entre l'honorable président Vincent, hôte d'honneur du Gouvernement et du peuple dominicains, et l'honorable président Trujillo y Molina, la dernière difficulté pendante a été résolue, terminant ainsi, en une minute heureuse pour les deux peuples, la vieille et ennuyeuse question des frontières, tout en respectant entièrement l'instrument international plus haut cité, qui lie les deux peuples.

Les difficultés qui s'étaient élevées et qui avaient été consignées dans le procès-verbal au numéro 89 de la Commission des frontières haïtiano-dominicaine, sont les suivantes :

- 1^o Déterminer la source du Libon ;
- 2^o Déterminer le cours que doit suivre la frontière de la station de transit au numéro 805 sur le chemin qui va de Restauration à Banica jusqu'à atteindre l'Artibonite ;
- 3^o Le cours que doit suivre la frontière entre San Pedro et le fort Cachiman ;
- 4^o Le cours que doit suivre la frontière entre la source de la rivière Carrisal, Rancho de las Mujeres et Canada Miguel ;
- 5^o Le cours que doit suivre la frontière entre Gros Mare et la source des Pédernales.

Il a été convenu de résoudre ces difficultés comme suit :

Première difficulté : Prendre comme source ou point de naissance du Libon, le point où s'unissent la rivière Marigoyenne et la rivière des Ténèbres pour former, à partir de là en aval, la rivière du Libon. En conséquence, la frontière ira en ligne droite de la borne numéro 48, située au Morne Grime, audit point de naissance du Libon.

Deuxième difficulté : La deuxième difficulté demeure résolue par l'entente sur le Protocole de Lamiel.

Troisième difficulté : La troisième difficulté a été ainsi résolue : du point marqué SP4 par la Commission haïtiano-dominicaine de délimitation des frontières dans les parages de San Pedro sur la rivière Macasias, la ligne suivra la crête de la Cordillère descendant

¹ Vol. CV, page 193 ; et vol. CLXVIII, page 234, de ce recueil.

pasando por Dame Jeanne Cassée y por el cementerio al punto ya establecido en el fuerte Cachimán. De este último punto al Río Carrizal dejando el camino Real en territorio haitiano. Río Carrizal aguas arriba hasta su cabezada.

Cuarta dificultad : De cabezada de Carrizal a Mare Zephir (Rancho de las Mujeres) pasando por Maison Madame Salomón ; de aquí a Cañada Miguel.

Quinta dificultad : La línea partirá de Gros Mare a encontrar la cañada bien definida en Mare Orange ; de ahí al Source Bonite, cabezada del Río Pedernales. Los bornes intermedios serán colocados ulteriormente.

Con el arreglo de estas cinco dificultades que fueron las que quedaron pendientes y detuvieron la ejecución del trazado de la línea convenida por el Tratado del 21 de Enero de 1929, se terminará la cabal ejecución de dicho Tratado.

Para consolidar la paz y los vínculos de amistad que deben presidir las relaciones de los dos pueblos, los dos Gobiernos han considerado la conveniencia de rectificar la línea de 1929 en el sector comprendido entre el punto del camino Real que va de Bánica a Restauración y atraviesa el Río Libón Passe Maguanne hasta el punto en que este camino cruza el Río Artibonito frente a la población de Bánica ; pero sin que esta rectificación disminuya en lo más mínimo ni menoscabe en ningún momento la comodidad de tránsito que aseguró a los dominicanos en dicho sector fronterizo el Tratado del 21 de Enero de 1929 ;

Se ha convenido en concertar un protocolo adicional cuya base sea el establecimiento como línea de frontera entre los dichos Passe Maguanne y Bánica de un camino ribereño y bordeando los Ríos Libón y Artibonito construido a expensas de los dos Gobiernos, bajo especificaciones de construcción que serán determinadas en el referido protocolo. El protocolo, que establecerá el derecho igual al agua de los ríos Artibonito y Libón por haitianos y dominicanos, será redactado en cuanto los Ingenieros de ambos Gobiernos trasladándose a los lugares hagan el estudio técnico del camino.

SANTO DOMINGO, Capital de la República Dominicana, *el 27 de Febrero de 1935.*

Certifico la autenticidad del presente
ejemplar de la Gaceta Oficial de la República
Dominicana.

Cudad Trujillo, 15 de Julio de 1936.

E. Bonetti Burgos,

Secretario de Estado de Relaciones Exteriores.

PROTOCOL ¹ ADICIONAL

AL TRATADO DEL 21 DE ENERO DE 1929 SOBRE LA DELIMITACION DE LA FRONTERA ENTRE LA REPÚBLICA DOMINICANA Y LA REPÚBLICA DE HAITI. FIRMADO EN PORT-AU-PRINCE, EL 9 DE MARZO DE 1936.

Generalísimo Doctor Rafael Leonidas TRUJILLO MOLINA, Presidente de la República Dominicana
y
Doctor Stenio VINCENT, Presidente de la República de Haití.

En vista de que las cinco dificultades que, por su Acta número 89 del 28 de octubre de 1930, dejó en suspenso la Comisión de Delimitación organizada para la ejecución del Tratado de fronteras dominico-haitianas del 21 de Enero de 1929, han sido solucionadas por nuestro Acuerdo del 27 de Febrero del año 1935, recién transcurrido ;

¹ The exchange of ratifications took place at Trujillo, April 14th, 1936.

à Tumba la Rosa, passant par Damejeanne Cassée, et le cimetière, au point déjà établi dans le fort Cachiman. De ce dernier point, elle ira à la Rivière Carrizal, laissant Camino Real en territoire haïtien, et suivra, en amont, le cours du Carrizal jusqu'à sa source.

Quatrième difficulté : De la source du Carrizal à Mare Zephir (Rancho de las Mujeres) la ligne passera par la Maison de Madame Salomon et de là à Canada Miguel.

Cinquième difficulté : La ligne partira de Gros Mare pour rencontrer la gorge bien définie à Mare Orange ; de là à la source Bonite considérée comme source des Pédernales. Les bornes intermédiaires seront placées ultérieurement.

Avec le règlement de ces cinq difficultés qui étaient restées pendantes et qui avaient empêché l'exécution du tracé convenu par le Traité du 21 janvier 1929, se trouve terminé le différend au sujet de l'exécution dudit traité.

En vue de consolider la paix et les liens d'amitié qui doivent exister dans les relations des deux peuples, les deux gouvernements ont considéré convenable de rectifier la ligne de 1929 dans sa partie comprise entre le point du Camino Real qui va de Banica à Restauration et traverse le Libon à la Passe Maguagne, jusqu'au point où le même Camino Real rencontre l'Artibonite en face de Banica ; mais sans que cette rectification diminue le moindrement et à aucun moment les facilités de passage qui sont reconnues aux Dominicains dans ledit secteur par le Traité du 21 janvier 1929.

Les deux gouvernements ont donc convenu de faire un protocole additionnel prévoyant comme ligne frontière entre lesdits points Passe Maguagne et Banica, une route riveraine des rivières du Libon et de l'Artibonite et bordant les deux rivières, route dont la construction sera à frais égaux pour les deux gouvernements, suivant les spécifications de construction qui seront fixées dans le protocole mentionné.

Le susdit protocole, qui établira un droit égal pour les Haïtiens et les Dominicains aux eaux du Libon et de l'Artibonite, sera rédigé après que les ingénieurs désignés par les deux gouvernements auront fait sur les lieux l'étude technique du tracé de la route ci-dessus prévue.

SANTO-DOMINGO, capitale de la République Dominicaine, le 27 février 1935.

PROTOCOLE ¹ ADDITIONNEL

AU TRAITÉ DU 21 JANVIER 1929 SUR LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI. SIGNÉ A PORT-AU-PRINCE, LE 9 MARS 1936.

Stenio VINCENT, président de la République d'Haïti
et

Le généralissime docteur Rafaël Léonidas TRUJILLO MOLINA, président de la République Dominicaine,

Vu que les cinq difficultés que par son Acte N° 89 du 28 octobre 1930 laissa en suspens la Commission de délimitation organisée pour l'exécution du Traité des frontières dominicano-haïtiennes du 21 janvier 1929, ont été solutionnées par notre Accord du 27 février 1935 ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Trujillo, le 14 avril 1936.

En vista de que por el Acuerdo mencionado más arriba, y cuya ejecución comenzó el 2 de junio de 1935, se le ha dado una solución pacífica a la ejecución del Tratado del 21 de Enero de 1929, sin necesidad de recurrir a las soluciones indirectas previstas por el artículo 7 de dicho Tratado ;

En vista de que la ejecución material de la delimitación de la línea fronteriza sobre el terreno, tal como fué prevista por el Tratado del 21 de Enero de 1929 ha sido concluida, y de que los padrones indicadores de la referida línea han sido colocados sobre el terreno, con el acuerdo y aprobación de los representantes de los dos Gobiernos ;

En vista de que las ideas de paz absoluta y los lazos de amistad inalterables que deben presidir las relaciones entre los dos pueblos, la República Dominicana y la República de Haití, exigen la revisión de la línea fronteriza convenida en 1929 en el sector comprendido entre el punto donde el camino real que conduce de Bánica a Restauración atraviesa el Río Libón (Passe Maguane en el punto marcado 22 R. L.) y el punto donde ese mismo camino atraviesa el Río Artibonito frente a la población dominicana de Bánica ;

En vista de que para estrechar los lazos de amistad entre los dos países, el Gobierno de la República Dominicana acepta la revisión de ese sector ya trazado de la línea fronteriza y ello bajo la condición expresa de que las facilidades de paso dadas a los dominicanos por el Tratado del 21 de Enero de 1929 en ese sector de la frontera no sean disminuídas, sino más bien mejoradas tanto como fuere posible ;

En vista de que el Gobierno de la República Dominicana inspirado en el mismo espíritu de conciliación en las relaciones que deben existir entre los dos países consiente en la revisión de la delimitación prevista por el Tratado del 21 de Enero de 1929 en el sector comprendido entre el Fuerte Cachimán y el Río Carrizal ;

En vista de que el Gobierno de la República de Haití por su parte está dispuesto a aceptar las revisiones más arriba expresadas, y para contribuir en lo que a ella corresponde, a mantener y a estrechar los lazos de amistad entre el Pueblo Dominicano y el Pueblo Haitiano, que con tanto cuidado hemos cultivado ;

En vista de que la Comisión de Delimitación de Fronteras en la ejecución de nuestro Acuerdo del 27 de Febrero de 1935 próximo pasado ha hecho los estudios y los anteproyectos de un camino internacional, construido por los dos Estados, y cuyo costo estará a cargo de los dos en partes iguales, camino que asegurará la comodidad de tránsito, tanto para los ciudadanos dominicanos como para los ciudadanos haitianos, en el sector arriba mencionado ;

Tomando en consideración todas esas circunstancias, y la de que el Acuerdo mencionado fué bien estudiado durante las visitas recíprocas que nos hicimos durante los años 1934 y 1935 ;

Nosotros, el Presidente de la República de Haití y el Presidente de la República Dominicana, hemos pactado y convenido el siguiente Protocolo de revisión :

Artículo 1º.

La República Dominicana consiente en la revisión del párrafo 3 del artículo primero del Tratado del 21 de Enero de 1929 en lo que concierne a la parte de texto siguiente :

« Siguiendo el curso del referido camino real hasta el punto en que cruza el Río Artibonito frente a la población dominicana de Bánica. »

« Se entiende que el camino real de Bánica a Restauración es el que pasa por la Miel, dejando esta población al Este, por la Guardia Vieja, por la Zurza, dejando al Oeste la población de Cerca-la-Source, por el Arroyo Saltadero, por la Tuna y por el Botado, dejando estas dos secciones al Este ; dicha línea fronteriza (siguiendo el camino de Bánica a Restauración) será trazada en el eje de dicho camino real que de este modo estará al servicio de los dos Estados, y será ensanchado para responder a las comodidades del tránsito » ; y acepta que en esta sección sean considerados como límites de las dos Repúblicas los siguientes :

Una línea partiendo de Passe Maguane o sea el punto marcado 22 R. L. siguiendo el eje del río Libón hasta el paso denominado Tilorí ; de este punto la línea seguirá el eje de una carretera propiedad de los dos Estados, carretera que comenzará en el Paso de Tilorí o Madame Luchen, sigue por la orilla derecha del río Libón, pasa por

Vu qu'une solution pacifique a été donnée à l'exécution du Traité des frontières du 21 janvier 1929 par l'accord plus haut mentionné dont la réalisation a commencé le 2 juin 1935 sans qu'il fût nécessaire de recourir aux solutions indirectes prévues dans l'article 7 dudit traité ;

Vu que l'exécution matérielle de la délimitation de la ligne frontière sur le terrain, telle qu'elle fut prévue par le Traité du 21 janvier 1929 est arrivée à sa fin, que les bornes indicatives ont été édifiées sur le terrain après accord et approbation des représentants des deux gouvernements ;

Vu que les idées de paix absolue et les liens d'amitié inaltérable qui doivent régler les relations entre les deux peuples dominicain et haïtien exigent la révision de la ligne des frontières convenues en 1929 et ce, dans le secteur compris entre le point où la grande route qui conduit de Banica à Restauracion traverse la rivière Libon (Passe Maguane, au point marqué 22 R. L.) et le point où ce même chemin traverse le fleuve Artibonite vis-à-vis de la ville dominicaine de Banica ;

Vu que pour raffermir les liens d'amitié entre les deux pays, le Gouvernement de la République Dominicaine accepte la révision de ce secteur déjà tracé de la ligne des frontières et ce, sous la condition expresse que les commodités de passage données aux Dominicains par le Traité du 21 janvier 1929 dans ce secteur de la frontière ne soient pas diminuées, mais de préférence améliorées autant que possible ;

Vu que le Gouvernement de la République Dominicaine animé du même esprit de conciliation dans les relations qui doivent exister entre les deux pays, consent à la révision de la délimitation prévue par le Traité du 21 janvier 1929 dans le secteur compris entre le fort Cachiman et la rivière Carrizal ;

Vu que le Gouvernement de la République d'Haïti est de son côté disposé à accepter les révisions ci-dessus exprimées et cela pour contribuer au maintien et au raffermissement des liens d'amitié, avec tant de soins par nous cultivés, entre le peuple dominicain et le peuple haïtien ;

Vu que la Commission de délimitation des frontières dans l'exécution de notre Accord du 27 février de l'année 1935 a fait les études et les avant-projets d'une route internationale à construire par les deux États et dont les frais seront supportés par parties égales par les deux pays, route qui assurera la commodité de transit tant pour les citoyens dominicains que pour les citoyens haïtiens, dans le secteur susmentionné ;

Prenant en considération toutes ces circonstances et vu que l'accord déjà mentionné fut bien étudié dans les visites par nous échangées dans les années 1934 et 1935 ;

Nous, le président de la République d'Haïti et le président de la République Dominicaine avons traité et arrêté le protocole de révision qui suit :

Article premier.

La République Dominicaine consent la révision du paragraphe 3 de l'article premier du Traité du 21 janvier 1929 en ce qui concerne les passages suivants :

« Suit ledit chemin (Camino Real) jusqu'au point où celui-ci croise le fleuve Artibonite, en face de Banica. »

« Le chemin dit « Camino Real » qui va de Banica à Restauracion s'entend de celui qui passe par la Miel, laissant ce bourg à l'Est, par la Guardia Vieja, par la Zurza, laissant à l'ouest la ville de Cerca la Source, par le cours d'eau Saltadero, par la Tuna et par El Botado, laissant ces deux sections à l'est ; ladite ligne frontière suivant le chemin de Banica Restauracion sera tracée au milieu dudit « Camino Real » qui sera de cette façon, au service des deux États, et sera élargi pour répondre aux commodités du transit » ; et accepte que dans cette section soient considérées comme limites des deux républiques, les suivantes :

Une ligne partant de Passe Maguane soit du point marqué 22 R. L., suit l'axe de la rivière Libon jusqu'à la passe dénommée Tilor, de ce point la ligne suit l'axe d'une grande route, propriété des deux États, route commençant à la passe Tilor ou Madame Luchen, suit la rive droite de la rivière Libon, passe par Juan de Paz, de

Juan de Paz, de allí cruzando el arroyo Los Algodones, cruza el arroyo La Guávana, sigue la orilla derecha de este arroyo, atraviesa por la sabana de La Mechora, pasa por Cocoi, sigue las faldas de Las Guávanas, pasa por Hatillo, La Tasajera, La Baria, La Diablesa, Los Carraos hasta El Corte (La Cour).

A partir de El Corte (La Cour) la carretera seguirá el camino existente actualmente por una longitud de 1500 metros hacia Guayacán ; de ahí la carretera se construirá paralelamente al curso del Río Artibonito a una distancia máxima de 800 a 1000 metros ; de ahí pasando por el cruce de camino (Carrefour) denominado el Fundo Viejo (Croix Vieux Fond) cruzará el arroyo La Salle, después la corriente denominada Cañada Bonita y seguirá hasta el paso llamado « Los Cacaos » en donde cruzará el Río Artibonito. En este sitio se construirá el puente internacional del Artibonito. A partir de dicho puente internacional la línea de fronteras seguirá por el eje del Río Artibonito hasta frente a la población de Bánica desde donde continuará siempre por el eje del Río Artibonito de acuerdo con la delimitación establecida en el año de 1929.

Artículo 2º.

La carretera internacional cuyo eje servirá de límite entre los dos Estados entre el paso Tilorí, en el Río Libón y el paso de los Cacaos, en el Río Artibonito y que está descrita en el artículo primero ha sido trazada en un croquis¹ firmado por la Comisión de Delimitación de Fronteras, en dos originales, y del cual se anexarán dos copias al presente Protocolo y que serán firmadas también por la Comisión de Delimitación y formarán parte de él.

Artículo 3º.

Esta carretera internacional será construída por los dos Estados, es decir, cada uno debe pagar el 50 % de su costo total, en materiales, obra de mano, maquinaria, etc.

La entretención y mantenimiento de la carretera estará a cargo de los dos Estados contratantes ; cada uno consignará en su presupuesto anual las asignaciones que sean necesarias para ello ; y el modo, método, etc. para efectuar dicho entretenimiento será objeto de un acuerdo entre las Cancillerías de ambos países.

Artículo 4º.

Las condiciones técnicas para la construcción de esa carretera son las siguientes :

- Carretera de macadam o cascajo de veinte centímetros de espesor ;
- ancho de la trocha 60 metros ;
- ancho de la vía entre las cunetas 7 metros ;
- ancho del macadam 5 metros ;
- radio mínimo de las curvas 28 metros ;
- pendiente máxima 6 % ;
- tangente entre curvas reversas, minimum 15 metros ;
- superelevación en las curvas de un radio menor de 250 metros : 20 centímetros ;
- puentes provisionales de madera de una sola vía, alcantarillas de hierro galvanizado o de hormigón armado.

Los miembros de las dos Secciones de la Comisión de Delimitación podrán, durante la construcción de la carretera internacional variar la línea actual, cuando las condiciones del terreno y las necesidades de la economía lo exijan conservando siempre el trazado en la trocha de 60 metros de ancho, esto es 30 metros de cada lado de la línea central del trazado actual. Una vez esta construcción haya sido terminada se levantará un plano detallado, en doble original, del trazado final, el cual será firmado por las dos partes, y la línea de eje trazada y fijada por pirámides apropiadas será considerada como la línea de fronteras en ese sector.

¹ No se reproduce.

là franchit la rivière Los Algodones, coupe la rivière La Guarana, suit la rive droite de cette rivière, traverse la savane de la Mechora, passe par Cocol, suit le bas des coteaux de Las Guaranas, passe par Hatillo, la Tassajera, la Baria, la Diablesa, los Carraos jusqu'à El Corte (La Cour) ;

A partir de El Corte (La Cour), la route suivra le chemin existant actuellement sur une longueur de 1.500 mètres vers Guayacan. De ce point elle sera construite parallèlement au cours du fleuve Artibonite à une distance maximum variant entre 800 et 1.000 mètres ; de là en passant à proximité du carrefour dénommé Croix Vieux Fond (Fondo Viejo) elle coupera la rivière La Salle, puis le cours d'eau dit Cañada Bonita ; elle sera enfin poursuivie jusqu'à la passe dite « Cacaos ». Là elle franchira le fleuve Artibonite. A cet endroit sera construit le pont international de l'Artibonite.

A partir du pont international, la ligne frontière sera la ligne médiane du fleuve Artibonite jusqu'à atteindre la ville de Banica, continuant de là par le milieu de ce fleuve d'accord avec la délimitation établie en l'année 1929.

Article 2.

La grande route internationale dont l'axe servira de limite aux deux Etats entre la Passe Tilori, dans la rivière Libon, et la Passe de Los Cacaos dans le fleuve Artibonite et décrite dans l'article premier, a été tracée dans un croquis¹ signé par la Commission de délimitation des frontières, en deux originaux et dont deux copies annexées au présent protocole et en formant partie sont également signées par la Commission de délimitation.

Article 3.

Cette grande route sera construite aux frais des deux Etats, c'est-à-dire chacun devra payer 50 % de son coût total en matériaux, main-d'œuvre, outillage, etc.

Les frais d'entretien et de maintien de la route seront supportés par les deux Etats contractants ; chacun fera consigner dans son budget annuel le montant nécessaire à cette fin. Les moyens, les méthodes, etc., pour la réalisation dudit entretien seront l'objet d'un accord entre les Chancelleries des deux pays.

Article 4.

Les conditions techniques pour la construction de cette route sont les suivantes :

- Route de macadam ou sablon de vingt centimètres d'épaisseur ;
- Largeur ou amplitude (emprise) de sentier 60 mètres ;
- Largeur ou amplitude de voie entre cunettes 7 mètres ;
- Amplitude de macadam 5 mètres ;
- Rayon de courbes minimum 28 mètres ;
- Pente maximum 6 % ;
- Tangente entre courbes renversées (minimum) 15 mètres ;
- Superélévation en courbes de rayon moindre de 250 mètres : 20 centimètres ;
- Ponts provisoires en bois d'une seule voie ;
- Egoûts de tubes en fer galvanisé ou de maçonnerie et mortier armé.

Les membres des deux sections de la Commission de délimitation pourront, durant la construction de la route internationale, faire varier la ligne actuelle lorsque les conditions du terrain et les nécessités de l'économie l'exigeront, conservant toujours le tracé dans le sentier 60 mètres de large, soit 30 mètres de l'un et de l'autre côté de la ligne d'axe du tracé actuel. Une fois la construction achevée, un plan détaillé sera dressé en double original, du tracé final, lequel sera signé par les deux Parties, et la ligne d'axe tracée et fixée par des bornes appropriées sera considérée comme la ligne des frontières dans ce secteur.

¹ Non reproduit.

Artículo 5º.

La República de Haití declara y la República Dominicana acepta que el eje de la carretera internacional que será construída por los dos Estados es el límite definitivo entre los dos Repúblicas.

Los dos Gobiernos, de común acuerdo, dictarán disposiciones especiales para establecer y reglamentar los servicios de policía y de aduana en el trayecto de la dicha carretera y los otros caminos que por su naturaleza y situación puedan interesar a los dos países.

Artículo 6º.

Las aguas de los Ríos Libón y Artibonito pertenecen en partes iguales a los dos Estados limítrofes, y su uso está sometido a las disposiciones del artículo diez del Tratado¹ de Paz, Amistad y Arbitraje que fué firmado en la Ciudad de Santo Domingo, hoy Ciudad Trujillo, Capital de la República Dominicana, el 20 de Febrero del año 1929.

Las veredas o caminos vecinales que existen actualmente, y que permiten el acceso a las fuentes, a los arroyos y al Río Artibonito, a los habitantes y agricultores, serán mantenidos o podrán ser modificados por acuerdo entre los Representantes de los dos Gobiernos.

Artículo 7º.

Dentro de los noventa días que sigan a la ratificación del presente Protocolo por los Cuerpos legislativos de los dos Estados contratantes, los dos Gobiernos comenzarán los trabajos de construcción de la carretera internacional. Los presupuestos, especificaciones de construcción y mantenimiento, serán calculados, redactados y firmados por los miembros técnicos de la Comisión Delimitadora y formarán parte del presente Protocolo.

La carretera deberá estar terminada, incluyendo los puentes en Libón y Arbonito, en un plazo de dos años, a partir de la fecha de iniciación de los trabajos de construcción y cada uno de los dos Estados contratantes consignará en su presupuesto anual una cuarta parte del costo total de la obra.

Artículo 8º.

La República Dominicana acepta la revisión del párrafo 3º del artículo primero del Tratado del 21 de Enero de 1929 en lo que se refiere a la parte del texto siguiente : « de ahí cortando por la mitad el Fuerte Cachimán e internándose al Sureste en línea recta hasta encontrar el Arroyo Carrizal » y acepta que en esa sección el trazado de la línea fronteriza debe terminarse como sigue « de ahí cortando por mitad el Fuerte Cachimán, se inclina al S. E. y a 15 metros del eje, sigue en línea paralela el camino real actual que va a Comendador dejando ese camino en territorio haitiano hasta encontrar el Arroyo Carrizal ».

Artículo 9º.

El presente Pacto firmado en Port-au-Prince, Capital de la República de Haití, será sometido a la sanción de los Cuerpos legislativos de los dos países, y el canje de las ratificaciones tendrá lugar en Ciudad Trujillo, Capital de la República Dominicana.

En fe de lo cual hemos firmado y sellado el presente Protocolo en dos ejemplares en español y otros dos en francés, y todos con la misma fuerza legal.

Port-au-Prince, Capital de la República de Haití, el día nueve del mes de marzo del año mil novecientos treinta y seis.

(Fdo.) Rafael L. TRUJILLO M.

(Fdo.) Stenio VINCENT.

¹ Vol. CV, page 215, of this Series.

Article 5.

La République d'Haïti fait la déclaration et la République Dominicaine l'accepte que l'axe de la route internationale qui sera construite par les deux États est la limite définitive entre les deux républiques. Les deux gouvernements d'un commun accord édicteront des dispositions spéciales pour établir et réglementer les services de police et de douanes dans le trajet de ladite route et les autres chemins qui par leur nature et position peuvent intéresser les deux pays.

Article 6.

Les eaux des rivières Libon et Artibonite appartiennent en parties égales, aux deux États limitrophes et leur usage est soumis aux dispositions de l'article dixième du Traité¹ de paix, d'amitié, et d'arbitrage qui fut par eux signé à la ville de Saint-Domingue aujourd'hui « Ciudad Trujillo » capitale de la République Dominicaine, le 20 février de l'année 1929.

Les sentiers ou chemins vicinaux qui, existant actuellement, permettent l'accès des sources, des rivières et du fleuve Artibonite aux habitants et cultivateurs seront maintenus ou pourront être modifiés après accord entre les représentants des deux gouvernements.

Article 7.

Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la ratification du présent protocole par les corps législatifs des deux États contractants, les deux gouvernements ouvriront les travaux de construction de la route internationale. Le montant des dépenses à faire, les spécifications de construction et de maintien seront examinés, rédigés et signés par les membres techniques de la Commission de délimitation et seront incorporés au présent protocole.

La route, y compris les ponts sur le Libon et l'Artibonite, devra être achevée dans un délai de deux ans, à partir de la date de l'ouverture des travaux de construction et chacun des deux États contractants fera figurer dans son budget annuel la quatrième partie du coût total de ces travaux.

Article 8.

La République Dominicaine accepte la révision du paragraphe 3 de l'article premier du Traité du 21 janvier 1929 en ce qui se rapporte au passage suivant : *a)* « De là coupant par moitié le fort Cachiman et s'infléchit vers le Sud-Est en ligne droite jusqu'à trouver la rivière Carrizal » et accepte que dans cette section le tracé de la ligne frontière doit se déterminer comme suit : « de là, passant par le centre du fort Cachiman, s'infléchit vers le Sud-Est puis suit en ligne parallèle à quinze mètres de distance jusqu'à la rencontre de la rivière Carrizal, l'axe de la route qui va à Commendador laissant cette route en territoire haïtien ».

Article 9.

Le présent pacte, signé à Port-au-Prince, capitale de la République d'Haïti, sera soumis à la sanction des corps législatifs des deux pays et l'échange des ratifications aura lieu dans la Ciudad Trujillo, capitale de la République Dominicaine.

En foi de quoi, nous avons signé et scellé le présent protocole en deux exemplaires, l'un en espagnol et l'autre en français et les deux ayant force légale.

Port-au-Prince, capitale de la République d'Haïti, le neuvième jour du moi de mars de l'an mil neuf cent trente-six.

(Signé) Sténio VINCENT.

(Signé) Rafaël L. TRUJILLO M.

¹ Vol. CV, page 215, de ce recueil.

ANEXO

AL PROTOCOLO DEL 9 DE MARZO DE 1936.

Los infrascritos, Comisionados técnicos de la Comisión Delimitadora de Fronteras Dominico-Haitiana, después de haber decidido, estudiado y examinado los planos, las secciones transversales, perfiles y todos los demás detalles inherentes a la construcción de la carretera internacional entre el Paso de los Cacaos y el Paso de Tilorí han acordado unánimemente presentar la siguiente memoria :

- 1) La carretera tendrá una longitud aproximada de cuarenta y siete (47) kilómetros.
- 2) Tendrá un ancho entre cunetas de 7 metros.
- 3) El ancho de la trocha o servidumbre de la carretera será de 60 metros.
- 4) El eje de la carretera se fijará de modo tal que 30 metros de trocha queden en territorio haitiano y 30 metros en territorio dominicano.

5) La carretera será pavimentada en una anchura de 5 metros, empleando para ello ya sea piedra picada o grava.

Sin embargo, la naturaleza del terreno, al hacer la construcción, podrá inducir a los ingenieros constructores a adoptar cualquier otro procedimiento práctico cuya eficacia sea equivalente a la del macadam.

6) En caso que ocurran los cambios de alineación general previstos, autorizados por el Protocolo de fecha 9 de Marzo, los radios de las curvas y la superelevación necesaria se dejarán a la apreciación de los ingenieros constructores, quienes podrán examinar y acordar modificaciones a los datos consignados en el presente protocolo fechado en 9 de Marzo de 1936.

7) Los puentes serán del tipo provisional de madera y de una sola vía.

En el futuro serán reemplazados por puentes definitivos de acuerdo con los tipos estudiados y proyectados por los ingenieros constructores de los dos Gobiernos contratantes.

8) Las corrientes de agua de menor importancia se cruzarán ya sea por medio de alcantarillas de hierro galvanizado, hierro fundido, concreto reforzado o por alcantarillas de mampostería.

9) Durante los trabajos de construcción de la carretera internacional los ingenieros constructores someterán a la aprobación de los dos Gobiernos los anteproyectos y los planos de dos puentes definitivos a construir en el Paso de los Cacaos, en el río Artibonito y en el Paso Tilorí, en el río Libón.

10) La duración de los trabajos de construcción de la carretera internacional, comprendiendo además, la erección de los puentes definitivos, no deberá exceder de veinticuatro meses (24).

11) El costo de la construcción de la carretera internacional, comprendiendo la erección de los puentes definitivos, se evalúa en cuatrocientos cincuenta mil dólares (\$450.000.00).

12) El Gobierno de la República de Haití se compromete a contribuir a los gastos arriba mencionados con la suma de doscientos veinte y cinco mil dólares (\$225.000.00). El Gobierno de la República Dominicana se compromete así mismo a contribuir para estos gastos con la suma igual.

13) La iniciación de los trabajos de construcción de la carretera internacional y de los trabajos inherentes, se efectuará dentro de los noventa días (90) a partir de la fecha de ratificación del Protocolo de fecha 9 de Marzo de 1936.

MÉMOIRE

ANNEXE AU PROTOCOLE EN DATE DU 9 MARS 1936.

Les soussignés, commissaires, membres techniques de la Commission de délimitation des frontières dominico-haïtiennes ayant établi, étudié et examiné les plans, courbes, profils et tous autres détails afférents à la construction de la route internationale convenue entre Banica (Passe Cacaos) et Restauracion (Passe Tilori) ont été unanimes à établir le mémoire suivant :

1° La route aura une longueur approximative de quarante-sept (47) kilomètres.

2° La route aura une largeur entre cunettes de sept (7) mètres.

3° La route sera placée dans un sentier dont la largeur sera de soixante (60) mètres.

4° L'axe de la route sera toujours fixé de façon à ce que trente (30) mètres d'emprise du sentier de soixante (60) mètres soient en territoire haïtien et trente (30) mètres en territoire dominicain.

5° Sur la largeur de cinq (5) mètres la route sera macadamisée, c'est-à-dire empierrée au moyen d'un mélange de pierres concassées ou autres et de sable de grosseurs différentes.

Cependant la nature du sol rencontré dans les travaux de la route peut amener les ingénieurs-constructeurs à adopter tout autre procédé pratique d'efficacité aussi évidente que le procédé au macadam.

6° Dans les cas de changement dans la ligne générale prévus et autorisés par le Protocole en date du 9 mars 1936, les rayons des courbes, les pentes et rampes, les tangentes et alignements entre courbes, la superélévation nécessaire en courbes seront laissés à l'appréciation des ingénieurs-constructeurs qui pourront, après examen et accord, modifier les chiffres prévus au Protocole en date du 9 mars 1936.

7° Les ponts seront provisoires et en bois : ils seront pour une seule voie.

Ils seront dans l'avenir remplacés par des ponts définitifs dont les types seront étudiés et proposés par les ingénieurs-constructeurs aux deux gouvernements contractants.

8° Le passage des eaux de faible importance sera facilité soit par des tuyaux en fer galvanisé, soit par des tuyaux en fonte, en béton armé ou non, soit par des ponceaux en maçonnerie ordinaire.

9° Pendant les travaux de construction de la route internationale, les ingénieurs-constructeurs soumettront à l'approbation des deux gouvernements les avant-projets et les plans des deux grands ponts à édifier à la Passe Cacaos et à la Passe Tilori.

10° La durée des travaux de construction de la route internationale y compris l'établissement des deux grands ponts ne devra pas excéder vingt-quatre (24) mois.

11° Le coût des travaux de construction de la route internationale y compris l'établissement des deux grands ponts est évalué à quatre cent cinquante mille dollars (\$ 450.000).

12° Le Gouvernement de la République d'Haïti accepte de contribuer à cette dépense pour la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars (\$ 225.000). Le Gouvernement de la République Dominicaine accepte également de contribuer à cette dépense pour la même valeur.

13° L'ouverture des travaux de construction de la route internationale et des travaux accessoires aura lieu quatre-vingt-dix jours à partir de la date de ratification du Protocole en date du 9 mars 1936.

14) Los Miembros Técnicos de las dos Secciones de la Comisión solicitarán de ambos Gobiernos, por anticipado, las sumas mensuales o trimestrales necesarias para efectuar la construcción sin interrupción hasta la terminación definitiva de los trabajos.

15) Los gastos para la buena conservación y mantenimiento de la carretera y de las obras de arte que en ella se construyan serán fijados por los ingenieros constructores, seis meses antes de la terminación de los trabajos de construcción. El montante de dichos gastos será notificado a ambos Gobiernos contratantes para su aprobación, de modo que puedan ser considerados en sus respectivos presupuestos anuales.

16) La línea de eje de la carretera internacional será considerada como línea de frontera en este sector y los padrones necesarios de que se hace mención en el Protocolo de fecha 9 de Marzo de 1936, serán colocados alternativamente en cada kilómetro y a una distancia de cuatro (4) metros del eje de la carretera.

Hecho en Puerto Príncipe, en dos copias, una en Francés y la otra en Español, el quince de Febrero de 1936.

(Fdo.) M. S. GAUTIER.

(Fdo.) Luis ROY.

(Fdo.) Casimiro GÓMEZ.

(Fdo.) Gentil TIPENHAUER.

Certifica la autenticidad del presente ejemplar de la Gaceta Oficial de la República Dominicana.

Ciudad Trujillo, 15 de Julio de 1936.

E. Bonetti Burgos.

Secretario de Estado de Relaciones Exteriores.

14° Les membres techniciens des deux sections de la commission solliciteront d'avance des deux gouvernements les valeurs mensuelles ou trimestrielles nécessaires à la construction sans interruption desdits travaux et cela jusqu'à leur complet et définitif achèvement.

15° Les frais nécessaires à l'entretien et au bon maintien de la route et des travaux d'art dépendant de la nature des terrains traversés et des différents travaux édifiés seront fixés et déterminés par les ingénieurs-constructeurs six mois avant l'achèvement des travaux. Le montant de cesdits frais sera transmis, à cette époque, aux deux gouvernements contractants pour qu'ils le fassent figurer dans leur budget annuel.

16° La ligne d'axe de la route internationale étant considérée comme la ligne des frontières dans ce secteur, les bornes appropriées dont il est fait mention dans le Protocole en date du 9 mars 1936 seront placées alternativement à chaque kilomètre et à quatre mètres de distance de l'axe de la route.

Fait à Port-au-Prince, en deux exemplaires, l'un en français et l'autre en espagnol, le 15 février 1936.

M. S. GAUTHIER.

C. GOMEZ.

Louis ROY.

L. G. TIPPENHAUER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3953. — BOUNDARY AGREEMENT BETWEEN THE DOMINICAN REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF HAITI. SIGNED AT SANTO DOMINGO, FEBRUARY 27TH, 1935.

Dr. Stenio VINCENT, PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI, and Dr. Rafael L. TRUJILLO MOLINA, Commander-in-Chief, PRESIDENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC, on October 18th, 1933, in the cities of Dajabón and Ouanaminthe, began direct and personal negotiations with a view to putting an end to the difficulties which had arisen regarding the tracing of the frontier between the two Republics, as determined by the Treaty of January 21st, 1929.

These conversations were successfully pursued at Port au Prince during President Trujillo Molina's visit in November 1934, only one difficulty remaining to be settled; to-day, in the conversations which have taken place in this capital between President Vincent, guest of honour of the Dominican Government and people, and President Trujillo Molina, this last difficulty has also been solved, thus happily settling the old and vexatious question of frontiers, while fully respecting the above-mentioned international instrument which binds the two peoples.

The difficulties which had arisen, and which are set forth in No. 89 of the minutes of the Haitian-Dominican Frontier Commission, are the following :

- (1) The determination of the source of the river Libón ;
- (2) The determination of the course that the frontier should follow from transit station 805 on the road from Restauración to Bánica until it arrives at the river Artibonite ;
- (3) The course that the frontier should follow between San Pedro and Fort Cachimán ;
- (4) The course that the frontier should follow between the source of the river Carrizal, Rancho de las Mujeres and Cañada Miguel ;
- (5) The course that the frontier should follow between Gros Mare and the source of the river Pedernales.

It has been agreed that these difficulties shall be settled as follows :

First difficulty : Take as source or point of origin of the river Libón the point at which the rivers Marigoyenne and Tenebras unite, the waters below that point being regarded as the river Libón. Therefore the frontier shall run directly from frontier pillar No. 48 on Mount Grimé up to the said point.

Second difficulty : The second difficulty is settled by the agreement on the Protocol of La Miel.

Third difficulty : The third difficulty has been settled in the following manner : from the point marked SP₄ by the Haitian-Dominican Frontier Delimitation Commission in the neighbourhood of San Pedro on the river Macasías, the line shall follow the watershed, descending to Tumba la Rosa, passing by Dame Jeanne Cassée and the cemetery to the point already fixed at Fort Cachimán. From this last point it shall run to the river Carrizal, leaving the main road in Haitian territory, and shall follow the course of the river Carrizal upstream to its source.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

- *Fourth difficulty* : From the source of the Carrizal to Mare Zephir (Rancho de las Mujeres), the line shall pass by Maison Madame Salómon, and from there to Cañada Miguel.

Fifth difficulty : The line shall start from Gros Mare and run to the clearly defined gorge at Mare Orange ; thence to the Source Bonite, which shall be regarded as the source of the river Pedernales. The intermediate frontier pillars shall be set up later.

The settlement of these five difficulties, which were those which remained in suspense and prevented the delimitation of the frontier line agreed upon by the Treaty of January 21st, 1929, settles the dispute concerning the execution of the said Treaty.

With a view to consolidating the peace and bonds of friendship which should govern the relations of the two peoples, the two Governments have considered the desirability of rectifying the 1929 line in the sector between the point where the main road from Bánica to Restauración crosses the river Libón at Passe Maguanne and the point where this road crosses the river Artibonite opposite the village of Bánica ; such rectification shall not, however, in any way diminish or at any time prejudice transit facilities for nationals of the Dominican Republic provided for in the said frontier section of the Treaty of January 21st, 1929.

The two Governments have therefore agreed to conclude an Additional Protocol the basis of which shall be the establishment as frontier line, between the said points of Passe Maguanne and Bánica, of a road along the banks of the rivers Libón and Artibonite built at the joint expense of the two Governments in accordance with specifications for construction which shall be settled in the said Protocol.

This Protocol, which shall establish equal rights for Haitians and Dominicans over the waters of the rivers Artibonite and Libón, shall be drawn up after the engineers appointed by the two Governments have prepared on the spot the technical plans for the line of the above-mentioned road.

SANTO DOMINGO, Capital of the Dominican Republic, *February 27th, 1935.*

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE TREATY OF JANUARY 21ST, 1929, REGARDING THE DELIMITATION OF THE FRONTIER BETWEEN THE DOMINICAN REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF HAITI. SIGNED AT PORT AU PRINCE, MARCH 9TH, 1936.

Doctor Rafael Leonidas TRUJILLO MOLINA, Commander-in-Chief, President of the Dominican Republic,
and

Doctor Stenio VINCENT, President of the Republic of Haiti.

Whereas the five difficulties which according to its Act No. 89 of October 28th, 1930, were left in suspense by the Delimitation Commission set up for the execution of the Dominican-Haitian Frontier Treaty of January 21st, 1929, have been settled by our Agreement of February 27th, 1935 ;

Whereas a peaceful solution has been given to the execution of the Frontier Treaty of January 21st, 1929, by the above-mentioned Agreement which came into force on June 2nd, 1935, without its being necessary to have resort to the indirect solutions provided for in Article 7 of the said Treaty ;

Whereas the actual delimitation of the frontier line on the spot as provided for by the Treaty of January 21st, 1929, has been completed and the boundary pillars have been set up on the spot with the agreement and approval of the representatives of the two Governments ;

Whereas the ideals of absolute peace and the bonds of indissoluble friendship which should regulate the relations between the two peoples, the Dominican Republic and the Republic of Haiti, require a revision of the frontier line agreed to in 1929 in the sector between the point at which the main road leading from Bánica to Restauración crosses the river Libón (Maguane ford, at the point marked 22 R. L.) and the point at which the said road crosses the river Artibonite opposite the Dominican town of Bánica ;

Whereas, for the purpose of strengthening the bonds of friendship between the two countries, the Government of the Dominican Republic accepts a revision of this sector of the frontier line under

the express condition that the facilities for passing the frontier granted to nationals of the Dominican Republic by the Treaty of January 21st, 1929, on this sector of the frontier shall not be reduced, but rather increased as far as possible ;

Whereas the Government of the Dominican Republic, inspired by the same spirit of conciliation in the relations which must exist between the two countries, consents to the revision of the delimitation of the frontier provided for by the Treaty of January 21st, 1929, in the sector between Fort Cachimán and the river Carrizal ;

Whereas the Government of the Republic of Haiti is for its part prepared to accept the above-mentioned revisions for the purpose of contributing to the maintenance and strengthening of the bonds of friendship which we have taken such pains to promote between the peoples of the Dominican Republic and the Haitian Republic ;

Whereas under our Agreement of February 27th, 1935, the Frontier Delimitation Commission has surveyed the ground and prepared the preliminary plans for an international road to be built by the two States, the expenditure on which would be chargeable equally to both Parties and which would ensure adequate transit both for citizens of the Dominican Republic and for citizens of Haiti in the above-mentioned sector ;

Taking into consideration all the circumstances and also the fact that the above-mentioned Agreement was carefully considered during the exchange of visits in the years 1934 and 1935 ;

We, the President of the Republic of Haiti and the President of the Dominican Republic, have negotiated and concluded the following Protocol of revision :

Article I.

The Dominican Republic agrees to the revision of paragraph 3 of Article 1 of the Treaty of January 21st, 1929, as far as concerns the following part of the text :

“ Follows it (‘ Camino Real ’) to the point where it crosses the river Artibonite opposite Bánica. ”

“ The road known as the ‘ Camino Real ’ goes from Bánica to Restauración passing La Miel, leaving this town on the east, through Guardia Vieja and Zurza, leaving the town of Cerca-la-Source on the west, by the Saltadero stream, La Tuna and El Botado, leaving these two sections to the east ; the frontier line, following the road from Bánica to Restauración, will be drawn along the middle of the said ‘ Camino Real ’, which will thus be made available for the two countries and will be widened in order to facilitate transit ” ; and agrees that this section shall be taken as the frontier between the two Republics as follows :

A line starting from Passe Maguane, that is to say from the point marked 22 R. L., follows the median line of the Libón river to the Tilori ford, thence the line follows the axis of a main road, the property of both States, beginning at the Tilori or Madame Luchen ford, follows the right bank of the river Libón, passes through Juan de Paz, thence crosses the river Los Algodones, crosses the river La Guarana, follows the right bank of that river, crosses the Mechora plain, passes through Cocoi, follows the base of the Guaranas hills, passes through Hatillo, La Tassajera, La Baria, La Diablesa, Los Carraos to El Corte (La Cour) ;

From El Corte (La Cour), the road shall follow the present road for a distance of 1,500 metres towards Guayacan. Thence it shall be constructed parallel to the river Artibonite at a maximum distance between 800 and 1,000 metres from the river ; thence passing near the cross-roads of Croix Vieux Fond (Fondo Viejo), it shall cross the river La Salle, then the watercourse known as Cañada Bonita ; it shall then continue to the ford known as “ Cacaos ”. At that point it shall cross the Artibonite river. This is the point at which the international Artibonite bridge shall be built.

After the international bridge the frontier line shall be the median line of the river Artibonite up to the town of Bánica, continuing thence along the middle of this river in accordance with the delimitation established in the year 1929.

Article 2.

The main international road, the axis of which shall constitute the frontier of the two States between the Tilorí ford over the river Libón and the Los Cacaos ford over the river Artibonite, as described in Article 1, has been traced on a plan¹ signed by the Frontier Delimitation Commission in two originals, two copies of which are annexed to the present Protocol and form part thereof and are also signed by the Delimitation Commission.

Article 3.

This international road shall be built by the two States, that is to say, each of them must pay 50 per cent of its total cost in material, labour, equipment, etc.

Both contracting States shall be responsible for the conservancy and upkeep of the said road ; each of them shall include in its yearly budget the sum necessary for the purpose. The manner, method, etc., of such conservancy shall be settled by an agreement between the Chancelleries of the two countries.

Article 4.

The technical conditions for the construction of this road shall be the following :

- Road surface of macadam or gravel 20 cm. thick ;
- Width of track 60 metres ;
- Width of track between ditches 7 metres ;
- Width of macadam 5 metres ;
- Minimum radius of curves 28 metres ;
- Maximum grade 6 per cent ;
- Tangent between reverse curves, minimum 15 metres ;
- Grade in curves of a radius less than 250 metres, 20 cm. ;
- Provisional single-track wooden bridges ;
- Drains of galvanised iron or reinforced concrete.

The members of the two sections of the Delimitation Commission may, during the construction of the international road, change the present line when the conditions of the ground and economic considerations make this necessary, always keeping within the 60 metres wide track, that is to say, 30 metres on either side of the axis of the present line. Once this construction has been completed, a detailed plan shall be prepared in duplicate for the final line, which shall be signed by both Parties, and the axis as thus laid down shall be fixed by suitable pillars and shall be regarded as the frontier line in this sector.

Article 5.

The Republic of Haiti declares and the Dominican Republic agrees that the axis of the international road to be built by the two States shall be the definitive frontier between the two Republics.

The two Governments shall by mutual agreement enact special provisions to establish and regulate police and Customs services along the said road and on any other roads which by their nature and situation may be of concern to the two countries.

Article 6.

The waters of the rivers Libón and Artibonite belong equally to the two riparian States, and use thereof shall be subject to the provisions of Article 10 of the Treaty of Peace, Friendship and Arbitration signed in the city of Santo Domingo, now "Ciudad Trujillo", capital of the Dominican Republic, on February 20th, 1929.

The paths or local roads existing at present which provide access to springs and brooks, and to the river Artibonite for the inhabitants and agriculturists, may be maintained or altered by agreement between the representatives of the two Governments.

¹ Not reproduced.

Article 7.

Within ninety days after the ratification of the present Protocol by the legislative bodies of the two contracting States, the two Governments shall begin work on the construction of the international road. The estimates and specifications for construction and maintenance shall be examined, drawn up and signed by the technical members of the Delimitation Commission and shall be incorporated in the present Protocol.

The road, including the bridges over the Libón and Artibonite, shall be completed within two years from the date on which the construction work was begun, and each of the two contracting States shall include one quarter of the total cost of such work in its yearly budget.

Article 8.

The Dominican Republic agrees to the revision of paragraph 3 of Article 1 of the Treaty of January 21st, 1929, in regard to the following part of the text : " passes through the centre of this fort (Fort Cachimán) and bears to the south-east in a straight line until it reaches the river Carrizal ", and agrees that in this sector the frontier line shall be fixed as follows : " passes through the centre of Fort Cachimán, bears to the south-east, and then follows, parallel to its axis, the main road to Commandador at a distance of 15 metres until it meets the river Carrizal, leaving the said road in Haitian territory ".

Article 9.

The present Agreement, signed at Port au Prince, capital of the Republic of Haiti, shall be submitted for ratification by the legislative bodies of the two countries, and the ratifications shall be exchanged in Ciudad Trujillo, capital of the Dominican Republic.

In faith whereof we have signed and sealed the present Protocol in two copies, one in Spanish and the other in French, both having the same legal force.

Port au Prince, capital of the Republic of Haiti, the ninth day of the month of March of the year one thousand nine hundred and thirty-six.

(Signed) Stenio VINCENT.

(Signed) Rafael L. TRUJILLO M.

MEMORANDUM

ANNEXED TO THE PROTOCOL OF MARCH 9TH, 1936.

The undersigned, Technical Commissioners of the Dominican-Haitian Frontier Delimitation Commission, after having drawn up, studied and examined the plans, transversal sections, profiles and all other details connected with the construction of the international road between Bánica (Cacaos) ford and Restauración (Tilori ford), have agreed unanimously on the following Memorandum :

- (1) The road shall have a length of approximately forty-seven (47) kilometres.
- (2) The road shall have a width between ditches of seven (7) metres.
- (3) The width of the track or right of way of the road shall be sixty (60) metres.
- (4) The axis of the road shall always be fixed in such a way that thirty (30) metres of the track shall be in Haitian territory and thirty (30) metres in Dominican territory.
- (5) The road shall be macadamized over a width of five (5) metres, crushed stone or gravel being used.

Nevertheless, the nature of the soil may, in the course of construction, cause the engineers responsible for building the road to adopt any other practical process as effective as surface-laying with macadam.

(6) Should a change in the general line provided for and authorized by the Protocol of March 9th, 1936, occur, the radius of the curves and the grades necessary shall be left to the judgment of the engineers responsible for building the road, who may examine and authorise modifications in the figures mentioned in the present Protocol signed on March 9th, 1936.

(7) The bridges shall be provisional and of wood : they shall be of single track. They shall later be replaced by permanent bridges the types of which shall be studied and proposed by the road engineers of the two contracting Governments.

(8) The crossing of the smaller watercourses shall be facilitated by the use of pipes of galvanised iron, cast iron, or reinforced concrete, or of culverts of ordinary masonry.

(9) During the construction work on the international road the engineers shall submit for approval by the two Governments the preliminary plans and the plans for the permanent bridges to be built at the Cacaos ford over the river Artibonite and at the Tilori ford over the river Libón.

(10) The duration of the construction work on the international road, including the building of the two permanent bridges, must not exceed twenty-four (24) months.

(11) The cost of constructing the international road, including the permanent bridges, is estimated at four hundred and fifty thousand dollars (\$450,000).

(12) The Government of the Republic of Haiti agrees to contribute a sum of two hundred and twenty-five thousand dollars (\$225,000) towards the above-mentioned expenditure. The Government of the Dominican Republic agrees to contribute an equal sum towards the same expenditure.

(13) The construction work on the international road, and the accessory works involved, shall be begun within ninety (90) days of the date of ratification of the Protocol signed on March 9th, 1936.

(14) The technical members of the two sections of the Commission shall request beforehand from both Governments the monthly or quarterly advances necessary for the construction work to continue without interruption until the work is completely finished.

(15) The expenditure necessary for the conservancy and maintenance of the road and engineering works connected therewith shall be estimated by the engineers six months before the said construction work is finished. The amount of the said expenditure shall be notified to both contracting Governments for approval, so that they may make provision therefor in their respective yearly budgets.

(16) The axis of the international road shall be regarded as the frontier line in this sector and the necessary frontier pillars, mentioned in the Protocol dated March 9th, 1936, shall be set up alternately at each kilometre at a distance of four (4) metres from the axis of the road.

Done at Port au Prince in duplicate French and Spanish texts, this 15th day of February, 1936.

(Signed) M. S. GAUTHIER.

(Signed) Louis ROY.

(Signed) C. GOMEZ.

(Signed) L. G. TIPPENHAUER.

N° 3954.

**SUÈDE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes concernant la
réciprocité en matière d'assurance-
chômage. Praha, le 23 juillet 1936.

**SWEDEN
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes regarding Reci-
procity in the Matter of Unem-
ployment Insurance. Prague, July
23rd, 1936.

N^o 3954. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS SUÉDOIS ET TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA RÉCIPROCITÉ EN MATIÈRE D'ASSURANCE-CHOMAGE. PRAHA, LE 23 JUILLET 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 août 1936.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

63/D 23.7.36.

PRAGUE, le 23 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement suédois est prêt, pourvu que le Gouvernement tchécoslovaque adopte une attitude identique, à assurer aux ressortissants tchécoslovaques résidant en Suède le droit de bénéficier sous les mêmes conditions que les nationaux suédois des prestations d'assurance des caisses de chômage subventionnées par l'Etat.

Dans le cas où le Gouvernement tchécoslovaque serait disposé à s'en tenir au même point de vue, je me permets de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence servent à constater l'unité d'action entre les deux gouvernements, et que, si l'un d'entre eux se proposait de changer d'attitude, l'autre en soit averti six mois auparavant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) J. DE LAGERBERG.

Son Excellence
Monsieur le Docteur Krofta,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

G. von Otter,
Attaché.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3954. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SWEDISH AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS REGARDING RECIPROCITY IN THE MATTER OF UNEMPLOYMENT INSURANCE. PRAGUE, JULY 23RD, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 10th, 1936.

I.

SWEDISH LEGATION.

63/D 23.7.36.

PRAGUE, July 23rd, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

Acting on instructions from my Government; I have the honour to inform Your Excellency that the Swedish Government is prepared, provided that the Czechoslovak Government adopts the same attitude, to grant to Czechoslovak nationals residing in Sweden the right to receive, under the same conditions as Swedish nationals, the insurance benefits payable by the unemployment funds subsidised by the State.

Should the Czechoslovak Government be prepared to take the same view, I have the honour to propose that the present note and Your Excellency's reply should serve to record the fact that the two Governments will pursue a uniform policy in the matter and that, if either of them proposes to adopt a different attitude, it will notify the other six months in advance.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. DE LAGERBERG.

His Excellency Dr. Krofta,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VEČI.

Ministère des Affaires étrangères.

N° 91. 167/V-5/1936.

PRAHA, le 23 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre du 23 juillet 1936, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement suédois était prêt, pourvu que le Gouvernement tchécoslovaque adoptât une attitude identique, à assurer aux ressortissants tchécoslovaques résidant en Suède le droit de bénéficier sous les mêmes conditions que les nationaux suédois des prestations d'assurance des caisses de chômage subventionnées par l'Etat.

En réponse à cette obligeante communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement tchécoslovaque est de son côté résolu à assurer aux ressortissants suédois résidant en Tchécoslovaquie le droit de bénéficier, sous les mêmes conditions que les ressortissants tchécoslovaques, des prestations de l'assurance-chômage instituée en Tchécoslovaquie, à savoir des allocations versées par les associations professionnelles et du supplément dont les augmente l'Etat tchécoslovaque.

Le Gouvernement tchécoslovaque accepte la proposition de considérer la lettre susvisée de Votre Excellence ainsi que la présente comme servant à constater l'unité d'action entre les deux gouvernements et que tout changement d'attitude de l'un des deux gouvernements soit communiqué à l'autre six mois auparavant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) D^r K. KROFTA.

A Son Excellence

Monsieur de Lagerberg,

Envoyé extraordinaire et

Ministre plénipotentiaire de Suède,
à Praha.

Pour copie certifiée conforme :

G. von Otter,

Attaché.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

91.167/V-5/1936.

PRAGUE, July 23rd, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter dated July 23rd, 1936, you were good enough to inform me that the Swedish Government was prepared, provided that the Czechoslovak Government adopted the same attitude, to grant to Czechoslovak nationals residing in Sweden the right to receive, under the same conditions as Swedish nationals, the insurance benefits payable by the unemployment funds subsidised by the State.

In reply to your communication, I have the honour to inform you that the Czechoslovak Government, for its part, has decided to grant to Swedish nationals residing in Czechoslovakia the right to receive, under the same conditions as Czechoslovak nationals, the benefits payable by the unemployment insurance funds established in Czechoslovakia, that is to say, the sums paid by the trade associations, with the supplementary amount added by the Czechoslovak State.

The Czechoslovak Government accepts the proposal that Your Excellency's letter and the present reply should serve to record the fact that the two Governments will pursue a uniform policy in the matter and that, should either of them decide to adopt a different attitude, it will notify the other six months in advance.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. K. KROFTA.

His Excellency
Monsieur de Lagerberg,
Swedish Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
at Prague.

N° 3955.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

Convention relative à l'échange des
colis postaux. Signée à Paris, le
7 décembre 1935, et à Washington,
le 30 décembre 1935.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

Convention relative to the Exchange
of Parcel Post. Signed at Paris,
December 7th, 1935, and at Wash-
ington, December 30th, 1935.

N^o 3955. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE. SIGNÉE A PARIS, LE 7 DÉCEMBRE 1935, ET A WASHINGTON, LE 30 DÉCEMBRE 1935.

Textes officiels français et anglais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 août 1936.

En vue de conclure des arrangements pour l'échange de colis postaux entre LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE (y compris l'Alaska, Hawaii, Puerto Rico, Guam, Samoa et les îles Vierges des Etats-Unis) et LA FRANCE (y compris la Corse et l'Algérie), les soussignés, Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique et Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones de France, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

LIMITES DE POIDS, DE VOLUME ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis sont admis jusqu'au poids de 20 kilogrammes (44 livres). Ils ne peuvent excéder la longueur de 1 m. 25 (4 pieds) en tous sens, ni avoir un volume supérieur à 55 décimètres cubes (2 pieds cubes).

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids, du volume et des dimensions, les indications fournies par le bureau expéditeur seront acceptées, sauf dans le cas d'erreur évidente.

Article 2.

AFFRANCHISSEMENTS ET TAXES.

1. L'administration d'origine est autorisée à percevoir sur l'expéditeur les taxes d'affranchissement, les taxes pour demandes de renseignements faites postérieurement au dépôt, et, en ce qui concerne les colis assurés (colis avec valeur déclarée), les taxes d'assurance et les taxes de renvoi des accusés de réception et, en général, toutes les taxes prévues soit par la présente convention, soit par sa législation intérieure.

2. La taxe d'affranchissement à percevoir d'avance sur l'expéditeur du colis est fixée par chaque administration.

Article 3.

COLIS ASSURÉS (COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE).

1. L'expéditeur d'un colis peut le faire assurer en payant, en plus des taxes d'affranchissement, une taxe d'assurance de :

40 centimes-or pour les colis déposés dans la France continentale.
70 centimes-or pour les colis déposés en Algérie et en Corse.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} août 1935.

No. 3955. — CONVENTION¹ RELATIVE TO THE EXCHANGE OF PARCEL POST BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 7TH, 1935, AND AT WASHINGTON, DECEMBER 30TH, 1935.

French and English official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne. The registration of this Convention took place August 11th, 1936.

With a view to concluding arrangements for the exchange of parcel post between the UNITED STATES OF AMERICA (including Alaska, Hawaii, Puerto Rico, Guam, Samoa, and the Virgin Islands of the United States) and FRANCE (including Corsica and Algeria), the undersigned Postmaster General of the United States of America and Minister of Posts, Telegraphs, and Telephones of France, by virtue of the powers which are conferred upon them, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT, VOLUME, AND DIMENSIONS.

1. Parcels are admitted up to the weight of 20 kilograms (44 pounds). They may not exceed the length of 1 meter 25 centimeters (4 feet) in any direction, nor have a volume greater than 55 cubic decimeters (2 cubic feet).

2. In regard to the exact calculation of the weight, volume, and dimensions, the indications furnished by the dispatching office will be accepted, save in the case of obvious error.

Article 2.

POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is authorized to collect from the sender the postage charges, the fees for requests for information made after mailing, and, in the case of insured parcels (parcels with declared value), the insurance fees and the fees for return receipts, and, in general, all the charges provided for either by the present Convention or by its domestic regulations.

2. The postage to be collected in advance from the sender is fixed by each Administration.

Article 3.

INSURED PARCELS (PARCELS WITH DECLARED VALUE).

1. The sender of a parcel may have it insured by paying, in addition to the postage charges, an insurance fee of :

40 gold centimes for parcels mailed in Continental France ;
70 gold centimes for parcels mailed in Algeria and Corsica ;

¹ Came into force August 1st, 1935.

20 cents pour les colis déposés aux Etats-Unis d'Amérique, et qui sont assurés pour une somme n'excédant pas 10 dollars.

25 cents pour les colis déposés aux Etats-Unis d'Amérique, et qui sont assurés pour une somme de \$10,01 à \$25.

35 cents pour les colis déposés aux Etats-Unis d'Amérique, et qui sont assurés pour une somme de \$25,01 à \$50.

55 cents pour les colis déposés aux Etats-Unis d'Amérique, et qui sont assurés pour une somme de \$50,01 à \$100.

Ces taxes pourront être modifiées sur notification par lettre.

Le montant maximum de l'assurance est fixé à 100 dollars-or pour les colis déposés aux Etats-Unis d'Amérique et à 500 francs-or pour les colis déposés en France.

2. Un colis ne peut donner droit à une indemnité supérieure à la valeur réelle de son contenu, mais il est permis d'assurer tout colis pour une partie seulement de cette valeur ou pour une somme supérieure.

Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires qui peuvent être prescrites par la législation du pays d'origine.

Chaque administration se réserve le droit de prendre des mesures, arrêtées d'un commun accord, par correspondance, en vue d'élever ou d'abaisser le montant maximum de l'assurance mentionné dans la présente convention.

Article 4.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire doivent être écrits lisiblement et correctement sur le colis lui-même dans tous les cas où c'est possible, ou sur une étiquette adhérent fortement au colis.

Lorsqu'il s'agit de colis munis simplement d'une étiquette, en raison de leur forme ou de leurs dimensions, l'adresse doit également être inscrite sur une feuille séparée enfermée dans le colis. Il est d'ailleurs recommandé d'insérer dans tous les colis une copie de l'adresse du destinataire. Les adresses au crayon ordinaire sont interdites, mais on peut se servir d'encre à copier ou de crayon indélébile pour écrire sur une surface préalablement humectée.

Les colis dont les expéditeurs ou les destinataires sont désignés par des initiales ne sont pas acceptés lorsqu'ils sont destinés à la France. Ils sont admis lorsqu'ils sont à destination des Etats-Unis, si les initiales représentent le nom de commerce adopté par l'expéditeur ou par le destinataire.

2. L'expéditeur établira pour chaque colis à destination des Etats-Unis d'Amérique une déclaration en douane sur formule spéciale, et pour chaque colis à destination de la France deux déclarations en douane, donnant la description générale du colis, l'indication exacte et détaillée du contenu et de sa valeur, la date de dépôt, et portant la signature et l'adresse de l'expéditeur, ainsi que le nom et l'adresse du destinataire. Pour les colis à destination de la France, la déclaration en douane spéciale indiquera également le poids brut du colis, le poids net du contenu et le pays d'origine de la marchandise (ou celui dans lequel cette marchandise a été fabriquée). Les déclarations en douane afférentes aux colis expédiés de France aux Etats-Unis d'Amérique ou inversement, des Etats-Unis d'Amérique en France, doivent être solidement attachées aux colis.

L'expéditeur établira également un bulletin d'expédition sur formule spéciale pour chaque colis déposé dans l'un ou l'autre pays. Il indiquera, outre le nom et l'adresse de l'expéditeur, le bureau de dépôt, la date de dépôt, le nombre des déclarations en douane, le poids exact du colis, le nom et l'adresse du destinataire, le montant de l'affranchissement payé au moment du dépôt et, dans le cas d'un colis assuré, le numéro du colis et le montant de la déclaration de valeur (assurance).

Les bulletins d'expédition afférents aux colis envoyés de la France sur les Etats-Unis d'Amérique devront être solidement attachés aux colis. Les bulletins d'expédition afférents aux colis contenus dans chaque récipient envoyé des Etats-Unis d'Amérique sur la France sont réunis en une liasse qui est insérée dans ce récipient.

20 cents for parcels mailed in the United States of America which are insured for a sum not exceeding 10 dollars ;

25 cents for parcels mailed in the United States of America which are insured for a sum from \$10.01 to \$25.00 ;

35 cents for parcels mailed in the United States of America which are insured for a sum from \$25.01 to \$50.00 ;

55 cents for parcels mailed in the United States of America which are insured for a sum from \$50.01 to \$100.00.

These fees may be modified upon notification by letter.

The maximum amount of the insurance is fixed at 100 dollars gold for parcels mailed in the United States of America and at 500 francs gold for parcels mailed in France.

2. A parcel can not give the right to an indemnity higher than the actual value of its contents, but it is permissible to insure any parcel for only a part of that value or for a higher amount.

Any fraudulent declaration of a value higher than the actual value of the parcel is subject to the judicial prosecution which may be prescribed by the legislation of the country of origin.

Each Administration reserves the right to take action, approved by mutual consent through correspondence, with a view to increasing or decreasing the maximum amount of the insurance mentioned in the present Convention.

Article 4.

PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself or on a tag securely attached to the parcel.

In the case of parcels bearing only a tag, by reason of their form or dimensions, the address must also be written on a separate sheet enclosed in the parcel. Also it is recommended that a copy of the address of the addressee be enclosed in all parcels. Addresses in ordinary pencil are prohibited, but use may be made of copying ink or of indelible pencil to write on a surface previously dampened.

Parcels whose senders or addressees are designated by initials are not accepted, when destined for France. They are admitted, when destined for the United States, if the initials represent the trade name adopted by the sender or by the addressee.

2. The sender will prepare for each parcel sent to the United States a Customs declaration on a special form, and for each parcel sent to France two Customs declarations giving a general description of the parcel, an exact and detailed indication of the contents and value, and the date of mailing, and bearing the signature and address of the sender, as well as the name and address of the addressee. For parcels destined for France, the special Customs declaration will also indicate the gross weight of the parcel, the net weight of the contents, and the country of origin of the merchandise (or that in which the merchandise was manufactured). The Customs declarations relating to parcels sent from France to the United States of America or *vice versa*, from the United States of America to France, must be securely attached to the parcels.

The sender will also prepare a dispatch note on a special form for each parcel mailed in either country. It will show, in addition to the name and address of the sender, the office of mailing, the date of mailing, the number of Customs declarations, the exact weight of the parcel, the name and address of the addressee, the amount of postage paid at the time of mailing, and, in the case of an insured parcel, the number of the parcel and the amount of the declaration of value (insurance).

The dispatch notes relating to parcels sent from France to the United States of America must be securely attached to the parcels. The dispatch notes relating to parcels contained in each receptacle sent from the United States of America to France are included in a bundle which is inserted in that receptacle.

3. Les administrations n'acceptent aucune responsabilité pour l'exactitude des indications portées sur les déclarations en douane, ou sur la partie du bulletin d'expédition remplie par le public.

4. Chaque colis doit être emballé d'une manière répondant à la longueur du parcours et permettant d'éviter que le contenu du colis puisse détériorer les autres colis ou objets ou bien blesser les agents des postes. L'emballage doit protéger suffisamment le contenu du colis pour qu'en cas de spoliation, les traces puissent en être aisément découvertes.

Aucun emballage n'est exigé pour les colis ordinaires formés d'un seul objet, tels que pièces de bois, de métal, etc., qui ne sont point emballés habituellement dans le commerce.

5. Tout liquide, toute substance aisément liquéfiable doivent être emballés dans un double récipient. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en carton ondulé solide ou en fibre de bois solide, ou tout autre récipient de résistance équivalente), il doit être réservé un espace rempli de sciure de bois, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le liquide, si le récipient vient à être brisé.

6. Les poudres et les teintures en poudre doivent être contenues dans un étui en métal hermétiquement fermé et scellé, contenu lui-même dans un deuxième étui extérieur solide, de façon à assurer la plus grande protection possible aux autres correspondances.

7. Les colis assurés doivent obligatoirement être fermés et scellés au moyen de cachets en cire, au moyen de plombs ou autrement ; il est recommandé d'apposer, sur les cachets ou les plombs une empreinte uniforme spéciale d'une façon bien apparente. Le cachetage (ou le plombage) des colis ordinaires est facultatif.

Le service du pays de destination a le droit d'ouvrir les colis pour en faire vérifier le contenu par la douane. Dans ce cas, ces colis doivent être refermés, et, si c'est nécessaire, recachetés à l'aide de cachets officiels, après la vérification.

8. Les colis assurés et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter l'indication du montant de l'assurance exprimée en monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être portée en caractères latins, en toutes lettres, et en chiffres arabes. Le montant de l'assurance doit également être converti en francs-or par l'expéditeur ou le bureau d'origine. Le résultat de cette conversion est indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de valeur assurée en monnaie du pays d'origine.

Le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait.

Le montant de la déclaration de valeur doit être inscrit sur les bulletins d'expédition sans rature ni surcharge.

9. Les colis assurés, ainsi que les bulletins d'expédition y afférents doivent porter la mention « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins, en écriture manuscrite, ou appliquée au moyen d'un timbre ou d'une étiquette à côté de l'adresse du colis. Cette mention doit être complétée par le numéro d'inscription du colis (numéro d'assurance). Si la déclaration en douane n'est pas collée sur le colis, cette déclaration doit également porter la mention « Insured » ou « Valeur déclarée », écrite à la main ou apposée au moyen d'un cachet ou d'une étiquette.

Les étiquettes de toute nature, et, éventuellement, les timbres d'affranchissement apposés sur les colis, doivent être placés de façon à ne pas pouvoir cacher une détérioration subie par l'emballage extérieur. Elles ne doivent pas couvrir deux côtés de cet emballage, de façon à en cacher le bord.

10. Le numéro d'enregistrement (numéro d'assurance) (valeur déclarée) doit également être porté sur les colis assurés.

Article 5.

OBJETS PROHIBÉS.

1. Il est interdit d'envoyer par colis postal les objets ci-après :

a) Lettre ou communication ayant le caractère d'une lettre.

Cependant, il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, limitée aux renseignements constitutifs d'une facture.

3. The Administrations do not accept any responsibility for the correctness of the indications entered in the Customs declarations, or on the part of the dispatch note filled in by the public.

4. Every parcel must be packed in a manner adequate for the length of the journey, and in such a way as to prevent the contents from damaging other parcels or objects or injuring the postal agents. The packing must protect the contents sufficiently that, in case of rifling, the traces thereof may be easily discovered.

No packing is required for ordinary parcels consisting of a single article, such as pieces of wood, metal, etc., which are not usually packed by the trade.

5. All liquids or easily liquefiable substances must be packed in a double container. Between the first container (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, strong corrugated pasteboard or fiberboard, or any other receptacle of equal strength) must be reserved a space filled with sawdust, bran, or some other spongy material, in sufficient quantity to absorb all the liquid if the container happens to become broken.

6. Powders and dyes in powder form must be enclosed in a hermetically sealed metal box, enclosed in turn in another strong outside container, so as to afford the greatest possible protection to the other mail articles.

7. Insured parcels must be fastened and sealed with wax, lead, or otherwise ; it is recommended that a special uniform imprint be placed in a conspicuous manner on the wax or lead seals. The sealing of ordinary parcels with wax (or lead) is optional.

The service of the country of destination has the right to open the parcels in order that the Customs may inspect their contents. In this case, the parcels must be refastened, and, if necessary, resealed with the official seals after inspection.

8. Insured parcels and the dispatch notes relating thereto must bear an indication of the amount of the insurance, expressed in money of the country of origin. That information must be given in Roman letters, spelled out in full, and in Arabic figures. The amount of the insurance must also be converted into gold francs by the sender or the office of origin. The result of that conversion is indicated by new figures placed beside or below those which represent the amount of the insured value in money of the country of origin.

The amount in gold francs must be underscored with a heavy line.

No erasure or correction is permitted in writing the amount of insurance on the dispatch note.

9. Insured parcels, as well as despatch notes relating thereto, must bear the note " Insured " or " Valeur déclarée " in Roman letters, written by hand or applied by means of a stamp or a sticker beside the address of the parcel. That note must be completed by the entry number of the parcel (insurance number). If the Customs declaration is not affixed to the parcel, it must also bear the note " Insured " or " Valeur déclarée ", written by hand or applied by means of a stamp or a sticker.

Labels of all kinds, and, if occasion arises, the postage stamps affixed to parcels, must be placed in such a way that they cannot conceal any deterioration suffered by the outside packing. They must not cover two sides of that packing so as to hide the edge.

10. The entry (insurance) number must also be placed on insured parcels.

Article 5.

PROHIBITED ARTICLES.

1. It is forbidden to send the following articles by parcel post :

(a) Letters or communications having the character of letters.

However, it is permissible to enclose in a parcel an open invoice, limited to the particulars constituting an invoice.

- b) Pièce annexe portant une adresse différente de l'adresse portée sur l'emballage du colis.
- c) Animaux vivants, à l'exception des sangsues.
- d) Objets dont l'admission n'est pas autorisée par la douane ou par les autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays.
- e) Matières explosibles ou inflammables, et, en général, tous objets dont le transport est dangereux.

2. Quand un colis contenant des objets prohibés est transmis par une administration à l'autre administration, cette dernière doit agir conformément à ses lois et règlements intérieurs.

3. Il est interdit d'expédier des pièces de monnaie, de l'or ou de l'argent, travaillé ou brut, et tous autres objets précieux, sauf dans les colis assurés.

Si un colis contenant des pièces de monnaie, de l'or ou de l'argent, travaillé ou non, ou d'autres objets précieux est envoyé sans déclaration de valeur, il doit être renvoyé d'office à l'origine, sauf dans le cas où l'administration du pays de destination est autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans ce dernier cas, l'office expéditeur doit être informé du sort du colis.

4. Les deux administrations postales se transmettent mutuellement la liste des objets prohibés ; mais elles ne prendront, ce faisant, aucune responsabilité vis-à-vis de la police, de la douane ou des expéditeurs des colis.

Article 6.

DROITS DE DOUANE.

Les colis sont soumis dans le pays de destination à tous les droits de douane et à tous les règlements douaniers en vigueur dans ce pays en vue de la protection de ses recettes de douane et les droits dont sont passibles ces colis seront perçus au moment de la livraison, conformément aux règlements du pays de destination.

Article 7.

MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis sont échangés, dans des sacs dûment ficelés et cachetés, par des bureaux désignés à la suite d'un accord entre les administrations, et sont expédiés sur le pays de destination, par le pays d'origine, à ses frais et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis assurés sont insérés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires ; les étiquettes des sacs contenant des colis assurés sont marquées de tel signe distinctif dont les administrations pourront convenir éventuellement.

Article 8.

INSCRIPTION DES COLIS SUR LES FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée et les colis ordinaires sont inscrits sur des feuilles de route distinctes. Les feuilles de route sont établies en double expédition. L'original est envoyé dans les dépêches régulières et le duplicata est inséré dans l'un des sacs. Le sac contenant la feuille de route est désigné par la lettre « F » tracée d'une manière apparente sur l'étiquette.

2. Les colis ordinaires compris dans chaque dépêche envoyée aux Etats-Unis d'Amérique sont annoncés sur les feuilles de route par l'indication du nombre total des colis et de leur poids net total.

Les colis ordinaires compris dans chaque dépêche envoyée à la France sont annoncés sur les feuilles de route par la seule indication de leur nombre total pour chacun des échelons de poids suivants :

- a) Jusqu'à 2 livres (1 kilogramme) ;
- b) Au-dessus de 2 livres et jusqu'à 11 livres (5 kilos) ;

(b) Any enclosure bearing an address different from the address borne by the wrapper of the parcel.

(c) Live animals, except leeches.

(d) Articles whose admission is not authorized by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(e) Explosive or inflammable substances, and, in general, all articles whose transportation is dangerous.

2. When a parcel containing prohibited articles is transmitted by one Administration to the other Administration, the latter shall act in accordance with its domestic laws and regulations.

3. It is forbidden to send coins, gold or silver (whether manufactured or not), or any other precious articles, except in insured parcels.

If a parcel containing coins, gold or silver (whether manufactured or not), or other precious articles is sent uninsured, it shall be returned officially to origin, except in case that the Administration of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case, the dispatching office shall be informed of the disposal of the parcel.

4. The two Postal Administrations send each other a list of prohibited articles ; but they will not thereby undertake any responsibility to the police, the Customs or the senders of parcels.

Article 6.

CUSTOMS DUTIES.

Parcels are subject in the country of destination to all Customs duties and to all Customs regulations in force in that country for the protection of its Customs revenues and the duties to which such parcels are liable will be collected at the time of delivery, in accordance with the regulations of the country of destination.

Article 7.

MODE OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. Parcels are exchanged, in sacks duly tied and sealed, by the offices designated by agreement between the Administrations, and are dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by the means which it has at its disposal.

2. Insured parcels are enclosed in sacks apart from those which contain ordinary parcels ; the labels of the sacks containing insured parcels are marked with such distinctive sign as the Administrations may eventually agree upon.

Article 8.

ENTRY OF THE PARCELS IN THE PARCEL BILLS.

1. The insured parcels and the ordinary parcels are entered in separate parcel bills. The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular dispatches and the duplicate is inserted in one of the sacks. The sack containing the parcel bill is designated by the letter "F" traced in a conspicuous manner on the label.

2. The ordinary parcels included in each dispatch sent to the United States of America are entered in the parcel bills by the indication of the total number of parcels and their total net weight.

The ordinary parcels included in each dispatch sent to France are entered in the parcel bills merely by the indication of their total number for each of the following divisions of weight :

(a) Up to 2 pounds (1 kilogram) ;

(b) Over 2 pounds and up to 11 pounds (5 kilograms) ;

- c) Au-dessus de 11 livres et jusqu'à 22 livres (10 kilos) ;
- d) De plus de 22 livres, mais ne dépassant pas 33 livres (15 kilos) ;
- e) De plus de 33 livres mais ne dépassant pas 44 livres (20 kilos).

3. Les colis V. D. sont inscrits individuellement sur les feuilles de route. L'inscription pour chaque colis comprend le numéro d'origine du colis ainsi que le nom du bureau d'origine.

Pour les colis envoyés aux Etats-Unis, le poids net total de tous les colis doit être aussi indiqué. Pour les colis envoyés à la France, on doit aussi porter de la même manière que dans le cas des colis ordinaires, l'indication relative à l'échelon de poids.

4. Les colis envoyés à découvert doivent être inscrits séparément sur les feuilles de route.

5. Les colis en retour ou réexpédiés doivent être inscrits individuellement sur les feuilles de route et l'inscription est suivie de la mention « en retour » ou « réexpédié », selon le cas. Il y a lieu d'indiquer éventuellement, dans une colonne spécialement affectée à l'inscription de ces frais, les droits pouvant grever ces colis.

6. Le nombre total des sacs dont se compose chaque envoi est indiqué aussi sur les feuilles de route, ainsi que la somme totale à créditer à l'administration de destination.

7. Les bureaux d'échange expéditeurs doivent numéroter les feuilles de route au coin supérieur gauche, en commençant tous les ans une nouvelle série pour chacun des bureaux d'échange destinataires. Le dernier numéro de l'année précédente doit être indiqué sur la feuille d'envoi de la première dépêche de l'année suivante.

8. Le mode exact d'inscription des colis ou des récipients qui les contiennent, envoyés en transit par une administration à l'autre administration, ainsi que tous détails des opérations à effectuer au sujet du mode d'inscription de ces colis ou de ces dépêches, et pour lesquels il n'est rien prévu ci-dessus, seront réglés d'un commun accord, et par correspondance, par les deux administrations.

Article 9.

RÉCÉPISSÉS DE DÉPÔT.

L'expéditeur d'un colis ordinaire recevra, sur sa demande, faite au moment du dépôt, un récépissé de dépôt délivré par le bureau de dépôt sur une formule spéciale ; chaque pays pourra percevoir une taxe raisonnable pour ce récépissé, mais aucun certificat de dépôt autre que celui constatant le montant de la déclaration de valeur (assurance) ne sera délivré aux expéditeurs de colis assurés.

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION ET RÉCLAMATIONS.

1. L'expéditeur d'un colis assuré peut obtenir un avis de réception, moyennant, le cas échéant, le paiement d'une taxe supplémentaire que le pays d'origine stipulera.

2. Le pays d'origine a la faculté de percevoir une taxe pour toute demande de renseignements, relative au sort d'un colis ordinaire ou avec valeur déclarée, formulée postérieurement au dépôt, et si l'expéditeur n'a pas déjà payé la taxe spéciale relative à l'avis de réception.

Le pays d'origine a également la faculté de percevoir une taxe pour toute réclamation relative à une irrégularité qui, à première vue, n'est pas imputable à une faute du service postal.

3. Lorsqu'il est demandé un avis de réception, l'expéditeur ou le bureau d'origine portent sur le colis, à la main ou au moyen d'un timbre, et d'une façon très apparente, la mention « Avis de réception » ou simplement les lettres « A. R. »

Dans ce cas, les colis doivent être accompagnés d'une formule conforme ou analogue au modèle annexé à la Convention postale universelle.

Cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'office d'origine ; elle est fixée au bulletin d'expédition du colis qu'elle concerne lorsqu'il s'agit des colis envoyés en France, et, en cas des colis envoyés aux Etats-Unis d'Amérique, elle est fixée au colis,

- (c) Over 11 pounds and up to 22 pounds (10 kilograms) ;
- (d) Over 22 pounds but not exceeding 33 pounds (15 kilograms) ;
- (e) Over 33 pounds but not exceeding 44 pounds (20 kilograms).

3. Insured parcels are entered individually in the parcel bills. The entry for each parcel comprises the number of origin of the parcel as well as the name of the office of origin.

For parcels sent to the United States, the total net weight of all the parcels must also be indicated. For parcels sent to France, the indication relative to the division of weight must also be entered, the same as in the case of ordinary parcels.

4. Parcels sent in open mail must be entered separately in the parcel bills.

5. Returned or reforwarded parcels must be entered individually in the parcel bills, and the entry is followed by the note "Returned" or "Reforwarded", as the case may be. It is also necessary to indicate any charges to which such parcels may be liable in a special column set aside for the entry of such charges.

6. The total number of sacks of which each dispatch is composed is also indicated in the parcel bills, as well as the total amount to be credited to the Administration of destination.

7. The dispatching exchange offices must number the parcel bills in the upper left-hand corner, beginning every year a new series for each exchange office of destination. The last number of the preceding year must be indicated on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

8. The exact method of entering parcels or the receptacles containing them sent in transit by one Administration to the other Administration, as well as all details of the operations to be effected in connection with the method of entering such parcels or such dispatches, for which no provision is made above, will be decided upon by mutual agreement through correspondence by the two Administrations.

Article 9.

CERTIFICATES OF MAILING.

The sender of an ordinary parcel will receive, on his request at the time of mailing, a certificate of mailing issued by the office of origin on a special form ; each country may collect a reasonable charge for that receipt, but no certificate of mailing other than the one showing the amount of the declaration of value (insurance) will be delivered to the senders of insured parcels.

Article 10.

RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain a return receipt upon payment of such additional charge as the country of origin may stipulate.

2. The country of origin has the option of collecting a charge for all requests for information relative to the disposal of an ordinary or insured parcel made after mailing, if the sender has not already paid the special charge for a return receipt.

The country of origin also has the option of collecting a charge for an inquiry relative to an irregularity which is not, *prima facie*, imputable to a fault of the postal service.

3. When a return receipt is requested, the sender or the office of origin shall enter on the parcel, by hand or by means of a stamp, in a very conspicuous manner, the note "Avis de Réception" (return receipt), or simply the letters "A. R."

In that case, the parcels must be accompanied by a form conforming or analogous to the model appended to the Universal Postal Convention.

That form is made up by the office of origin or by any other office designated by the Administration of origin ; it is attached to the dispatch note of the parcel to which it relates, in the case of parcels sent to France, and to the parcel itself in the case of parcels sent to the United States of

même. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

Le bureau de destination, après avoir complété la formule en question, la renvoie, à découvert et en franchise, à l'expéditeur du colis.

Article II.

NON-RESPONSABILITÉ POUR LES COLIS ORDINAIRES.

Ni l'expéditeur, ni le destinataire d'un colis ordinaire n'ont droit à une indemnité pour la perte du colis ou pour la soustraction ou la détérioration de son contenu.

Article 12.

RESPONSABILITÉ POUR LES COLIS ASSURÉS.

1. Sauf dans les cas prévus à l'article suivant, les Administrations contractantes sont responsables de la perte, de la spoliation ou de la détérioration des colis assurés.

L'expéditeur, ou le réclamant qualifié, a droit, par ce fait, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou du dommage, mais ne pouvant excéder le montant de la valeur assurée dans le pays de dépôt.

2. Il n'est pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu de dépôt de la marchandise et au moment de ce dépôt. En l'absence de prix courants, l'indemnité est calculée d'après le prix de la marchandise, évalué au moment et dans le lieu du dépôt.

4. Dans le cas où l'indemnité est due pour la perte totale, pour un dommage irréparable du contenu ou pour la spoliation complète de ce contenu, le réclamant qualifié a également droit au remboursement des taxes d'affranchissement. Il en est de même lorsqu'il s'agit de colis refusés par le destinataire à cause de leur mauvais état, si ce mauvais état est imputable au service postal et engage la responsabilité de ce service.

5. Les taxes d'assurance sont, dans tous les cas, conservées par les Administrations contractantes.

Article 13.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Les Administrations contractantes sont dégagées de toute responsabilité :

a) En cas de force majeure, ce terme étant défini par la législation ou la jurisprudence du pays dans le service duquel sont survenus la perte ou le dommage. Cependant, chacune des deux administrations se réserve le droit de couvrir les risques résultant de la force majeure, étant bien entendu que l'exercice de cette faculté n'entraîne pas la responsabilité réciproque de l'autre administration.

b) Quand elles ne peuvent pas rendre compte du sort d'un colis par suite de la destruction de documents officiels due à un cas de force majeure.

c) Quand le dommage est la conséquence d'une faute de l'expéditeur ou de sa négligence ou quand il provient de la nature de l'objet.

d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des prohibitions de l'article 5.

e) Pour les colis ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur, supérieure à la valeur réelle du contenu.

f) Pour les colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai d'un an à partir du lendemain du jour du dépôt.

America. If the form does not reach the office of destination, the latter makes up a new return receipt officially.

The office of destination, after having completed the form in question, returns it, unenclosed and free of postage, to the sender of the parcel.

Article 11.

NON-RESPONSIBILITY FOR ORDINARY PARCELS.

Neither the sender nor the addressee of an ordinary parcel is entitled to indemnity for the loss of the parcel or for the abstraction or deterioration of its contents.

Article 12.

RESPONSIBILITY FOR INSURED PARCELS.

1. Save in the cases contemplated by the following Article, the contracting Administrations are responsible for the loss, rifling, or damage of insured parcels.

The sender or rightful claimant is entitled, on that account, to an indemnity corresponding to the actual amount of the loss, rifling, or damage, but which may not exceed the amount of the insured value in the country of mailing.

2. No account is taken of indirect damage or unrealized benefits.

3. The indemnity is calculated in accordance with the current price of merchandise of the same nature at the place of mailing of the merchandise and at the time of such mailing. In the absence of current price lists, the indemnity is calculated on the basis of the price of the merchandise evaluated at the time and place of mailing.

4. In case that indemnity is due for the total loss, for irreparable damage to the contents, or for complete rifling of the contents, the rightful claimant is also entitled to reimbursement of the postage charges. The same applies in the case of parcels refused by the addressee because of their bad condition, if such bad condition is imputable to the postal service and involves the responsibility of that service.

5. The insurance fees are in all cases retained by the contracting Administrations.

Article 13.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

I. The contracting Administrations are released from all responsibility :

(a) In case of *force majeure*, as that term is defined by the legislation or jurisprudence of the country in the service of which the loss or damage has occurred. However, each of the two Administrations reserves the right to cover risks resulting from *force majeure*, it being understood that the exercise of that option does not involve the reciprocal responsibility of the other Administration ;

(b) When they can not account for the disposal of a parcel as a result of the destruction of official records due to a case of *force majeure* ;

(c) When the damage is the result of a fault of the sender or of his negligence, or when it arises from the nature of the article ;

(d) For parcels whose contents come under one of the prohibitions in Article 5 ;

(e) For parcels which have formed the subject of a fraudulent declaration of value, higher than the actual value of the contents ;

(f) For parcels about which no inquiry has been made within the period of one year from the day following the date of mailing.

2. L'expéditeur est tenu de confectionner, d'emballer et de cacheter convenablement les colis V. D. Le service postal n'assume aucune responsabilité pour les pertes, spoliations ou détériorations résultant de défauts qui ne pouvaient être constatés lors du dépôt du colis.

Article 14.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les Administrations contractantes cessent d'être responsables des colis qui ont été distribués dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les destinataires ont pris livraison sans formuler des réserves.

Article 15.

PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'office expéditeur, sauf les cas, prévus par l'article 12, paragraphe 1, dans lesquels cette indemnité est payée par l'office de destination. L'office payeur a un droit de recours contre l'office responsable.

Article 16.

DÉLAI DE PAYEMENT.

1. Le paiement de l'indemnité sera effectué aussitôt que possible, et au plus tard dans le délai d'un an à partir du jour qui suit la date de la réclamation.

2. L'office auquel l'article 15 impose le paiement de l'indemnité est autorisé à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'office qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

3. L'office expéditeur peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité jusqu'au delà de la période d'un an si, à la fin de cette période, il n'a pas été en mesure de déterminer ce qu'est devenu l'envoi en question ou de fixer la responsabilité encourue.

Article 17.

OFFICE RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'office qui, ayant reçu le colis de l'autre office sans faire de réserves, et, étant en possession de tous les éléments de recherches prescrits, ne peut établir, soit que le colis a été remis au destinataire, soit qu'il a été transmis à l'office suivant.

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie ont eu lieu en cours de route, sans qu'il soit possible de déterminer sur le territoire ou dans le service de quel pays elles se sont produites, les Administrations contractantes payent le dommage par moitié.

3. Les droits de douane et autres taxes dont l'annulation ne peut être obtenue sont à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

4. Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, l'administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur, soit contre des tiers.

Cependant, si des colis considérés comme perdus sont retrouvés ultérieurement, en tout ou en partie, la personne à qui l'indemnité a été payée sera informée qu'elle peut rentrer en possession de l'objet retrouvé en remboursant le montant de l'indemnité qui lui a été payée.

2. The sender is bound to make up, pack, and seal insured parcels in an adequate manner. The postal service does not assume any responsibility for loss, rifling, or deterioration resulting from defects which could not be detected at the time of mailing of the parcel.

Article 14.

CESSATION OF RESPONSIBILITY.

The contracting Administrations cease to be responsible for parcels which have been delivered under the conditions prescribed by their internal regulations and whose addressees have accepted delivery without making any reservations.

Article 15.

PAYMENT OF INDEMNITY.

The obligation of paying indemnity is incumbent upon the dispatching office, except in the cases contemplated by Article 12, Section 1, where such indemnity is paid by the office of destination. The paying office is entitled to recourse against the responsible office.

Article 16.

PERIOD OF PAYMENT.

1. The payment of indemnity will be effected as soon as possible, and, at the latest, within the period of one year from the day following the date of the inquiry.

2. The office upon which Article 15 imposes the payment of indemnity is authorized to indemnify the rightful party on behalf of the office which, duly notified, has let nine months pass without settling the matter.

3. The dispatching office may exceptionally postpone settlement of the indemnity beyond the period of a year if, at the end of that period, it has not been able to determine what has become of the article in question or to fix the responsibility incurred.

Article 17.

RESPONSIBLE OFFICE.

1. Until the contrary is proved, the responsibility rests with the office which, having received the parcel from the other office without making any reservations and being furnished all the prescribed particulars for an investigation, can not establish either that the parcel has been delivered to the addressee or that it has been transmitted to the following office.

2. If the loss, rifling, or damage has taken place en route without its being possible to determine on the territory or in the service of what country it occurred, the contracting Administrations pay the damage by halves.

3. The Customs duties and other charges whose cancelation can not be obtained are charged to the Administration responsible for the loss, rifling, or damage.

4. By the fact of the payment of the indemnity, and up to the amount of such indemnity, the responsible Administration is subrogated in the rights of the person who has received the indemnity for all eventual recourse against either the addressee, the sender, or third parties.

However, if parcels considered as lost are subsequently found, in whole or in part, the person to whom the indemnity has been paid will be informed that he may regain possession of the recovered article by repaying the amount of the indemnity which has been paid to him.

Article 18.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'OFFICE EXPÉDITEUR.

1. Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie et pour le compte duquel le paiement est fait, est tenu de rembourser le montant de l'indemnité au pays qui a payé pour son compte. Ce remboursement doit se faire sans délai, et, au plus tard, au bout de neuf mois après réception de la notification du paiement.

2. Les remboursements de cette nature doivent être faits sans frais pour le pays créateur, au moyen d'un mandat ou d'une traite, en monnaie ayant cours dans le pays créateur, ou par tout autre moyen qui pourra être convenu d'un commun accord, par correspondance.

3. Les remboursements d'indemnités de pays à pays seront faits sur la base du franc-or.

Article 19.

PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ EN CAS DE COLIS RÉEXPÉDIÉS.

Dans le cas où un colis assuré, réexpédié par l'administration destinataire sur un pays n'ayant pas adhéré à la présente convention a été perdu, spolié ou avarié en cours de route, entre le lieu d'où il a été réexpédié et le lieu de destination définitive, l'ayant droit est indemnisé dans les limites fixées par les accords en vigueur dans les relations entre l'office réexpéditeur et l'office auquel le colis a été réexpédié.

En cas de réexpédition faite, par erreur, par l'administration destinataire sur un pays n'ayant pas adhéré à la présente convention, l'office réexpéditeur est responsable envers l'ayant droit, dans les limites fixées par ladite convention.

Article 20.

PERTE, SPOLIATION OU AVARIE CONSTATÉES AU MOMENT DE LA RÉCEPTION DES DÉPÊCHES.

La responsabilité, pour la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis assuré, qui sont constatées par le bureau d'échange destinataire, au moment de l'ouverture des dépêches, et qui sont signalées au bureau d'échange expéditeur conformément aux prescriptions de l'article 22 ci-après, incombe à l'administration à laquelle appartient le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que la perte, la spoliation ou l'avarie ont eu lieu dans le service de l'administration destinataire.

Article 21.

COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration garantit le droit de transit sur son territoire aux colis originaires du territoire de l'autre Administration contractante, et destinés à l'un quelconque des pays avec lesquels elle échange des colis postaux et, inversement, aux colis originaires de l'un de ces derniers pays, et distribuables sur le territoire de l'autre Administration contractante.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre administration quels sont les pays auxquels des colis peuvent être adressés par son intermédiaire, ainsi que les sommes à porter à son crédit, sur les feuilles de route, pour ces colis.

3. Pour être acceptés, les colis expédiés par l'un des pays contractants et destinés à transiter par l'autre pays, doivent remplir les conditions fixées par l'administration intermédiaire.

Article 18.

REPAYMENT OF THE INDEMNITY TO THE DISPATCHING OFFICE.

1. The country responsible for the loss, rifling, or damage and on behalf of which the payment is made is bound to repay the amount of the indemnity to the country which has made payment on its behalf. That reimbursement must be effected without delay, and at the latest at the expiration of nine months after receipt of the notification of payment.

2. Reimbursements of this kind must be effected without expense for the creditor country, by means of a money order or a draft, in money valid in the creditor country, or by any other means which may be agreed upon by mutual consent through correspondence.

3. Repayments of indemnities by one country to the other will be made on the basis of the gold franc.

Article 19.

PAYMENT OF THE INDEMNITY (IN CASE OF FORWARDED PARCELS).

In case that an insured parcel forwarded by the Administration of destination to a country which has not adhered to the present Convention has been lost, rifled, or damaged en route between the place from which it was forwarded and the place of final destination, the rightful party is indemnified within the limits fixed by the agreements in force in relations between the redispaching office and the office to which the parcel was forwarded.

In case of forwarding effected through error by the Administration of destination to a country which has not adhered to the present Convention, the redispaching office is responsible to the rightful person within the limits fixed by the said Convention.

Article 20.

LOSS, RIFLING, OR DAMAGE DETECTED AT THE TIME OF RECEIPT OF THE MAILS.

The responsibility for the loss, rifling, or damage of an insured parcel detected by the exchange office of destination at the time of opening the mails and reported to the dispatching exchange office in accordance with the provisions of Article 22 hereafter, is incumbent upon the Administration to which the dispatching exchange office belongs, unless it is proven that the loss, rifling, or damage took place in the service of the Administration of destination.

Article 21.

PARCELS IN TRANSIT.

1. Each Administration guarantees the right of transit over its territory for parcels originating in the territory of the other contracting Administration and destined for any country with which it exchanges parcel post, and, in the other direction, for parcels originating in one of these latter countries and destined for delivery on the territory of the other contracting Administration.

2. Each Administration will notify the other Administration regarding the countries to which parcels may be sent through its intermediary, as well as the amounts to be entered to its credit in the parcel bills for such parcels.

3. In order to be accepted, parcels sent by one of the contracting countries and destined to pass in transit through the other country must fulfill the conditions fixed by the intermediate Administration.

Article 22.

CONTRÔLE PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE.

1. Dès la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange procède à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent.

2. S'il relève des erreurs, des omissions sur la feuille de route, il fait immédiatement les corrections nécessaires, en prenant soin de barrer à l'encre les indications erronées, de façon à laisser reconnaissables les inscriptions originales. Ces corrections sont faites conjointement par deux agents. Sauf le cas d'erreur évidente, elles prévaudront sur la déclaration originale.

Le bureau de destination établit, en outre, un bulletin de vérification et l'envoie sans délai au bureau d'échange expéditeur, sous pli recommandé.

3. Les différences peu importantes, relatives au volume, aux dimensions et au poids des colis, ainsi que les irrégularités qui, d'une façon évidente, n'engagent pas la responsabilité des administrations respectives, sont signalées par un bulletin de vérification.

4. Le bureau d'échange expéditeur renvoie le bulletin de vérification après l'avoir examiné et y avoir porté ses observations, s'il y a lieu. Ce bulletin est alors joint aux feuilles de route des colis qu'il concerne. Les rectifications apportées à une feuille de route et qui ne sont pas appuyées d'une pièce justificative sont considérées comme dépourvues de valeur.

5. La constatation de manquants, d'altérations ou d'irrégularités de nature à engager la responsabilité des administrations respectives donne lieu à l'établissement d'un bulletin de vérification qui est envoyé sous pli recommandé au bureau d'échange expéditeur.

S'il s'agit d'un colis assuré, il est également établi un procès-verbal de constat qui est envoyé, sous pli recommandé d'office, à l'Administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, accompagné, si c'est possible, de la ficelle et des plombs ayant servi à la fermeture du récipient dans lequel étaient contenus les colis. Un duplicata de ce procès-verbal est adressé en même temps à l'Administration centrale à laquelle appartient le bureau d'échange destinataire, ou à tout autre bureau désigné par cette dernière.

6. Si c'est nécessaire, le bureau d'échange expéditeur peut également être avisé par télégramme, aux frais de l'office qui envoie ce télégramme.

7. Quand le bureau d'échange destinataire n'a pas adressé au bureau d'échange expéditeur, par le premier courrier qui suit la vérification, un bulletin signalant les erreurs ou les irrégularités ce bureau destinataire est considéré comme ayant reçu les colis, à moins de preuve contraire.

8. Sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 5 du présent article, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un colis avarié ou insuffisamment emballé, doit réexpédier ce colis après l'avoir remballé, si c'est nécessaire, et en conservant autant que possible l'emballage original.

Si l'avarie est telle que le contenu du colis a pu être soustrait, le bureau doit d'abord ouvrir d'office le colis et en vérifier le contenu.

Dans les deux cas, le poids du colis sera vérifié avant et après le remballage, et indiqué sur l'emballage du colis même. Cette indication sera suivie de la mention « Remballé à » et de la signature des agents qui auront effectué cette réfection.

Article 23.

DROITS DE FACTAGE, DE DÉDOUANEMENT ET DE MAGASINAGE.

1. L'administration du pays de destination peut percevoir sur le destinataire, pour la livraison et l'accomplissement des formalités en douane, une taxe ne dépassant pas 20 cents-or (1 franc-or) par colis. Elle peut percevoir une taxe supplémentaire de 10 cents-or (50 centimes-or) pour chaque présentation du colis à l'adresse du destinataire, après la première présentation infructueuse. Ces taxes ne sont pas annulées en cas de réexpédition ou de renvoi des colis à l'origine.

Article 22.

CHECK BY EXCHANGE OFFICES.

1. Upon receipt of a parcel bill, the exchange office proceeds to check the parcels and the various documents accompanying them.

2. If it discovers any errors or omissions in the parcel bill, it immediately makes the necessary corrections, taking care to cross out the erroneous indications in ink in such a way as to leave the original entries recognizable. Those corrections are made jointly by two agents. Except in case of obvious error, they will prevail over the original declaration.

The office of destination also makes up a bulletin of verification and sends it without delay to the dispatching exchange office under registered cover.

3. Differences of slight importance, relative to the volume, dimensions, and weight of the parcels, as well as irregularities which evidently do not involve the responsibility of the respective Administrations are pointed out by a bulletin of verification.

4. The dispatching exchange office returns the bulletin of verification after having examined it and entered thereon its observations, if any. That bulletin is then attached to the parcel bills of the parcels to which it relates. Corrections made on a parcel bill which are not justified by a supporting paper are considered as devoid of value.

5. The discovery of shortages, alterations, or irregularities of such a nature as to involve the responsibility of the respective Administrations gives rise to the preparation of a bulletin of verification which is sent under registered cover to the dispatching exchange office.

If it is a question of an insured parcel, a report of proceedings is also prepared and sent under official registration to the Central Administration of the country to which the dispatching exchange office belongs, accompanied if possible by the string and the lead seals which have served to fasten the receptacle in which the parcels were contained. A duplicate of that report is addressed at the same time to the Central Administration to which the exchange office of destination belongs, or to some other office designated by the latter.

6. If necessary, the dispatching exchange office may also be advised by telegram, at the expense of the office sending such telegram.

7. When the exchange office of destination has not addressed to the dispatching exchange office, by the first mail following the verification, a bulletin pointing out errors or irregularities, the office of destination is considered as having received the parcels, unless the contrary is proved.

8. Without prejudice to the application of the provisions of Section 5 of the present Article, the exchange office which receives from a corresponding office a parcel which is damaged or insufficiently packed must redispatch such parcel after repacking, if necessary, preserving the original packing as far as possible.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open the parcel and verify its contents.

In either case, the weight of the parcel will be verified before and after repacking, and indicated on the packing of the parcel itself. That indication will be followed by the note "Remballé à." (Repacked at.) and the signatures of the agents who have effected such repacking.

Article 23.

DELIVERY, CUSTOMS CLEARANCE, AND STORAGE CHARGES.

1. The Administration of the country of destination may collect from the addressee, for delivery and the fulfillment of Customs formalities, a charge not exceeding 20 cents gold (1 franc gold) per parcel. It may collect a supplementary charge of 10 cents gold (50 centimes gold) for each presentation of the parcel at the address of the addressee after the first unsuccessful presentation. These charges are not canceled in case of forwarding or return to origin of the parcel.

2. Chaque administration peut percevoir des taxes raisonnables de magasinage ou de surestaries, dans le cas où le destinataire n'accepte pas la livraison d'un colis dans tel délai raisonnable prescrit par l'administration du pays de destination. Les taxes de cette nature seront annulées dans le cas de renvoi du colis au pays d'origine.

Article 24.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis, par suite du changement de résidence du destinataire, dans le territoire du pays de destination, peut être effectuée, sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, ou sans demande expresse, si les règlements du pays de destination le prescrivent.

La réexpédition d'un colis d'un pays sur un autre n'a lieu que sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, et sous réserve que ce colis remplisse les conditions exigées pour le nouveau transport.

L'expéditeur est autorisé à interdire toute réexpédition, par une mention appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

2. La réexpédition des colis sur un autre pays, par suite du changement de résidence du destinataire, donne lieu à une nouvelle perception des taxes fixées par l'article 31. Quand un colis a été réexpédié sur le territoire du pays de destination, l'administration de ce pays peut percevoir une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements intérieurs. Ces taxes, qui sont exigibles en cas de réexpédition ultérieure ou de retour à l'expéditeur, sont perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement des autres taxes dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

3. Dans le cas d'un colis réexpédié ou retourné en transit, par l'une des deux administrations à l'autre, l'administration intermédiaire peut reprendre sur l'autre administration toutes les sommes qui lui sont dues pour tout service territorial ou maritime effectué, ainsi que toutes les sommes qui doivent revenir à une ou plusieurs autres administrations intéressées.

Article 25.

RÉEXPÉDITION DES COLIS EN FAUSSE DIRECTION.

Les colis ordinaires envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur destination par la voie la plus directe dont dispose l'administration qui les a reçus par erreur. Cette administration ne peut frapper ces colis de droits de douane ou d'autres taxes quelconques.

Les colis assurés reçus en fausse direction ne sont réexpédiés que s'ils peuvent être réexpédiés comme colis assurés. Si cette condition n'est pas remplie, ces colis sont renvoyés à l'origine.

Lorsque le réacheminement comporte le retour du colis au bureau d'origine, l'administration qui effectue la retransmission rembourse à ce bureau les crédits reçus et signale l'erreur par bulletin de vérification.

Lorsque le réacheminement comporte l'expédition d'un colis sur un tiers pays et que la somme créditée à l'administration effectuant la retransmission ne suffit pas à couvrir les frais de celle-ci, ladite administration récupère le montant de l'insuffisance par reprise sur le bureau d'échange dont elle a directement reçu le colis en fausse direction. Le motif de cette récupération est signalé à ce dernier bureau par un bulletin de vérification.

Article 26.

INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI SONT PRESCRITES.

Les colis auxquels s'applique la présente convention ne seront soumis à aucune taxe postale autre que celles qui sont prévues dans les différents articles de ladite convention.

2. Each Administration may collect reasonable charges for storage or demurrage, in case that the addressee does not accept the delivery of a parcel within such reasonable period as may be prescribed by the Administration of the country of destination. Charges of this nature will be canceled in the case of return of the parcel to the country of origin.

Article 24.

FORWARDING.

1. The forwarding of a parcel, as the result of change of address of the addressee, within the territory of the country of destination, may be effected, at the request of the sender or addressee, or without express request, if the regulations of the country so prescribe.

The forwarding of a parcel from one country to another is effected only at the request of the sender or addressee, and provided that such parcel fulfills the conditions required for the new transmission.

The sender is authorized to forbid any forwarding by an appropriate notation on the dispatch note and on the parcel.

2. The forwarding of parcels to another country, as a result of change of address of the addressee, gives rise to a new collection of the charges fixed by Article 31. When a parcel has been forwarded on the territory of the country of destination, the Administration of that country may collect a forwarding charge based on its domestic regulations. Those charges, which are collectible in case of subsequent forwarding or return to the sender, are collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of the other charges which the country of destination does not agree to cancel.

3. In the case of a parcel redirected or returned in transit, through one of the two Administrations to the other, the intermediate Administration may recover from the other Administration all the sums due to it for any territorial or maritime service performed, as well as all the amounts which must be credited to one or more other Administrations concerned.

Article 25.

FORWARDING OF MISSENT PARCELS.

Missent ordinary parcels are forwarded to their destination by the most direct route at the disposal of the Administration which has received them through error. That Administration may not charge such parcels with Customs duties or any other charges.

Insured parcels received missent are not forwarded unless they can be forwarded as insured parcels. If that condition is not fulfilled, such parcels are returned to origin.

When the reforwarding involves the return of the parcel to the office of origin, the Administration which effects the retransmission refunds to that office the credits received and points out the error by a bulletin of verification.

When the reforwarding involves the dispatch of a parcel to a third country, and if the sum credited to the Administration effecting the retransmission is not sufficient to cover the expenses of the latter, the said Administration recovers the amount of the insufficiency by debiting the exchange office from which it has directly received the missent parcel. The reason for such recovery is pointed out to the latter office by a bulletin of verification.

Article 26.

PROHIBITION AGAINST COLLECTING POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED.

The parcels to which the present Convention applies will not be subject to any postal charges other than those which are provided for in the different Articles of the said Convention.

Article 27.

RETRAIT ET CHANGEMENT D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'a pas été remis au destinataire, l'expéditeur peut en demander le retrait ou en faire modifier l'adresse. Les demandes de retrait ou de changement d'adresse, qui doivent être faites conformément aux règles établies par les règlements intérieurs des Administrations contractantes, doivent être adressées à l'Administration centrale, s'il s'agit de colis destinés à être distribués aux Etats-Unis d'Amérique, et au bureau de destination, s'il s'agit de colis destinés à être distribués en France.

L'expéditeur est tenu de garantir à l'avance le paiement des taxes d'affranchissement dues pour la nouvelle transmission.

Article 28.

NON-REMISE.

1. En l'absence d'ordre contraire de la part de l'expéditeur tout colis qui ne peut être distribué doit être renvoyé à cet expéditeur sans préavis. La nouvelle taxe d'affranchissement, ainsi que les nouveaux droits d'assurance, s'il s'agit de colis assurés — lesquels doivent être renvoyés comme ils ont été reçus, c'est-à-dire par envoi assuré — doivent être perçus sur l'expéditeur.

L'office de première destination recouvre ses dépenses sur l'office d'origine, par une indication portée sur la feuille de route, ainsi qu'il est prévu à l'article 8, paragraphe 5, pour les colis réexpédiés.

2. L'expéditeur peut indiquer, par une mention portée au verso du bulletin d'expédition et sur le colis lui-même, de quelle façon doit être traité son colis, en cas de non-remise.

A cet effet, il peut demander que son colis soit :

- a) Considéré comme abandonné ;
- b) Présenté à un deuxième destinataire, dans le pays de destination ;
- c) Renvoyé immédiatement à son origine.

3. Les colis qui n'ont pu être distribués sont renvoyés à l'origine, sauf demande contraire de l'expéditeur, à l'expiration d'une période de 30 jours, à partir de leur date d'arrivée au bureau de destination.

Tout colis renvoyé à l'expéditeur, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, doit porter l'indication très claire du motif de la non-remise.

4. Les colis susceptibles de se détériorer, et ceux-là seulement, peuvent être vendus immédiatement, même en cours de transport, à l'aller ou au retour, sans préavis et sans formalités judiciaires. Le produit net de la vente sera remis à l'ayant droit après déduction des taxes dont les colis pourront être passibles.

Si, pour une raison quelconque, la vente du colis est impossible, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. Il sera établi un procès-verbal de la vente ou de la destruction. La copie de ce procès-verbal est transmise à l'administration d'origine.

5. Les colis non distribuables, abandonnés par l'expéditeur, ne sont pas renvoyés à l'origine par l'office de destination, lequel les traite d'après sa législation.

Dans le cas de colis assurés que l'expéditeur déclare vouloir abandonner et qui ne peuvent être distribués, il sera pris bonne note du sort du colis, et l'administration d'origine en sera informée.

Article 29.

DROITS DE DOUANE A ANNULER.

Les droits de douane proprement dits — applicables aux colis détruits, renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés sur un autre pays — seront annulés, en France et aux Etats-Unis d'Amérique, pourvu que soient accomplies les formalités prescrites par la douane.

Article 27.

WITHDRAWAL AND CHANGE OF ADDRESS.

As long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may request its return or have its address altered. The requests for withdrawal or change of address, which must be made in accordance with the rules established by the domestic regulations of the contracting Administrations, must be addressed to the Central Administration, if it is a question of parcels destined for delivery in the United States of America, and to the office of destination, if it is a question of parcels destined for delivery in France.

The sender is bound to guarantee in advance the payment of the postage charges due for the new transmission.

Article 28.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of contrary instructions by the sender, any parcel which can not be delivered must be returned to the sender without previous notice. The new postage charges, as well as the new insurance fees in the case of insured parcels (which must be returned in the same form as received, *i.e.*, as insured parcels), must be collected from the sender.

The office of first destination recovers its expenses from the office of origin, by an entry made in the parcel bill as provided by Article 8, Section 5, for forwarded parcels.

2. The sender may indicate, by a note placed on the back of the dispatch note and on the parcel itself, the manner in which he desires his parcel treated in case of non-delivery.

To that effect, he may request that his parcel be :

- (a) Considered as abandoned ;
- (b) Presented to a second addressee in the country of destination ;
- (c) Immediately returned to origin.

3. Undeliverable parcels are returned to origin, in the absence of a request to the contrary by the sender, at the expiration of a period of 30 days, counting from their date of arrival at the office of destination.

Every parcel returned to the sender, as well as the dispatch note belonging thereto, must bear a very clear indication of the reason for the non-delivery.

4. Parcels liable to deterioration, and these only, may be sold immediately, even en route, on the outward or return journey, without previous notice and without judicial formalities. The net proceeds of the sale will be turned over to the rightful party after deducting the charges to which the parcel may be liable.

If, for any reason, the sale of the parcel is impossible, the deteriorated or worthless article will be destroyed. A report will be made up of the sale or destruction. A copy of that report is transmitted to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which are abandoned by the sender are not returned to origin by the office of destination, which treats them in accordance with its legislation.

In the case of insured parcels which the sender declares his desire to abandon and which can not be delivered, careful note will be taken of the disposal made of the parcel, and the Administration of origin will be advised thereof.

Article 29.

CUSTOMS DUTIES TO BE CANCELED.

The Customs duties, properly so called, applicable to parcels which are destroyed, returned to the country of origin, or forwarded to another country, will be canceled, in France and in the United States of America, provided that the formalities prescribed by the Customs are fulfilled.

Article 30.

RÉCIPIENTS.

Chaque administration fournira les sacs nécessaires à l'expédition de ses colis. Les sacs vides seront renvoyés au pays d'origine par le courrier suivant. Les sacs vides seront réunis par paquets de dix (neuf sacs renfermés dans un dixième sac) et le nombre total de ces sacs sera porté sur la feuille de route des colis.

L'office réexpéditeur portera sur ses feuilles de route le nombre des récipients renvoyés ; il sera responsable de la perte de ceux dont il ne pourra pas prouver le renvoi.

Article 31.

BONIFICATIONS.

1. Pour chaque colis expédié par un pays à l'autre, l'administration expéditrice paie un droit terminal sur les bases indiquées ci-après :

a) Pour les colis de France adressés aux Etats-Unis d'Amérique, 70 centimes-or par kilogramme calculé sur le poids net global de chaque dépêche.

b) Pour les colis des États-Unis adressés à la France :

Fr. 0,45	or	par colis de	0 à 1 kg.	(2 livres).
» 0,75	»	»	de 1 à 5 kg.	(11 livres).
» 1,20	»	»	de 5 à 10 kg.	(22 livres).
» 1,65	»	»	de 10 à 15 kg.	(33 livres).
» 2,10	»	»	de 15 à 20 kg.	(44 livres).

De plus, pour chaque colis avec valeur déclarée, l'administration expéditrice paie, comme droit terminal de déclaration de valeur, un droit uniforme de 10 centimes-or, quelle que soit la valeur déclarée.

Les droits terminaux et de déclaration de valeur spécifiés ci-dessus peuvent être réduits ou augmentés, sur préavis de 3 mois donné par un pays à l'autre. La réduction ou l'augmentation restera en vigueur pendant une durée d'un an au moins.

2. L'administration intermédiaire fixe les sommes qui doivent être allouées pour les colis envoyés par une administration à l'autre pour être transmis à une possession de l'un ou de l'autre pays ou à un tiers pays.

3. En cas de réacheminement ou de retour à l'origine d'un colis, si le bureau réexpéditeur perçoit un nouvel affranchissement et un nouveau droit de déclaration de valeur (dans le cas de colis V. D.), le colis est traité comme s'il était originaire de ce pays. Autrement, l'administration effectuant la réexpédition recouvre sur l'autre administration l'ensemble des frais qui lui sont dus, à savoir :

a) La quote-part fixée à la section 1 ci-dessus ;

b) Les autres frais grevant le colis réexpédié ou renvoyé à l'origine et qui ne sont pas annulés par l'office de destination.

En cas de réexpédition sur un tiers pays, les droits accumulés, c'est-à-dire, les droits mentionnés ci-dessus en *a)* et *b)*, suivent le colis ; s'il s'agit d'une réexpédition sur l'ordre de l'expéditeur et dans le cas où le tiers pays intéressé n'accepte pas l'imputation des droits parce qu'ils ne peuvent être perçus du destinataire, ces droits sont repris sur le pays d'origine pour être récupérés de l'expéditeur.

Article 32.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Chaque administration fait établir trimestriellement pour tous les colis reçus de l'autre administration des relevés (conformes ou analogues à la formule modèle CP. 13 de l'Arrangement

Article 30.

RECEPTACLES.

Each Administration will furnish the sacks necessary for the dispatch of its parcels. The empty sacks will be returned to the country of origin by the following mail. The empty sacks will be assembled in packages of ten (nine sacks enclosed in a tenth sack) and the total number of such sacks will be entered in the parcel bill covering the parcels.

The redispaching office will enter in its parcel bills the number of receptacles returned ; it will be responsible for the loss of those whose return it can not prove.

Article 31.

PAYMENTS.

1. For each parcel dispatched by one country to the other, the dispatching Administration shall pay a terminal credit as follows :

(a) For parcels from France addressed to the United States of America, 70 centimes gold per kilogram computed on the bulk net weight of each dispatch.

(b) For parcels from the United States of America addressed to France :

Fr. 0.45	gold per parcel	from 0 to 1 kg.	(2 pounds).
" 0.75	" "	" 1 to 5 kgs.	(11 pounds).
" 1.20	" "	" 5 to 10 kgs.	(22 pounds).
" 1.65	" "	" 10 to 15 kgs.	(33 pounds).
" 2.10	" "	" 15 to 20 kgs.	(44 pounds).

In addition, for each insured parcel the dispatching Administration shall pay, as an insurance terminal credit, a uniform charge of 10 centimes gold regardless of the amount for which the parcel is insured.

The terminal and insurance credits above specified may be reduced or increased on three months' previous notice given by one country to the other. The reduction or increase shall hold good for at least one year.

2. The intermediate Administration fixes the sums which must be allowed for parcels sent by one Administration to the other Administration for onward dispatch to a possession of one or the other country, or to a third country.

3. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage and new insurance fees (in the case of insured parcels) are collected by the redispaching office, the parcel is treated as if it had originated in that country. Otherwise, the redispaching Administration recovers from the other Administration the whole of the charges due to it, namely :

(a) The quota prescribed by Section 1 above ;

(b) The other charges due on the parcel forwarded or returned to origin which are not annulled by the office of destination.

In case of reforwarding to a third country, the accrued charges, that is, the charges mentioned in (a) and (b) above, shall follow the parcel ; if it is a question of forwarding at the order of the sender and in the case that the third country concerned refuses to assume the charges, because they can not be collected from the addressee, such charges shall be charged back to the country of origin for recovery from the sender.

Article 32.

ADJUSTMENT OF ACCOUNTS.

1. Each Administration causes to be made up quarterly, for all parcels received from the other Administration, statements (conforming or analogous to Form C.P.13 of the International

international) des sommes portées sur les feuilles de route, à son crédit ou à son débit. Les colis reçus pour être transmis à une autre administration font l'objet de relevés et de comptes spéciaux.

2. Ces relevés sont récapitulés dans un compte établi sur une formule conforme ou analogue au modèle CP. 14 de l'Arrangement international.

3. Ledit compte, accompagné des états récapitulatifs, des feuilles de route, et, le cas échéant, des bulletins de vérification, est soumis à l'office correspondant, aux fins de vérification, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

Les totaux ne seront jamais rectifiés. Les erreurs relevées doivent faire l'objet d'états de différences.

4. Après avoir été vérifiés et acceptés, les comptes sont récapitulés dans un compte général trimestriel, établi par l'office créditeur.

5. Le solde résultant du règlement des comptes généraux trimestriels est payé par l'office débiteur à l'office créditeur, en francs-or, au moyen de traites payables à vue sur la capitale ou sur une ville commerçante du pays créditeur ou de toute autre manière admise par correspondance entre les deux administrations. Les frais du paiement sont supportés par l'administration débitrice.

6. L'établissement, la transmission et le paiement du solde d'un compte général seront effectués, aussitôt que possible, et au plus tard dans un délai de trois mois après l'expiration du trimestre suivant. Après l'expiration de ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux de 5% l'an à partir de la date d'expiration de ladite période.

Article 33.

QUESTIONS NON RÉGLÉES PAR LA CONVENTION.

1. Toutes les questions concernant les demandes de retrait ou de changement d'adresse de colis, l'obtention d'avis de réception pour les colis V. D. ou leur envoi lorsque, déjà demandés, ils n'ont pas été fournis, et le règlement des demandes d'indemnité, qui ne sont pas traitées dans la présente convention sont soumises aux dispositions de la Convention de l'Union postale universelle et de son règlement d'exécution, dans la mesure où celles-ci sont applicables et non incompatibles avec les dispositions de la présente convention et, enfin, à défaut d'autres dispositions, la législation, les règlements et la jurisprudence des Etats-Unis et de la France, suivant le pays intéressé, font autorité.

2. Le Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique et le Chef de l'Administration des postes de France, ont le pouvoir de faire, de concert, par correspondance, tous les changements et toutes les modifications et tous les règlements ultérieurs d'ordre et de détail qui pourront être nécessaires pour faciliter l'exécution du service envisagé par la présente convention, ainsi que le pouvoir de conclure des accords pour la recommandation des colis et pour l'échange de colis contre remboursement.

Les Administrations postales des deux pays contractants se communiqueront réciproquement leurs dispositions législatives ou réglementaires applicables au transport des colis postaux.

Article 34.

EXÉCUTION DU SERVICE PAR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER ET DE NAVIGATION.

1. Le Gouvernement français se réserve le droit de faire exécuter les clauses de la présente convention par des entreprises de chemins de fer et de navigation. Il peut également limiter ce service aux colis originaires ou à destination de localités desservies par des entreprises de cette nature.

2. L'Administration des postes de France conclura, avec les entreprises de chemins de fer et de navigation, un accord en vue de l'exécution, par ces entreprises, de toutes les clauses de la présente convention et de l'organisation du service de l'expédition et de la réception des colis.

Agreement) of the sums entered in the parcel bills, to its credit or to its debit. Parcels received for transmission to another Administration form the subject of separate statements and accounts.

2. These statements are recapitulated in an account made up on a form conforming or analogous to Form C.P.14 of the International Agreement.

3. The said account, accompanied by the recapitulatory statements, the parcel bills, and the bulletins of verification if any, is submitted to the corresponding office for examination within the course of the month which follows that to which it relates.

The totals are never to be corrected. Errors discovered must form the subject of statements of differences.

4. After having been verified and accepted, the accounts are recapitulated in a general quarterly account, made up by the creditor office.

5. The balance resulting from the settlement of the general quarterly accounts is paid by the debtor office to the creditor office, in gold francs, by means of drafts payable at sight on the Capital or on a commercial city of the creditor country, or in any other manner agreed upon through correspondence between the two Administrations. The expenses of payment are borne by the debtor Administration.

6. The preparation, transmission, and payment of the balance of a general account will be effected as soon as possible, and at the latest within a period of three months after the expiration of the following quarter. After the expiration of that period, the sums due by one Administration to the other will bear interest at the rate of 5 percent a year, beginning with the date of expiration of the said period.

Article 33.

QUESTIONS NOT COVERED BY THE CONVENTION.

1. All questions concerning requests for recall or change of address of parcels, the obtaining of return receipts for insured parcels, or their transmission when, already requested, they have not been furnished, and the adjustment of indemnity claims, which are not covered by this Convention shall be subject to the provisions of the Universal Postal Union Convention and the Regulations for its Execution in so far as they are applicable and not inconsistent with the provisions of this Convention and finally, if no other arrangement has been made, the internal legislation, regulations, and rulings of the United States of America and France, according to the country involved, shall govern.

2. The Postmaster General of the United States of America and the Chief of the Administration of Posts of France have the power to make, by agreement, through correspondence, any changes or modifications and any subsequent regulations of order and detail which may be necessary to facilitate the execution of the service contemplated by the present Convention, as well as the power to conclude agreements for the registration of parcels and for the exchange of parcels with charges to be collected on delivery.

The Postal Administrations of the two contracting countries will reciprocally advise each other of their legislative or regulatory provisions applicable to the transportation of parcel post.

Article 34.

EXECUTION OF THE SERVICE BY THE RAILWAY AND STEAMSHIP COMPANIES.

1. The French Government reserves the right to have the clauses of the present Convention executed by the railway and steamship companies. It may also limit this service to parcels originating in or destined for places served by enterprises of that nature.

2. The Administration of Posts of France will conclude, with the railway and steamship companies, an agreement for the execution by those enterprises of all the clauses of the present Convention and for the organization of the service of dispatch and receipt of parcels.

3. Elle leur servira d'intermédiaire dans toutes leurs relations avec l'Administration des postes des États-Unis d'Amérique.

Article 35.

DURÉE DE LA CONVENTION.

1. La présente convention remplace et abroge celle qui avait été signée à Washington le 15 juin 1908, ainsi que les Accords supplémentaires des 7 février/15 mars 1911, et des 15 janvier/10 février 1921. Elle entrera en vigueur à la date qui sera fixée d'un commun accord par les administrations des deux pays. Les opérations qui y sont prévues commenceront également à une date fixée d'un commun accord.

2. Elle demeurera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux Administrations contractantes ait notifié à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Chacune des deux administrations peut suspendre temporairement le service des colis assurés, en totalité ou en partie, lorsqu'il existe des raisons spéciales pour le faire, ou restreindre ce service à certains bureaux, mais à la condition que l'autre administration ait été informée de cette mesure à l'avance, et par les moyens les plus rapides, si c'est nécessaire.

Fait en double exemplaire et signé à Paris, le 7^{me} jour de décembre 1935, et à Washington, le 30^{me} jour de décembre 1935.

Georges MANDEL,
*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France.*

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Convention relative to the exchange of Parcel Post between France and the United States of America in all the languages in which the original was signed.

S. W. Purdum,
Acting Postmaster General.

3. It will act as intermediary for them in all their relations with the Post Office Department of the United States of America.

Article 35.

DURATION OF THE CONVENTION.

1. The present Convention replaces and abrogates the one which had been signed at Washington on June 15th, 1908¹, as well as the additional Agreements of February 7th/March 15th, 1911, and of January 15th/February 10th, 1921. It will enter into force on a date to be fixed by mutual consent between the Administrations of the two countries. The operations contemplated therein will likewise commence on a date fixed by mutual consent.

2. It will remain in force until one of the two contracting Administrations has notified the other, six months in advance, of its intention to abrogate it.

Either of the two Administrations may temporarily suspend the service of insured parcels, totally or partially, when there are special reasons for doing so, or restrict that service to certain offices, but on the condition that the other Administration has been informed of that measure in advance, and by the most rapid means if necessary.

Done in duplicate and signed at Paris, the 7th day of December, 1935, and at Washington, the 30th day of December, 1935.

(Seal) James A. FARLEY,
*The Postmaster General of
the United States of America.*

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Convention relative to the exchange of Parcel Post between France and the United States of America in all the languages in which the original was signed.

S. W. Purdum,
Acting Postmaster General.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 1020.

N° 3956.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET LETTONIE**

Convention pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo - luxembourgeoise et la Lettonie. Signée à Riga, le 22 février 1936.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND LATVIA**

Convention for facilitating Commercial Exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Latvia. Signed at Riga, February 22nd, 1936.

N^o 3956. — CONVENTION¹ POUR FAVORISER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA LETTONIE. SIGNÉE A RIGA, LE 22 FÉVRIER 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 21 août 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,
et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants,

Désireux de favoriser les échanges commerciaux entre les pays respectifs ont résolu à cet effet de conclure une convention, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Ludvigs Ēķis, ministre des Finances ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. le baron Florent DE SELYS-FANSON, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Lettonie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'entre la valeur de l'importation lettone dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la valeur de l'importation de l'Union économique en Lettonie il y aura un rapport de 100 : 70.

Les Hautes Parties contractantes useront de tous les moyens à leur disposition pour que le rapport de 100 : 70 soit maintenu entre les importations lettones dans l'Union économique et les importations de l'Union économique en Lettonie. Cependant si, indépendamment de ces mesures, le rapport n'était pas réalisé à un moment donné, les Hautes Parties contractantes se consulteraient immédiatement à la demande de l'une d'elles en vue de le rétablir.

Le Gouvernement letton s'engage à mettre à la disposition des importateurs lettons, pour être uniquement affecté au paiement d'importations de l'Union économique, le 70 % des devises

¹ Entrée en vigueur le 9 mars 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3956. — CONVENTION ² FOR FACILITATING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND LATVIA. SIGNED AT RIGA, FEBRUARY 22ND, 1936.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 21st, 1936.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA
and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, acting both on his own behalf and on that of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, in virtue of existing agreements, Being desirous of promoting commercial exchanges between their respective countries, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Ludvigs ĒKIS, Minister of Finance ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Baron Florent DE SELYS-FANSON, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Latvia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties agree that the ratio between the value of Latvian imports into the Belgo-Luxemburg Economic Union and the value of imports from the Economic Union into Latvia shall be 100 : 70.

The High Contracting Parties shall avail themselves of all the means at their disposal to maintain the said ratio of 100 : 70 between Latvian imports into the Economic Union and imports from the Economic Union into Latvia. Nevertheless, if, at any time, such measures notwithstanding the said ratio is not maintained, the High Contracting Parties shall, at the request of either of them, immediately enter into consultation with a view to its restoration.

The Latvian Government agrees to place 70 per cent of the foreign exchange derived from Latvian exports to the Economic Union at the disposal of Latvian importers to be used solely

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force March 9th, 1936.

provenant des exportations lettones vers l'Union économique et dans des conditions telles que ces devises puissent être effectivement utilisées pour le paiement des importations de l'Union économique en Lettonie, faites en conformité de l'alinéa premier du présent article.

Article 2.

Afin d'assurer une répartition équitable des importations des divers produits des activités lettone d'une part et belgo-luxembourgeoise d'autre part, les Hautes Parties contractantes tiendront compte des courants normaux d'échange entre elles.

A cet effet elles se réservent de se communiquer la liste des produits qui intéressent particulièrement leurs activités réciproques.

Dans le cas où les échanges commerciaux accuseraient une diminution, chacun des gouvernements s'engage à examiner avec bienveillance les demandes de l'autre en vue de l'obtention de contingents de marchandises qui pourraient intéresser ce dernier.

Article 3.

La valeur des produits lettons sera établie à l'importation dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise franco frontière ou c.i.f. ports belges sur la base des données statistiques belgo-luxembourgeoises.

La valeur des produits de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sera établie à l'importation en Lettonie franco frontière ou c.i.f. ports lettons sur la base des données statistiques lettones.

Les organismes habilités à cette fin se communiqueront tous les mois les données concernant les importations réciproques. Chaque Partie a le droit de demander à l'autre de corriger les données statistiques en présentant à cet effet des documents probants. Pour la mise en pratique de cette disposition lesdits organismes s'entendront entre eux.

Article 4.

Les permis nécessaires au transfert des paiements résultant de l'échange de marchandises entre la Lettonie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise et demandés en conformité des règlements existants seront délivrés en temps utile pour que les paiements puissent se faire à l'échéance.

Article 5.

Les gouvernements respectifs ou les organismes désignés par eux à cet effet pourront de commun accord autoriser les opérations de compensation privée en marchandises (troc) après examen de chaque cas particulier.

Néanmoins, ces opérations pourront se faire sans commun accord, sous réserve des règlements en vigueur dans chaque pays, jusqu'à concurrence d'une somme de Ls 5.000,— par mois.

Article 6.

La présente convention ne s'applique pas aux marchandises d'un Etat tiers qui ne font que transiter à travers le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à destination de l'autre, ni à celles qui n'y sont pas soumises à un travail suffisant pour leur conférer la nationalité lettone, belge ou luxembourgeoise.

Article 7.

Les Gouvernements letton, belge et luxembourgeois conviennent de procéder à l'examen des résultats de l'application de la présente convention à la demande de l'une des Hautes Parties contractantes et sans préjudice de l'article 12 de la présente convention.

in payment for imports from the Economic Union ; the said foreign exchange to be made available in such a manner that it can actually be utilised to pay for imports from the Economic Union to Latvia, in conformity with paragraph 1 of the present Article.

Article 2.

In order to ensure an equitable apportionment of imports of the various goods produced by Latvia on the one hand and the Belgo-Luxemburg Economic Union on the other hand, the High Contracting Parties shall have due regard to the normal currents of trade between their respective territories.

For this purpose they may, if they so desire, exchange lists of the products in which each of them is specially interested.

Should commercial exchanges decline, each Government shall give sympathetic consideration to any requests which the other Government may make for quotas in respect of such goods as may be of interest to it.

Article 3.

The value of the Latvian goods imported into the Belgo-Luxemburg Economic Union shall be calculated free at frontier or c.i.f. Belgian ports, according to the Belgo-Luxemburg statistical returns.

The value of the goods of the Belgo-Luxemburg Economic Union imported into Latvia shall be calculated free at frontier or c.i.f. Latvian ports, according to the Latvian statistical returns.

Each month the appointed authorities shall exchange returns of the imports of each country to the other. Either Party shall be entitled to request the other to rectify the statistics, provided always that documents are produced in support. Rules for the application of the present provision shall be laid down by agreement between the aforesaid authorities.

Article 4.

The necessary permits for the transfer of payments arising out of exchanges of goods between Latvia and the Belgo-Luxemburg Economic Union for which application is made in conformity with the regulations in force shall be issued in time for the payments to be made as they fall due.

Article 5.

The respective Governments or such authorities as they may appoint for the purpose may by common consent authorize private compensation transactions in goods (barter) after due consideration of each particular case.

Nevertheless, up to a total amount of 5,000 lats per month, such transactions may be carried out without such common consent, subject to the regulations in force in each country.

Article 6.

The present Convention shall not apply to goods from a third State merely conveyed in transit across the territory of either High Contracting Party to that of the other, nor to goods upon which sufficient work has not been done to give them Latvian, Belgian or Luxemburg nationality.

Article 7.

The Latvian, Belgian and Luxemburg Governments agree to examine the results of the application of the present Convention at the request of either High Contracting Party, without prejudice to Article 12 of the present Convention.

Article 8.

Les difficultés d'application de la présente convention seront réglées de commun accord entre l'organisme letton compétent et l'Office de compensation belgo-luxembourgeois.

Chaque gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses importateurs et exportateurs à employer le système de règlement tel qu'il est prévu dans la présente convention.

Article 9.

Il est bien entendu que la présente convention s'applique au paiement des fournitures faites antérieurement à cette convention, mais dont l'échéance est postérieure.

Article 10.

Toutes les créances commerciales nées avant la dénonciation éventuelle de la présente convention seront liquidées en conformité de la présente convention même si leur échéance est postérieure à la date de son expiration.

Article 11.

En cas de dénonciation de la convention par l'une des Hautes Parties contractantes, s'il existait au moment de l'expiration de ladite convention un solde non utilisé en Lettonie en faveur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ou dans l'Union économique des créances non échues en faveur de la Lettonie, il est entendu que les Hautes Parties contractantes continueront à prendre les mesures prévues au présent accord en vue d'en assurer l'épuisement ou le règlement.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le 9 mars 1936 et aura une durée de trois mois.

Si aucune des Hautes Parties contractantes ne l'a dénoncée trente jours avant son échéance, la susdite convention sera prorogée par tacite reconduction pour une nouvelle période de trois mois, et ainsi de suite, aussi longtemps que l'une des Parties contractantes n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin moyennant un préavis de trente jours.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Riga, le 22 février 1936.

(L. S.) (Signé) L. ĒKIS.

(L. S.) (Signé) B^{on} F. DE SELYS-FANSON.

Article 8.

Any difficulties arising out of the application of the present Convention shall be settled by common agreement between the competent Latvian authority and the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

Each Government shall take the necessary steps, in so far as it is concerned, to compel its importers and exporters to make use of the system of settlement provided for in the present Convention.

Article 9.

It is understood that the present Convention shall apply to payments for goods supplied prior to its entry into force, if the due dates of such payments are subsequent thereto.

Article 10.

All commercial debts incurred before the denunciation (if any) of the present Convention shall be settled in conformity with its provisions, even should payment not be due until after its expiry.

Article 11.

Should the Convention be denounced by either of them, it is understood that the High Contracting Parties shall continue to take the measures therein laid down to ensure the working of or settlement of any balance still standing to the credit of the Belgo-Luxemburg Economic Union in Latvia or of any sums owing, but not yet due, from the Economic Union to Latvia on the date of the expiry of the Convention.

Article 12.

The present Convention shall come into force on March 9th, 1936, and shall remain in force for three months.

Should neither of the High Contracting Parties have denounced it thirty days before its expiry, the said Convention shall be prolonged by tacit consent for successive periods of three months, until such time as either Contracting Party shall signify its desire to terminate it at thirty days' notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga, this 22nd day of February, 1936.

(L. S.) (Signed) L. ĒKIS.

(L. S.) (Signed) Baron F. DE SELYS-FANSON.

N° 3957.

FINLANDE ET LETTONIE

Accord commercial, signé à Riga, le
28 mars 1936, et échange de notes
y relatif de la même date.

FINLAND AND LATVIA

Commercial Agreement, signed at
Riga, March 28th, 1936, and
Exchange of Notes relating thereto
of the same Date.

N^o 3957. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LA FINLANDE ET LA LETTONIE. SIGNÉ A RIGA, LE 28 MARS 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 août 1936.

LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE et LE GOUVERNEMENT DE FINLANDE, désireux de faciliter et de développer les échanges commerciaux entre leurs deux pays, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les marchandises d'origine lettone seront admises à la libre importation en Finlande, à l'exception toutefois des articles dont l'importation en Finlande est assujettie à un règlement spécial, généralement appliqué envers tous les pays.

Les marchandises d'origine finlandaise seront admises à l'importation en Lettonie selon le régime d'importation en vigueur en Lettonie, généralement appliqué envers tous les pays.

Article 2.

Les paiements commerciaux entre les deux pays doivent s'équilibrer. Dans ce but on procédera, à la fin de chaque semestre, entre les autorités compétentes lettones et finlandaises à l'évaluation des comptes relatifs aux échanges commerciaux.

La valeur des produits finlandais sera établie à l'importation en Lettonie franco frontière ou c.i.f. ports lettons sur la base des données statistiques lettones.

La valeur des produits lettons sera établie à l'importation en Finlande franco frontière ou c.i.f. ports finlandais sur la base des données statistiques finlandaises.

Les autorités compétentes procéderont à la fin de chaque semestre à une vérification des données concernant les importations réciproques. Chaque Partie a le droit de demander à l'autre de corriger les données statistiques en présentant à cet effet des documents probants. Pour la mise en pratique de cette disposition lesdites autorités s'entendront entre elles.

Article 3.

Au cas où les totaux respectifs des comptes mentionnés dans l'article précédent indiqueraient un solde actif en faveur de l'un des deux pays, le pays à solde actif s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de faire disparaître la différence, au cours de la période suivante, par l'importation de marchandises provenant du pays à déficit d'une valeur égale au montant du déficit.

¹ Entré en vigueur le 15 avril 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3957. — COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN FINLAND AND LATVIA. SIGNED AT RIGA, MARCH 28TH, 1936.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 21st, 1936.

THE GOVERNMENT OF LATVIA and THE GOVERNMENT OF FINLAND, being desirous of facilitating and developing commercial relations between their respective countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Goods of Latvian origin shall be freely imported into Finland, with the exception, however, of articles the importation of which into Finland is subject to special regulations generally applicable to all countries.

Goods of Finnish origin shall be imported into Latvia in accordance with the import régime in force in Latvia generally applicable to all countries.

Article 2.

Commercial payments between the two countries shall balance. For this purpose, the competent Latvian and Finnish authorities shall proceed at the end of each half-year to make up the accounts relating to commercial exchanges.

The value of the Finnish goods imported into Latvia shall be calculated free at frontier or c.i.f. Latvian ports, according to the Latvian statistical returns.

The value of the Latvian goods imported into Finland shall be calculated free at frontier or c.i.f. Finnish ports, according to the Finnish statistical returns.

At the end of each half-year, the competent authorities shall proceed to check the returns of the imports of each country to the other. Either Party shall be entitled to request the other to rectify the statistics, provided always that documents are produced in support. Rules for the application of the present provision shall be laid down by agreement between the aforesaid authorities.

Article 3.

Should the respective totals of the accounts referred to in the previous Article show a balance in favour of either of the two countries, that country shall take such steps as may be necessary to make up the difference during the next half-year, by importing from the other country goods to a value equal to the amount of its deficit.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force April 15th, 1936.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Si le pays à solde actif ne parvenait pas à combler cet excédent en sa faveur dans le courant du semestre suivant, le pays à déficit se réserve de prendre des mesures pour restreindre les importations du pays à solde actif.

Article 4.

Le Gouvernement letton s'engage à mettre à la disposition des importateurs lettons, pour être uniquement affectées au paiement des importations finlandaises en Lettonie, les devises provenant des exportations lettones vers la Finlande.

Article 5.

Les permis nécessaires au transfert des paiements résultant de l'échange de marchandises entre la Lettonie et la Finlande, et demandés en conformité des règlements existants seront délivrés en temps utile pour que les paiements puissent se faire à l'échéance.

Article 6.

Le présent accord est valable pour la période d'une année. Il entrera en vigueur le 15 avril 1936. S'il n'est pas dénoncé avec un préavis de deux mois, il sera réputé prolongé par tacite reconduction pour des périodes annuelles.

Fait en double exemplaire, à Riga, le 28 mars 1936.

(L. S.) (Signé) L. ĒKIS.

(L. S.) (Signé) Eduard Hj. PALIN.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ACCORD COMMERCIAL DU 28 MARS 1936 ENTRE LA FINLANDE ET LA LETTONIE. RIGA,
LE 28 MARS 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 octobre 1936.

I.

LE MINISTRE DE FINLANDE A RIGA AU MINISTRE DES FINANCES DE LETTONIE.

RIGA, le 28 mars 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que l'Accord commercial entre la Finlande et la Lettonie, signé à la date d'aujourd'hui, a été conclu en considération du régime administratif

Should the country with the favourable balance not succeed in working off its surplus during the next half-year, the country with the unfavourable balance shall be free to take steps to restrict imports from the country.

Article 4.

The Latvian Government undertakes to place the foreign exchange derived from Latvian exports to Finland at the disposal of Latvian importers to be used solely in payment for Finnish imports to Latvia.

Article 5.

The necessary permits for the transfer of payments arising out of exchanges of goods between Latvia and Finland, for which application is made in conformity with the regulations in force, shall be issued in time for the payments to be made as they fall due.

Article 6.

The present Agreement shall be valid for a period of one year. It shall come into force on April 15th, 1936. Failing denunciation at two months' notice, it shall be deemed to be prolonged by tacit consent for successive periods of one year.

Done in duplicate at Riga, this 28th day of March, 1936.

(L. S.) (Signed) L. ĒKIS. (L. S.) (Signed) Eduard Hj. PALIN.

EXCHANGE OF NOTES

RELATING TO THE COMMERCIAL AGREEMENT OF MARCH 28TH, 1936, BETWEEN FINLAND AND LATVIA.
RIGA, MARCH 28TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Exchange of Notes took place October 26th, 1936.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

THE FINNISH MINISTER AT RIGA TO THE LATVIAN MINISTER OF FINANCE.

RIGA, March 28th, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm to Your Excellency that the Commercial Agreement between Finland and Latvia, signed to-day, has been concluded on the basis of the administrative system

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

du commerce extérieur et des paiements actuellement en vigueur en Finlande et en Lettonie. Dans le cas où ce régime viendrait à être modifié dans l'un de ces pays de façon à être rendu moins favorable, les Hautes Parties contractantes se consulteront immédiatement. Au cas où cette consultation n'aboutirait pas à un accord dans un délai de 15 jours, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de dénoncer l'accord avec un préavis de 15 jours.

Veillez agréer, etc.

Eduard Hj. PALIN.

II.

LE MINISTRE DES FINANCES DE LETTONIE AU MINISTRE DE FINLANDE A RIGA.

RIGA, le 28 mars 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que l'Accord commercial entre la Lettonie et la Finlande, signé à la date d'aujourd'hui, a été conclu en considération du régime administratif du commerce extérieur et des paiements actuellement en vigueur en Lettonie et en Finlande. Dans le cas où ce régime viendrait à être modifié dans l'un de ces pays de façon à être rendu moins favorable, les Hautes Parties contractantes se consulteront immédiatement. Au cas où cette consultation n'aboutirait pas à un accord dans un délai de 15 jours, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de dénoncer l'accord avec un préavis de 15 jours.

Veillez agréer, etc.

L. ĒKIS.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

concerning foreign trade and payments at present in force in Finland and Latvia. Should this system be modified in either country in such a way as to render it less favourable, the High Contracting Parties shall immediately enter into consultation. Should such consultation not lead to agreement within fifteen days, either High Contracting Party shall be entitled to denounce the Agreement at fifteen days' notice.

I have the honour to be, etc.

Eduard Hj. PALIN.

II.

THE LATVIAN MINISTER OF FINANCE TO THE FINNISH MINISTER AT RIGA.

RIGA, *March 28th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm to Your Excellency that the Commercial Agreement between Latvia and Finland, signed to-day, has been concluded on the basis of the administrative system in regard to foreign trade and payments at present in force in Latvia and Finland. Should this system be modified in either country in such a way as to render it less favourable, the High Contracting Parties shall immediately enter into consultation. Should such consultation not lead to agreement within fifteen days, either High Contracting Party shall be entitled to denounce the Agreement at fifteen days' notice.

I have the honour to be, etc.

L. ĒKIS.

N° 3958.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Exchange de notes relatif à certaines facilités au sujet de la légalisation des signatures de documents. Copenhague, le 17 juin 1936.

GERMANY AND DENMARK

Exchange of Notes regarding Certain Facilities in respect of the Legalisation of Signatures of Documents. Copenhagen, June 17th, 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3958. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER DÄNISCHEN REGIERUNG ÜBER BESTIMMTE ERLEICHTERUNGEN BEI DER BEGLAUBIGUNG DER UNTERSCHRIFTEN VON DOKUMENTEN. KOPENHAGEN, DEN 17. JUNI 1936.

Texte officiel allemand communiqué par le chargé d'Affaires p. i. de la délégation permanente du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 août 1936.

German official text communicated by the Chargé d'Affaires p. i. of the Permanent Delegation of Denmark to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 22nd, 1936.

I.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT
KOPENHAGEN.

VERBALNOTE.

Im Namen der Deutschen Regierung beehrt sich die Deutsche Gesandtschaft festzustellen, dass zwischen der Deutschen Regierung und der Dänischen Regierung Einverständnis über folgendes besteht :

Artikel 1.

Urkunden, die von einer deutschen oder dänischen Gerichtsbehörde, von einer obersten oder höheren deutschen oder dänischen Verwaltungsbehörde oder von einem obersten deutschen Verwaltungsgericht aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates keiner weiteren Beglaubigung oder Legalisation. Soweit es sich um Urkunden kollegialer Gerichte handelt, genügt die Beglaubigung durch den Vorsitzenden.

Ferner bedürfen keiner weiteren Beglaubigung oder Legalisation Urkunden, die von einem deutschen oder dänischen Notar aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Amtssiegel oder Amtsstempel versehen sind.

Zu dem in Abs. 1. 1. aufgezählten Gerichts- und Verwaltungsbehörden gehören auch die beiderseitigen Staatsanwaltschaften.

Artikel 2.

Für deutsche Urkunden, die nicht zu den in Artikel 1 bezeichneten gehören und von einem Gerichtsvollzieher, einem anderen gerichtlichen Hilfsbeamten, einem Grundbuchamt oder einer autorisierten Hinterlegungsstelle aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind, genügt zum Gebrauch in Dänemark die Beglaubigung durch den zuständigen Präsidenten des Amts- oder Landgerichts unter Beifügung des Amtssiegels oder Amtsstempels. Das gleiche gilt für Urkunden,

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1936.

¹ Came into force July 1st, 1936.

die von dem Urkundsbeamten der Geschäftsstelle eines deutschen Gerichts aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind; gehört die ausfertigende oder beglaubigende Stelle einem Gericht höherer Ordnung an, so ist die Beglaubigung durch den Präsidenten dieses Gerichts erforderlich.

Für den Gebrauch von Urkunden der in Abs. 1 bezeichneten Art im Deutschen Reich, die von dänischen Behörden ausgestellt sind, genügt die Beglaubigung durch den zuständigen Richter, bei Urkunden kollegialer Gerichte durch den Vorsitzenden, unter Beifügung von Dienstsiegel oder Dienststempel. Bei Urkunden autorisierter Hinterlegungsstellen ist die Beglaubigung durch das Justizministerium erforderlich.

Artikel 3.

Auszüge aus deutschen Personenstandsregistern werden in Dänemark ohne weitere Beglaubigung oder Legalisation anerkannt, wenn sie von dem Standesbeamten oder seinem Stellvertreter oder von dem Urkundsbeamten der Geschäftsstelle des Amtsgerichts, bei dem die Nebenregister verwahrt werden, beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel des Beamten oder des Amtsgerichts versehen sind. Auszüge aus Registern, die über Geburten, Heiraten oder Sterbefälle vor dem 1. Januar 1876 im Gebiet des Deutschen Reichs von einer anderen Stelle als einem Standesbeamten geführt worden sind, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung oder Legalisation, wenn sie von dem zuständigen deutschen Landgerichtspräsidenten oder von einer deutschen höheren Verwaltungsbehörde beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind; dabei ist zu bescheinigen, dass der Aussteller zur Erteilung des Auszuges befugt ist.

Zum Gebrauch dänischer Urkunden ziviler Behörden über Standesfälle ist im Deutschen Reiche die Beglaubigung durch die zuständige dänische Ortsverwaltungsbehörde (in Kopenhagen die Polizeidirektion, ausserhalb Kopenhagens der Polizeimeister) unter Beifügung ihres Dienstsiegels oder Dienststempels erforderlich; dabei ist zu bescheinigen, dass der Aussteller zur Ausfertigung der Urkunde befugt ist. Urkunden über den Inhalt von Kirchenbüchern werden durch das Kirchenministerium beglaubigt.

Ehefähigkeitszeugnisse, die von einem deutschen Standesbeamten oder dessen Stellvertreter oder vom Königlich Dänischen Justizministerium, dem Polizeidirektor in Kopenhagen oder dem örtlich zuständigen Polizeimeister ausgestellt und mit dem Siegel oder Stempel des Beamten oder der Behörde versehen sind, werden im Gebiet des anderen Staates ohne weitere Beglaubigung oder Legalisation anerkannt.

Artikel 4.

Wechsel- und Scheckproteste bedürfen zum Gebrauch im Gebiet des anderen Staates keiner Beglaubigung oder Legalisation, wenn sie in *Deutschland* von Notaren, Gerichtsbeamten, Postbeamten oder solchen Personen, denen von der Postverwaltung die Aufnahme von Protesten übertragen ist, in *Dänemark* von Notaren, Unternotaren oder solchen Personen, die von dem Präsidenten des zuständigen Gerichts zweiter Instanz (Landsret) zum Notariat ermächtigt sind, aufgenommen, unterschrieben und mit dem Amtssiegel oder Amtsstempel versehen sind.

Artikel 5.

Von dem Abkommen werden nicht berührt

1. die für Reisepässe und Reiselegitimationen geltenden Vorschriften,
2. die Erleichterungen, die auf Grund besonderer Vereinbarungen namentlich für den Handelsverkehr und für das Zollverfahren gewährt werden.

Artikel 6.

Die Deutsche und die Dänische Regierung werden sich die unter Artikel 1 und 3 fallenden Verwaltungsbehörden und Verwaltungsgerichte sowie deren Änderungen mitteilen.

Artikel 7.

Dieses Abkommen tritt am 1. Juli 1936 in Kraft und hat eine Geltungsdauer bis zu einem Jahre nach dem Inkrafttreten. Wird es nicht drei Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, so gilt es als auf unbestimmte Zeit verlängert. Es kann dann jederzeit unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

KOPENHAGEN, den 17. Juni 1936.

An das Königliche
Ministerium des Äussern,
Kopenhagen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 19 août 1936.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

VERBALNOTE.

In Beantwortung der Verbalnote der Deutschen Gesandtschaft vom heutigen Tage beehrt sich das Ministerium des Äussern festzustellen, dass zwischen der Dänischen Regierung und der Deutschen Regierung Einverständnis über folgendes besteht :

Artikel 1.

Urkunden, die von einer dänischen oder deutschen Gerichtsbehörde, von einer obersten oder höheren dänischen oder deutschen Verwaltungsbehörde oder von einem obersten deutschen Verwaltungsgericht aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates keiner weiteren Beglaubigung oder Legalisation. Soweit es sich um Urkunden kollegialer Gerichte handelt, genügt die Beglaubigung durch den Vorsitzenden.

Ferner bedürfen keiner weiteren Beglaubigung oder Legalisation Urkunden, die von einem dänischen oder deutschen Notar aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Amtssiegel oder Amtsstempel versehen sind.

Zu den in Abs. 1. 1. aufgezählten Gerichts- und Verwaltungsbehörden gehören auch die beiderseitigen Staatsanwaltschaften.

Artikel 2.

Für deutsche Urkunden, die nicht zu den in Artikel 1 bezeichneten gehören und von einem Gerichtsvollzieher, einem anderen gerichtlichen Hilfsbeamten, einem Grundbuchamt oder einer autorisierten Hinterlegungsstelle aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind, genügt zum Gebrauch in Dänemark die Beglaubigung durch den zuständigen Präsidenten des Amts- oder

Landgerichts unter Beifügung des Amtssiegels oder Amtsstempels. Das gleiche gilt für Urkunden, die von dem Urkundsbeamten der Geschäftsstelle eines deutschen Gerichts aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind; gehört die ausfertigende oder beglaubigende Stelle einem Gericht höherer Ordnung an, so ist die Beglaubigung durch den Präsidenten dieses Gerichts erforderlich.

Für den Gebrauch von Urkunden der in Abs. 1 bezeichneten Art im Deutschen Reich, die von dänischen Behörden ausgestellt sind, genügt die Beglaubigung durch den zuständigen Richter, bei Urkunden kollegialer Gerichte durch den Vorsitzenden, unter Beifügung von Dienstsiegel oder Dienststempel. Bei Urkunden autorisierter Hinterlegungsstellen ist die Beglaubigung durch das Justizministerium erforderlich.

Artikel 3.

Auszüge aus deutschen Personenstandsregistern werden in Dänemark ohne weitere Beglaubigung oder Legalisation anerkannt, wenn sie von dem Standesbeamten oder seinem Stellvertreter oder von dem Urkundsbeamten der Geschäftsstelle des Amtsgerichts, bei dem die Nebenregister verwahrt werden, beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel des Beamten oder des Amtsgerichts versehen sind. Auszüge aus Registern, die über Geburten, Heiraten oder Sterbefälle vor dem 1. Januar 1876 im Gebiet des Deutschen Reichs von einer anderen Stelle als einem Standesbeamten geführt worden sind, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung oder Legalisation, wenn sie von dem zuständigen deutschen Landgerichtspräsidenten oder von einer deutschen höheren Verwaltungsbehörde beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind; dabei ist zu bescheinigen, dass der Aussteller zur Erteilung des Auszuges befugt ist.

Zum Gebrauch dänischer Urkunden ziviler Behörden über Standesfälle ist im Deutschen Reiche die Beglaubigung durch die zuständige dänische Ortsverwaltungsbehörde (in Kopenhagen die Polizeidirektion, ausserhalb Kopenhagens der Polizeimeister) unter Beifügung ihres Dienstsiegels oder Dienststempels erforderlich; dabei ist zu bescheinigen, dass der Aussteller zur Ausfertigung der Urkunde befugt ist. Urkunden über den Inhalt von Kirchenbüchern werden durch das Kirchenministerium beglaubigt.

Ehefähigkeitszeugnisse, die von einem deutschen Standesbeamten oder dessen Stellvertreter oder vom Königlich Dänischen Justizministerium, dem Polizeidirektor in Kopenhagen oder dem örtlich zuständigen Polizeimeister ausgestellt und mit dem Siegel oder Stempel des Beamten oder der Behörde versehen sind, werden im Gebiet des anderen Staates ohne weitere Beglaubigung oder Legalisation anerkannt.

Artikel 4.

Wechsel- und Scheckproteste bedürfen zum Gebrauch im Gebiet des anderen Staates keiner Beglaubigung oder Legalisation, wenn sie in *Deutschland* von Notaren, Gerichtsbeamten, Postbeamten oder solchen Personen, denen von der Postverwaltung die Aufnahme von Protesten übertragen ist, in *Dänemark* von Notaren, Unternotaren oder solchen Personen, die von dem Präsidenten des zuständigen Gerichts zweiter Instanz (Landsret) zum Notariat ermächtigt sind, aufgenommen, unterschrieben und mit dem Amtssiegel oder Amtsstempel versehen sind.

Artikel 5.

Von dem Abkommen werden nicht berührt

1. die für Reisepässe und Reiselegitimationen geltenden Vorschriften,
2. die Erleichterungen, die auf Grund besonderer Vereinbarungen namentlich für den Handelsverkehr und für das Zollverfahren gewährt werden.

Artikel 6.

Die Dänische und die Deutsche Regierung werden sich die unter Artikel 1 und 3 fallenden Verwaltungsbehörden und Verwaltungsgerichte sowie deren Änderungen mitteilen.

Artikel 7.

Dieses Abkommen tritt am 1. Juli 1936 in Kraft und hat eine Geltungsdauer bis zu einem Jahre nach dem Inkrafttreten. Wird es nicht drei Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, so gilt es als auf unbestimmte Zeit verlängert. Es kann dann jederzeit unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

KOPENHAGEN, den 17. Juni 1936.

An die Deutsche Gesandtschaft.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 19 août 1936.

Axel Heils,

Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3958. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS RELATIF A CERTAINES FACILITÉS AU SUJET DE LA LÉGALISATION DES SIGNATURES DE DOCUMENTS. COPENHAGUE, LE 17 JUIN 1936.

I.

LÉGATION D'ALLEMAGNE,
COPENHAGUE.

NOTE VERBALE

Au nom du Gouvernement allemand, la Légation d'Allemagne a l'honneur de constater que le Gouvernement allemand et le Gouvernement danois sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les documents qui ont été dressés, établis ou certifiés par une autorité judiciaire allemande ou danoise, une autorité administrative suprême ou supérieure allemande ou danoise, ou par un tribunal administratif suprême allemand et qui sont revêtus du sceau ou du cachet officiel, pourront être utilisés, dans le territoire de l'autre Etat, sans certification ou légalisation supplémentaire. Si le document émane de tribunaux formés de plusieurs juges, il suffit qu'il soit certifié par le président.

Les documents dressés, établis ou certifiés par un notaire allemand ou danois, et revêtus du sceau ou du cachet officiel, n'exigent pas non plus de certification ou de légalisation supplémentaire.

¹ TRANSLATION.

No. 3958. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS REGARDING CERTAIN FACILITIES IN RESPECT OF THE LEGALISATION OF SIGNATURES OF DOCUMENTS. COPENHAGEN, JUNE 17TH, 1936.

I.

GERMAN LEGATION,
COPENHAGEN.

VERBAL NOTE.

On behalf of the German Government, the German Legation has the honour to note that the German Government and the Danish Government have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Documents drawn up, made out or certified by a German or Danish judicial authority, by a supreme or higher German or Danish administrative authority, or by a German supreme administrative tribunal, and bearing the seal or stamp of such an authority, may be used in the territory of the other State without further certification or legalisation. Documents issued by a court consisting of more than one judge shall require to be certified only by the president of the court.

Similarly, documents drawn up, made out or certified by a German or Danish notary, and bearing the official seal or stamp, shall not require further certification or legalisation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les parquets de l'un et l'autre pays seront également considérés comme compris parmi les autorités judiciaires et administratives énumérées à l'alinéa 1 de l'article premier.

The judicial and administrative authorities enumerated in the first paragraph above shall be deemed to include the Public Prosecutor's department in both countries.

Article 2.

Les documents allemands qui ne rentrent pas dans les catégories visées à l'article premier et qui sont dressés, établis ou certifiés par un huissier, un autre agent auxiliaire de l'administration judiciaire, un Office du livre foncier ou un service autorisé à recevoir des dépôts peuvent être utilisés au Danemark s'ils sont simplement certifiés par le président compétent du tribunal de bailliage (*Amtsgericht*) ou du tribunal régional (*Landgericht*) et revêtus du sceau ou du cachet officiel. La même disposition s'applique aux documents dressés, établis ou certifiés par le fonctionnaire compétent du greffe d'un tribunal allemand; si le fonctionnaire établissant ou certifiant le document appartient à un tribunal d'une catégorie supérieure, le document devra être certifié par le président de ce tribunal.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} et établis par des autorités danoises pourront être utilisés dans le Reich allemand s'ils sont simplement certifiés par le juge compétent (par le président s'il s'agit de documents qui émanent de tribunaux formés de plusieurs juges) et revêtus du sceau ou du cachet officiel. Si le document émane d'un service autorisé à recevoir des dépôts, il doit être certifié par le Ministère de la Justice.

Article 3.

Les extraits des registres de l'état civil allemand seront reconnus au Danemark sans aucune certification ou légalisation supplémentaire, s'ils sont certifiés par l'officier de l'état civil ou son suppléant ou encore par le fonctionnaire compétent du greffe du tribunal de bailliage chargé de la conservation des doubles desdits registres, et s'ils sont revêtus du sceau ou du cachet du fonctionnaire ou du tribunal de bailliage. Les extraits des registres des naissances, des mariages ou des décès qui, dans le territoire du Reich allemand, ont été tenus antérieurement au 1^{er} janvier 1876 par un service autre que l'état civil n'exigent pas de certification ou de légalisation supplémentaire, s'ils sont certifiés par le président du tribunal régional allemand compétent ou une

Article 2.

For use in Denmark, German documents other than those mentioned in Article 1, drawn up, made out, or certified by a court bailiff, or other officer of the court, a land registry or accredited deposit office, shall require to be certified only by the president of the competent local court (*Amtsgericht*) or regional court (*Landgericht*) under the official seal or stamp. The same rule shall apply to documents drawn up, made out, or certified by the competent official in the office of the clerk of a German court. Should the official by whom the document is made out or certified be attached to a higher court, certification by the president of such court shall be necessary.

For use in the German Reich, documents such as those enumerated in the first paragraph, issued by the Danish authorities, shall merely require to be certified, under the official seal or stamp, by the competent judge, or, if issued by courts consisting of more than one judge, by the president of such court. The documents of an accredited deposit office shall be certified by the Ministry of Justice.

Article 3.

Extracts from German civil status registers shall be recognised in Denmark as valid without further certification or legalisation, if certified by the civil status registrar or his assistant, or by the competent official in the office of the clerk of the local court having custody of the duplicate register, under the seal or stamp of the official or of the court, as the case may be. Extracts from registers of births, marriages or deaths, kept in the territory of the German Reich, prior to January 1st, 1876, by any authority other than a civil status registrar, shall not require further certification or legalisation if certified by the president of the competent German regional court or by a higher German administrative authority, under their respective seals or stamps; the certificate

autorité administrative supérieure allemande et revêtus du sceau ou du cachet de l'autorité ; il devra être attesté que celui qui délivre l'extrait a qualité pour le faire.

Les documents danois d'autorités civiles ayant trait à l'état des personnes ne pourront être utilisés dans le Reich allemand que s'ils sont certifiés par l'administration locale danoise compétente (à Copenhague, la Direction de la police et, en dehors de Copenhague, le commissaire de police) et s'ils sont revêtus du sceau ou du cachet officiel de ladite administration ; il doit être attesté que celui qui délivre le document a qualité pour le faire. Les documents reproduisant le contenu de registres paroissiaux seront certifiés par le Ministère des Cultes.

Les certificats attestant la capacité de contracter mariage, établis par un officier de l'état civil allemand ou son suppléant ou encore par le Ministère royal danois de la Justice, le directeur de la police de Copenhague ou le commissaire de police compétent de la localité et revêtus du sceau ou du cachet du fonctionnaire ou de l'autorité, seront reconnus dans le territoire de l'autre Etat sans certification ou légalisation supplémentaire.

Article 4.

Les protêts de lettres de change ou de chèques pourront être utilisés sur le territoire de l'autre Etat sans certification ou légalisation, à condition qu'ils aient été dressés, signés et revêtus du sceau ou du cachet officiel, *en Allemagne*, par des notaires, des fonctionnaires de l'administration judiciaire, des fonctionnaires des postes ou des personnes que l'Administration des postes a chargées de dresser des protêts et, *au Danemark*, par des notaires, des sous-notaires ou des personnes que le président du tribunal compétent de deuxième instance (*Landsret*) a autorisées à remplir les fonctions de notaire.

Article 5.

Le présent accord ne modifie pas :

1^o Les prescriptions relatives aux passeports et aux pièces d'identité nécessaires pour les voyages ;

2^o Les facilités qui sont accordées en vertu d'arrangements particuliers, notamment en matière de commerce et de formalités douanières.

shall state that the issuing official was empowered to issue the extract.

For use in the German Reich, Danish civil status documents issued by the civil authorities shall require certification by the competent Danish local administrative authority (at Copenhagen the Department of Police, elsewhere the local chief of police) under its official seal or stamp ; the certificate shall state that the issuing official was empowered to issue the document. Extracts from parish registers shall be certified by the Ministry of Public Worship.

Certificates of capacity to contract marriage issued by a German civil status registrar or his deputy, or by the Royal Danish Ministry of Justice, the Chief of the Police Department at Copenhagen or the competent local police chief, under their respective seals or stamps, shall be recognised in the territory of the other State without further certification or legalisation.

Article 4.

Protests in respect of bills of exchange or cheques shall not require further certification or legalisation for use in the territory of the other State if made out or signed, under the official seal or stamp, in *Germany*, by notaries, officials of courts of justice, post office officials or the persons appointed by the postal authorities to record such protests, and, in *Denmark*, by notaries, assistant notaries or persons authorised to perform notarial functions by the president of the competent court of second instance (*Landsret*).

Article 5.

The present Agreement shall not affect :

(1) The regulations applicable to passports and travellers' identity papers ;

(2) The facilities granted under special agreements, more particularly in regard to trade and Customs formalities.

Article 6.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement danois se notifieront mutuellement la liste des autorités administratives et des tribunaux administratifs visés aux articles premier et 3, ainsi que toute modification de cette liste.

Article 7.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1936 et demeurera valable pendant un an à compter de la date de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme prolongé pour une période indéterminée. Il pourra alors être dénoncé en tout temps moyennant préavis de trois mois.

COPENHAGUE, le 17 juin 1936.

Au Ministère royal
des Affaires étrangères,
Copenhague.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOTE VERBALE

En réponse à la note verbale de la Légation d'Allemagne, en date de ce jour, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de constater que le Gouvernement danois et le Gouvernement allemand sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les documents qui ont été dressés, établis ou certifiés par une autorité judiciaire danoise ou allemande, une autorité administrative suprême ou supérieure danoise ou allemande, ou par un tribunal administratif suprême allemand et qui sont revêtus du sceau ou du cachet officiel, pourront être utilisés, dans le territoire de l'autre Etat, sans certification ou légalisation supplémentaire. Si le document émane de tribunaux formés de plusieurs juges, il suffit qu'il soit certifié par le président.

Article 6.

The German and Danish Governments shall notify each other of the administrative authorities and administrative courts competent under Articles 1 and 3, and also of any future changes in respect thereof.

Article 7.

The present Agreement shall come into force on July 1st, 1936, for a period of one year thereafter. Unless denounced three months before the expiry of such period, its validity shall be deemed to have been indefinitely extended. Thereafter it may at any time be denounced at three months' notice.

COPENHAGEN, June 17th, 1936.

The Royal Ministry
of Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

VERBAL NOTE.

In reply to the German Legation's Verbal Note of to-day's date, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to note that the Danish Government and the German Government have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Documents drawn up, made out or certified by a Danish or German judicial authority, by a supreme or higher Danish or German administrative authority, or by a German supreme administrative tribunal, and bearing the seal or stamp of such an authority, may be used in the territory of the other State without further certification or legalisation. Documents issued by a court consisting of more than one judge shall require to be certified only by the president of the court.

Les documents dressés, établis ou certifiés par un notaire danois ou allemand, et revêtus du sceau ou du cachet officiel, n'exigent pas non plus de certification ou légalisation supplémentaire.

Les parquets de l'un et l'autre pays seront également considérés comme compris parmi les autorités judiciaires et administratives énumérées à l'alinéa 1 de l'article premier.

Article 2.

Les documents allemands qui ne rentrent pas dans les catégories visées à l'article premier et qui sont dressés, établis ou certifiés par un huissier, un autre agent auxiliaire de l'administration judiciaire, un Office du livre foncier ou un service autorisé à recevoir des dépôts peuvent être utilisés au Danemark s'ils sont simplement certifiés par le président compétent du tribunal de bailliage (*Amtsgericht*) ou du tribunal régional (*Landgericht*) et revêtus du sceau ou du cachet officiel. La même disposition s'applique aux documents dressés, établis ou certifiés par le fonctionnaire compétent du greffe d'un tribunal allemand; si le fonctionnaire établissant ou certifiant le document appartient à un tribunal d'une catégorie supérieure, le document devra être certifié par le président de ce tribunal.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} et établis par des autorités danoises pourront être utilisés dans le Reich allemand s'ils sont simplement certifiés par le juge compétent (par le président s'il s'agit de documents qui émanent de tribunaux formés de plusieurs juges) et revêtus du sceau ou du cachet officiel. Si le document émane d'un service autorisé à recevoir des dépôts, il doit être certifié par le Ministère de la Justice.

Article 3.

Les extraits des registres de l'état civil allemand seront reconnus au Danemark sans aucune certification ou légalisation supplémentaire, s'ils sont certifiés par l'officier de l'état civil ou son suppléant ou encore par le fonctionnaire compétent du greffe du tribunal de bailliage chargé de la conservation des doubles desdits registres, et s'ils sont revêtus du sceau ou du cachet du fonctionnaire ou du tribunal de bailliage. Les extraits des registres des naissances, des mariages ou des décès qui, dans le territoire du Reich allemand, ont été tenus antérieurement au 1^{er} janvier 1876 par

Similarly, documents drawn up, made out or certified by a Danish or German notary, and bearing the official seal or stamp, shall not require further certification or legalisation.

The judicial and administrative authorities enumerated in the first paragraph above shall be deemed to include the Public Prosecutor's department in both countries.

Article 2.

For use in Denmark, German documents other than those mentioned in Article 1, drawn up, made out, or certified by a court bailiff, or other officer of the court, a land registry or accredited deposit office, shall require to be certified only by the president of the competent local court (*Amtsgericht*) or regional court (*Landgericht*), under the official seal or stamp. The same rule shall apply to documents drawn up, made out, or certified by the competent official in the office of the clerk of a German court. Should the official by whom the document is made out or certified be attached to a higher court, certification by the president of such court shall be necessary.

For use in the German Reich, documents such as those enumerated in the first paragraph, issued by the Danish authorities, shall merely require to be certified, under the official seal or stamp, by the competent judge, or, if issued by courts consisting of more than one judge, by the president of such court. The documents of an accredited deposit office shall be certified by the Ministry of Justice.

Article 3.

Extracts from the German civil status registers shall be recognised in Denmark as valid without further certification or legalisation, if certified by the civil status registrar or his assistant, or by the competent official in the office of the clerk of the local court having custody of the duplicate register, under the seal or stamp of the official or of the court, as the case may be. Extracts from registers of births, marriages or deaths, kept in the territory of the German Reich prior to January 1st, 1876, by any authority other than a civil status registrar, shall not require further

un service autre que l'état civil n'exigent pas de certification ou de légalisation supplémentaire, s'ils sont certifiés par le président du tribunal régional allemand compétent ou une autorité administrative supérieure allemande et revêtus du sceau ou du cachet de l'autorité ; il devra être attesté que celui qui délivre l'extrait a qualité pour le faire.

Les documents danois d'autorités civiles ayant trait à l'état des personnes ne pourront être utilisés dans le Reich allemand que s'ils sont certifiés par l'administration locale danoise compétente (à Copenhague, la Direction de la police et, en dehors de Copenhague, le commissaire de police, et s'ils sont revêtus du sceau ou du cachet officiel de ladite administration ; il doit être attesté que celui qui délivre le document a qualité pour le faire. Les documents reproduisant le contenu de registres paroissiaux seront certifiés par le Ministère des Cultes.

Les certificats attestant la capacité de contracter mariage établis par un officier de l'état civil allemand ou son suppléant ou encore par le Ministère royal danois de la Justice, le directeur de la police de Copenhague ou le commissaire de police compétent de la localité et revêtus du sceau ou du cachet du fonctionnaire ou de l'autorité, seront reconnus dans le territoire de l'autre Etat sans certification ou légalisation supplémentaire.

Article 4.

Les protêts de lettres de change ou de chèques pourront être utilisés sur le territoire de l'autre Etat sans certification ou légalisation, à condition qu'ils aient été dressés, signés et revêtus du sceau ou du cachet officiel, en *Allemagne*, par des notaires, des fonctionnaires de l'administration judiciaire, des fonctionnaires des postes ou des personnes que l'Administration des postes a chargées de dresser des protêts et, au *Danemark*, par des notaires, des sous-notaires ou des personnes que le président du tribunal compétent de deuxième instance (*Landsret*) a autorisées à remplir les fonctions de notaire.

Article 5.

Le présent accord ne modifie pas :

1° Les prescriptions relatives aux passeports et aux pièces d'identité nécessaires pour les voyages ;

certification or legalisation if certified by the president of the competent German regional court or by a higher German administrative authority, under their respective seals or stamps ; the certificate shall state that the issuing official was empowered to issue the extract.

For use in the German Reich, Danish civil status documents issued by the civil authorities shall require certification by the competent Danish local administrative authority (at Copenhagen the Department of Police, elsewhere the local chief of police) under their official seal or stamp ; the certificate shall state that the issuing official was empowered to issue the document. Extracts from parish registers shall be certified by the Ministry of Public Worship.

Certificates of capacity to contract marriage, issued by a German civil status registrar or his deputy, or by the Royal Danish Ministry of Justice, the Chief of the Police Department at Copenhagen or the competent local police chief, under their respective seals or stamps, shall be recognised in the territory of the other State without further certification or legalisation.

Article 4.

Protests in respect of bills of exchange or cheques shall not require further certification or legalisation for use in the territory of the other State if made out or signed, under the official seal or stamp, in *Germany*, by notaries, officials of courts of justice, post office officials or the persons appointed by the postal authorities to record such protests, and, in *Denmark*, by notaries, assistant notaries or persons authorised to perform notarial functions by the president of the competent court of second instance (*Landsret*).

Article 5.

The present Agreement shall not affect :

(1) The regulations applicable to passports and travellers' identity papers ;

2° Les facilités qui sont accordées en vertu d'arrangements particuliers, notamment en matière de commerce et de formalités douanières.

Article 6.

Le Gouvernement danois et le Gouvernement allemand se notifieront mutuellement la liste des autorités administratives et des tribunaux administratifs visés aux articles premier et 3, ainsi que toute modification de cette liste.

Article 7.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1936 et demeurera valable pendant un an à compter de la date de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme prolongé pour une période indéterminée. Il pourra alors être dénoncé en tout temps moyennant préavis de trois mois.

COPENHAGUE, le 17 juin 1936.

A la Légation d'Allemagne.

(2) The facilities granted under special agreements, more particularly in regard to trade and Customs formalities.

Article 6.

The Danish and German Governments shall notify each other of the administrative authorities and administrative courts competent under Articles 1 and 3, and also of any future changes in respect thereof.

Article 7.

The present Agreement shall come into force on July 1st, 1936, for a period of one year thereafter. Unless denounced three months before the expiry of such period, its validity shall be deemed to have been indefinitely extended. Thereafter it may at any time be denounced at three months' notice.

COPENHAGEN, June 17th, 1936.

To the
German Legation.

N° 3959.

SUÈDE ET SUISSE

Echange de notes comportant un arrangement concernant la réciprocité en matière d'assurance-chômage. Berne, le 25 juillet 1936.

**SWEDEN
AND SWITZERLAND**

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Reciprocity as regards Unemployment Insurance. Berne, July 25th, 1936.

N° 3959. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS SUÉDOIS ET SUISSE COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LA RÉCIPROCITÉ EN MATIÈRE D'ASSURANCE-CHOMAGE. BERNE, LE 25 JUILLET 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 août 1936.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

BERNE, le 25 juillet 1936.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement suédois s'engage, sous réserve d'un engagement équivalent de la part du Gouvernement suisse, à accorder aux ressortissants suisses résidant en Suède le droit de bénéficier sous les mêmes conditions que les ressortissants suédois des prestations d'assurance des caisses de chômage subventionnées par l'Etat.

Dans le cas où le Gouvernement suisse serait disposé à prendre de son côté, l'engagement susvisé, je me permets de proposer que la présente lettre et votre réponse servent à constater l'arrangement intervenu entre les deux gouvernements et qui restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date de sa dénonciation par l'une des Parties.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) N. E. DE IHRE.

Monsieur le Conseiller fédéral Obrecht,
Chef du Département fédéral de l'Economie publique,
etc., etc., etc.,
Berne.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 août 1936.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3959. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SWEDISH AND SWISS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING RECIPROCITY AS REGARDS UNEMPLOYMENT INSURANCE. BERNE, JULY 25TH, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 24th, 1936.

I.

SWEDISH LEGATION.

BERNE, July 25th, 1936.

SIR,

Acting on instructions from my Government, I have the honour to inform you that the Swedish Government agrees, provided that the Swiss Government gives an equivalent undertaking, to grant to Swiss nationals residing in Sweden the right to receive, under the same conditions as Swedish nationals, the insurance benefits payable by the unemployment funds subsidised by the State.

Should the Swiss Government be prepared for its part to give the above-mentioned undertaking, I have the honour to propose that the present letter and your reply should serve to constitute the Agreement concluded between the two Governments, which would remain in force until the expiry of one year after the date of denunciation by either of the Parties.

I have the honour to be, etc.

(Signed) N. E. DE IHRE.

Monsieur Obrecht, Federal Councillor,
Head of the Federal Department of Public Economy,
etc., etc., etc.,
Berne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE.

DIPARTIMENTO FEDERALE
DELL'ECONOMIA PUBBLICA.

BERNE, le 25 juillet 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par lettre de ce jour et d'ordre de votre gouvernement, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement suédois s'engage, sous réserve d'un engagement équivalent de la part du Gouvernement suisse, à accorder aux ressortissants suisses résidant en Suède le droit de bénéficier sous les mêmes conditions que les ressortissants suédois des prestations d'assurance des caisses de chômage subventionnées par l'Etat.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement suisse, de son côté, s'engage à accorder aux ressortissants suédois résidant en Suisse le droit de bénéficier sous les mêmes conditions que les ressortissants suisses, des prestations d'assurance des caisses de chômage reconnues par la Confédération suisse.

Le Gouvernement suisse accepte la proposition de considérer votre lettre précitée et la présente lettre comme servant à constater l'arrangement intervenu entre les deux gouvernements et qui restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an à compter de la date de sa dénonciation par l'une des Parties.

Département fédéral de l'Economie publique :

(Signé) OBRECHT.

Monsieur N. E. de Ihre,
Chargé d'Affaires p. i. de Suède,
Berne.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 août 1936.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

FEDERAL DEPARTMENT
OF PUBLIC ECONOMY.

BERNE, *July 25th*, 1936.

SIR,

In your letter of to-day's date, acting on instructions from your Government, you were good enough to inform me that the Swedish Government agrees, provided that the Swiss Government gives an equivalent undertaking, to grant to Swiss nationals residing in Sweden the right to receive, under the same conditions as Swedish nationals, the insurance benefits payable by the unemployment funds subsidised by the State.

In reply, I have the honour to inform you that the Swiss Government for its part agrees to grant to Swedish nationals residing in Switzerland the right to receive, under the same conditions as Swiss nationals, the insurance benefits payable by the unemployment funds recognised by the Swiss Confederation.

The Swiss Government accepts the proposal that your letter above mentioned and the present letter should serve to constitute the Agreement concluded between the two Governments, which will remain in force until the expiry of one year after the date of denunciation by either of the Parties.

Federal Department of Political Economy :
(*Signed*) OBRECHT.

Monsieur N. E. de Ihre,
Acting Swedish Chargé d'Affaires,
Berne.

N° 3960.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Convention pour l'exécution réciproque des jugements en matière civile et commerciale, avec annexe et protocole. Signés à Paris, le 18 janvier 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Convention providing for the Reciprocal Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters, with Annex and Protocol. Signed at Paris, January 18th, 1934.

No. 3960. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FRANCE PROVIDING FOR THE RECIPROCAL ENFORCEMENT OF JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT PARIS, JANUARY 18TH, 1934.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place August 26th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous to provide on the basis of reciprocity for the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as the Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Lord TYRRELL OF AVON (G.C.M.G., K.C.B., K.C.V.O.), His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Paris ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. PAUL-BONCOUR, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I. — GENERAL.

Article I.

In this Convention :

§ 1. The words " His Majesty " shall mean His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India.

§ 2. The words " territory of one (or of the other) High Contracting Party " mean :

(a) On the part of His Majesty, the United Kingdom (England and Wales, Scotland and Northern Ireland), and any territories to which the Convention may be applicable by reason of extensions under Article 11 or accessions under Article 13, and

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, May 16th, 1936.
Came into force June 16th, 1936.

N^o 3960. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA FRANCE POUR L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES JUGEMENTS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A PARIS, LE 18 JANVIER 1934.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 août 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE désirant assurer sur la base de la réciprocité l'exécution des jugements en matières civile et commerciale, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Son Excellence lord TYRRELL OF AVON (G.C.M.G., K.C.B., K.C.V.O.), ambassadeur de Sa Majesté à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. PAUL-BONCOUR, ministre des Affaires étrangères de la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

TITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Dans la présente convention :

§ 1. Les mots « Sa Majesté » désignent Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes.

§ 2. Les mots « Territoires de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » désignent :

a) En ce qui concerne Sa Majesté, le Royaume-Uni (l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande du Nord) ainsi que tout territoire sur lequel la convention sera étendue par application des dispositions des articles 11 ou 13 ; et

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 16 mai 1936.
Entrée en vigueur le 16 juin 1936.

(b) On the part of the President of the French Republic, the metropolitan territory of France (including the adjacent islands and Corsica), and any territories to which the Convention may be applicable by reason of extensions under Article 12.

§ 3. The words "superior court" mean :

(a) In the case of the United Kingdom, the House of Lords, and for England and Wales the Supreme Court of Judicature (Court of Appeal and High Court of Justice) and the Courts of Chancery of the Counties Palatine of Lancaster and Durham ; for Scotland the Court of Session ; and for Northern Ireland the Supreme Court of Judicature ; and

(b) In the case of France, la Cour de Cassation, les Cours d'Appel, les Tribunaux de première instance et les Tribunaux de commerce, and in the case of judgments for the payment of compensation to a "partie civile" in criminal proceedings, les Tribunaux correctionnels and les Cours d'Assises. All other courts in these territories shall be deemed to be "inferior courts" for the purpose of this Convention.

§ 4. The word "judgment" means any decision of a court however described (judgment order and the like) by which the rights of the parties are finally determined ; and does not include (in particular) provisional, interlocutory or preparatory judgments.

§ 5. The words "original court" mean in relation to any judgment the court by which such judgment was given : and the words "court applied to" the court in which it is sought to obtain recognition of a judgment or to which an application for the registration of a judgment or for the grant of an exequatur is made.

§ 6. The words "judgment debtor" mean the person against whom the judgment was given in the original court and include, where necessary, any person against whom such judgment is enforceable : and the words "judgment creditor" mean the person in whose favour the judgment was given and include, where necessary, any other person entitled to avail himself of the judgment.

Article 2.

§ 1. The High Contracting Parties agree that judgments pronounced after the date of the entry into force of the present Convention by a superior court in the territory of one High Contracting Party shall, whatever the nationality of the judgment creditor or debtor, be recognised and enforced in the territory of the other in the cases and upon the conditions laid down in Articles 3-8 of the present Convention.

§ 2. The provisions of the present Convention only apply to judgments in civil and commercial matters, including judgments for the payment of a sum of money as compensation upon the claim of an injured party appearing as "partie civile" in criminal proceedings.

§ 3. Nevertheless the provisions of the present Convention do not apply :

(a) To judgments given on appeal from inferior courts ;

(b) To judgments given in matters of status or family law (including judgments in matrimonial causes or concerning the pecuniary relations between the spouses as such) ; to judgments in matters of succession or administration of estates of deceased persons ; or judgments in bankruptcy proceedings or proceedings relating to the winding up of companies or other bodies corporate.

§ 4. It is understood that nothing in the present Convention shall be deemed to preclude the recognition and enforcement in the territory of one High Contracting Party, in accordance with the municipal law for the time being in force in the country concerned, of judgments pronounced by any court in the territory of the other High Contracting Party, being judgments to which the present Convention does not apply, or judgments given in circumstances where the provisions of the present Convention do not require such recognition or enforcement.

b) En ce qui concerne la République française, le territoire métropolitain de la France, y compris la Corse et les îles adjacentes, et tout territoire auquel la convention aura été étendue par application des dispositions de l'article 12.

§ 3. Les mots « tribunaux supérieurs » désignent :

a) Pour le Royaume-Uni the House of Lords, et pour l'Angleterre et le Pays de Galles the Supreme Court of Judicature (Court of Appeal and High Court of Justice), the Courts of Chancery of the Counties Palatine of Lancaster and Durham ; pour l'Ecosse the Court of Session et pour l'Irlande du Nord the Supreme Court of Judicature ; et

b) Pour la France : la Cour de cassation, les Cours d'appel, les Tribunaux de première instance et les Tribunaux de commerce, et, en cas de condamnation à des réparations au profit des parties civiles par les juridictions criminelles, les Tribunaux correctionnels et les Cours d'assises. Tous les autres tribunaux seront, au sens de la présente convention, des « tribunaux inférieurs ».

§ 4. Le mot « jugement » désigne toute décision d'un tribunal quelle que soit son appellation (jugement, arrêt, ordonnance, etc.) fixant les droits des parties sur le fond même du procès, à l'exclusion notamment de tous jugements provisoires, préparatoires ou interlocutoires.

§ 5. Les mots « tribunal d'origine » désignent le tribunal qui a rendu le jugement. Les mots « tribunal requis » désignent le tribunal auquel on demande de reconnaître au jugement l'autorité de la chose jugée ou auquel est soumise une demande d'enregistrement ou d'exequatur.

§ 6. Les mots « partie perdante » désignent toute personne contre laquelle le jugement a été rendu par le tribunal d'origine, et comprennent, le cas échéant, toute autre personne contre laquelle le jugement peut être exécuté ; les mots « partie gagnante » désignent toute personne au profit de laquelle le jugement a été rendu par le tribunal d'origine, et comprennent, le cas échéant, toute autre personne qui peut se prévaloir du jugement.

Article 2.

§ 1. Les Hautes Parties contractantes conviennent que les jugements rendus, après la date de la mise en vigueur de la présente convention, par les tribunaux supérieurs siégeant sur le territoire de l'une d'elles, seront sur le territoire de l'autre, quelle que soit la nationalité de la partie perdante ou de la partie gagnante, reconnus comme ayant l'autorité de la chose jugée et rendus exécutoires dans les cas et sous les conditions indiquées aux articles 3-8 de la présente convention.

§ 2. Les dispositions de la présente convention s'appliquent exclusivement aux jugements rendus en matières civile ou commerciale et aux jugements en matière criminelle condamnant au paiement d'une somme d'argent au profit d'une partie civile pour réparation d'un préjudice.

§ 3. Toutefois les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas :

a) Aux décisions rendues sur appel des jugements des tribunaux inférieurs ;

b) Aux jugements rendus en matière de statut personnel (état et capacité de personnes), de droit de famille (y compris les jugements en matière matrimoniale ou relatifs aux rapports pécuniaires entre époux), de successions et testaments, de faillites, de liquidations de sociétés, associations ou autres personnes morales.

§ 4. Il est entendu que rien dans la présente convention ne doit être interprété comme interdisant de reconnaître l'autorité de la chose jugée ou d'accorder la force exécutoire sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes conformément aux dispositions de la loi en vigueur sur ce territoire à des jugements prononcés par les tribunaux de l'autre, et non visés par la présente convention ou pour lesquels on ne peut invoquer les dispositions de la présente convention.

CHAPTER II. — RECOGNITION.

Article 3.

§ 1. The judgments referred to in Article 2 pronounced by a court in the territory of one High Contracting Party, shall be recognised in the courts of the territory of the other in all cases where no objection to the judgment can be established on any of the grounds hereinafter enumerated ; that is to say, unless :

(a) The jurisdiction of the original court is not recognised under the rules of Private International Law with regard to jurisdiction observed by the court applied to ;

(b) The judgment was given by default and the judgment debtor satisfies the court applied to that the defendant in the proceedings before the original court did not actually acquire knowledge of the proceedings in sufficient time to act upon it, whether or not such notice was served in accordance with the law of the country of the original court ;

(c) The judgment is one which, for reasons of public policy, cannot be recognised by the court applied to, including cases where the judgment :

(i) Is in respect of a cause of action which had already, as between the same parties, formed the subject of another judgment which is recognised under the law of the court applied to as final and conclusive ;

(ii) Has, in the opinion of the court applied to, been obtained by the fraud of any of the parties ;

(iii) Was given against a person, defendant in the proceedings before the original court who, in the opinion of the court applied to, under the rules of public international law was entitled to immunity from the jurisdiction of the original court ;

(iv) Is sought to be enforced against a person who is entitled to immunity from the jurisdiction of the court applied to under the rules of public international law ;

(d) The judgment debtor satisfies the court applied to that proceedings by way of appeal, opposition or setting aside have been instituted against the judgment in the country of the original court. It is understood that, if such proceedings have not been actually instituted, but the time for lodging an appeal, opposition or application to set aside has not expired under the law of the country of the original court, the court applied to may, if it thinks fit, adjourn its decision on the recognition of the judgment so as to allow the judgment debtor a reasonable opportunity of instituting such proceedings.

§ 2. It is understood that recognition shall not be refused merely on the ground that the original court has applied, in the choice of the system of law applicable to the case, rules of Private International Law different from those observed by the court applied to.

§ 3. For the purposes of the present Convention, the recognition of a judgment means that such judgment shall be treated as conclusive as to the matter thereby adjudicated upon in any further action as between the parties (judgment creditor and judgment debtor) and as to such matter shall constitute a defence in a further action between them in respect of the same cause of action.

Article 4.

§ 1. Notwithstanding the provisions of Article 3, § 1 (a), and without prejudice to the provisions of paragraphs 2 and 3 of this Article, the original court shall be recognised as possessing jurisdiction in all cases :

(a) Where the judgment debtor was in respect of the matter which is the subject of the judgment a plaintiff (including a plaintiff by intervention) or counter-claimant in the proceedings in the original court ;

(b) Where the judgment debtor, being a defendant in the proceedings in the original court, submitted to the jurisdiction by voluntarily appearing in the proceedings. It is

TITRE II. — RECONNAISSANCE DE L'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE.

Article 3.

§ 1. Les jugements visés à l'article 2 rendus par les tribunaux de l'une des Hautes Parties contractantes seront reconnus comme ayant l'autorité de la chose jugée par les tribunaux de l'autre dans les cas où l'on ne pourrait opposer à ces jugements des moyens tirés des dispositions suivantes :

a) Le tribunal d'origine n'était pas compétent, d'après les règles du droit international privé en vigueur dans le pays du tribunal requis ;

b) Le jugement a été rendu par défaut et la partie perdante prouve que le défendeur devant le tribunal d'origine n'a pas eu connaissance de l'action intentée contre lui en temps utile pour pouvoir y répondre, même si la procédure suivie a été légale et valable d'après la loi du pays du tribunal d'origine ;

c) Le jugement est contraire à l'ordre public dans le pays du tribunal requis ; il en sera ainsi notamment dans les cas suivants :

(i) Le jugement se rapporte à un litige qui a déjà fait l'objet entre les mêmes parties d'un jugement ayant dans le pays du tribunal requis l'autorité de la chose jugée ;

(ii) Le tribunal requis estime que le jugement a été obtenu par des manœuvres frauduleuses de l'une ou l'autre partie ;

(iii) Le tribunal requis estime que la partie perdante défenderesse devant le tribunal d'origine n'était pas d'après les règles du droit international public justiciable du tribunal d'origine et n'avait pas accepté sa juridiction ;

(iv) La partie perdante n'est pas, d'après les règles du droit international public, justiciable du tribunal requis.

d) La partie perdante prouve qu'il a été fait appel ou opposition ou qu'il a été introduit un recours contre le jugement dans le pays du tribunal d'origine. Il est entendu que si les délais impartis par la loi du pays du tribunal d'origine pour engager ces procédures ne sont pas expirés, le tribunal requis, s'il le juge opportun, peut ne pas reconnaître immédiatement au jugement l'autorité de la chose jugée et donner à la partie perdante un délai raisonnable pour engager les procédures d'appel, opposition ou autres recours.

§ 2. Il est entendu que la reconnaissance de l'autorité de la chose jugée ne sera pas refusée pour le seul motif que le tribunal d'origine, pour déterminer la loi applicable dans l'espèce, a appliqué des règles de droit international privé autres que celles suivies dans le pays du tribunal requis.

§ 3. Il est entendu que la reconnaissance de l'autorité de la chose jugée au sens de la présente convention signifie que le dispositif du jugement a valeur obligatoire entre les parties (partie gagnante et partie perdante) et peut être opposé par elles comme une exception à toute nouvelle action intentée entre les mêmes parties sur le même objet et pour la même cause.

Article 4.

§ 1. Nonobstant les dispositions de l'article 3, § 1 *a)*, et sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, le tribunal d'origine sera considéré comme compétent dans les cas suivants :

a) Si la partie perdante était demanderesse principale, reconventionnelle ou par intervention devant le tribunal d'origine ;

b) Si la partie perdante défenderesse devant le tribunal d'origine a comparu volontairement devant ce tribunal. Il est entendu que les mots « comparu volontairement »

understood that the expression "voluntarily appearing in the proceedings" does not include an appearance merely for the purpose of protecting property situated within the jurisdiction of the original court from seizure, or of obtaining the release of property seized or for the purpose of contesting the jurisdiction of the original court;

(c) Where the judgment debtor, being a defendant in the proceedings in the original court, had before the commencement of the proceedings concluded a valid agreement to submit to the jurisdiction of the courts of the country of the original court or of the original court in respect of the subject matter of the proceedings;

(d) Where the judgment debtor, being a defendant in the original court, was, at the time when the proceedings were instituted, resident in the country of the original court, or, being a company or other body corporate, had its head office in the country of the original court;

(e) Where the judgment debtor, being a defendant in the original court, had, within the country of the original court, either a business or commercial establishment or a branch office, and the proceedings were in respect of a transaction effected through, or at, such establishment or branch office.

Nevertheless the jurisdiction of the original court need not be recognised in the cases referred to in sub-paragraphs (d) and (e) above, if the judgment debtor satisfies the court applied to that the bringing of the proceedings in the original court was contrary to a valid agreement between the parties under which the dispute in question was to be settled otherwise than by proceedings in the original court.

§ 2. The provisions of paragraph 1 of this Article do not apply to judgments where the subject matter of the proceedings is immovable property, nor to judgments *in rem* in respect of movable property. Nevertheless in these cases the jurisdiction of the original court shall be recognised if such property was situated in the country of the original court at the time of the commencement of the proceedings in the original court.

§ 3. Recognition of the jurisdiction of the original court shall not be refused on the ground that the original court had no jurisdiction under the law of its own country, if, under the law of the country of the original court, the judgment is conclusive until set aside.

CHAPTER III. — EXECUTION OF JUDGMENTS.

Article 5.

§ 1. The judgments referred to in Article 2 of the courts in the territory of one High Contracting Party shall be enforced in the territory of the other in the manner provided in Articles 6-8 of this chapter of the present Convention provided that the following conditions are fulfilled:

(a) They are capable of being executed in the country of the original court;

(b) A definite sum of money is made payable thereby, other than a sum of money payable for any form of taxation, State or Municipal, or for any form of penalty;

(c) None of the objections set out in the preceding chapter to the recognition of the judgment can be established.

2. Where a judgment is rendered enforceable the costs recoverable under the judgment shall also be enforceable. Nevertheless the court applied to may on the application of the judgment debtor limit the amount of the costs to a sum equal to 10 per cent. of the sum for which the judgment is rendered enforceable.

Article 6.

§ 1. In order that any judgment of a superior court in the territory of the French Republic should be enforced in the United Kingdom, an application for its registration, accompanied by a

ne visent pas le cas où la comparution a eu pour unique objet de s'opposer à la saisie de biens ou d'obtenir la mainlevée de cette saisie ou pour contester la compétence du tribunal d'origine ;

c) Si la partie perdante défenderesse devant le tribunal d'origine avait, avant que l'action ne fût entamée, valablement souscrit un engagement tendant à soumettre la contestation objet du procès aux tribunaux du pays du tribunal d'origine ou à ce tribunal lui-même ;

d) Si la partie perdante défenderesse devant le tribunal d'origine avait, au moment où l'action a été intentée, une résidence habituelle dans le pays du tribunal d'origine, ou lorsqu'il s'agit d'une société, si elle avait son siège social effectif dans ce pays ;

e) Si la partie perdante défenderesse devant le tribunal d'origine avait dans le pays de ce tribunal soit un établissement d'affaires ou de commerce, soit une succursale, et si la contestation concerne une affaire traitée à cet établissement ou succursale ou par son intermédiaire.

Toutefois, la compétence du tribunal d'origine ne sera pas reconnue dans les cas indiqués aux paragraphes d) et e) ci-dessus si la partie perdante prouve au tribunal requis que l'action a été entamée devant le tribunal d'origine contrairement à un engagement valable spécifiant entre les parties un autre mode de règlement de la contestation.

§ 2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux jugements en matière de propriété immobilière ou aux jugements « *in rem* » relatifs à la propriété mobilière. Toutefois, dans ces cas, la compétence du tribunal d'origine sera reconnue si les biens immobiliers ou mobiliers se trouvaient situés dans le pays de ce tribunal au moment où l'action a été engagée.

§ 3. On ne pourra contester la compétence du tribunal d'origine pour le motif qu'il était incompétent d'après la loi de son pays, si d'après cette dernière loi, le jugement a l'autorité de la chose jugée.

TITRE III. — EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

Article 5.

§ 1. Seront sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes rendus exécutoires de la manière indiquée aux articles 6 à 8 du présent titre les jugements émanant des tribunaux de l'autre Haute Partie contractante visés à l'article 2 :

- a) S'ils sont susceptibles d'exécution dans le pays du tribunal d'origine ;
- b) S'ils condamnent au paiement d'une somme d'argent déterminée, à l'exception des jugements condamnant au paiement d'impôts, d'Etat ou autres, ou d'amendes ;
- c) S'ils sont susceptibles d'obtenir la reconnaissance de la chose jugée conformément aux dispositions du titre précédent.

§ 2. En accordant force exécutoire à un jugement, le tribunal requis donnera, à la demande de la partie gagnante, force exécutoire à la condamnation aux dépens prononcée par le tribunal d'origine ; toutefois il pourra, à la demande de la partie perdante, limiter le montant de cette condamnation à 10 pour cent de la somme pour laquelle force exécutoire est accordée au jugement.

Article 6.

§ 1. Pour obtenir l'exécution dans le Royaume-Uni d'un jugement émanant d'un tribunal supérieur français, il faut présenter une demande en vue de l'« enregistrement » (*registration*) de

certified copy of the judgment issued by the original court, including the reasons therefor and full particulars as regards the proceedings, should be made :

- (a) In England and Wales, to the High Court of Justice ;
- (b) In Scotland to the Court of Session, and
- (c) In Northern Ireland to the Supreme Court of Judicature in accordance with the procedure of the court applied to.

§ 2. A judgment bearing the executory formula prescribed by French law shall, in the absence of proof to the contrary, be deemed to be capable of execution in France within the meaning of Article 5, § 1 (a). The formula at present in use is that set out in the Annex to the present Convention.

§ 3. If such application is made in respect of a judgment fulfilling the conditions laid down in Article 5, registration shall be granted, unless :

- (a) The judgment debt has been wholly satisfied, or
- (b) The right to enforce the judgment is not vested in the person by whom the application is made.

Article 7.

§ 1. In order that any judgment of a court in the territory of His Majesty should be enforced in France it is necessary that an application for the grant of an exequatur accompanied by a certified copy of the judgment issued by the original court, including full particulars as regards the proceedings and the causes of action in respect of which it was given, should, in accordance with the procedure of the court applied to, be duly made in France to the Tribunal of First Instance in whose jurisdiction the judgment debtor has his principal establishment (*domicile*) or any other tribunal competent by French law.

§ 2. Any judgment in respect of which a certified copy has been issued by the original court shall be deemed to have been a judgment which was capable of execution in the country of the original court at the time the certificate was issued.

§ 3. If such application is made in respect of a judgment fulfilling the conditions laid down in Article 5, an exequatur shall be granted unless :

- (a) The judgment debt has been wholly satisfied ;
- (b) The right to enforce the judgment is not vested in the person by whom the application is made.

Article 8.

§ 1. Where any judgment has been registered under Article 6, or where an exequatur has been granted in respect of a judgment under Article 7, such judgments shall, as from the date of registration or grant of exequatur, be as regards all questions relating to its execution in the country of the court applied to of the same effect as if it had been a judgment originally given by the court applied to at the date of the registration or of the grant of the exequatur ; and the court applied to shall have the same control and jurisdiction over the execution of the judgment as it has over the execution of similar judgments given by itself.

§ 2. Any copy of any judgment certified by the original court and attested with its seal, shall be accepted without the necessity of further legalisation, but translations of the documents may be required certified in the manner required by the procedure of the court applied to.

§ 3. While the procedure for the registration of a judgment under Article 6 and the procedure for the grant of an exequatur to a judgment under Article 7 is regulated by the procedure of the country of the court applied to, it is the common intention of the High Contracting Parties that

ce jugement accompagnée de la copie intégrale certifiée conforme de ce document. Cette copie, délivrée par le tribunal d'origine, contiendra toutes indications sur la procédure suivie et reproduira les motifs de la décision. La demande doit être présentée dans les formes exigées devant le tribunal requis :

- a) Pour l'Angleterre et le Pays de Galles à la « *High Court of Justice* » ;
- b) Pour l'Écosse à la « *Court of Session* » ;
- c) Pour l'Irlande du Nord à la « *Supreme Court of Judicature* ».

§ 2. Un jugement revêtu de la formule exécutoire conformément aux prescriptions de la loi française, est, en l'absence de preuve contraire, considéré comme susceptible d'exécution dans le pays où il a été rendu au sens de l'article 5, § 1 a). La formule actuellement employée est celle reproduite en annexe à la présente convention.

§ 3. Quand une demande aura été introduite au sujet d'un jugement remplissant les conditions prévues à l'article 5, l'enregistrement sera accordé, sauf dans les cas suivants :

- a) Si les obligations pécuniaires résultant du jugement sont complètement éteintes ;
- b) Si la personne qui demande l'enregistrement n'a pas qualité pour le faire.

Article 7.

§ 1. Pour obtenir l'exécution en France d'un jugement émanant d'un tribunal supérieur d'un territoire de Sa Majesté il faut introduire une demande, accompagnée d'une copie certifiée du jugement ; cette copie délivrée par le tribunal d'origine contiendra toutes indications sur la procédure suivie et reproduira les motifs de la décision. La demande sera introduite dans les formes exigées par la loi française devant le tribunal de première instance du lieu du domicile de la partie perdante ou devant tout autre tribunal compétent d'après la loi française.

§ 2. Tout jugement dont une copie certifiée conforme a été délivrée par le tribunal d'origine sera considéré comme un jugement susceptible d'exécution dans le pays du tribunal d'origine à la date où la copie a été délivrée.

§ 3. Quand une demande aura été introduite au sujet d'un jugement remplissant les conditions prévues à l'article 5, l'exequatur sera accordé sauf dans les cas suivants :

- a) Si les obligations pécuniaires résultant du jugement sont complètement éteintes ;
- b) Si la personne qui demande l'exequatur n'a pas qualité pour le faire.

Article 8.

§ 1. Quand un jugement a été enregistré conformément aux dispositions de l'article 6 ou a été revêtu de l'exequatur conformément aux dispositions de l'article 7, il produira à partir de la date de l'enregistrement ou de l'obtention de l'exequatur, et en ce qui concerne les mesures d'exécution, les mêmes effets que s'il avait été rendu par le tribunal requis à la date de l'enregistrement ou de l'obtention de l'exequatur. Ce dernier tribunal aura compétence pour exercer tout contrôle sur l'exécution du jugement comme il peut le faire sur les jugements émanant de lui.

§ 2. Toute copie certifiée conforme par le tribunal d'origine et munie de son sceau ou de son cachet sera dispensée de légalisation.

Une traduction des documents produits devant le tribunal requis et certifiée conforme selon les prescriptions de la loi du pays de ce tribunal peut être exigée par lui.

§ 3. Bien que les procédures visées aux articles 6 et 7 soient réglées par la loi du tribunal requis, il est dans l'intention des Hautes Parties contractantes que ces procédures soient aussi simples et aussi rapides que possible.

such procedure should be made as simple and rapid as possible. No deposit by way of security for costs or *cautio judicatum solvi* shall be required of any person making application for such registration, or for the grant of an exequatur.

§ 4. A period of not less than six years, unless the law of the court applied to allows a longer period, running from the date of the judgment of the original court, if no proceedings have been taken against the judgment in the country of the original court or from the date of the judgment given in last instance if such proceedings have been taken, shall be allowed by the court applied to for the purpose of making any application for registration or the grant of exequatur.

§ 5. It is understood :

(i) That, if it is found by the court applied to that the judgment, whose enforcement is sought by registration under Article 6 or by the grant of an exequatur under Article 7, has been partly but not wholly satisfied by payment, registration or exequatur shall be granted in respect of the unpaid balance provided that the judgment is otherwise one which would be enforceable under the provisions of this Convention ;

(ii) That if it is found by the court applied to that a judgment, whose enforcement is sought by registration under Article 6 or by grant of exequatur under Article 7, is one under which sums of money are payable in respect of different heads of claim and that reasons for the refusal of the registration or exequatur exist in respect of some, but not of all, the grounds of claim, registration or exequatur shall be granted in respect of the sums of money due under those portions of the judgment to the enforcement of which no objection under the provisions of this Convention is established ;

(iii) That, if under a judgment a sum of money is payable, which is expressed in a currency other than that of the country of the court applied to, the law of the country of the court applied to shall determine if, and if so in what manner and in what circumstances, the amount payable under the judgment may or shall be converted into the currency of the country of the court applied to for the purposes of the satisfaction or enforcement of the judgment debt.

§ 6. When granting registration or exequatur the court applied to shall, if so requested by the proper party, include the amount due by way of interest up to the date of the grant of registration or exequatur. If the interest due on the claim up to the date of the judgment has been determined in the judgment of the original court, and a certificate emanating from the original court is produced, specifying the rate of interest due in accordance with the law of the country of the original court, upon the sum for which the judgment is given, the court applied to shall follow the indications so given in determining the amount of the interest. If this is not the case, the party claiming interest may prove what is the sum due under the law of the original court by way of interest on the claim which forms the subject of the judgment. As from the date of registration or exequatur, interest shall be allowed at 4 per cent. on the total sum (principal and interest) in respect of which registration or exequatur is granted.

CHAPTER IV. — FINAL PROVISIONS.

Article 9.

The High Contracting Parties agree that any difficulties which may arise in connexion with the interpretation or application of this Convention shall be settled through the diplomatic channel. It is, however, understood that the decisions of their respective courts cannot be reopened.

Article 10.

The present Convention, of which the English and French texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in Paris. The Convention shall come

Aucun dépôt pour garantir le remboursement des frais ni caution *judicatum solvi* ne pourra être exigé en cas de demande d'enregistrement ou d'exequatur.

§ 4. La demande d'enregistrement ou d'exequatur à moins que la loi du pays requis n'accorde des délais plus longs pourra être faite pendant un délai minimum de six ans commençant soit du jour où le jugement a été rendu, soit du jour où a été rendu l'arrêt mettant fin à toute procédure dans le cas où un recours aurait été introduit contre la décision de première instance.

§ 5. Il est entendu :

(i) Que si les obligations pécuniaires résultant du jugement pour lequel on demande l'enregistrement en vertu de l'article 6 ou l'exequatur en vertu de l'article 7 ne sont que partiellement éteintes, l'enregistrement ou l'exequatur sera accordé pour les sommes qui seraient encore dues et sous réserve que le jugement remplira les conditions indiquées dans la présente convention ;

(ii) Que si le jugement dont l'enregistrement ou l'exequatur sont demandés en vertu des articles 6 ou 7 condamne au paiement de sommes d'argent dues à divers titres et que pour certains chefs de condamnation il y a des motifs obligeant à refuser l'enregistrement ou l'exequatur le tribunal requis devra accorder l'enregistrement ou l'exequatur à l'égard des chefs de condamnations contre lesquels on ne peut invoquer des exceptions tirées des dispositions de la présente convention.

(iii) Que si, d'après le jugement, la somme d'argent à payer est exprimée dans une monnaie autre que celle du pays du tribunal requis, la loi de ce pays déterminera si, et de quelle façon, cette somme sera convertie dans la monnaie du pays du tribunal requis de manière à satisfaire aux obligations résultant du jugement.

§ 6. Dans le jugement accordant l'enregistrement ou l'exequatur, le tribunal requis, sur la demande d'une des parties, comprendra la somme due à titre d'intérêt jusqu'à la date de l'octroi de l'enregistrement ou de l'exequatur. Si le tribunal d'origine a lui-même déjà fixé les intérêts dus jusqu'à la date de son jugement, et, s'il est produit un certificat émanant de lui, indiquant à quel taux les intérêts doivent être calculés depuis cette date d'après la loi de son pays, le tribunal requis sera tenu par ces déclarations pour la fixation du montant des intérêts. Dans le cas contraire la partie, qui réclame les intérêts, devra prouver quelle somme est due à ce titre d'après la loi du pays du tribunal d'origine.

A partir de la date de l'enregistrement ou de l'exequatur, la totalité (principal et intérêts), des sommes déterminées dans le jugement accordant l'enregistrement ou l'exequatur portera intérêt de droit à 4 pour cent.

TITRE IV. — DISPOSITIONS FINALES.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que toutes les difficultés qui s'élèveront entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique. Il est entendu qu'il ne pourra être porté atteinte aux décisions des tribunaux des deux Hautes Parties contractantes.

Article 10.

La présente convention, dont les textes anglais et français font également foi, sera soumise à ratification. Les ratifications seront échangées à Paris. La convention produira effet un mois

into force one month after the date on which ratifications are exchanged, and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other, not less than six months before the expiration of the said period of three years, of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 11.

§ 1. His Majesty may, by a notification given through his Ambassador at Paris, at any time while the Convention is in force under Article 10, and provided that an agreement has been concluded by an exchange of notes on the points mentioned in paragraph 2 of this Article, extend the operation of this Convention to the Channel Islands, the Isle of Man, any of his colonies, overseas territories or protectorates, or any territories under his suzerainty, or any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by his Government in the United Kingdom.

§ 2. Prior to any notification of extension in respect of any territory under the preceding paragraph, an agreement shall be concluded between the High Contracting Parties by an exchange of notes as to the courts of the territory concerned, which shall be deemed to be "superior courts" for the purposes of this Convention, and the courts to which application for registration of any judgment shall be made.

§ 3. The date of the coming into force of any extension under this Article shall be three months from the date of the notification given under the first paragraph of this Article.

§ 4. Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph 1 of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

§ 5. The termination of the Convention under Article 10 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph 1 of this Article.

Article 12.

§ 1. The French Government may, by a notification given through the Ambassador of the French Republic in London at any time while the Convention is in force under Article 10, and provided that an agreement has been concluded by an exchange of notes on the points mentioned in paragraph 2 of this Article, extend the operation of this Convention to Algeria, any colonies or protectorates of the French Republic or any mandated territories administered by the French Government.

§ 2. Prior to any notification of extension in respect of any territory under the preceding paragraph, an agreement shall be concluded between the High Contracting Parties by an exchange of notes as to the courts of the territory concerned, which shall be deemed to be "superior courts" for the purposes of this Convention, and the courts to which application for the grant of exequatur in respect of any judgment or order shall be made.

§ 3. The provisions of paragraphs 3, 4 and 5 of the preceding Article shall apply to any territories to which this Convention has been extended under paragraph 1 of this Article.

Article 13.

§ 1. The High Contracting Parties agree that His Majesty may at any time while the present Convention is in force, either under Article 10 or by virtue of any accession under this Article, and

après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a avisé l'autre par la voie diplomatique, au moins six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, de son intention de mettre fin à la convention, celle-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura fait connaître son intention d'y mettre fin.

Article 11.

§ 1. Sa Majesté pourra, en tout temps, tant que la convention sera en vigueur en vertu de l'article 10, et à condition qu'un accord ait été préalablement conclu par un échange de notes au sujet des points mentionnés au paragraphe 2 du présent article, étendre, par une notification donnée par l'entremise de son Ambassadeur à Paris, l'application de la présente convention aux îles de la Manche, à l'île de Man, à ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sous sa suzeraineté ou territoires sous mandat dont le mandat est exercé par son gouvernement dans le Royaume-Uni.

§ 2. Avant qu'il soit procédé à la notification de l'extension à un territoire en vertu du paragraphe précédent, les Hautes Parties contractantes concluront un arrangement par échange de notes indiquant les tribunaux du territoire qui seront considérés comme tribunaux supérieurs au sens de la présente convention et ceux auxquels devront être adressées les demandes d'enregistrement.

§ 3. La convention entrera en vigueur sur le nouveau territoire trois mois après la date de la notification indiquée au paragraphe 1.

§ 4. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de l'extension de la présente convention à l'un quelconque des territoires visés au paragraphe 1 du présent article, mettre fin à cette extension en donnant par la voie diplomatique un préavis de dénonciation de six mois.

§ 5. Sauf convention contraire et expresse entre les deux Hautes Parties contractantes, la dénonciation de la convention, conformément à l'article 10, y mettra fin *ipso facto*, en ce qui concerne tous territoires auxquels son application aura été étendue conformément au paragraphe 1 du présent article.

Article 12.

§ 1. Le Gouvernement français peut, à tout moment, par une notification donnée par l'entremise de l'Ambassadeur de la République française à Londres pendant la durée de la convention, et à condition qu'un accord ait été préalablement conclu par un échange de notes au sujet des points mentionnés au paragraphe 2 du présent article, étendre l'application de la présente convention à l'Algérie, aux colonies, aux pays sous protectorat français ou sous mandat administrés par le Gouvernement français.

§ 2. Avant qu'il soit procédé à la notification de l'extension à un des territoires désignés au paragraphe précédent, les Hautes Parties contractantes devront conclure un arrangement par échange de notes pour déterminer quels tribunaux du territoire seront considérés comme supérieurs au sens de la présente convention et ceux devant lesquels devront être introduites les demandes d'exequatur.

§ 3. Les dispositions des paragraphes 3, 4 et 5 de l'article précédent s'appliquent aux territoires auxquels la présente convention a été étendue en vertu du paragraphe 1 du présent article.

Article 13.

§ 1. Tant que la présente convention sera en vigueur, soit en vertu de l'article 10, soit en vertu d'une adhésion donnée conformément au présent article, et à condition qu'un accord ait été

provided that an agreement has been first concluded by an exchange of notes on the points mentioned in paragraph 2 of this Article, by a notification given through the diplomatic channel accede to the present Convention in respect of any Member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time, when the President of the French Republic has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies.

§ 2. Prior to any notification of accession under the preceding paragraph, an agreement shall be concluded between the High Contracting Parties by an exchange of notes as to courts of the country concerned which shall be deemed to be "superior courts" for the purposes of this Convention, and the courts to which an application for the registration of a judgment shall be made.

§ 3. Any such accession shall take effect three months after the date of its notification.

§ 4. After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph 1 of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 10 shall not affect its application to any such country.

§ 5. Any notification of accession under paragraph 1 of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph 4 shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and French texts, both of which are equally authentic, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, the eighteenth day of January, 1934.

(L. S.) TYRRELL OF AVON.

ANNEX.

(See Article 6, Paragraph 2.)

THE EXECUTORY FORMULA PRESCRIBED BY FRENCH LAW.

The text of the executory formula at present in force is laid down by a decree of the 2nd September, 1871, which reads as follows: "Article 2. Les expéditions des jugements, arrêts, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée, seront intitulées ainsi qu'il suit :

" République française. Au nom du peuple français. "

Et terminées par la formule suivante :

" En conséquence, le Président de la République française mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit arrêt (ou ledit jugement, etc.) à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

" En foi de quoi le présent arrêt (ou jugement, etc.) a été signé par "

préalablement conclu par un échange de notes au sujet des points mentionnés au paragraphe 2 du présent article, Sa Majesté pourra, à tout moment, adhérer, par une notification donnée par la voie diplomatique, à la présente convention pour l'un des membres du Commonwealth britannique dont le gouvernement désire cette accession, mais aucune notification d'adhésion ne pourra être donnée à aucun moment lorsque le Président de la République française aura notifié la dénonciation pour tous les territoires de Sa Majesté auxquels la convention s'applique.

§ 2. Avant qu'il soit procédé à la notification d'une adhésion conformément aux dispositions du paragraphe précédent, les Hautes Parties contractantes devront conclure un arrangement par échange de notes déterminant quels tribunaux du pays seront considérés comme tribunaux supérieurs au sens de la présente convention et ceux auxquels devront être adressées les demandes d'enregistrement.

§ 3. L'accession prendra effet trois mois après la date de sa notification.

§ 4. Après l'expiration d'un délai de trois ans, à compter de la date de l'entrée en vigueur d'une adhésion donnée en vertu du paragraphe 1 du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en donnant par la voie diplomatique un préavis de dénonciation de six mois, mettre fin à l'application de la présente convention en ce qui concerne chaque pays pour lequel une notification d'adhésion aura été donnée. La dénonciation de la convention en vertu de l'article 10 ne produira pas effet à l'égard des pays visés au présent article.

§ 5. Toute notification d'adhésion en vertu du paragraphe 1 du présent article pourra comprendre toute dépendance ou tout territoire sous mandat administré par le gouvernement du pays pour lequel cette notification d'adhésion est donnée, et toute notification de dénonciation pour ce pays, faite en vertu du paragraphe 4, s'appliquera à toute dépendance ou tout territoire sous mandat qui aura été compris dans la notification d'adhésion pour ce pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention dont les textes français et anglais ont la même valeur et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire le 18 janvier 1934.

(L. S.) PAUL-BONCOUR.

ANNEXE

(Voir article 6, § 2.)

FORMULE EXÉCUTOIRE.

Décret du 2 septembre 1871.

Article 2.

Les expéditions des jugements, arrêts, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée, seront intitulées ainsi qu'il suit :

« République française. Au nom du peuple français. »

Et terminées par la formule suivante :

« En conséquence, le Président de la République française mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit arrêt (ou ledit jugement, etc.) à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

« En foi de quoi le présent arrêt (ou jugement, etc.) a été signé par . »

PROTOCOL.

The undersigned Plenipotentiaries, at the moment of signing the Convention between His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic relating to the Reciprocal Enforcement of Judgments, declare that it is understood that nothing in Article 4 of the said Convention shall be deemed to oblige the French courts to recognise the jurisdiction of a court in the territory of His Majesty in cases relating to contracts of assurance in the cases covered by :

1. The law of the 2nd January, 1902, relating to jurisdiction in the matter of assurance.
2. Articles 3 and 84 of the law of the 13th July, 1930, relating to contracts of assurance.

This Protocol forms an integral part of the Convention to which it refers.

Done at Paris, the eighteenth of January, 1934.

(L. S.) TYRRELL OF AVON.

PROTOCOLE

Les plénipotentiaires soussignés, au moment de signer la convention entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et le Président de la République française, concernant l'exécution réciproque des jugements, déclarent qu'il est entendu que rien dans l'article 4 de ladite convention ne sera considéré comme obligeant les tribunaux français à reconnaître la compétence d'un tribunal du territoire de Sa Majesté dans des affaires relatives à des contrats d'assurance, dans les cas visés :

1. A la loi du 2 janvier 1902, relative à la compétence en matière d'assurances.
2. Aux articles 3 et 84 de la loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance.

Le présent protocole fait partie intégrante de la convention à laquelle il se rapporte.

Fait à Paris, le 18 janvier 1934.

(L. S.) PAUL-BONCOUR.

N° 3961.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
FRANCE, INDE, PAYS-BAS
ET SIAM**

Accord pour la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc, signé à Londres, le 7 mai 1934, et protocoles modifiant cet accord, signés à Londres, les 27 juin 1935, 22 mai 1936 et 5 février 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
FRANCE, INDIA,
THE NETHERLANDS
AND SIAM**

Agreement to regulate Production and Export of Rubber, signed at London, May 7th, 1934, and Protocols amending this Agreement, signed at London, June 27th, 1935, May 22nd, 1936, and February 5th, 1937.

No. 3961. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF FRANCE, THE UNITED KINGDOM, INDIA, THE NETHERLANDS AND SIAM TO REGULATE PRODUCTION AND EXPORT OF RUBBER. SIGNED AT LONDON, MAY 7TH, 1934.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place August 26th, 1936.

THE GOVERNMENTS OF THE FRENCH REPUBLIC, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (hereinafter referred to as the Government of the United Kingdom), INDIA, THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS and THE KINGDOM OF SIAM ;

Considering that it is necessary and advisable that steps should be taken to regulate the production and export of rubber in and from producing countries with the object of reducing existing world stocks to a normal figure and adjusting in an orderly manner supply to demand and maintaining a fair and equitable price level which will be reasonably remunerative to efficient producers, and being desirous of concluding an Agreement for this purpose ;

Have accordingly agreed as follows :

Article 1.

The obligations under this Agreement of the Government of the French Republic apply to French Indo-China ; those of the Government of the United Kingdom to Ceylon, the Federated Malay States, the Unfederated Malay States, the Straits Settlements, the State of North Borneo, Brunei and Sarawak ; those of the Government of India to India (including Burma) ; those of the Government of the Kingdom of the Netherlands to the Netherlands Indies ; and those of the Government of the Kingdom of Siam to Siam.

Article 2.

For the purposes of this Agreement :

(a) " Basic quotas " means the quotas referred to in Article 4 (a).

(b) " International Rubber Regulation Committee " means the Committee referred to in Article 15.

(c) " Control Year " means any calendar year during the continuance of this Agreement, or in the case of the year 1934, the portion of that year between the date of the coming into force of the Regulation under Article 3 (b) and the 31st December, 1934.

¹ Came into force May 7th, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3961. — ACCORD ² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA FRANCE, DU ROYAUME-UNI, DE L'INDE, DES PAYS-BAS ET DU SIAM POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORTATION DU CAOUTCHOUC. SIGNÉ A LONDRES, LE 7 MAI 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 août 1936.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (désigné ci-dessous comme le Gouvernement du Royaume-Uni), DE L'INDE, DU ROYAUME DES PAYS-BAS et DU ROYAUME DE SIAM ;

Considérant qu'il est nécessaire et recommandable que des mesures soient prises pour régulariser la production et l'exportation du caoutchouc des différents pays producteurs dans le but de réduire à un chiffre normal les stocks mondiaux existant actuellement, d'équilibrer d'une façon méthodique l'offre et la demande et de maintenir les prix à un niveau juste, équitable et raisonnablement rémunérateur pour des producteurs bien organisés, et désirant conclure un accord dans ce but, sont, en conséquence, convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les obligations définies par le présent accord s'appliquent, pour le Gouvernement de la République française, à l'Indochine française ; pour le Gouvernement du Royaume-Uni, à Ceylan, aux Etats malais fédérés, aux Etats malais non fédérés, aux Etablissements du Détroit, à l'Etat du Bornéo du Nord, à Brunei et Sarawak ; pour le Gouvernement de l'Inde, à l'Inde y compris la Birmanie ; pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, aux Indes néerlandaises ; pour le Gouvernement du Royaume de Siam, au Siam.

Article 2.

Dans le texte ci-dessous :

a) « Potentiels de base » signifie : les potentiels de production dont il est question à l'article 4 a) ;

b) « Comité international de réglementation du caoutchouc » signifie : le comité international de réglementation dont il est question à l'article 15 ;

c) « Année de contrôle » signifie : une quelconque des années durant lesquelles la réglementation sera appliquée et, en ce qui concerne l'année 1934, la partie de cette année comprise entre la date à partir de laquelle la réglementation entrera en vigueur, conformément à l'article 3, paragraphe b), et le 31 décembre 1934 ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 7 mai 1934.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(d) "Rubber plant" means and includes plants, trees, shrubs or vines of any of the following :

- (A) *Hevea Braziliensis* (Para Rubber).
- (B) *Manihot Glaziovii* (Ceara Rubber).
- (C) *Castilloa elastica*.
- (D) *Ficus elastica* (Rambong).
- (E) Any other plant which the International Rubber Regulation Committee may decide is a rubber plant for the purpose of this Regulation.

(e) "Rubber" includes (a) rubber prepared from the leaves, bark or latex of any rubber plant and the latex of any rubber plant, whether fluid or coagulated, in any stage of the treatment to which it is subjected during the process of conversion into rubber, and latex in any state of concentration ; and (b) all articles and things manufactured wholly or partly of rubber.

(f) "Replanting" or "replant" means planting during the period of the Regulation more than thirty rubber plants on any acre, or seventy-five rubber plants on any hectare of any area carrying rubber plants at the date the Regulation becomes operative.

(g) "Net exports" means the difference between the total imports of rubber into a territory during a period and the total exports of rubber out of that territory during the same period, provided that, notwithstanding the meaning attached to "rubber" elsewhere in this Agreement, imports or re-exports of articles and things manufactured wholly or partly of rubber and rubber consumed in the country of production shall not be included in arriving at net exports.

(h) "Owner" means and includes the proprietor, occupier or person in the possession or in charge of a holding or such person as is, in the opinion of the Government concerned, the Manager or Agent of or entitled to act for or on behalf of such proprietor, occupier or person.

(i) "Holding" means land on which rubber plants are grown which is in the ownership, possession or occupation or is being worked by or under the control of the owner.

(j) "Person", unless the context otherwise requires includes a company, corporation, partnership or other body whether corporate or not.

Article 3.

(a) The contracting Governments undertake to take such measures as may be necessary to maintain and enforce in their respective territories, as defined in Article 1, the regulation and control of the production, export and import of rubber as laid down in Articles 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12 and 13 of this Agreement, hereinafter referred to as "the Regulation".

(b) The said Regulation shall come into operation on the 1st day of June, 1934, and shall remain in force until the 31st of December, 1938, as a minimum period.

(c) Not more than twelve calendar months and not less than nine calendar months prior to the 31st December, 1938, the International Rubber Regulation Committee shall make a recommendation to the contracting Governments as to the continuation or otherwise of the regulation. The recommendation, if in favour of continuation, may suggest amendments to the regulation and include proposals relating to the other provisions of this Agreement.

(d) Each contracting Government shall signify to the International Rubber Regulation Committee and to the other contracting Governments its acceptance or rejection of the recommendation referred to in the immediately preceding paragraph within three calendar months after the date of the receipt of such recommendation.

d) « Plante à caoutchouc » signifie et comprend les plantes, arbustes, buissons ou lianes des espèces suivantes :

A) *Hevea Braziliensis* (Para Rubber) ;

B) *Manihot Glaziovii* (Ceara Rubber) ;

C) *Castilloa elastica* ;

D) *Ficus elastica* (Rambong) ;

E) Toute autre plante que le Comité international de réglementation du caoutchouc décidera devoir être considérée, en ce qui concerne l'application de la réglementation, comme étant une plante à caoutchouc ;

e) « Caoutchouc » signifie : *a)* tout caoutchouc préparé provenant des feuilles, écorces ou latex de toute plante à caoutchouc ainsi que le latex de toute plante à caoutchouc, liquide ou coagulé, à n'importe quel stade du traitement auquel ce latex est soumis au cours de sa transformation en caoutchouc, ainsi que le latex concentré ou non quelle qu'en soit la concentration, *b)* tous les articles ou objets fabriqués entièrement ou partiellement avec du caoutchouc ;

f) « Replanter » signifie : planter pendant la période de réglementation plus de trente arbres à caoutchouc par acre (ou 75 arbres à caoutchouc par hectare) sur toute surface plantée en caoutchouc à la date où la réglementation entrera en vigueur ;

g) « Quantité nette exportée » signifie : la différence entre la totalité du caoutchouc importé dans un territoire pendant une certaine période et la totalité du caoutchouc exporté de ce territoire pendant la même période, étant bien entendu que malgré le sens attaché au mot « caoutchouc » dans le présent accord, les importations et les réexportations d'articles ou d'objets manufacturés partiellement ou complètement en caoutchouc, ainsi que le caoutchouc consommé dans le pays de production, ne seront pas inclus dans la détermination des quantités nettes exportées ;

h) « Possesseur » signifie et comprend : le propriétaire, l'occupant ou toute personne en possession ou en charge d'une propriété ou telle personne qui, pour le gouvernement intéressé, est considérée comme chargée de la direction de l'entreprise ou comme l'agent du propriétaire ou occupant, et qui est habilitée à agir en son nom ;

i) « Domaine » signifie : le terrain sur lequel des arbres et plantes à caoutchouc sont plantés, quel que soit le mode de tenure et l'occupant ;

j) Par « personne », on entend (à moins que le texte ne stipule autrement) toute compagnie, corporation, association ou groupement de personnes.

Article 3.

a) Les Gouvernements contractants s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en vigueur et pour maintenir dans leurs territoires respectifs, tels qu'ils sont définis à l'article premier, la réglementation et le contrôle de la production, de l'exportation et de l'importation du caoutchouc dans les conditions définies aux articles 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 du présent accord, qui est désigné ci-après comme étant « la réglementation » ;

b) La réglementation entrera en vigueur le 1^{er} juin 1934 et restera en vigueur pendant une période minimum prenant fin le 31 décembre 1938 ;

c) Dans un délai qui ne devra pas être supérieur à douze mois ni inférieur à neuf mois avant le 31 décembre 1938, le Comité international de réglementation adressera aux Gouvernements contractants une recommandation concernant la continuation ou la cessation de la présente réglementation. La recommandation pourra, si elle est en faveur de la continuation, suggérer des amendements à la réglementation et contenir des propositions relatives aux autres dispositions du présent accord ;

d) Chaque Gouvernement contractant fera connaître au Comité international de réglementation et aux autres Gouvernements contractants s'il accepte ou rejette la recommandation ci-dessus dans un délai de trois mois après avoir reçu ladite recommandation ;

(e) If the said recommendation is accepted by all the contracting Governments, the contracting Governments undertake to take such measures as may be necessary to carry out the said recommendation. The Government of the United Kingdom shall in this event draw up and communicate to all the other contracting Governments a declaration certifying the terms of the said recommendation and its acceptance by all the contracting Governments.

(f) If the said recommendation is not accepted by all the contracting Governments, the Government of the United Kingdom may of its own motion, and shall, if requested by any other contracting Government, convoke a conference of the contracting Governments to consider the situation.

(g) Unless a recommendation to continue the Regulation is accepted under paragraphs (d) and (e) above, or unless an agreement for continuation is concluded between the contracting Governments at the conference referred to in paragraph (f) above, the Regulation and all the obligations arising out of this Agreement shall terminate on the 31st December, 1938. If at the conference referred to in paragraph (f) above an agreement for continuation is concluded between some but not all of the contracting Governments, the Regulation and all the obligations arising out of this Agreement shall terminate on the 31st December, 1938, in respect of any contracting Government not a party to the agreement for continuation.

Article 4.

In the case of the Straits Settlements, the Federated Malay States, and the Unfederated Malay States and Brunei (which shall be deemed to constitute a single group of territories for this purpose), and of the Netherlands Indies, Ceylon, India (including Burma), the State of North Borneo, Sarawak and Siam, the exports of rubber from the territory shall be regulated in accordance with the following provisions :

(a) The following annual quantities in tons of 2,240 English pounds dry rubber shall be adopted as basic quotas for each territory or group of territories for the control years specified :

	1934	1935	1936	1937	1938
	Tons	Tons	Tons	Tons	Tons
Straits Settlements, Federated Malay States, Unfederated Malay States and Brunei . . .	$\frac{7}{12}$ of 504,000	538,000	569,000	589,000	602,000
Netherlands India . . .	$\frac{7}{12}$ of 352,000	400,000	443,000	467,000	485,000
Ceylon	$\frac{7}{12}$ of 77,500	79,000	80,000	81,000	82,500
India	$\frac{7}{12}$ of 6,850	8,250	9,000	9,000	9,250
Burma	$\frac{7}{12}$ of 5,150	6,750	8,000	9,000	9,250
State of North Borneo . . .	$\frac{7}{12}$ of 12,000	13,000	14,000	15,500	16,500
Sarawak	$\frac{7}{12}$ of 24,000	28,000	30,000	31,500	32,000
Siam	$\frac{7}{12}$ of 15,000	15,000	15,000	15,000	15,000

(b) The International Rubber Regulation Committee shall fix from time to time for each territory or group of territories a percentage of the basic quota. Except in the case of Siam, the percentage of the basic quota fixed by the International Rubber Regulation Committee shall be the same for each territory or group of territories. In the case of Siam, the percentage of the basic quota for that territory shall not be less than 50 % for the year 1934, than 75 % for the year 1935, than 85 % for the year 1936, than 90 % for the year 1937, and 100 % for the year 1938.

(c) In each control year the quantity of rubber, which is equivalent to the percentage so fixed of the basic quotas of each territory or group of territories, constitutes for that

e) Si ladite recommandation est acceptée par tous les Gouvernements contractants; ceux-ci s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour appliquer ladite recommandation. Le Gouvernement du Royaume-Uni devra, dans ce cas, rédiger et communiquer à tous les autres Gouvernements contractants une déclaration certifiant les termes de ladite recommandation et son acceptation par tous les Gouvernements contractants ;

f) Si ladite recommandation n'est pas acceptée par tous les autres Gouvernements contractants, le Gouvernement du Royaume-Uni pourra, de sa propre initiative, ou devra, s'il en est requis par tout autre Gouvernement contractant, convoquer une conférence des Gouvernements contractants pour examiner la situation ;

g) A moins qu'une recommandation de continuer la réglementation ne soit acceptée, conformément aux paragraphes d) et e) ci-dessus, ou à moins qu'un accord relatif à la continuation ne soit conclu entre les Gouvernements contractants à la suite de la conférence visée au paragraphe f) ci-dessus, la réglementation et toutes les obligations qui en dérivent prendront fin le 31 décembre 1938. Si, à la conférence visée au paragraphe f) ci-dessus, un accord relatif à la continuation est conclu entre certains, mais non entre tous les Gouvernements contractants, la réglementation et les obligations qui en résultent prendront fin à la date du 31 décembre 1938 en ce qui concerne tout gouvernement qui n'aura pas accepté de continuer la réglementation.

Article 4.

En ce qui concerne les Etablissements du Détroit, les Etats malais fédérés, les Etats malais non fédérés et Brunei (qui seront considérés, à ce point de vue, comme formant un même groupe de territoires) et en ce qui concerne les Indes néerlandaises, Ceylan, l'Inde (y compris la Birmanie), l'Etat du Bornéo du Nord, Sarawak et le Siam, les exportations de caoutchouc seront réglées conformément aux dispositions suivantes :

a) Chaque territoire ou groupe de territoires adoptera comme potentiel de base, pour chaque année de contrôle, les quantités suivantes exprimées en tonnes de 2.240 livres anglaises de caoutchouc sec :

	1934	1935	1936	1937	1938
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Etablissement du Détroit	$\frac{7}{12}$ de 504.000	538.000	569.000	589.000	602.000
Etats malais fédérés,	$\frac{7}{12}$ de 352.000	400.000	443.000	467.000	485.000
Etats malais non fédérés et Brunei	$\frac{7}{12}$ de 77.500	79.000	80.000	81.000	82.500
Indes néerlandaises	$\frac{7}{12}$ de 6.850	8.250	9.000	9.000	9.250
Ceylan	$\frac{7}{12}$ de 5.150	6.750	8.000	9.000	9.250
Inde	$\frac{7}{12}$ de 12.000	13.000	14.000	15.000	16.500
Birmanie	$\frac{7}{12}$ de 24.000	28.000	30.000	31.500	32.000
Etat du Bornéo du Nord	$\frac{7}{12}$ de 15.000	15.000	15.000	15.000	15.000
Sarawak					
Siam					

b) Le Comité international de réglementation fixera de temps à autre pour chaque territoire ou groupe de territoires un pourcentage du potentiel de base. Sauf pour le Siam, le pourcentage fixé par le Comité international de réglementation sera le même pour chaque territoire ou groupe de territoires. En ce qui concerne le Siam, le pourcentage ne sera pas inférieur à : 50 % pour l'année 1934 ; 75 % pour l'année 1935 ; 85 % pour l'année 1936 ; 90 % pour l'année 1937 ; 100 % pour l'année 1938 ;

c) Pour chaque année de contrôle, la quantité de caoutchouc équivalente au pourcentage ainsi fixé du potentiel de base de chaque territoire ou groupe de territoires

territory or group of territories the " permissible exportable amount " for such territory or group of territories.

Article 5.

The net exports of rubber from each territory or group of territories shall be limited to the " permissible exportable amount " ;

Provided that (1) in any control year the net exports may be permitted to exceed the " permissible exportable amount " by a quantity not greater than 5 % of that amount but, if the " permissible exportable amount " is exceeded in any year, the net exports for the immediately following control year shall be limited to the " permissible exportable amount " for such year less the amount of such excess for the previous year ;

(2) If any territory or group of territories has exported in any control year less than its " permissible exportable amount ", the net exports from such territories or group of territories for the immediately following year may be permitted to exceed the " permissible exportable amount " for such year by an amount equal to the deficiency below the " permissible exportable amount " for the previous year if such deficiency was not more than 12 % of such " permissible exportable amount " or equal to 12 % of such " permissible exportable amount " if the deficiency exceeded 12 % ;

(3) In the case of the group of territories comprising the Straits Settlements, the Federated Malay States and the Unfederated Malay States and Brunei, the obligations arising under this Article may be executed (a) by controlling the actual production of rubber on the islands of Singapore and Penang (parts of the Straits Settlements), and (b) by controlling the exports of rubber from the remainder of this group of territories in such a manner that the total of the production of rubber during the control year in question in Singapore and Penang, together with the net exports of rubber during the said year from the remainder of the group of territories, shall not exceed the amount of the " permissible exportable amount " for the whole group of territories.

(4) For the purpose of the preceding proviso and of the provisions of Articles 9, 10 and 13 below, the entry of rubber from the remainder of the group into Singapore or Penang, or *vice versa*, shall be deemed to be an export or import as the case may be.

Article 6.

In the case of French Indo-China, the Administration (i) shall maintain a complete record of all rubber leaving the territory and will establish such control as is necessary for this purpose, and (ii) on the happening of the events specified in paragraphs (a) or (b) below, shall cause the quantities of rubber specified in those paragraphs (taken in conjunction with paragraphs (c) and (d)) to be delivered to the order of the International Rubber Regulation Committee in accordance with the provisions of paragraph (e) below :

(a) If in any control year the total quantity of rubber leaving French Indo-China for any part of the world shall exceed 30,000 tons (of 2,240 English pounds), but shall be less than the total quantity of unmanufactured rubber entering and retained in France in that year, a quantity of rubber shall be delivered equivalent to 10 % of the amount by which the total quantity of rubber leaving French Indo-China exceeds 30,000 tons.

(b) If in any control year the total quantity of rubber leaving French Indo-China exceeds the total quantity of unmanufactured rubber entering and retained in France in that year, a quantity of rubber shall be delivered equivalent to 10 % of the difference between 30,000 tons and the amount of the retained quantity aforesaid together with an additional quantity corresponding to a percentage of the difference between the total quantity of unmanufactured rubber entering and retained in France, and the total

constituera pour chaque territoire ou groupe de territoires le « quantum exportable autorisé » pour ledit territoire ou groupe de territoires.

Article 5.

Les exportations nettes de caoutchouc d'un territoire ou groupe de territoires devront être limitées au « quantum exportable autorisé », sous les réserves suivantes :

1^o On ne considérera pas qu'il y a eu violation de la réglementation si les exportations nettes d'un des territoires participants excèdent, dans une quelconque des années de contrôle, le « quantum exportable autorisé » de moins de 5 %. Mais, dans ce cas, le « quantum exportable autorisé » pour l'année suivante, par le territoire considéré, devra être diminué de l'excédent exporté dans l'année précédente ;

2^o Si un territoire ou groupe de territoires participants a exporté, dans une quelconque des années de contrôle, moins que la quantité qu'il était autorisé à exporter, il pourra être autorisé à compenser ce déficit dans l'année de contrôle suivante sans que, toutefois, la quantité supplémentaire qu'il sera autorisé à exporter puisse être supérieure à 12 % de la quantité qu'il aurait été autorisé à exporter au cours de l'année de contrôle durant laquelle le déficit s'est produit ;

3^o En ce qui concerne le groupe de territoires comprenant les Etablissements du Détroit, les Etats malais fédérés et les Etats malais non fédérés et Brunei, les obligations résultant du présent article seront exécutées : *a*) en contrôlant la production effective de caoutchouc dans les îles de Singapour et Penang, qui font partie des Etablissements du Détroit ; *b*) en contrôlant les exportations de caoutchouc des autres parties de ce groupe de territoires, de telle manière que la production totale de caoutchouc, pendant l'année de contrôle considérée, à Singapour et Penang, jointe aux exportations nettes provenant des autres parties dudit groupe de territoires, n'excède pas le « quantum exportable autorisé » pour l'ensemble du groupe de territoires ;

4^o Pour l'application de la disposition ci-dessus et des dispositions inscrites aux articles 9, 10 et 13 ci-dessous, les entrées à Singapour et Penang de caoutchouc provenant des autres parties du groupe de territoires et *vice versa* seront considérées, selon le cas, comme des exportations ou des importations.

Article 6.

En ce qui concerne l'Indochine française, l'administration devra : 1^o établir un état complet de tout le caoutchouc exporté hors de son territoire et prendre, à ce sujet, les mesures de contrôle nécessaires ; 2^o dans chacun des cas prévus aux paragraphes *a*) et *b*) ci-dessous, faire délivrer à l'ordre du Comité international de réglementation les quantités de caoutchouc spécifiées dans ces deux paragraphes et dans les paragraphes *c*) et *d*), conformément aux dispositions du paragraphe *e*) ci-dessous :

a) Si, dans une quelconque des années de contrôle, la quantité totale de caoutchouc exportée de l'Indochine française, quelle qu'en soit la destination, excède 30.000 tonnes (de 2.240 livres anglaises), mais est inférieure à la quantité totale de caoutchouc non manufacturé importée et retenue en France dans la même année, la quantité de caoutchouc qui devra être délivrée (au Comité international de réglementation) doit être équivalente à 10 % de la quantité par laquelle les exportations totales de l'Indochine française dépassent 30.000 tonnes ;

b) Si, dans une quelconque des années de contrôle, la quantité totale de caoutchouc sortie de l'Indochine française excède la quantité totale de caoutchouc non manufacturé entrée et retenue en France dans cette même année, la quantité de caoutchouc qui devra être délivrée (au Comité international de réglementation) doit être équivalente à 10 % de la différence entre 30.000 tonnes et la quantité nette de caoutchouc importée et retenue en France pendant cette même année, plus une quantité additionnelle correspondant à

quantity of rubber leaving French Indo-China for any part of the world during that year, such percentage being the average percentage of reduction of basic quotas which shall have been applied in that year in the territories specified in Article 4, excluding Siam.

(c) The quantities above mentioned or referred to shall be reduced for the control year ending the 31st December, 1934, to 7/12ths of those quantities.

(d) Provided, however, that the quantity of rubber to be delivered by French Indo-China in any control year shall not exceed a quantity equal to the percentage of the total quantity of rubber leaving French Indo-China corresponding to the average percentage of reduction of the basic quotas which shall have been applied in that year in the territories specified in Article 4, excluding Siam.

(e) The quantities of rubber referred to in paragraphs (a) and (b) above (taken in conjunction with paragraphs (c) and (d)) shall be notified to and agreed with the International Rubber Regulation Committee and delivered free of cost and all charges in the form of Singapore standard sheets or Singapore standard crêpe, to the order of the International Rubber Regulation Committee in Singapore (or any other port or place selected by the International Rubber Regulation Committee) within three months after the expiration of the control year in question.

Article 7.

The International Rubber Regulation Committee may dispose of all rubber delivered in accordance with the provisions of the preceding Article in such manner as it shall deem to be most beneficial to the objects which are envisaged in the provisions of the present Convention.

Article 8.

The provisions of Articles 9, 10, 11, 12, 13 and 14 below apply to all the territories specified in Article 1 unless the contrary is expressly stated.

Article 9.

The exportation of rubber from a territory or group of territories shall be prohibited under penalties that will be effectively deterrent, unless such rubber is accompanied by a certificate of origin duly authenticated by an official duly empowered for this purpose by the Administration of the territory or group. The penalties which may be imposed for this offence shall include (a) the destruction, and (b) the confiscation of the rubber. This Article does not apply to the islands of Singapore and Penang.

Article 10.

The importation of rubber into a territory or group of territories shall be prohibited, under penalties that will be effectively deterrent, unless such rubber is accompanied by a certificate of origin duly authenticated by a competent official of the Administration of the territory or group of origin. The penalties which may be imposed for this offence shall include (a) the destruction, and (b) the confiscation of the rubber.

un pourcentage de la différence entre la quantité totale de caoutchouc non manufacturé importée et retenue en France d'une part et, d'autre part, la quantité totale de caoutchouc exportée de l'Indochine française sur toutes destinations durant ladite année. Ce pourcentage est le pourcentage moyen de réduction des potentiels de base appliqué au cours de l'année aux territoires participants indiqués à l'article 4, à l'exception du Siam ;

c) Les quantités qui sont mentionnées ou auxquelles il est fait allusion ci-dessus seront réduites en ce qui concerne l'année de contrôle 1934 aux sept douzièmes de ces quantités ;

d) Il est bien entendu que la quantité de caoutchouc qui devra être délivrée par l'Indochine française dans une quelconque des années de contrôle ne devra pas excéder celle qui serait obtenue en appliquant aux exportations totales de l'Indochine française un pourcentage égal au pourcentage moyen de réduction des potentiels de base qui aura été appliqué la même année dans les territoires indiqués à l'article 4, à l'exclusion du Siam ;

e) Les quantités de caoutchouc visées aux paragraphes *a)* et *b)*, compte tenu des dispositions des paragraphes *c)* et *d)* ci-dessus, devront être notifiées au Comité international de réglementation et arrêtées d'accord avec lui. Elles seront livrées en feuilles ou en crêpe standard Singapour, tous frais payés à l'ordre du Comité international de réglementation, à Singapour, ou dans tout autre port ou place choisi par lui, dans un délai de trois mois après l'expiration de l'année de contrôle considérée.

Article 7.

Le Comité international de réglementation du caoutchouc pourra disposer de tout le caoutchouc qui lui sera délivré conformément aux dispositions du précédent article, de la façon qui lui paraîtra la meilleure pour atteindre les buts qui ont été envisagés dans la présente convention.

Article 8.

Les dispositions des articles 9, 10, 11, 12, 13 et 14 ci-dessous s'appliquent à tous les territoires visés à l'article premier, à moins qu'une disposition contraire ne soit expressément spécifiée.

Article 9.

L'exportation du caoutchouc d'un territoire ou d'un groupe de territoires devra être interdite par des sanctions pénales de nature à décourager toute fraude, à moins que ce caoutchouc ne soit accompagné d'un certificat d'origine dûment certifié par un fonctionnaire investi par l'administration du territoire ou du groupe de territoires intéressé des pouvoirs nécessaires. Parmi les pénalités dont seront passibles les personnes coupables d'infraction à cette règle, devront figurer : *a)* la destruction, et *b)* la confiscation du caoutchouc. Cet article ne s'applique pas aux îles de Singapour et de Penang.

Article 10.

L'importation du caoutchouc dans un territoire ou un groupe de territoires sera interdite par des sanctions pénales de nature à décourager toute fraude, à moins que ce caoutchouc ne soit accompagné d'un certificat d'origine dûment certifié par un fonctionnaire compétent de l'administration du territoire ou du groupe de territoires d'origine. Parmi les pénalités dont seront passibles les personnes coupables d'infraction à cette règle, devront figurer : *a)* la destruction, et *b)* la confiscation du caoutchouc.

Article 11.

(a) Every owner shall be prohibited, under penalties that shall be effectively deterrent, from having in his possession or under his control within a territory or group of territories at any time stocks of rubber exceeding 20 % of the quantity of rubber wholly grown and produced and removed from his holding during the preceding twelve months, or, alternatively, a quantity equivalent to twice the amount he is entitled to export during any month.

(b) The total of all other stocks of rubber in the territory shall be limited to a quantity not exceeding 12 ½ % of its " permissible exportable amount " for the control year.

(c) The preceding provisions of this Article do not apply to French Indo-China, India (including Burma), the islands of Singapore or Penang, Sarawak or Siam, but in India (including Burma), Sarawak and Siam the stocks of rubber shall be limited to normal proportions having regard to the amount of rubber internally consumed.

Article 12.

(a) Except as provided in paragraphs (b) and (c) of this Article, the planting of rubber plants during the period of the Regulation shall be prohibited absolutely under penalties that shall be effectively deterrent, such penalties including the compulsory eradication and destruction at the expense of the owner of the plants so planted.

(b) In Siam the planting of an area not exceeding in the aggregate 31,000 acres may be permitted.

(c) In all territories :

(i) The planting of small areas for exclusively experimental purposes may be permitted provided that during the period of the Regulation the total area of such permitted plantings in any territory or group of territories shall not exceed the equivalent of one-quarter of 1 % of that territory's or group's ascertained total area planted at the date of commencement of the Regulation.

(ii) The limited replanting of areas at present carrying rubber plants may be permitted upon the following conditions : An owner who desires to replant part of his holding shall be obliged first to notify the Administration of the territory or group of territories of his intention to replant and to give such particulars of the proposed replanting as may be required by the Administration, and he may then be permitted to replant in any control year to the extent set out in such particulars an area not exceeding 10 % of the total planted area of his holding in the territory or group of territories at the date of commencement of the Regulation, provided that the aggregate of the areas so replanted during the minimum period of the Regulation (specified in Article 3 (b)) shall not exceed 20 % of such total planted area of his holding.

Article 13.

The exportation from the territory or group of territories of any leaves, flowers, seeds, buds, twigs, branches, roots or any living portion of the rubber plant that may be used to propagate it shall be prohibited under penalties that shall be effectively deterrent.

Article 14.

The contracting Governments and the Administrations of the territories or group of territories to which the present Agreement applies will co-operate with each other to prevent smuggling evasions and other abuses of the Regulation.

Article 11.

a) Il sera interdit à tout possesseur d'un domaine, sous peine de sanctions suffisamment sévères pour décourager la fraude, d'avoir en sa possession ou sous son contrôle à un moment quelconque, dans un territoire ou un groupe de territoires, des stocks de caoutchouc excédant 20 % de la quantité totale de caoutchouc récoltée, produite et sortie de son domaine pendant les douze mois précédents, ou une quantité équivalente au double de la quantité qu'il est autorisé à exporter par mois ;

b) Le total de tous les autres stocks de caoutchouc existant dans le territoire considéré devra être limité à 12,5 % au maximum du « quantum exportable autorisé » pour l'année de contrôle en cours ;

c) Les dispositions précédentes de cet article ne s'appliquent pas à l'Indochine française, à l'Inde (y compris la Birmanie), aux îles de Singapour et Penang, à Sarawak et au Siam. Toutefois, dans l'Inde (y compris la Birmanie), à Sarawak et au Siam, les stocks de caoutchouc seront limités à des proportions normales en tenant compte des quantités de caoutchouc consommées dans le pays.

Article 12.

a) Sauf dans les cas prévus aux paragraphes b) et c) du présent article, la plantation d'arbres ou de plantes à caoutchouc pendant la période de réglementation sera absolument interdite sous peine de sanctions suffisantes et qui pourront aller jusqu'à l'obligation d'arracher ou de détruire les arbres plantés aux frais du possesseur du domaine ;

b) Au Siam, la plantation d'une superficie ne dépassant pas au total 31.000 acres peut être autorisée ;

c) Dans tous les territoires :

1^o La plantation de petites superficies, dans un but exclusif d'expérimentation, peut être autorisée à la condition que pendant la période de réglementation, la superficie totale ainsi plantée, dans chaque territoire ou groupe de territoires, n'excède pas 1/4 % de la totalité des terres plantées en caoutchouc dans le territoire ou groupe de territoires au début de la réglementation.

2^o La replantation limitée des superficies actuellement plantées en caoutchouc peut être autorisée sous les conditions suivantes : le possesseur d'un domaine qui désire en replanter une partie devra d'abord notifier son intention à l'administration du territoire ou du groupe de territoires intéressé et donner, à ce sujet, tous les renseignements qui pourront être requis par l'administration. Il pourra alors être autorisé à replanter, au cours d'une année de contrôle et dans les conditions qu'il aura indiquées, une superficie ne dépassant pas 10 % de la superficie totale plantée de son domaine dans le territoire ou groupe de territoires au début de la réglementation, pourvu que les surfaces totales ainsi replantées pendant la période minimum de réglementation telle qu'elle est spécifiée à l'article 3, paragraphe b), n'excèdent pas au total 20 % de la superficie totale plantée de son domaine.

Article 13.

L'exportation, d'un territoire ou d'un groupe de territoires, de feuilles, fleurs, graines, greffes, branches, racines ou toute autre partie vivante de plantes à caoutchouc qui pourrait servir à propager la culture de ces plantes, sera interdite sous peine de sanctions qui devront être effectives.

Article 14.

Les Gouvernements contractants et les administrations des territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord coopéreront les uns avec les autres afin de prévenir la contrebande ou toutes autres atteintes à la réglementation.

Article 15.

(a) An International Committee, to be designated "The International Rubber Regulation Committee", shall be constituted as soon as possible.

(b) The said Committee shall be composed of delegations representing the territories or groups of territories to which the present Agreement applies, and the numbers of the respective delegations and the numbers of the persons who may be nominated as substitutes to replace members of delegations who are absent shall be as follows :

	Members	Substitute Members
(1) Straits Settlements, Federated Malay States, Unfederated Malay States, Brunei	4	2
(2) Netherlands India	3	2
(3) Ceylon	2	1
(4) India, including Burma	1	1
(5) French Indo-China	1	1
(6) State of North Borneo	1	1
(7) Sarawak	1	1
(8) Siam	1	1

(c) The Government of the United Kingdom shall be informed as soon as possible by the other contracting Governments of the persons first designated as members of delegations representing their respective territories. All subsequent changes in the membership of delegations shall be notified by communications addressed to the Chairman of the Committee.

(d) The Government of the United Kingdom will convoke the first meeting of the Committee as soon as possible, and may do so when the members of six delegations have been designated.

(e) The principal office of the Committee shall be in London and its meetings shall be held in London. The Committee shall make such arrangements as may be necessary for office accommodation and may appoint and pay such officers and staff as may be required. The remuneration and expenses of members of delegations shall be defrayed entirely by the Governments by whom they are designated.

(f) The proceedings of the Committee shall be conducted in English.

(g) The Committee shall at its first meeting elect its Chairman and Vice-Chairman.

(h) The Chairman and Vice-Chairman shall not be members of the same delegation.

(i) Meetings shall be convened by the Chairman, or in his absence by the Vice-Chairman. Not more than three calendar months shall elapse between any two consecutive meetings. An extraordinary meeting shall be convened at any time at the request of any delegation within seven days of the receipt of the request by the Chairman.

(j) The Committee shall perform the functions specifically entrusted to it under Articles 3 (c), 4 (b), 6, 7, 17 and 18 of this Agreement, and shall, in addition, collect and publish such statistical information and make such other recommendations to Governments relevant to the subject-matter of this Agreement as may seem desirable, in particular with reference to the disposal of any rubber which may come into the ownership of any Government as the result of the carrying out of Articles 9 and 10 of this Agreement. The Committee shall do all such other lawful things as may be necessary, incidental or conducive to the carrying out of its functions, and give such publicity to its actions as it may deem necessary or desirable.

(k) Each delegation shall vote as one unit. In case of delegations composed of more than one member, the name of the member entitled to exercise the vote shall be communicated in case of the first meeting of the Committee to the Government of the United Kingdom and thereafter to the Chairman of the Committee. The voting member may in case of absence, by communication to the Chairman, nominate another member to act for him.

Article 15.

a) Un comité international désigné sous le nom de « Comité international de réglementation du caoutchouc » sera constitué aussitôt que possible.

b) Ledit comité sera composé de délégations représentant les territoires ou groupes de territoires auxquels s'applique le présent accord, et le nombre des membres des délégations respectives ainsi que le nombre des personnes qui pourront être nommées comme suppléants pour remplacer les membres titulaires absents, seront déterminés comme suit :

	Membres	Suppléants
1. Etablissement du Détroit, Etats malais fédérés, Etats malais non fédérés, Brunei	4	2
2. Indes néerlandaises	3	2
3. Ceylan	2	1
4. Inde, y compris la Birmanie	1	1
5. Indochine française	1	1
6. Etat du Bornéo du Nord	1	1
7. Sarawak	1	1
8. Siam	1	1

c) Les Gouvernements contractants feront connaître aussitôt que possible au Gouvernement du Royaume-Uni le nom des personnes qu'ils désignent, dès l'origine, comme membres des délégations représentant leur territoire respectif. Tous les changements ultérieurs dans ces désignations devront être notifiés par lettre adressée au président du comité.

d) Le Gouvernement du Royaume-Uni fixera la première réunion du comité aussitôt que possible, et il pourra le faire lorsque les membres de six délégations auront été désignés.

e) Le siège principal du comité sera à Londres, et les réunions auront lieu à Londres. Le comité prendra les dispositions qu'il jugera nécessaires en ce qui concerne l'installation de ses bureaux, et pourra nommer les agents et employés dont il aura besoin et fixer leur traitement. La rémunération et les dépenses des membres des délégations devront être supportées entièrement par les gouvernements qui les désigneront.

f) Les délibérations du comité auront lieu en anglais.

g) Le comité devra élire, lors de sa première réunion, son président et son vice-président.

h) Le président et le vice-président ne devront pas être membres de la même délégation.

i) Les séances seront fixées par le président ou, en son absence, par le vice-président. Il ne devra pas s'écouler plus de trois mois entre deux réunions successives. Une réunion extraordinaire devra être convoquée à tout moment à la demande d'une quelconque des délégations dans un délai de sept jours après la réception de la requête par le président.

j) Le comité devra remplir les fonctions dont il est chargé et qui sont spécifiées à l'article 3, paragraphe c), et à l'article 4, paragraphe b), ainsi qu'aux articles 6, 7, 17 et 18 du présent accord. Il devra en outre recueillir et publier toutes informations statistiques et faire aux différents gouvernements toutes recommandations qui lui paraîtront nécessaires et qui se rattachent au sujet du présent accord, en particulier en ce qui concerne la disposition de tout caoutchouc qui aurait pu devenir la propriété d'un gouvernement quelconque par suite de l'application des articles 9 et 10 du présent accord. Le comité devra prendre toutes les mesures légales qui pourront être nécessaires pour lui permettre de remplir ses fonctions et donner à ses actes la publicité qui lui paraîtra nécessaire ou désirable.

k) Les votes se feront par délégation. Dans le cas de délégations composées de plus d'un membre, le nom du membre chargé d'exercer le vote sera communiqué au Gouvernement du Royaume-Uni en ce qui concerne la première réunion du comité, et, ultérieurement, au président du comité. Le membre votant peut, en cas d'absence, nommer un autre membre pour le remplacer à la condition de communiquer le nom de celui-ci au président.

(*l*) Each delegation shall possess a number of votes calculated on the basis of one vote for every complete 1,000 tons of the basic quota of the control year for the time being for the territory or group of territories represented by that delegation, and for the purpose of voting the territory of French Indo-China shall be deemed to have the following quotas, viz. :

	Tons.
1934	22,500
1935	27,000
1936	34,000
1937	44,000
1938	52,000

(*m*) The presence of voting members of at least four delegations shall be necessary to constitute a quorum at any meeting ; provided that if within an hour of the time appointed for any meeting a quorum as above defined is not present, the meeting may be adjourned by the Chairman to the same day, time and place in the next week, and if at such adjourned meeting a quorum as defined above is not present, those delegations who are present at the adjourned meeting shall constitute a quorum.

(*n*) Decisions shall be taken by a majority of the votes cast, provided that :

(i) A decision fixing or varying the permissible exportable percentage of the basic quotas, or making or modifying or abrogating the rules of procedure shall require a three-fourths majority of the total votes which could be cast by all the delegations entitled to vote, whether such delegations are present or not ;

(ii) The delegations representing French Indo-China shall only be entitled to participate in any discussion or vote on the permissible exportable percentage of the basic quotas if and so long as this territory is conforming to the Regulation on the basis of Article 6 (*b*).

(*o*) The Committee shall at the beginning of each control year draw up its budget for the forthcoming year. The budget shall show under appropriate headings and in reasonable detail the estimate of the Committee of its expenses for that year. The budget shall be communicated to the contracting Governments and to the Administrations of the territories or group of territories to which the present Agreement applies, and shall show the share of the expenses falling upon each territory or group of territories in accordance with the provisions of Article 16.

As soon as possible after the end of each control year, the Committee shall cause to be drawn up and audited by a duly qualified chartered accountant a statement of account showing the money received and expended during such years. The statement of account shall be communicated to the contracting Governments and to the Administrations of all territories or group of territories to which the present Agreement applies.

(*p*) The Committee may draw up, put into force, modify or abrogate rules for the conduct of its business and procedure as may from time to time be necessary, provided that its rules of procedure shall be at all times in conformity with the preceding provisions of this Article.

Article 16.

The expenses of the International Rubber Regulation Committee shall be defrayed by the Administrations of all territories or group of territories to which the present Agreement applies, other than Sarawak and Siam. One half of the contribution for the whole year of each territory or group of territories, as shown in the budget drawn up by the Committee, shall be paid immediately on receipt of the budget by the contracting Governments, and the balance of such contribution not later than 6 months after this date. The contribution of each territory or group of

l) Chaque délégation possédera un nombre de votes calculé sur la base d'une voix pour 1.000 tonnes du potentiel de base appliqué pour l'année considérée au territoire ou groupe de territoires représenté par ladite délégation. En ce qui concerne l'Indochine française, les votes de la délégation seront calculés en prenant pour base les potentiels suivants :

	Tonnes
1934	22.500
1935	27.000
1936	34.000
1937	44.000
1938	52.000

m) La présence des membres votants d'au moins quatre délégations sera nécessaire pour constituer un quorum à une séance quelconque. Toutefois, si, dans un délai d'une heure après le moment fixé pour une réunion, un quorum, tel qu'il est défini ci-dessus, n'est pas atteint, la réunion peut être ajournée par le président au même jour de la semaine suivante, à la même heure et à la même place. Si, à la réunion ainsi ajournée, le quorum ci-dessus n'est pas atteint, les délégations présentes à la réunion ajournée constitueront le quorum.

n) Les décisions seront prises à la majorité des votes exprimés sous les réserves suivantes :

1^o Les décisions concernant la fixation ou la modification du quantum exportable autorisé du potentiel de base, ou celles qui ont pour objet d'édicter, de modifier ou d'abroger les règles de procédure, devront être prises à une majorité des trois quarts des votes totaux qui pourraient être exprimés par les délégations autorisées à voter, que ces délégations soient présentes ou non ;

2^o La délégation représentant l'Indochine française ne sera admise à participer à une discussion ou à un vote relatif au quantum exportable autorisé du potentiel de base que lorsque l'Indochine se conformera à la réglementation sur la base de l'article 6, paragraphe b), et aussi longtemps qu'elle le fera.

o) Le comité devra, au début de chaque année de contrôle, établir son budget pour ladite année. Ce budget devra indiquer, sous des têtes de chapitres appropriées et d'une façon raisonnablement détaillée, l'estimation, par le comité, de ses dépenses pour l'année considérée. Le budget devra être communiqué aux Gouvernements contractants et aux administrations des territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord. Il devra montrer la part afférente à chaque territoire ou groupe de territoires, conformément aux dispositions de l'article 16.

Aussitôt que possible après la fin de chaque année de contrôle, le comité devra faire établir et vérifier, par un expert juré et qualifié, un rapport sur les comptes indiquant les sommes reçues et dépensées pendant l'année. Ce rapport devra être communiqué aux Gouvernements contractants et aux administrations de tous les territoires ou groupes de territoires auxquels s'applique le présent accord.

p) Le comité peut rédiger, mettre en vigueur, modifier ou abroger les règles applicables à la conduite de ses opérations chaque fois que cela sera nécessaire, à la condition que ces règles de procédure soient à tout instant en conformité avec les dispositions précédentes du présent article.

Article 16.

Les dépenses du Comité international de réglementation seront supportées par les administrations des territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord, à l'exception de Sarawak et du Siam. La moitié de la contribution annuelle de chaque territoire ou groupe de territoires, telle qu'elle résulte du budget préparé par le comité, devra être payée immédiatement dès la réception du budget par les Gouvernements contractants, et le reste de ladite contribution sera payé au plus tard six mois après cette date. La contribution de chaque territoire

territories shall be proportionate to their respective basic quota for the control year to which the budget relates. The basic quotas of French Indo-China for this purpose shall be those specified in Article 15 (1).

Article 17.

(a) The Administrations of each of the territories or group of territories to which the present Agreement applies shall not later than the 1st January, 1935, communicate to the International Rubber Regulation Committee a declaration showing the total ascertained area in the territory or group planted with rubber on the 1st June, 1934.

(b) Each Administration will furnish to the International Rubber Regulation Committee all reasonable assistance to enable the Committee properly and efficiently to discharge its duties. Such assistance shall include all necessary statistical information and ample facilities to duly accredited agents of the Committee for the investigation of the manner in which the Regulation is being carried out in the territory.

Article 18.

The International Rubber Regulation Committee shall be empowered to, and shall within one month after the date of its first meeting, invite the body or bodies they consider most representative of rubber manufacturers to nominate three persons representative of such manufacturers, of whom one shall be representative of manufacturers in America, and such representatives shall form a panel who will be invited to tender advice from time to time to the International Rubber Regulation Committee as to world stocks, the fixing and varying of the permissible exportable percentage of the basic quotas, and cognate matters affecting the interests of rubber manufacturers.

Article 19.

The contracting Governments, recognising that a natural balancing of production and consumption can be hastened by research with a view to developing new applications and by propaganda, declare that they will consider the possibility of (i) levying and collecting a uniform cess on the net exports from their respective territories during the period of the Regulation for the purpose of supporting such research and propaganda, and (ii) co-operating in the constitution of an International Rubber Research Board to plan the research and propaganda. If the proposals specified in this Article are put into operation, no financial contribution will be expected in respect of Sarawak or Siam.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, being authorised to this effect by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done at London, this 7th day of May, 1934, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom, and of which duly certified copies shall be communicated by the Government of the United Kingdom to each of the other contracting Governments.

For the Government of the French Republic :

(L. S.) Ch. CORBIN.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) P. CUNLIFFE-LISTER.

ou groupe de territoires devra être proportionnelle à son potentiel de base respectif pour l'année de contrôle à laquelle s'applique le budget. Les potentiels de base applicables à l'Indochine française, pour ce calcul, seront ceux qui sont spécifiés à l'article 15, paragraphe 1).

Article 17.

a) Les administrateurs de chacun des territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord devront, avant le 1^{er} janvier 1935, adresser une déclaration au Comité international de réglementation, indiquant la superficie totale plantée en caoutchouc à la date du 1^{er} juin 1934 dans le territoire ou groupe de territoires considéré ;

b) Chaque administration devra donner au Comité international de réglementation toute assistance raisonnable pour lui permettre de remplir régulièrement et efficacement ses fonctions. Cette assistance devra comprendre toutes les informations statistiques nécessaires ainsi que toutes facilités aux agents accrédités du comité en ce qui concerne les inspections destinées à vérifier les conditions dans lesquelles la réglementation fonctionne dans le territoire considéré.

Article 18.

Le Comité international de réglementation du caoutchouc est investi des pouvoirs nécessaires pour inviter l'organisation ou les organisations qu'il considère comme les plus qualifiées pour représenter l'industrie du caoutchouc manufacturé à nommer trois personnes qui représenteront les fabricants de caoutchouc manufacturé, l'une de ces personnes devant représenter les fabricants américains. Cette invitation devra être faite dans le délai d'un mois après la première réunion du comité. Les trois représentants choisis formeront un bureau qui sera invité, de temps en temps, à donner son avis au Comité international de réglementation en ce qui concerne les stocks mondiaux, la fixation et la modification du quantum exportable autorisé des potentiels de base, et toutes questions analogues qui peuvent affecter les intérêts de l'industrie du caoutchouc manufacturé.

Article 19.

Les Gouvernements contractants, reconnaissant qu'un équilibre naturel entre la production et la consommation peut être hâté par des recherches ayant pour objet de développer de nouvelles applications du caoutchouc, et par la propagande, déclarent qu'ils prendront en considération la possibilité : 1^o de lever une taxe uniforme sur les exportations nettes de caoutchouc de leurs territoires respectifs pendant la période de réglementation, afin de supporter les frais d'études, recherches et propagande ; 2^o de coopérer entre eux afin de constituer un bureau international de recherches du caoutchouc chargé de diriger les recherches et la propagande. Si les dispositions spécifiées dans cet article sont appliquées, aucune contribution financière ne sera réclamée à ce sujet à Sarawak et au Siam.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le septième jour de mai 1934, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni et dont des copies certifiées seront communiquées par le Gouvernement du Royaume-Uni à chacun des autres Gouvernements contractants.

Pour le Gouvernement de la République française :

(L. S.) Charles CORBIN.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) P. CUNLIFFE-LISTER.

For the Government of India :
Subject to reservations annexed :

(L. S.) B. N. MITRA.

In signing this Agreement on behalf of my Government, I have been instructed to make the following reservations :

(a) The accession of the Government of India is subject to the agreement and co-operation of rubber-producing " Indian States " in India, in which areas the Government of India has no power to maintain or enforce the restriction. The terms of the Inter-Governmental Agreement have been brought to the notice of the States concerned, and the Government of India has every reason to believe that they will act in accordance with its provisions.

(b) In so far as legislative action will be necessary to implement the terms of the Agreement, the accession of the Government of India is subject to the approval of the Indian Legislature.

May 7th, 1934.

(Signed) B. N. MITRA.

For the Government of the Kingdom of the Netherlands :

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

For the Government of the Kingdom of Siam :

Subject to ratification :

(L. S.) Phya SUBARN SOMPATI.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

PROTOCOLS

SIGNED FOR THE GOVERNMENTS OF FRANCE, UNITED KINGDOM, INDIA, THE NETHERLANDS AND SIAM AMENDING THE AGREEMENT OF MAY 7TH, 1934, FOR THE REGULATION OF THE PRODUCTION AND EXPORT OF RUBBER. SIGNED AT LONDON, JUNE 27TH, 1935, AND MAY 22ND, 1936.

No. I.

PROTOCOL¹ OF JUNE 27TH, 1935.

The Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam ;

Being desirous of introducing certain amendments to the Agreement signed at London on the 7th May, 1934, for the regulation of the production and export of rubber ;

Have accordingly agreed as follows :

i. The table to Article 4 (a) of the said Agreement shall be amended to read as follows :

	1935	1936	1937	1938
Siam	40,000	40,000	40,000	40,000

¹ Came into force June 27th, 1935.

Pour le Gouvernement de l'Inde
(sous les réserves ci-annexées) :
(L. S.) B. N. MITRA.

En signant cet accord au nom de mon gouvernement, j'ai reçu l'instruction de faire les réserves suivantes :

a) La participation du Gouvernement de l'Inde est sujette à l'agrément et à la coopération des « États indiens » producteurs de caoutchouc dans l'Inde, États dans lesquels le Gouvernement de l'Inde n'a pas le pouvoir de mettre en vigueur et de maintenir la restriction. Les termes de l'accord intergouvernemental ont été portés à la connaissance des États intéressés et le Gouvernement de l'Inde a toutes raisons de penser qu'ils se conformeront à ses dispositions ;

b) Dans tous les cas où une action législative sera nécessaire pour appliquer les termes de l'accord, la participation du Gouvernement de l'Inde est sujette à l'approbation du Parlement indien.

7 mai 1934.

(Signé) B. N. MITRA.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :
(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Pour le Gouvernement du Royaume du Siam
(sous réserve de ratification) :
(L. S.) Phya SUBARN SOMPATI.

PROTOCOLES

SIGNÉS AU NOM DES GOUVERNEMENTS DE LA FRANCE, DU ROYAUME-UNI, DE L'INDE, DES PAYS-BAS ET DU SIAM MODIFIANT L'ACCORD DU 7 MAI 1934 POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORTATION DU CAOUTCHOUC. SIGNÉS A LONDRES, LES 27 JUIN 1935 ET 22 MAI 1936.

N° I.

PROTOCOLE ¹ DU 27 JUIN 1935.

Les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Inde, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume du Siam ;

Désireux d'apporter certains amendements à l'Accord signé à Londres le 7 mai 1934 pour la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc ;

Sont convenus de ce qui suit :

1. Le tableau de l'article 4 *a)* dudit accord sera modifié de la manière suivante :

	1935	1936	1937	1938
Siam	40.000	40.000	40.000	40.000

¹ Entré en vigueur le 27 juin 1935.

2. The Government of Siam declares that its signature of the Agreement of the 7th May, 1934, given subject to ratification, shall be deemed to be ratified and become effective as from the 1st July, 1935.

3. The present Protocol shall come into force immediately.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, being authorised to this effect by their respective Governments, have signed the present Protocol and affixed thereto their seals.

Done at London, this 27th day of June, 1935, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom, and of which duly certified copies shall be communicated by the Government of the United Kingdom to each of the other contracting Governments.

For the Government of the French Republic :

(L. S.) Ch. CORBIN.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

(L. S.) Samuel HOARE.

(L. S.) Malcolm MACDONALD.

For the Government of India :

(Subject to the two reservations appended to the signature of the Agreement of the 7th May, 1934.)

(L. S.) B. N. MITRA.

For the Government of the Kingdom of the Netherlands :

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

For the Government of the Kingdom of Siam :

(L. S.) Phya SUBARN SOMPATI.

No. II.

PROTOCOL¹ OF MAY 22ND, 1936.

The Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam ;

Being desirous of introducing certain amendments to the Agreement signed at London on the 7th May, 1934, for the regulation of the production and export of rubber ;

Have accordingly agreed as follows :

1. The table to Article 4 (a) of the said Agreement shall be amended to read as follows :

	1935	1936	1937	1938
India	12,500	12,500	12,500	13,000
Burma	8,000	8,500	9,000	9,250

2. The Government of India declares with reference to the reservations made at the time of signature of the Agreement of the 7th May, 1934, and of the Protocol of the 27th June, 1935, that the Indian States have undertaken to act in accordance with

¹ Came into force May 22nd, 1936.

2. Le Gouvernement du Siam déclare que sa signature de l'Accord du 7 mai 1934, donnée sous réserve de ratification, sera considérée comme ayant été ratifiée et entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1935.

3. Le présent protocole entrera en vigueur immédiatement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres le 27 juin 1935, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni et dont des copies certifiées seront communiquées par le Gouvernement du Royaume-Uni à chacun des autres Gouvernements contractants.

Pour le Gouvernement de la République française :

(L. S.) Ch. CORBIN.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

(L. S.) Samuel HOARE.

(L. S.) Malcolm MACDONALD.

Pour le Gouvernement de l'Inde :

(sous les deux réserves annexées à la signature de l'Accord du 7 mai 1934.)

(L. S.) B. N. MITRA.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Pour le Gouvernement du Royaume du Siam :

(L. S.) Phya SUBARN SOMPATI

N° II.

PROTOCOLE ¹ DU 22 MAI 1936.

Les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Inde, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume du Siam ;

Désireux d'apporter certains amendements à l'Accord signé à Londres le 7 mai 1934 pour la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc ;

Sont convenus de ce qui suit :

1. Le tableau de l'article 4 a) dudit accord sera modifié de la manière suivante :

	1935	1936	1937	1938
Inde	12.500	12.500	12.500	13.000
Birmanie	8.000	8.500	9.000	9.250

2. Le Gouvernement de l'Inde déclare, au sujet des réserves formulées lors de la signature de l'Accord du 7 mai 1934 et du Protocole du 27 juin 1935, que les Etats indiens se sont engagés à agir conformément aux dispositions dudit accord, amendé

¹ Entré en vigueur le 22 mai 1936.

the provisions of that Agreement as amended by the present Protocol and that the Indian Legislature has already taken legislative action necessary to implement the terms of the Agreement.

3. The present Protocol shall come into force immediately.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, being authorised to this effect by their respective Governments, have signed the present Protocol and affixed thereto their seals.

Done at London, the 22nd day of May, 1936, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom, and of which duly certified copies shall be communicated by the Government of the United Kingdom to each of the other contracting Governments.

For the Government of the French Republic :

(L. S.) Charles CORBIN.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

(L. S.) Anthony EDEN.

For the Government of India :

(L. S.) B. N. MITRA.

For the Government of the Kingdom of the Netherlands :

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

For the Government of the Kingdom of Siam :

(L. S.) Phra BOVARA SNEHA.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

PROTOCOL ¹

BETWEEN THE GOVERNMENTS OF FRANCE, UNITED KINGDOM, INDIA, THE NETHERLANDS AND SIAM, AMENDING THE AGREEMENT OF MAY 7TH, 1934, FOR THE REGULATION OF THE PRODUCTION AND EXPORT OF RUBBER. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 5TH, 1937.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 7th, 1937.

The Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam ;

Being desirous of introducing certain amendments to the Agreement signed at London on the 7th May, 1934, for the regulation of the production and export of rubber ;

¹ Came into force February 5th, 1937.

par le présent protocole, et que le Parlement indien a déjà adopté les mesures d'ordre législatif nécessaires pour l'application des dispositions de la convention.

3. Le présent protocole entrera en vigueur immédiatement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le 22 mai 1936, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni et dont des copies certifiées seront communiquées par le Gouvernement du Royaume-Uni à chacun des autres Gouvernements contractants.

Pour le Gouvernement de la République française :

(L. S.) Charles CORBIN.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

(L. S.) Anthony EDEN.

Pour le Gouvernement de l'Inde :

(L. S.) B. N. MITRA.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Pour le Gouvernement du Royaume du Siam :

(L. S.) Phra BOVARA SNEHA.

PROTOCOLE ¹

ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA FRANCE, DU ROYAUME-UNI, DE L'INDE, DES PAYS-BAS ET DU SIAM MODIFIANT L'ACCORD DU 7 MAI 1934 POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORTATION DU CAOUTCHOUC. SIGNÉ A LONDRES, LE 5 FÉVRIER 1937.

*Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 7 avril 1937.*

Les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Inde, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume du Siam ;

Désireux d'apporter certains amendements à l'Accord signé à Londres le 7 mai 1934 pour la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc ;

¹ Entré en vigueur le 5 février 1937.

Have accordingly agreed as follows :

1. The table to Article 4 (*a*) of the said Agreement shall be amended to read as follows :

	1936	1937	1938
Netherlands India . . .	500,000	520,000	540,000

2. The present Protocol shall come into force immediately.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, being authorised to this effect by their respective Governments, have signed the present Protocol and affixed thereto their seals.

Done at London, this 5th day of February, 1937, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom, and of which duly certified copies shall be communicated by the Government of the United Kingdom to each of the other contracting Governments.

For the Government of the French Republic :

(*L. S.*) Charles CORBIN.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

(*L. S.*) Anthony EDEN.

For the Government of India :

(*L. S.*) Y. N. SUKTHANKAR.

For the Government of the Kingdom of the Netherlands :

(*L. S.*) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

For the Government of the Kingdom of Siam :

(*L. S.*) Phya RAJAWANGSAN.

Sont convenus de ce qui suit :

1. Le tableau de l'article 4 *a*) dudit accord sera modifié de la manière suivante :

	1936	1937	1938
Indes néerlandaises . .	500.000	520.000	540.000

2. Le présent protocole entrera en vigueur immédiatement.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres le 5 février 1937, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni et dont des copies certifiées seront communiquées par le Gouvernement du Royaume-Uni à chacun des autres Gouvernements contractants.

Pour le Gouvernement de la République française :

(L. S.) Charles CORBIN.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

(L. S.) Anthony EDEN.

Pour le Gouvernement de l'Inde :

(L. S.) Y. N. SUKTHANKAR.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Pour le Gouvernement du Royaume du Siam :

(L. S.) Phya RAJAWANGSAN.

N° 3962.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUISSE**

Accord commercial, avec annexes et
déclaration. Signé à Washington,
le 9 janvier 1936.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWITZERLAND**

Commercial Agreement, with An-
nexes and Declaration. Signed at
Washington, January 9th, 1936.

No. 3962. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWITZERLAND. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 9TH, 1936.

English and French official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place August 27th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE SWISS FEDERAL COUNCIL, being desirous of facilitating and extending the commercial relations existing between the United States of America and Switzerland by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the promotion of trade, have through their respective Plenipotentiaries arrived at the following Agreement :

Article I.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Section A of Schedule I annexed to this Agreement shall, on their importation into the Customs territory of Switzerland, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Section. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of Switzerland in force on the day of the signature of this Agreement.

With respect to articles enumerated and described in Section B of Schedule I for which import quotas are specified in the said Section, the quantities of such articles originating in the United States of America which shall be permitted to be imported annually into the Customs territory of Switzerland, beginning with the day on which this Agreement comes into force, shall not be less than those specified in the said Section.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of Switzerland enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth and provided for in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

Article III.

The provisions of Articles I and II of this Agreement shall not prevent the Government of either country from imposing at any time on the importation of any article a charge equivalent

¹ The instrument of approval and confirmation by the President of the United States of America and the instrument of ratification by the Swiss Federal Council were exchanged at Berne, May 7th, 1936.

Came into force June 6th, 1936.

N^o 3962. — ACCORD COMMERCIAL¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUISSE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 9 JANVIER 1936.

Textes officiels anglais et français communiqués par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 août 1936.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, désireux de faciliter et d'étendre les relations commerciales existant entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse, en s'accordant réciproquement des concessions et avantages mutuels en vue de développer leurs échanges commerciaux, ont conclu, par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires respectifs, l'accord suivant :

Article premier.

Les articles, produits naturels ou manufacturés des Etats-Unis d'Amérique énumérés et désignés dans la liste I partie A annexée au présent accord n'acquitteront pas, lors de leur importation dans le territoire douanier suisse, des droits de douane normaux plus élevés que ceux spécifiés dans ladite partie. Les articles en question seront également exemptés de tous autres droits, taxes, émoluments, frais ou contributions, perçus sur ou concernant les importations, plus élevés que ceux perçus le jour de la signature du présent accord ou qui, à teneur des lois suisses en vigueur le jour de la signature de cet accord, doivent être perçus après cette date.

En ce qui concerne les articles énumérés et désignés dans la partie B de la liste I pour lesquels des contingents d'importation sont spécifiés dans ladite partie, les quantités annuelles desdits articles originaires des Etats-Unis d'Amérique dont l'importation dans le territoire douanier suisse sera permise, à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent accord, ne seront pas inférieures à celles spécifiées dans ladite partie.

Article II.

Les articles, produits naturels ou manufacturés de Suisse énumérés et désignés dans la liste II annexée au présent accord n'acquitteront pas, lors de leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, des droits de douane normaux plus élevés que ceux spécifiés et prévus dans ladite liste. Les articles en question seront également exemptés de tous autres droits, taxes, émoluments, frais ou contributions, perçus sur ou concernant les importations, plus élevés que ceux perçus le jour de la signature du présent accord ou qui, à teneur des lois américaines en vigueur le jour de la signature de cet accord, doivent être perçus après cette date.

Article III.

Les dispositions des articles I et II du présent accord n'empêcheront pas le gouvernement de l'un ou l'autre des deux pays d'établir, à un moment quelconque, à l'importation d'un article

¹ L'instrument d'approbation et de confirmation du Président des Etats-Unis d'Amérique et l'instrument de ratification par le Conseil fédéral suisse ont été échangés à Berne, le 7 mai 1936.

Entré en vigueur le 6 juin 1936.

to an internal tax imposed in respect of a like domestic article or in respect of a commodity from which the imported article has been manufactured or produced in whole or in part.

Article IV.

Schedules I and II annexed to this Agreement, the notes included in them, and the Declaration annexed to this Agreement shall have force and effect as integral parts of this Agreement.

Article V.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or of Switzerland, enumerated and described in Schedules I and II, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converging currencies shall be no less favorable to importers than the bases and methods prescribed under laws and regulations of Switzerland and the United States of America, respectively, in force on the day of the signature of this Agreement.

Article VI.

Except as otherwise provided in this Agreement, no prohibitions, import or Customs quotas, import licenses, or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, shall be imposed by Switzerland on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Section A of Schedule I, nor by the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of Switzerland enumerated and described in Schedule II.

The foregoing provision shall not apply to quantitative restrictions in whatever form imposed by the United States of America or Switzerland on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply, or prices of like domestic articles, or tending to increase the labor costs of production of such articles. The Government of the country imposing any such restriction will give sympathetic consideration to any representations which the Government of the other country may make in regard thereto and will consult promptly with the Government of such other country with respect to the subject matter of such representations; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following the receipt of written representations, the Government making them shall be free, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article VII.

1. If the Government of the United States of America or Switzerland establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower import duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, the Government taking such action shall:

(a) Upon request inform the Government of the other country as to the total quantity, or any change therein, of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period; and

(b) Allot to the other country for such specified period a share of such total quantity as originally established or subsequently changed in any manner equivalent to the pro-

quelconque, un droit équivalent à une taxe interne frappant un produit national similaire ou une marchandise ayant servi à la production ou à la fabrication, en tout ou partie, de l'article importé.

Article IV.

Les listes I et II annexées au présent accord, ainsi que les notes insérées dans lesdites listes et la déclaration annexée au présent accord auront force et effet en tant que parties intégrantes du présent accord.

Article V.

Au sujet des articles, produits naturels ou manufacturés des Etats-Unis d'Amérique ou de la Suisse énumérés et désignés dans les listes I et II respectivement, importés dans l'autre de ces pays, qui sont ou seraient frappés de droits *ad valorem* ou de droits basés sur la valeur ou déterminés de quelque manière que ce soit par cette valeur, il est entendu et convenu que les bases et les méthodes de détermination de la valeur imposable et de conversion des monnaies ne seront pas moins favorables pour les importateurs que les bases et les méthodes prescrites par les lois et règlements en vigueur en Suisse et aux Etats-Unis d'Amérique respectivement le jour de la signature du présent accord.

Article VI.

A moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans cet accord, aucune prohibition, aucun contingentement douanier ou à l'importation, aucun permis d'importation ou autre forme quelconque de réglementation quantitative des échanges, qu'ils dépendent ou non d'un organisme central de contrôle, ne sera imposé par la Suisse sur l'importation ou la vente d'un article quelconque, produit naturel ou manufacturé des Etats-Unis d'Amérique énuméré et désigné dans la liste I partie A, ou par les Etats-Unis d'Amérique sur l'importation ou la vente d'un article quelconque, produit naturel ou manufacturé de Suisse énuméré et désigné dans la liste II.

La disposition précitée ne s'appliquera pas aux restrictions quantitatives de tous genres imposées par les Etats-Unis d'Amérique ou par la Suisse sur l'importation ou la vente d'un article quelconque, produit naturel ou manufacturé de l'autre de ces pays, conjointement avec des mesures gouvernementales instituées en vue de réglementer ou de contrôler la production, l'approvisionnement des marchés, ou les prix des produits nationaux similaires, ou tendant à accroître le prix de la main-d'œuvre utilisée pour la production de ces articles. Le gouvernement du pays imposant une restriction quelconque de ce genre examinera avec bienveillance toutes les représentations que le gouvernement de l'autre pays pourrait lui faire à ce sujet et conférerá à bref délai avec ce gouvernement au sujet de la question faisant l'objet de ces représentations ; si un accord n'a pu être réalisé dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de représentations écrites, le gouvernement qui les aura faites sera libre de dénoncer le présent accord, dans son entier, dans les quinze jours suivant l'expiration de la période de trente jours en question, moyennant un préavis écrit de trente jours.

Article VII.

1. Si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement suisse venait à établir ou maintenait une restriction quantitative ou un contrôle quelconque de l'importation ou de la vente d'un article intéressant l'autre de ces pays, ou frappait l'importation ou la vente d'une quantité déterminée de cet article d'un droit de douane ou d'une taxe inférieure au droit ou à la taxe perçus sur les importations dépassant cette quantité, le gouvernement prenant ces mesures devra :

a) Faire connaître au gouvernement de l'autre pays, sur sa demande, la quantité totale de l'article dont il s'agit ou toute modification affectant cette quantité, dont l'importation ou la vente est autorisée, ou est autorisée moyennant paiement du droit de douane ou de la taxe inférieure susmentionnés pendant une période déterminée ; et

b) Allouer à l'autre pays, pour cette période déterminée, un contingent sur la quantité totale primitivement fixée ou modifiée par la suite d'une façon quelconque, égal à la

portion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment.

2. Neither the United States of America nor Switzerland shall regulate the total quantity of importations into its territory or sales therein of any article in which the other country has an interest, by import licenses or permits issued to individuals or organizations, unless the total quantity of such article permitted to be imported or sold, during a quota period of not less than three months, shall have been established. The Government of each country will, upon request, inform the Government of the other country of the total quantity of any such article permitted to be imported and of the regulations covering the issuance of such licenses or permits.

Article VIII.

In the event that the United States of America or Switzerland establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of an article or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell an article, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. It is agreed that in making its foreign purchases of any article such monopoly or agency will be influenced solely by competitive considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale.

Article IX.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or Switzerland, shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of domestic origin or any other foreign origin.

Article X.

The United States of America and Switzerland agree to grant each other unconditional and unrestricted most-favored-nation treatment in all matters concerning Customs duties and charges of every kind and in the method of levying duties and, further, in all matters concerning the rules, formalities and charges imposed in connection with the clearing of goods through the Customs, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country.

Accordingly, natural or manufactured products having their origin in the United States of America or Switzerland shall in no case be subject in the other country, in regard to the matters referred to above, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products having their origin in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of the United States of America or Switzerland and consigned to the territory of the other country shall in no case be subject, with respect to exportation and in regard to the above-mentioned matters, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products when consigned to any third country are or may hereafter be subject.

Any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or Switzerland, in regard to the above-mentioned matters, to a natural or manufactured product originating in any third country or consigned to the territory of any third country, shall be accorded immediately and without compensation to the like product originating in or consigned to the territory of Switzerland or the United States of America, respectively.

quote-part de l'importation totale de l'article en question que cet autre pays a fournie au cours d'une période de base antérieure, sauf si les deux Parties conviennent de renoncer à une telle répartition.

2. Ni les Etats-Unis d'Amérique ni la Suisse ne régleront la quantité totale des importations ou des ventes autorisées sur leur territoire respectif, en ce qui concerne un article quelconque intéressant l'autre de ces pays, par des licences ou des permis d'importation délivrés à des particuliers ou à des groupements, à moins que la quantité totale d'un tel article dont l'importation ou la vente est autorisée au cours d'une période de contingentement de trois mois au moins, ait été fixée. Le gouvernement de chacun des deux pays fera connaître, sur demande, au gouvernement de l'autre pays, la quantité totale d'un article de ce genre dont l'importation est autorisée et les règlements concernant l'octroi des licences ou des permis précités.

Article VIII.

Si les Etats-Unis d'Amérique ou la Suisse venaient à instituer ou maintenaient un monopole de l'importation, de la production ou de la vente d'un article ou accordaient, formellement ou en fait, à un ou plusieurs offices le droit exclusif d'importer, de produire ou de vendre un article, le gouvernement du pays établissant ou maintenant un tel monopole ou accordant des privilèges de ce genre, convient que le commerce de l'autre pays recevra un traitement loyal et équitable, en ce qui concerne les achats effectués à l'étranger par le monopole ou par l'office en question. Il est entendu qu'en ce qui concerne ses achats d'un article quelconque à l'étranger, ce monopole ou cet office ne tiendra compte que des considérations d'ordre commercial telles que le prix, la qualité, les possibilités d'écoulement et les conditions de vente de la marchandise.

Article IX.

Les articles, produits naturels ou manufacturés des Etats-Unis d'Amérique ou de Suisse seront exempts, après leur importation dans l'autre de ces pays, de toutes taxes, droits, frais ou contributions internes, autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés par les articles similaires nationaux ou originaires de tout autre pays étranger.

Article X.

Les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits et autres frais de douane et le mode de perception des droits, pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement des marchandises pourraient être soumises, ainsi que pour toutes les lois ou règlements concernant la vente ou l'utilisation dans le pays de marchandises importées.

Par conséquent, les produits naturels ou manufacturés originaires des Etats-Unis d'Amérique ou de Suisse ne seront en aucun cas assujettis sous les rapports susvisés, dans l'autre de ces pays, à des droits, taxes ou charges, autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou manufacturés exportés du territoire des Etats-Unis d'Amérique ou de Suisse à destination du territoire de l'autre de ces pays ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par les Etats-Unis d'Amérique ou la Suisse dans la matière susdite à un produit naturel ou manufacturé originaire d'un autre pays quelconque, ou destiné au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués au produit de même nature originaire de la Suisse ou des Etats-Unis d'Amérique respectivement ou destiné au territoire de l'un de ces pays.

Article XI.

In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of the United States of America and Switzerland, the Government of either country, if it considers the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement or to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article XII.

The Government of the United States of America or the Government of Switzerland, as the case may be, will accord sympathetic consideration to, and when requested, will afford adequate opportunity for consultation regarding such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life or health.

In the event that the Government of either country makes representations to the Government of the other country in respect of the application of any sanitary law or regulation for the protection of human, animal, or plant life or health, and if there is disagreement with respect thereto, a committee of technical experts on which each Government will be represented shall, on the request of either Government, be established to consider the matter and to submit recommendations to the two Governments.

Article XIII.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America and Switzerland, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

The provisions of this Agreement regarding most-favored-nation treatment shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of the United States of America or Switzerland, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions, the Philippine Islands, or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to the Philippine Islands irrespective of any change in the political status of the Philippine Islands.

The provisions of this Agreement shall apply to the Principality of Liechtenstein as long as it is bound to Switzerland by a Customs union treaty.

Article XIV.

The provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America and Switzerland to the commerce of the other country do not apply to advantages now accorded or which may hereafter be accorded to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or Switzerland is now or may become a party, shall be excepted from the operation of this Agreement.

Article XI.

Si le taux de change entre les monnaies américaine et suisse venait à varier considérablement, le gouvernement de chacun des pays sera libre de proposer l'ouverture de négociations tendant à modifier le présent accord ou de dénoncer celui-ci, dans son entier, moyennant un préavis écrit de trente jours, s'il estime que la variation en question est de telle ampleur qu'elle peut porter préjudice aux industries ou au commerce du pays.

Article XII.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement suisse, suivant le cas, accordera une bienveillante attention et, sur requête, fournira toute facilité en vue d'une consultation, relativement à toutes les représentations que le gouvernement de l'autre de ces pays pourrait lui faire au sujet de l'application des règlements douaniers, des restrictions quantitatives ou de l'administration de ces dernières, de l'observation des formalités douanières et de l'application des lois et règlements sanitaires pour la protection de la vie ou de la santé de l'homme, des animaux ou des plantes.

Lorsque le gouvernement de l'un des pays fera des représentations au gouvernement de l'autre pays relativement à l'application de lois ou règlements sanitaires quelconques pour la protection de la vie ou de la santé de l'homme, des animaux ou des plantes et qu'il y aura désaccord à ce sujet, un comité d'experts techniques, dans lequel chaque gouvernement sera représenté, sera établi sur requête de l'un ou l'autre gouvernement, pour examiner le cas et soumettre ses recommandations aux deux gouvernements.

Article XIII.

Les dispositions du présent accord relatives au traitement que les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse, respectivement, sont convenus d'accorder au commerce de l'autre de ces pays, ne s'appliqueront pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam, ni à la zone du Canal de Panama à moins qu'il n'en soit stipulé autrement au deuxième alinéa du présent article.

Les dispositions du présent accord relatives au traitement de la nation la plus favorisée s'appliqueront aux articles, produits naturels ou manufacturés de tout territoire placé sous la souveraineté ou l'autorité des Etats-Unis d'Amérique ou de la Suisse, importés de ou exportés dans tout territoire placé sous la souveraineté ou l'autorité de l'autre de ces pays. Il est entendu, cependant que les dispositions du présent alinéa ne s'appliqueront pas à la zone du Canal de Panama.

Les avantages que les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, les îles Philippines ou la zone du Canal de Panama se concèdent ou se concéderaient désormais réciproquement, ou qui sont ou seraient accordés à la République de Cuba, ne seront pas soumis aux dispositions du présent accord. Les stipulations du présent alinéa continueront à s'appliquer à tous les avantages accordés ou qui seraient désormais accordés par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou par la zone du Canal de Panama aux îles Philippines, quelles que soient les modifications apportées au statut politique des îles Philippines.

Les dispositions du présent accord s'appliqueront à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps qu'elle sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

Article XIV.

Les dispositions du présent accord concernant le traitement que les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse sont convenus d'accorder au commerce de l'autre de ces pays ne s'appliquent pas aux avantages concédés ou qui seraient désormais concédés à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier. Les avantages résultant d'une union douanière à laquelle soit les Etats-Unis d'Amérique soit la Suisse sont parties ou dont ils peuvent devenir parties ne seront également pas soumis aux dispositions du présent accord.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

Subject to the requirement that there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favor of any third country under like circumstances, the provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ; (2) designed to protect human, animal or plant life or health ; (3) relating to prison-made goods ; or (4) relating to the enforcement of police or revenue laws.

Article XV.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of Switzerland adopts or changes any measure or practice which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted or changed any such measure or practice shall consider such written representations or proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter. If no agreement is reached with respect to such representations or proposals within thirty days after they are received, the Government making them shall be free, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, to terminate this Agreement in its entirety on sixty days' written notice.

Article XVI.

The Government of the United States of America and the Government of Switzerland reserve the right to withdraw or to modify the concession granted on any article under this Agreement, or to impose quantitative restrictions on any such article if, as a result of the extension of such concession to third countries, such countries obtain the major benefit of such concession and in consequence thereof an unduly large increase in importations of such article takes place : *Provided*, That before the Government of either country shall avail itself of the foregoing reservation, it shall give notice in writing to the other Government of its intention to do so, and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposed to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article XVII.

The purpose of this Agreement being to facilitate and increase trade, it is understood and agreed that if the United States of America should make effective any measure with respect to the prevention of smuggling which the Government of Switzerland should consider as restricting unduly or having the effect of restricting unduly the legitimate importation of or trade in Swiss watches or watch movements, the Government of the United States of America will give most sympathetic consideration to any written representations which the Government of Switzerland may make with respect thereto. If, within thirty days after the receipt of such representations, no satisfactory understanding or adjustment has been effected, the Government of Switzerland shall have the right, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, to terminate the Declaration annexed to this Agreement, or this Agreement in its entirety, on sixty days' written notice.

Dans le présent accord, rien ne sera interprété comme empêchant l'adoption de mesures prohibant ou restreignant l'exportation ou l'importation d'or ou d'argent ou s'opposant à l'adoption des mesures que l'un des gouvernements pourrait juger opportun de prendre en vue de contrôler l'exportation, ou la vente en vue de l'exportation, d'armes, de munitions ou de matériel de guerre, et, dans certaines circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures militaires.

A la condition que l'une des Parties n'établisse pas arbitrairement de discrimination à l'égard de l'autre Partie, dans des circonstances similaires, en faveur d'un pays tiers quelconque, les dispositions du présent accord ne s'appliqueront pas aux prohibitions ou restrictions (1) imposées pour des raisons d'ordre moral ou humanitaire ; (2) ayant pour objet la protection de la vie ou de la santé de l'homme, des animaux ou des plantes ; (3) concernant les marchandises fabriquées dans les prisons ; ou (4) l'application des lois de police ou des lois fiscales.

Article XV.

Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement suisse adopterait ou modifierait une mesure ou procédure ou pratique quelconque qui, tout en ne constituant pas une dérogation aux termes du présent accord, serait considérée par le gouvernement de l'autre pays comme devant avoir pour effet de rendre nul ou de porter atteinte à l'un quelconque des buts poursuivis par l'accord, le gouvernement qui aura pris ou modifié une telle mesure ou procédure ou pratique devra prendre en considération les représentations ou propositions écrites que l'autre gouvernement pourrait lui faire en vue d'arriver à un règlement satisfaisant pour les deux Parties de la question. Si un accord n'est pas intervenu en ce qui concerne ces représentations ou propositions dans un délai de trente jours à partir de la date de réception, le gouvernement qui les aura faites sera libre de dénoncer le présent accord dans son entier dans les quinze jours suivant l'expiration de la période de trente jours susmentionnée, moyennant un préavis écrit de soixante jours.

Article XVI.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement suisse se réservent le droit de supprimer ou de modifier la concession accordée aux termes du présent accord en ce qui concerne un article quelconque, ou le droit d'imposer des restrictions quantitatives sur un tel article si, du fait de l'extension de cette concession à des pays tiers, ces derniers en sont les principaux bénéficiaires et si, par conséquent, il se produit un accroissement anormal des importations de l'article en question. Il est cependant entendu que le gouvernement de l'un des pays, avant de faire usage de la réserve précitée, devra signifier à l'autre gouvernement, par écrit, son intention d'agir de cette manière et donner à cet autre gouvernement, dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de l'avis en question, la possibilité de conférer avec lui au sujet de l'action qu'il se propose d'entreprendre. Si un accord à ce sujet ne peut être réalisé, dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de l'avis précité, le gouvernement qui avait l'intention d'agir sera libre de le faire désormais en tout temps, et l'autre gouvernement sera libre de dénoncer le présent accord, dans son entier, dans les quinze jours suivant la date à laquelle une telle action serait entreprise, moyennant un préavis écrit de trente jours.

Article XVII.

Le but du présent accord étant de faciliter et d'accroître le commerce, il est entendu et convenu que si les Etats-Unis d'Amérique venaient à mettre en vigueur une mesure quelconque se rapportant à la lutte contre la contrebande que le Gouvernement suisse considérerait comme restreignant indûment ou ayant comme effet de restreindre indûment l'importation ou le commerce légitime des montres ou des mouvements de montres suisses, le Gouvernement des Etats-Unis accordera l'attention la plus sympathique à toutes représentations que le Gouvernement suisse pourrait lui faire par écrit à ce sujet. Si, dans les trente jours après réception de ces représentations, il n'a été conclu aucune entente ou aucun arrangement satisfaisant, le Gouvernement suisse aura le droit, dans les quinze jours après l'expiration de la période de trente jours indiquée ci-dessus, de dénoncer la déclaration annexée au présent accord ou cet accord dans son entier dans les soixante jours, par notification écrite.

Article XVIII.

The present Agreement shall be approved and confirmed by the President of the United States of America by virtue of the Act of the Congress of the United States of America approved June 12th, 1934, entitled " An Act To amend the Tariff Act of 1930 ", and shall be ratified by the Swiss Federal Council with the consent of the Federal Assembly of the Swiss Confederation.

Pending the exchange of the instrument of approval and confirmation and the instrument of ratification which shall take place at Berne as soon as possible, the provisions of Articles I to XVII, inclusive, shall be applied reciprocally by the United States of America and Switzerland on February 15th, 1936, and thereafter until the day on which the entire Agreement shall come into force.

The entire Agreement shall come into force thirty days after the day of the exchange of the instrument of approval and confirmation and the instrument of ratification. The Agreement shall continue in force until February 14th, 1939, subject to the provisions of Article VI, Article XI, Article XV, Article XVI and Article XVII.

Unless at least six months before February 14th, 1939, the Government of either country shall have given to the other Government notice of intention to terminate this Agreement on that date, the Agreement shall remain in force thereafter, subject to the provisions of Article VI, Article XI, Article XV, Article XVI and Article XVII, until six months from the day on which the Government of either country shall have given such notice to the other Government.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the English and French languages, both authentic, at the City of Washington, this ninth day of January, nineteen hundred and thirty-six.

For the President of the United States of America :

(Seal) Cordell HULL.

For the Swiss Federal Council :

(Seal) Marc PETER.

SCHEDULE I.

SECTION A.

Swiss Tariff Number	Description of Articles	Rate of Duty Swiss Francs per 100 kilograms
12	Rice in milled, husked or broken grains ; groats and semolina of rice	4.50
25 (a) ¹	Plums and prunes, dried or pressed, not pitted, in containers of all kinds weighing 50 kilograms or more	5.—
25 (a) ²	Plums and prunes, dried or pressed, not pitted, in containers of all kinds weighing less than 50 kilograms	10.—
Ex 27	Apricots, dried or pressed, pitted	40.—
33	Raisins of all kinds, except Malaga-raisins and Denia-raisins in clusters	10.—
Ex 44 (b)	Preserved asparagus, in containers of all kinds weighing 5 kilograms or less	40.—
Ex 89 (b)	Sardines (pilchards) and herrings in tomato sauce ; preserved salmon : in containers of all kinds weighing 3 kilograms or less	10.—

Article XVIII.

Le présent accord sera approuvé et confirmé par le président des Etats-Unis d'Amérique en vertu de la loi du Congrès des Etats-Unis d'Amérique, du 12 juin 1934, intitulée « An Act to amend the Tariff Act of 1930 » et sera ratifié par le Conseil fédéral suisse avec l'approbation de l'Assemblée fédérale de la Confédération suisse.

En attendant l'échange de l'instrument d'approbation et de confirmation et de l'instrument de ratification, qui aura lieu à Berne aussitôt que possible, les dispositions des articles I à XVII inclusivement seront appliquées réciproquement par les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse, dès le 15 février 1936, jusqu'au jour où l'accord dans son entier entrera en vigueur.

L'accord dans son entier entrera en vigueur trente jours après la date de l'échange de l'instrument d'approbation et de confirmation et de l'instrument de ratification. L'accord restera en vigueur jusqu'au 14 février 1939, sous réserve des dispositions des articles VI, XI, XV, XVI et XVII.

Si, au moins six mois avant le 14 février 1939, le gouvernement de l'un des pays n'a pas notifié à l'autre son intention de mettre fin au présent accord à cette date, l'accord restera en vigueur, sous réserve des dispositions des articles VI, XI, XV, XVI et XVII, jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir de la date à laquelle le gouvernement de l'un des deux pays aura notifié à l'autre un préavis de dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en la ville de Washington, le neuf janvier mil neuf cent trente-six.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(Sceau) Cordell HULL.

Pour le Conseil fédéral suisse :

(Sceau) Marc PETER.

LISTE I

PARTIE A.

Numéro du tarif suisse	Désignation des marchandises	Droits d'entrée fr. ct. par quintal
12	Riz en grains perlés, égrugés, mondés ou concassés, gruau et semoule de riz	4,50
25 a) ¹	Prunes et pruneaux, secs ou tapés, non désossés, en récipients de tout genre pesant 50 kg. ou plus	5,—
25 a) ²	Prunes et pruneaux, secs ou tapés, non désossés, en récipients de tout genre pesant moins de 50 kg.	10,—
ex 27	Abricots, secs ou tapés, désossés	40,—
33	Raisins secs de tout genre, à l'exception des raisins de Malaga, ainsi que des raisins secs de Dénia avec la grappe	10,—
ex 44 b)	Asperges conservées, en récipients de tout genre pesant 5 kg. ou moins	40,—
ex 89 b)	Sardines (pilchards) et harengs en jus de tomates ; saumon conservé : en récipients de tout genre pesant 3 kg. ou moins	10,—

Swiss Tariff Number	Description of Articles	Rate of Duty Swiss Francs per 100 kilograms
95	Lard	20.—
	<i>Note to 95</i> : The supplementary duty of 20 francs per 100 kilograms is suppressed.	
101 (b)	Preserved fruits of all kinds, including those in sugar or in alcohol, in any type of container (including candied fruits); except those classified under No. 101 (a)	45.—
(102)	<i>Note to 102</i> : Chewing-gum is admitted under this number at the rate of 80.— francs per 100 kilograms.	
Ex 103	Shrimps, preserved	50.—
149	Bladders, intestines, rennet	2.—
Ex 184	Goat and kid leather, chrome-tanned	20.—
Ex 237	Douglas fir, for building and industrial purposes, sawn or split lengthwise or even completely squared, other than sleepers, vine-props and hoop-wood	2.50
Ex 330 (a)	Wallboards of vegetable fiber, regardless of condition or size . . .	15.—
341	Cotton, raw	0.20
Ex 522	Pneumatic tire casings and inner tubes of rubber, combined with metal or fabric	20.—
Ex 541	Socks and stockings of natural silk	800.—
628 (b)	Electrodes, unmounted, other than those classified under No. 628 (a)	1.20
632 (a)	Emery powder, carborundum, and other similar artificially made polishing and sharpening substances :	
	Broken up (in grains, powder, etc.)	6.—
	Electric refrigerating machines and apparatus, and parts thereof, weighing each :	
Ex 882 (e)	2,500 kilograms and more	30.—
Ex 882 (f)	500 kilograms to less than 2,500 kilograms	80.—
Ex 882 (g)	100 kilograms to less than 500 kilograms	150.—
Ex 882 (h)	Less than 100 kilograms	200.—
Ex 882 (i)	Refrigerator cabinets of all kinds, without internal mechanism . . .	80.—
	Oil-burners, and parts thereof, weighing each :	
Ex 882 (g)	100 kilograms to less than 500 kilograms	120.—
Ex 882 (h)	Less than 100 kilograms	180.—
890 (b)	Typesetting machines for book printing and other graphic industries ; bookbinding machinery, other than printing-presses classified under No. 890 (a)	10.—
	Passenger automobiles and chassis therefor, weighing each :	
Ex 914 (a)	Less than 800 kilograms	110.—
Ex 914 (b)	800 to 1,200 kilograms inclusive	130.—
Ex 914 (c)	More than 1,200 to 1,600 kilograms inclusive	150.—
Ex 914 (d)	More than 1,600 kilograms	170.—
948 (a) ¹	Typewriters and parts thereof	400.—
948 (a) ²	Cash-registers, registering accounting machines, and parts thereof . .	80.—
	Calculating machines and parts thereof, weighing each :	
948 (b) ¹	More than 100 kilograms	300.—
948 (b) ²	More than 20 to 100 kilograms inclusive	450.—
948 (b) ³	More than 12 to 20 kilograms inclusive	600.—
948 (b) ⁴	12 kilograms or less	800.—

Numéro du tarif suisse	Désignation des marchandises	Droits d'entrée fr. ct. par quintal
95	Saindoux	20,—
	<i>N. B. ad 95</i> : Le droit supplémentaire de 20 francs par 100 kg. est supprimé.	
101 b)	Conserves de fruits de tout genre, aussi au sucre et à l'alcool, quel que soit leur emballage (y compris les fruits confits au sucre ou candis), excepté celles reprises sous le numéro 101 a)	45,—
(102)	<i>N. B. ad 102</i> : La gomme à mâcher est admise sous ce numéro au droit d'entrée de 80,— francs par quintal.	
ex 103	Crevettes, conservées	50,—
149	Vessies, boyaux, présure	2,—
ex 184	Cuir de chèvres et de chevreaux, tannés au chrome	20,—
ex 237	Pin Douglas, de construction et d'œuvre, scié de long ou refendu, même complètement équarri, autre que traverses, échelas et bois de cerclage	2,50
ex 330 a)	Panneaux de revêtement pour parois, en fibres végétales, quels que soient l'état et la dimension	15,—
341	Coton, brut	0,20
ex 522	Enveloppes et chambres à air en caoutchouc, pour véhicules, avec intercalation métallique ou de tissus	20,—
ex 541	Chaussettes et bas : de soie naturelle	800,—
628 b)	Electrodes, non montées, autres que celles reprises sous le numéro 628 a)	1,20
632 a)	Emeri en poudre, carborundum et autres matières artificielles semblables pour le polissage et l'aiguisage : Divisés (en grains, en poudre, etc.)	6,—
	Machines et appareils frigorifiques électriques, ainsi que leurs parties, pesant par pièce :	
ex 882 e)	2.500 kg. et plus	30,—
ex 882 f)	De 500 kg. à 2.500 kg. exclusivement	80,—
ex 882 g)	De 100 kg. à 500 kg. exclusivement	150,—
ex 882 h)	Moins de 100 kg.	200,—
ex 882 i)	Armoires frigorifiques de tout genre sans appareillage intérieur	80,—
	Appareils pour le chauffage à l'huile, ainsi que leurs parties, pesant par pièce :	
ex 882 g)	De 100 kg. à 500 kg. exclusivement	120,—
ex 882 h)	Moins de 100 kg.	180,—
890 b)	Machines pour l'imprimerie typographique et autres arts graphiques ; machines pour la reliure, autres que les presses à imprimer du N° 890 a)	10,—
	Automobiles pour le transport des personnes et châssis pour de tels automobiles, pesant par pièce :	
ex 914 a)	Moins de 800 kg.	110,—
ex 914 b)	800 kg. jusqu'à 1.200 kg. inclusivement	130,—
ex 914 c)	Plus de 1.200 kg. jusqu'à 1.600 kg. inclusivement	150,—
ex 914 d)	Plus de 1.600 kg.	170,—
948 a) ¹	Machines à écrire et leurs pièces détachées	400,—
948 a) ²	Caisses enregistreuses, machines comptables enregistreuses ; pièces détachées de ces appareils	80,—
	Machines à calculer et leurs pièces détachées, pesant par pièce :	
948 b) ¹	Plus de 100 kg.	300,—
948 b) ²	Plus de 20 kg. jusqu'à 100 kg. inclusivement	450,—
948 b) ³	Plus de 12 kg. jusqu'à 20 kg. inclusivement	600,—
948 b) ⁴	12 kg. ou moins	800,—

Swiss Tariff Number	Description of Articles	Rate of Duty Swiss Francs per 100 kilograms
	<i>Note to 948</i> : Stands for the above will be classified under position 784 (b) as painted steel office furniture.	
1065 (a)	Coal-tar derivatives and auxiliary materials for the manufacture of aniline dyes, such as naphthalene, anthracene, carbolic acid (phenol), toluol, benzoic acid, etc.	1.—
1129	Paraffin and ceresin, pure, unmanufactured	1.—
1130	Petrolatum	1.—
1132 (a)	Lubricating greases, mineral	9.—

SECTION B.

Swiss Tariff Number	Description of Articles	Annual Quotas in 100 kilograms
1	Wheat	1,180,000
12	Rice in milled, husked or broken grains; groats and semolina of rice	20,000
24 (a)	Apricots, apples, pears, fresh, but not in bags or in bulk	24,146
25 (a) ¹	Plums and prunes, dried or pressed, not pitted, in containers of all kinds weighing 50 kilograms or more	24,709
25 (a) ²	Plums and prunes, dried or pressed, not pitted, in containers of all kinds weighing less than 50 kilograms	
27	Fruits, dried or pressed, pitted or stoned	11,000
44 (b)	Vegetables preserved in vinegar or otherwise, in containers of all kinds weighing 5 kilograms or less, other than preserved tomatoes, but including preserved asparagus	10,000
95	Lard	90% of total Swiss imports.
	<i>Note</i> : The Swiss Government agrees that not less than ninety percent of the total permitted importations of lard shall consist of lard originating in the United States of America. The annual quota thus allotted to the United States shall be divided into four equal calendar quarter quotas. Should any part of such quarterly quota not be utilized, the unused portion thereof may be re-allocated to other countries. If, however, an import permit issued to a given importer has not been utilized within thirty days of its issuance, the Swiss authorities agree to offer to the other importers entitled to import lard from the United States the right to import, within thirty days, the quantity stipulated in the said permit. The Swiss Government will authorize the importation of lard within three months after this Agreement comes into force.	
237	Resinous wood, for building and industrial purposes, sawn or split lengthwise or even completely squared, other than sleepers, vine-props and hoop-wood	75,000

Numéro du tarif suisse	Désignation des marchandises	Droits d'entrée fr. ct. par quintal
	<i>N. B. ad 948</i> : Les supports pour les machines susindiquées seront dédouanés sous position 784 b) comme meubles de bureau peints en acier.	
1065 a)	Dérivés du goudron de houille et matières auxiliaires pour la fabrication des couleurs d'aniline, tels que : naphthaline, anthracène, acide carbolique (phénique), toluol, acide benzoïque, etc.	1,—
1129	Paraffine et cérésine pures, non travaillées	1,—
1130	Vaseline	1,—
1132 a)	Graisses minérales de graissage	9,—

PARTIE B.

Numéro du tarif suisse	Désignation des marchandises	Contingents annuels en quintaux
1	Froment	1.180.000
12	Riz en grains perlés, égrugés, mondés ou concassés, gruaux et semoule de riz	20.000
24 a)	Abricots, pommes, poires, frais, autrement emballés qu'en sacs ou à découvert	24.146
25 a) ¹	Prunes et pruneaux, secs ou tapés, non désossés, en récipients de tout genre pesant 50 kg. ou plus	24.709
25 a) ²	Prunes et pruneaux, secs ou tapés, non désossés, en récipients de tout genre pesant moins de 50 kg.	
27	Fruits secs ou tapés, désossés ou sans pépins	11.000
44 b)	Légumes conservés au vinaigre ou autrement en récipients de tout genre pesant 5 kg. ou moins, autres que conserves de tomates, y compris asperges conservées	10.000
95	Saindoux	90% de l'importation totale en Suisse.
	<i>N. B. ad 95</i> : Le Gouvernement suisse est d'accord que non moins de 90 % des importations totales autorisées de saindoux consiste en saindoux des Etats-Unis d'Amérique. Le contingent annuel ainsi attribué aux Etats-Unis sera divisé en quatre contingents trimestriels. Au cas où une partie d'un de ces contingents trimestriels ne serait pas utilisée, la quantité non utilisée pourra être redistribuée à d'autres Etats ; si toutefois un permis d'importation octroyé à un importateur n'a pas été utilisé dans les 30 jours après son émission, les autorités suisses sont d'accord d'offrir aux autres importateurs autorisés à importer du saindoux des Etats-Unis le droit d'importer dans les 30 jours la quantité stipulée dans ledit permis. Le Gouvernement suisse autorisera l'importation du saindoux dans les trois mois après l'entrée en vigueur du présent accord.	
237	Bois d'essences résineuses, de construction et d'œuvre, sciés de long ou refendus, même complètement équarris, autres que traverses, échelas et bois de cerclage	75.000

Swiss Tariff Number	Description of Articles	Annual Quotas in 100 kilograms
Ex 330 (a)	Wallboards of vegetable fiber, regardless of condition or size . . .	3,000
Ex 522	Pneumatic tire casings and inner tubes of rubber, combined with metal or fabric	6,912
541	Socks and stockings: Of natural silk (without special permit) 15 Of natural or artificial silk 15 Total	30
643 (b)	Petroleum residues for heating purposes	300,000
Ex 882 (e) (i)	Electric refrigerating machines and apparatus, and parts thereof . .	2,821
Ex 882 (e) (h)	Oil-burners, and parts thereof	280
Ex 914 (a) (d)	Passenger automobiles and trucks, and chassis therefor	Units 4,812
954 (a)	Radio apparatus, with or without cabinets <i>Note to 954 (a) :</i> 800 quintals correspond to 5,600 radio sets, with or without cabinets, provided that separately imported parts and accessories, including tubes, will be charged against the quota in the proportion of 100 kilograms equals 7 sets.	in 100 kilograms 800
1065 (b)	Benzine and benzol, for motors	650,000
1126 and 1126 (a)	Kerosene	117,000
1131 (b)		
	Mineral lubricating oils, unmanufactured	145,000

SCHEDULE II.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
	<p><i>Note :</i> The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the Customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined insofar as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the statutory provision noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.</p> <p>In the case of articles enumerated in this Schedule, which are subject on the day of the signature of this Agreement to additional or separate ordinary Customs duties, whether or not imposed under the statutory provision noted in the column at the left of the respective description of the article, such separate or additional duties shall continue in force, subject to any reduction indicated in this Schedule or hereafter provided for until terminated in accordance with law, but shall not be increased.</p>	
I	Chloroacetic acid	2 ½ ¢ per lb.

Numéro du tarif suisse	Désignation des marchandises	Contingents annuels en quintaux
ex 330 a)	Panneaux de revêtement pour parois, en fibres végétales, quels que soient l'état et la dimension	3.000
ex 522	Enveloppes et chambres à air en caoutchouc, pour véhicules, avec intercalation métallique ou de tissus	6.912
541	Chaussettes et bas de soie : De soie naturelle, sans permis spécial 15 q. De soie naturelle ou artificielle 15 q. total	30
643 b)	Résidus de pétrole pour chauffage	300.000
ex 882 e) i)	Machines et appareils frigorifiques électriques, ainsi que leurs parties	2.821
ex 882 e) h)	Appareils pour le chauffage à l'huile, ainsi que leurs parties	280
ex 914 a) d)	Automobiles pour le transport des personnes et des marchandises et châssis pour de tels automobiles	pièces 4.812
954 a)	Appareils radiophoniques, avec ou sans cage <i>N. B. ad 954 a) : 800 quintaux correspondent à 5.600 appareils radiophoniques avec ou sans cage, sous condition que les parties, fournitures, y compris les lampes, importées séparément seront portées au compte du contingent en calculant que 100 kg. équivalent à sept appareils.</i>	en quintaux 800
1065 b)	Benzine et benzol pour moteurs	650.000
1126 et 1126 a)	Pétrole	117.000
1131 b)			Huiles minérales pour graisser les machines, non travaillées . . . . .	145.000

LISTE II

Paragraphe du « United States Tariff Act » de 1930	Désignation des marchandises	Droits applicables
	<p><i>Note :</i> Les dispositions de la présente annexe seront interprétées et produiront les mêmes effets, et l'application aux dispositions de la présente annexe, des dispositions collatérales des lois douanières des Etats-Unis, sera traitée, autant que faire se pourra, comme si chaque disposition de la présente annexe apparaissait respectivement dans le corps de la disposition légale indiquée dans la colonne à la gauche de la description respective des marchandises.</p> <p>Dans le cas de marchandises énumérées à la présente annexe, et qui sont soumises, au jour de la signature du présent accord, à des droits de douane ordinaires additionnels ou distincts, qu'ils soient ou non imposés en vertu de la disposition légale indiquée dans la colonne à la gauche de la description respective de la marchandise, lesdits droits distincts ou additionnels resteront en vigueur, sous réserve de toute réduction indiquée dans la présente annexe, ou stipulée ultérieurement, jusqu'à ce que leur effet cesse en vertu de dispositions légales ; mais ils ne seront pas augmentés.</p>	
I	Acide chloracétique	2 ½ ¢ par lb.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
1	Barbituric acids not specially provided for	25 % <i>ad valorem</i>
5	Salts and compounds of barbituric acids, and combinations and mixtures of any of the foregoing, not specially provided for . .	25 % <i>ad valorem</i>
5 and 23	Salts and compounds of gluconic acid and combinations and mixtures of any of the foregoing; digitalis glucosides, and ergotamine tartrate; all the foregoing not specially provided for, whether or not in any form or container specified in paragraph 23	15 % <i>ad valorem</i>
28 (a)	Coal-tar products: All colors, dyes, or stains, whether soluble or not in water, except those provided for in subparagraph (b) of paragraph 28	40 % <i>ad valorem</i> , but not less than 3 ½ ¢ per lb. and 22 ½ % <i>ad va- lorem</i>
28 (a)	Artificial musk, not mixed and not compounded, and not contain- ing alcohol, when obtained, derived, or manufactured in whole or in part from any of the products provided for in paragraph 27 or 1651	22 ½ % <i>ad valorem</i> , and 7 ¢ per lb.
28 (a)	Heliotropin, not mixed and not compounded, and not containing alcohol, when obtained, derived, or manufactured in whole or in part from any of the products provided for in paragraph 27 or 1651	22 ½ % <i>ad valorem</i> , and 3 ½ ¢ per lb.
60	Perfume materials, not mixed and not compounded, not specially provided for, and not containing over 10 % of alcohol : Geraniol Hydroxycitronellal	30 % <i>ad valorem</i> 22 ½ % <i>ad valorem</i>
72	Lead pigments: Pigments composed in chief value of suboxide of lead, dry, or in pulp, or ground in or mixed with oil or water, not specially provided for	3 ¢ per lb., but not less than 15 % nor more than 30 % <i>ad valorem</i>
302 (j)	Alsimin, ferrosilicon aluminum, and ferroaluminum silicon : Containing 20 but not more than 52 % of aluminum, and having silicon and iron as the other principal component elements Not specially provided for	1 ¼ ¢ per lb. 2 ½ ¢ per lb.
302 (o)	Alloys not specially provided for, used in the manufacture of steel or iron and containing not less than 28 % of iron, not less than 18 % of aluminum, not less than 18 % of silicon, and not less than 18 % of manganese	12 ½ % <i>ad valorem</i>
353	Testing machines for determining the strength of materials or articles in tension, compression, torsion, or shear, having as an essential feature an electrical element or device, and parts thereof; any of the foregoing, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for	20 % <i>ad valorem</i>

Paragraphe du « United States Tariff Act » de 1930	Désignation des marchandises	Droits applicables
1	Acides barbituriques, non spécialement dénommés ailleurs . . .	25 % <i>ad valorem</i>
5	Compositions des acides barbituriques et leurs sels, combinaisons et mélanges quelconques des précédents, non spécialement dénommés ailleurs	25 % <i>ad valorem</i>
5 et 23	Compositions d'acide gluconique et ses sels, combinaisons et mélanges quelconques des précédents; glucosides digitaliques, et tartrate d'ergotamine; tous les précédents non spécialement dénommés ailleurs, qu'ils soient ou non sous une des formes ou dans un des récipients spécifiés au N° 23 du tarif	15 % <i>ad valorem</i>
28 a)	Dérivés du goudron de houille: toutes couleurs, colorants ou mordants, solubles ou insolubles dans l'eau, à l'exception des produits classés au paragraphe b) du N° 28 du tarif	40 % <i>ad valorem</i> , mais pas moins de 3 ½ ¢ par lb. et 22 ½ % <i>ad valorem</i>
28 a)	Musc artificiel, non mélangé et non composé, ne contenant pas d'alcool, lorsqu'il est obtenu, extrait ou fabriqué en tout ou partie de l'un des produits classés au paragraphe 27 ou 1651 du tarif	22 ½ % <i>ad valorem</i> et 7 ¢ par lb.
28 a)	Héliotropine, non mélangée et non composée, ne contenant pas d'alcool, lorsqu'elle est obtenue, extraite ou fabriquée en tout ou partie de l'un des produits classés au paragraphe 27 ou 1651 du tarif	22 ½ % <i>ad valorem</i> et 3 ½ ¢ par lb.
60	Matières pour la parfumerie, non mélangées, non composées, non spécialement dénommées ailleurs et ne contenant pas plus de 10 % d'alcool: Géranol Hydroxytronellal	30 % <i>ad valorem</i> 22 ½ % <i>ad valorem</i>
72	Pigments de plomb: pigments, composés en valeur principale de suboxyde de plomb, secs ou en pâte, ou broyés ou mélangés avec de l'huile ou de l'eau, non spécialement dénommés ailleurs	3 ¢ par lb., mais pas moins de 15 % et pas plus de 30 % <i>ad va- lorem</i>
302 j)	Alsimin, ferrosilicium-aluminium et ferro-aluminium-silicium: Contenant 20 % mais pas plus de 52 % d'aluminium et dont les autres éléments principaux sont le silicium et le fer Non spécialement dénommés ailleurs	1 ¼ ¢ par lb. 2 ½ ¢ par lb.
302 o)	Alliages, non spécialement dénommés ailleurs, employés dans la fabrication de l'acier et du fer et ne contenant pas moins de 28 % de fer, pas moins de 18 % d'aluminium, pas moins de 18 % de silicium et pas moins de 18 % de manganèse	12 ½ % <i>ad valorem</i>
353	Machines d'essai pour déterminer la résistance des matériaux ou des objets à la traction, à la compression, à la torsion, ou au cisaillement, ayant comme partie essentielle un élément ou un dispositif électrique; pièces détachées de ces machines; les machines et pièces détachées susmentionnées, finies ou non finies, entièrement en métal ou dans lesquelles le métal entre comme valeur principale, et non spécialement dénommées ailleurs	20 % <i>ad valorem</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
353	Steam boilers operating with water under forced circulation at a rate of circulation at least eight times the rate of evaporation, and having combustion chambers designed for a working pressure exceeding 30 pounds absolute to the square inch, having as an essential feature an electrical element or device, and parts thereof; any of the foregoing, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for	20 % <i>ad valorem</i>
360	Laboratory instruments, apparatus, or appliances, for determining the strength of materials or articles in tension, compression, torsion, or shear, and parts of the foregoing; any of the foregoing wholly or in chief value of metal, and not plated with gold, silver, or platinum, finished or unfinished, not specially provided for	20% <i>ad valorem</i>
362	Files, file blanks, rasps, and floats, of whatever cut or kind : 2 ½ inches in length and under Over 2 ½ and not over 4 ½ inches in length Over 4 ½ and under 7 inches in length	20 ¢ per dozen 25 ¢ per dozen 35 ¢ per dozen
367 (a)	Watch movements, and time-keeping, time-measuring, or time-indicating mechanisms, devices, and instruments, whether or not designed to be worn or carried on or about the person, all the foregoing, if less than 1.77 inches wide and not having more than 17 jewels, whether or not in cases, containers, or housings : (1) If more than 1 inch wide If more than 9/10 of 1 inch but not more than 1 inch wide If more than 8/10 of 1 inch but not more than 9/10 of 1 inch wide If 7/10 of 1 inch or less wide (2) Any of the foregoing having no jewels or only one jewel : If 9/10 of 1 inch or less wide If more than 9/10 of 1 inch wide (3) Any of the foregoing having more than seven jewels shall be subject to an additional duty of (4) Any of the foregoing shall be subject for each adjustment of whatever kind (treating adjustment to temperature as two adjustments) in accordance with the marking as provided in subparagraph (b) of paragraph 367 to an additional duty of (5) Any of the foregoing, if constructed or designed to operate for a period in excess of 47 hours without rewinding, or if self-winding, or if a self-winding device may be incorporated therein, shall be subject to an additional duty of	\$0.90 each \$1.20 each \$1.35 each \$1.80 each 90 ¢ each 75 ¢ each 9 ¢ for each jewel in excess of seven 50 ¢ for each ad- justment 50 ¢ each

Paragraphe du « United States Tariff Act » de 1930	Désignation des marchandises	Droits applicables
353	Chaudières à vapeur opérant avec circuit forcé de l'eau, le taux de circulation étant au moins égal à 8 fois le taux de vaporisation et pourvues de chambres construites pour résister à une pression d'exploitation absolue dépassant 30 lb. par pouce carré, ayant comme partie essentielle un élément ou dispositif électrique; les pièces détachées de telles chaudières; les machines et pièces détachées susmentionnées, finies ou non finies, entièrement en métal ou dans lesquelles le métal entre comme valeur principale, et non spécialement dénommées ailleurs	20 % <i>ad valorem</i>
360	Instruments de laboratoire, appareils ou outillage pour déterminer la résistance des matériaux ou des objets, à la traction, à la compression, à la torsion, ou au cisaillement; pièces détachées de ces appareils; les instruments, appareils et pièces détachées susmentionnés, entièrement en métal ou dans lesquels le métal entre comme valeur principale, non plaqués d'or, d'argent ou de platine, finis ou non finis, non spécialement dénommés ailleurs	20 % <i>ad valorem</i>
362	Limes, limes ébauchées, râpes, et rifloirs, de n'importe quelle taille ou sorte : 2 ½ pouces de longueur et au-dessous Au-dessus de 2 ½ pouces et pas plus de 4 ½ pouces de longueur Au-dessus de 4 ½ pouces et au-dessous de 7 pouces de longueur	20 ¢ par douzaine 25 ¢ par douzaine 35 ¢ par douzaine
367 a)	Mouvements de montres ainsi que mécanismes, dispositifs et instruments pour chronométrer, mesurer ou indiquer le temps, destinés ou non à être portés sur ou par la personne, tous ces articles ayant une largeur de moins de 1,77 pouce et n'ayant pas plus de 17 rubis, qu'ils soient ou non emboîtés dans des boîtes, contenant ou étuis : (1) Ayant une largeur de : Plus d'un pouce Plus de 0,9, mais pas plus de 1 pouce Plus de 0,6, mais pas plus de 0,9 pouce 0,6 pouce ou moins (2) Si les articles ci-dessus n'ont pas de rubis ou n'ont qu'un rubis, les droits indiqués au chiffre (1) seront remplacés par les droits suivants : Ayant une largeur de : 0,6 pouce ou moins Plus de 0,6 pouce (3) Les articles ci-dessus, ayant plus de 7 rubis, acquitteront un droit additionnel de (4) Les articles ci-dessus acquitteront, pour chaque réglage quel qu'il soit (en comptant le réglage sur la température comme 2 réglages), conformément au marquage prévu par le sous-paragraphe b) du paragraphe 367, un droit additionnel de (5) Les articles ci-dessus, s'ils sont construits de façon à marcher plus de 47 heures sans devoir être remontés, ou s'ils sont à remontage automatique, ou si un dispositif de remontage automatique peut y être adapté, acquitteront un droit additionnel de	\$0,90 par pièce \$1,20 par pièce \$1,35 par pièce \$1,80 par pièce \$0,90 par pièce \$0,75 par pièce 9 ¢ par rubis en plus de sept 50 ¢ pour chaque réglage 50 ¢ par pièce

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
367 (c)	<p><i>Provided</i> : That the foregoing provisions shall not apply to any movement, mechanism, device, or instrument which contains less than seven jewels if such movement, mechanism, device, or instrument contains a bushing or its equivalent (other than a substitute for a jewel) in any position customarily occupied by a jewel.</p> <p>Parts specified hereunder for any of the movements, mechanisms, devices, or instruments provided for in paragraph 367 shall be dutiable as follows :</p> <p>(3) Each assembly or subassembly (unless dutiable under clause (1) of subparagraph 367 (c)) consisting of two or more parts or pieces of metal or other material joined or fastened together shall be subject to a duty of</p> <p>except that in the case of jewels the duty shall be and except that in the case of pillar or bottom plates or their equivalent the duty shall be</p> <p>and except that in the case of a balance assembly the duty shall be</p> <p>No assembly or subassembly shall be subject to a greater amount of duty than would be borne by the complete movement, mechanism, device, or instrument for which suitable, nor to a less rate of duty than</p> <p>For the purpose of this clause a balance assembly shall be an assembly consisting of a balance wheel, balance staff, and hairspring, with or without the other parts commercially known as parts of a balance assembly. For the purpose of this clause bimetallic balance wheels (not part of a balance assembly), and mainsprings with riveted ends, shall each be considered as one part or piece.</p>	<p>2 ¢ for each such part or piece of material</p> <p>9 ¢ instead of 2 ¢</p> <p>the rate provided in clause (2) of subparagraph 367 (c) instead of 2 ¢</p> <p>35 ¢ for the assembly instead of 2 ¢ for each part or piece thereof</p>
367 (d)	<p>(4) All other parts (except jewels and except those provided for in subparagraph 367 (c) (1) and (2)).</p> <p>Jewels, suitable for use in any movement, mechanism, device, or instrument, dutiable under paragraph 367 or paragraph 368, or in any meter or compass</p>	<p>55 % <i>ad valorem</i></p> <p>10 % <i>ad valorem</i></p>
367 (e)	<p>Dials for any of the movements, mechanisms, devices, or instruments provided for in paragraph 367, if such dials are less than 1.77 inches wide and are imported separately</p>	<p>2 ½ ¢ each and 45 % <i>ad valorem</i></p>
367 (f)	<p>All cases, containers, or housings, designed or suitable for the enclosure of any of the movements, mechanisms, devices, or instruments provided for in paragraph 367, whether or not containing such movements, mechanisms, devices, or instru-</p>	

Paragraphe du « United States Tariff Act » de 1930	Désignation des marchandises	Droits applicables
	<p><i>Remarque</i> : Les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront pas aux mouvements, mécanismes, dispositifs ou instruments contenant moins de 7 rubis, si ces mouvements, mécanismes, dispositifs ou instruments contiennent un bouchon ou son équivalent (autre qu'un substitut de rubis) à tout endroit qui usuellement est occupé par un rubis.</p>	
367 c)	<p>Les pièces détachées indiquées ci-dessous, destinées aux mouvements, mécanismes, dispositifs ou instruments, classés au paragraphe 367, seront dédouanées comme suit :</p> <p>(3) Tout assemblage ou sous-assemblage (à moins qu'il ne soit à dédouaner d'après la clause (1) du sous-paragraphe 367 c)) consistant en deux ou en plusieurs parties ou pièces de métal ou d'une autre matière réunies ou attachées ensemble, acquittera un droit de</p> <p>toutefois, le droit pour les rubis sera de</p> <p>le droit pour les platines à piliers ou inférieures ou leurs équivalents, sera</p> <p>et un assemblage d'échappement acquittera un droit de . .</p> <p>Aucun assemblage ou sous-assemblage n'acquittera un droit supérieur à celui qui serait applicable aux mouvements, mécanismes, dispositifs ou instruments complets auxquels il est destiné, ni un droit inférieur à</p> <p>Aux effets de cette clause, un assemblage d'échappement signifie un assemblage composé d'une roue de balancier, d'un axe de balancier et d'un spiral, avec ou sans les autres parties connues dans le commerce comme parties d'un assemblage d'échappement. Aux effets de cette clause, les roues de balancier bimétalliques (ne faisant pas partie d'un assemblage d'échappement) et les ressorts principaux à bouts rivés sont considérés chacun comme une partie ou une pièce distincte.</p> <p>(4) Toutes les autres parties (à l'exception des rubis et à l'exception de celles classées aux sous-paragraphe 367 c) (1) et (2)).</p>	<p>2 ø par partie ou pièce</p> <p>9 ø au lieu de 2 ø</p> <p>le droit prévu au paragraphe (2) du sous-paragra- phe 367 c), au lieu de 2 ø</p> <p>35 ø pour l'assem- blage au lieu de 2 ø pour chacune de ses parties ou pièces</p> <p>45 % <i>ad valorem</i></p> <p>55 % <i>ad valorem</i></p>
367 d)	Rubis propres à n'importe quel mouvement, mécanisme, dispositif ou instrument, à dédouaner sous le paragraphe 367 ou le paragraphe 368, ou destinés à n'importe quel compteur ou boussole	10 % <i>ad valorem</i>
367 e)	Cadrans destinés à n'importe quels mouvements, mécanismes, dispositifs ou instruments visés au paragraphe 367, si ces cadrans ont une largeur de moins de 1,77 pouce et sont importés séparément	2 ½ ø par pièce et 45% <i>ad valorem</i>
367 f)	Toutes boîtes, contenants, ou étuis, destinés ou convenant à l'emboîtement de n'importe quels mouvements, mécanismes, dispositifs ou instruments classés au paragraphe 367, qu'ils contiennent ou non de tels mouvements, mécanismes, dispositifs ou instru-	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
	ments, and whether finished or unfinished, complete or incomplete, except such containers as are used for shipping purposes only :	
	(1) If made of gold or platinum	75 ¢ each and 30 % <i>ad valorem</i>
	(2) If in part of gold, silver, or platinum, or wholly of silver. .	40 ¢ each and 30 % <i>ad valorem</i>
	(3) If set with precious, semiprecious, or imitation precious, or imitation semiprecious stones, or if prepared for the setting of such stones	40 ¢ each and 30 % <i>ad valorem</i>
	(4) If of base metal (and not containing gold, silver, or platinum)	10 ¢ each and 25 % <i>ad valorem</i>
367	All articles provided for in paragraph 367, but not provided for heretofore in this Schedule	the rate or rates of duty prescribed in paragraph 367
368 (a)	Lever movements of plate and bridge type construction for clocks or other time-keeping, time-measuring, or time-indicating mechanisms, devices, or instruments, 1.77 inches or more but not over 2 inches in width as defined in subparagraph 367 (h), and having more than four jewels; clocks and other time-keeping, time-measuring, or time-indicating mechanisms, devices, or instruments containing such movements; synchronous and subsynchronous motors of less than one-fortieth of one horsepower valued at not more than \$3 each, not including the value of gears or other attachments; mechanisms, devices, or instruments intended or suitable for measuring the flowage of electricity; time switches; all the foregoing which are provided for in paragraph 368 whether or not in cases, containers, or housings :	
	(1) If valued at not more than \$1.10 each	27 ½ ¢ each
	Valued at more than \$1.10 but not more than \$2.25 each.	50 ¢ each
	Valued at more than \$2.25 but not more than \$5 each . .	75 ¢ each
	Valued at more than \$5 but not more than \$10 each . . .	\$1.50 each
	Valued at more than \$10 each	\$2.25 each
	(2) Any of the foregoing shall be subject to an additional duty of	32 ½ % <i>ad valorem</i>
	(3) Any of the foregoing containing jewels shall be subject to an additional cumulative duty of	12 ½ ¢ for each such jewel
372	Jig-boring machine tools	15 % <i>ad valorem</i>
372	Knitting machines (except full-fashioned hosiery and circular knitting machines), finished or unfinished, and not specially provided for	27 ½ % <i>ad valorem</i>
372	Hydraulic reaction turbines and hydraulic impulse wheels, not specially provided for	15 % <i>ad valorem</i>

Paragraphe du « United States Tariff Act » de 1930	Désignation des marchandises	Droits applicables
	ments, finis ou non finis, complets ou non complets, à l'exception des contenants employés uniquement pour l'expédition :	
	(1) En or ou en platine	\$0,75 par pièce et 30% <i>ad valorem</i>
	(2) Partiellement en or, argent ou platine, ou entièrement en argent	\$0,40 par pièce et 30% <i>ad valorem</i>
	(3) Garnis de pierres précieuses, demi-précieuses ou d'imitation desdites pierres, ou préparés pour recevoir de telles pierres	\$0,40 par pièce et 30% <i>ad valorem</i>
	(4) En métal non précieux (et ne contenant pas d'or, d'argent ou de platine)	\$0,10 par pièce et 25% <i>ad valorem</i>
367	Tous les articles classés au paragraphe 367, non dénommés ci-dessus dans cette annexe	le droit ou les droits de douane stipulés au para- graphe 367
368 a)	Mouvements ancre du type de construction avec platines et ponts, destinés à des pendules ou autres mécanismes, dispositifs ou instruments pour chronométrer, mesurer ou indiquer le temps, mesurant 1,77 pouce ou plus, mais pas plus de 2 pouces, conformément aux dispositions du paragraphe 367 h), et ayant plus de 4 rubis ; pendules et autres mécanismes, dispositifs ou instruments, pour chronométrer, mesurer ou indiquer le temps, contenant les mouvements décrits ci-dessus ; moteurs synchrones ou asynchrones de moins de 1/40 ^e de CV. d'une valeur de \$3 ou inférieure par pièce, non compris la valeur des transmissions et autres accessoires ; mécanismes, dispositifs ou instruments destinés à ou convenant pour mesurer le courant de l'électricité ; interrupteurs-horaires ; tous ces articles classés au paragraphe 368, qu'ils soient ou non emboîtés dans des boîtes, contenants ou cabinets :	
	(1) Si leur valeur n'est pas supérieure à \$1,10 pièce	27 ½ ¢ par pièce
	Si leur valeur est supérieure à \$1,10, mais pas plus de \$2,25 pièce	50 ¢ par pièce
	Si leur valeur est supérieure à \$2,25 mais pas plus de \$5,00 pièce	75 ¢ par pièce
	Si leur valeur est supérieure à \$5,00 mais pas à \$10 pièce	\$1,50 par pièce
	Si leur valeur est supérieure à \$10 pièce	\$2,25 par pièce
	(2) Tous ces articles seront, en outre, astreints à un droit additionnel de	32 ½ % <i>ad valorem</i>
	(3) Tous ces articles contenant des rubis seront soumis à un droit additionnel cumulatif de	12 ½ ¢ pour cha- cun de ces rubis
372	Machines-outils à pointer (perceuses-aléseuses de haute précision)	15 % <i>ad valorem</i>
372	Machines à tricoter (sauf machines de bonneterie pour façon complète et machines à tricoter circulaires), finies ou non finies, non spécialement dénommées ailleurs	27 ½ % <i>ad valorem</i>
372	Turbines hydrauliques à réaction et couronnes à déviation libre, non spécialement dénommées ailleurs	15 % <i>ad valorem</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
372	Machines not specially provided for, finished or unfinished, for determining the strength of materials or articles in tension, compression, torsion, or shear	20 % <i>ad valorem</i>
382 (a)	Aluminium foil less than six one-thousandths of one inch in thickness	11 ¢ per lb., but not less than 20 % nor more than 40 % <i>ad valorem</i>
397	Rivets, nuts, and washers, any of the foregoing having shanks, threads, or holes not exceeding twenty-four one-hundredths of one inch in diameter ; screws, commonly called wood screws, having shanks not exceeding twelve one-hundredths of one inch in diameter ; all the foregoing composed wholly or in chief value of base metal other than iron or steel, but not plated with platinum, gold, or silver, or colored with gold lacquer, and not specially provided for	30 % <i>ad valorem</i>
397	Screws, except those commonly called wood screws, having shanks or threads not exceeding twenty-four one-hundredths of one inch in diameter, composed wholly or in chief value of iron, steel, or other base metal, but not plated with platinum, gold, or silver, or colored with gold lacquer, and not specially provided for	30 % <i>ad valorem</i>
710	Cheese having the eye formation characteristic of the Swiss or Emmenthaler type ; and Gruyere process-cheese	7 ¢ per lb., but not less than 20 % <i>ad valorem</i>
904 (b) (c)	Cotton cloth, bleached, printed, dyed, or colored, weighing less than one and two-thirds ounces per square yard and containing yarns the average number of which exceeds number 85, not woven with swivel attachments	35 % <i>ad valorem</i>
904 (b) (c) (d)	Cotton cloth, bleached, printed, dyed, or colored, containing yarns the average number of which exceeds number 40, and woven with swivel attachments	35 % <i>ad valorem</i>
917	Knit underwear, finished or unfinished, wholly or in chief value of cotton or other vegetable fiber, valued at more than \$1.75 per pound, and not specially provided for	30 % <i>ad valorem</i>
1114 (c)	Knit underwear, finished or unfinished, wholly or in chief value of wool, valued at more than \$1.75 per pound	50 ¢ per lb. and 30 % <i>ad valorem</i>
1205	Silk bolting cloth, not specially provided for	30 % <i>ad valorem</i>
1205	Woven fabrics in the piece, not exceeding thirty inches in width, whether woven with fast or split edges, the fibers of which are wholly of silk, yarn-dyed, whether or not Jacquard-figured, and valued at more than \$5.50 per pound	45 % <i>ad valorem</i>
1205	Woven fabrics in the piece, not exceeding thirty inches in width, whether woven with fast or split edges, bleached, printed, dyed, or colored, but not Jacquard-figured, the fibers of which are chiefly but not wholly of silk, including umbrella silk or Gloria cloth	50 % <i>ad valorem</i>
1208	Knit underwear, finished or unfinished, wholly or in chief value of silk, valued at more than \$1.75 per pound	35 % <i>ad valorem</i>

Paragraphe du « United States Tariff Act » de 1930	Désignation des marchandises	Droits applicables
372	Machines non spécialement dénommées ailleurs, finies ou non finies, pour déterminer la résistance des matériaux ou objets à la traction, à la compression, à la torsion, ou au cisaillement . .	20 % <i>ad valorem</i>
382 a)	Feuilles d'aluminium d'une épaisseur de moins de six millièmes de pouce	11¢ par lb., mais pas moins de 20 % ni plus de 40 % <i>ad valorem</i>
397	Rivets, écrous ou rondelles, avec jambes, filets ou perçages, ne dépassant pas un diamètre de 24/100 de pouce ; vis, dites vis à bois, avec jambes, ne dépassant pas un diamètre de 12/100 de pouce ; lesdits articles faits entièrement en métal non précieux ou dans lesquels la matière de principale valeur est un métal non précieux autre que le fer ou l'acier, mais non platinés, dorés, ou argentés, ni teints de vernis d'or, non spécialement dénommés ailleurs	30 % <i>ad valorem</i>
397	Vis, à l'exception des vis dites vis à bois, avec jambes ou filets ne dépassant pas un diamètre de 24/100 de pouce, faites entièrement en fer, en acier ou en un autre métal non précieux ou dans lesquelles le fer, l'acier ou autre métal non précieux constitue la matière de principale valeur, mais non platinées, dorées ou argentées, ni teintes de vernis d'or, non spécialement dénommées ailleurs	30 % <i>ad valorem</i>
710	Fromage ayant les trous caractéristiques du fromage suisse ou d'Emmenthal ; et Petit-Gruyère en boîtes	7 ¢ par lb., mais pas moins de 20 % <i>ad valorem</i>
904 b) c)	Tissu de coton, blanchi, imprimé, teint, ou coloré, d'un poids inférieur à 1 2/3 once par yard carré et contenant des fils dont le numéro moyen est supérieur au numéro 85, non tissé avec chasse à brochage	35 % <i>ad valorem</i>
904 b) c) d)	Tissu de coton, blanchi, imprimé, teint, ou coloré, contenant des fils dont le numéro moyen est supérieur au numéro 40, et tissé avec chasse à brochage	35 % <i>ad valorem</i>
917	Sous-vêtements tricotés, finis ou non finis, entièrement en coton ou autre fibre végétale, ou dont le coton ou une autre fibre végétale constitue la matière de principale valeur, évalués à plus de \$1,75 par lb. et non spécialement dénommés ailleurs	30 % <i>ad valorem</i>
1114 c)	Sous-vêtements tricotés, finis ou non finis, entièrement en laine, ou dont la laine constitue la matière de principale valeur, évalués à plus de \$1,75 par lb.	50 ¢ par lb. et 30 % <i>ad valorem</i>
1205	Gaze pour bluterie en soie, non spécialement dénommée ailleurs . .	30 % <i>ad valorem</i>
1205	Tissus en pièces, ne dépassant pas en largeur 30 pouces, tissés ou non avec des lisières jumelles ou coupées, les fils étant exclusivement en soie, teints-en-fils, façonnés à la Jacquard ou non, et d'une valeur de plus de \$5,50 par lb.	45 % <i>ad valorem</i>
1205	Tissus en pièces, ne dépassant pas en largeur 30 pouces, tissés ou non avec des lisières jumelles ou coupées, blanchis, imprimés, teints ou colorés, mais non façonnés à la Jacquard, les fils étant principalement mais pas exclusivement en soie, y compris les tissus-soie pour parapluies ou les tissus Gloria	50 % <i>ad valorem</i>
1208	Sous-vêtements tricotés, finis ou non finis, entièrement en soie, ou dont la soie constitue la matière de principale valeur, évalués à plus de \$1,75 par lb.	35 % <i>ad valorem</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
1301	Single filaments or rayon or other synthetic textile, known as artificial horsehair	35 % <i>ad valorem</i> , but not less than 30 ¢ per lb.
1309	Knit underwear, finished or unfinished, wholly or in chief value of rayon or other synthetic textile, valued at more than \$1.75 per pound	45 ¢ per lb. and 35 % <i>ad valorem</i>
1413	Stereotype-matrix mat or board valued at more than 1/45 of 1 cent per square inch	20 % <i>ad valorem</i>
1504 (a)	Braids, plaits, laces, and willow sheets or squares, in chief value of straw, chip, paper, grass, palm leaf, willow, osier, rattan, real horsehair, cuba bark, or manila hemp, and braids and plaits in chief value of ramie, all the foregoing suitable for making or ornamenting hats, bonnets, or hoods, and containing a substantial part of rayon or other synthetic textile (but not in chief value thereof)	24 ¢ per lb., but not less than 22 1/2 % nor more than 45 % <i>ad valorem</i>
1504 (b) (3)	Men's Yeddo hats composed wholly or in chief value of unsplit straw, blocked but not trimmed (whether or not bleached, dyed, colored, or stained)	\$3.50 per dozen, but not less than \$1.75 per dozen and 25 % <i>ad valorem</i>
1529 (a)	Braids (including braids or bandings made wholly or in part of braids, but not including materials or articles provided for in paragraph 1504), suitable for making or ornamenting hats, bonnets, or hoods, loom woven and ornamented in the process of weaving, or made by hand, or on a lace, knitting, or braiding machine, composed wholly or in chief value of rayon or other synthetic textile, or of yarn, threads, or filaments other than cotton, valued at more than \$1 per pound	\$1 per lb., but not less than 45 % nor more than 90 % <i>ad valorem</i>
1529 (a)	Insertings, edgings, galloons, flouncings, and allovers; articles in chief value of one or more of the foregoing, except articles of wearing apparel not specified by name in this provision; curtains, panels, paneling, valances, sheets, pillowcases, bedspreads, bolster cases, bed sets, mats, doilies, rounds, ovals, oblongs, squares, motifs, bureau or table scarfs and sets, piano scarfs, chair back and chair arm covers, antimacassars, table cloths, napkins, bridge or luncheon sets, handkerchief cases, glove cases, handbags, purses, collars, cuffs, collar and cuff sets, jabots, yokes, plastrons, aprons, and boudoir caps; all the foregoing, finished or unfinished, however described and	

Paragraphe du « United States Tariff Act » de 1930	Désignation des marchandises	Droits applicables
1301	Monofil de rayonne ou d'un autre textile synthétique dit crin artificiel	35 % <i>ad valorem</i> , mais pas moins de 30 ¢ par lb.
1309	Sous-vêtements tricotés, finis ou non finis, entièrement en rayonne ou autre textile synthétique, ou dont la rayonne ou un autre textile synthétique constitue la matière de valeur principale, évalués à plus de \$1,75 par lb.	45 ¢ par lb. et 35% <i>ad valorem</i>
1413	Flan ou carton pour matrices de stéréotypie d'une valeur de plus de 1/45 ^e de cent par pouce carré	20 % <i>ad valorem</i>
1504 a)	Tresses, galons, dentelles, feuilles ou carrés de saule, dans lesquels la paille, les copeaux, le papier, l'herbe, les feuilles de palmier, le saule, l'osier, le rotin, le crin naturel, l'écorce de Cuba, ou le chanvre de Manille, constitue la matière de valeur principale, et les tresses et les galons, où la valeur de la ramie est prépondérante ; tous les articles précédents convenant à la confection et à l'ornementation de chapeaux, bonnets, ou de capelines, et contenant une quantité importante de rayonne, ou d'un autre textile synthétique (sans que celle-ci ou celui-ci en constitue la valeur principale)	24 ¢ par lb., mais pas moins de 22 1/2 %, ni plus de 45 % <i>ad valo- rem</i>
1504 b) (3)	Chapeaux d'hommes Yeddo, composés entièrement de paille non fendue ou dont celle-ci constitue la valeur principale, formés mais non garnis (qu'ils soient ou non blanchis, teints, colorés, ou teintés)	\$3,50 par dou- zaine, mais pas moins de \$1,75 par douzaine et 25% <i>ad valorem</i>
1529 a)	Tresses (y compris les tresses ou les bandeaux faits entièrement ou en partie de tresses, mais sans les matières et les articles classés au paragraphe 1504), convenant à la confection et à l'ornementation de chapeaux, bonnets ou capelines, tissés sur le métier et ornés pendant le procédé du tissage, ou faits à la main, ou sur une machine à dentelles, à tricoter, ou à tresser, consistant entièrement en rayonne ou en un autre textile synthétique, ou en filés, fils, ou filaments autres que du coton, ou dont l'une de ces matières constitue la valeur principale, évalués à plus de \$1,00 par lb.	\$1,00 par lb., mais pas moins de 45 %, ni plus de 90% <i>ad valorem</i>
1529 a)	Entre-deux, bandes, galons, volants et laizes ; articles dont la valeur principale est constituée par un ou plusieurs articles susmentionnés, à l'exception d'articles d'habillement non désignés spécifiquement dans ce paragraphe ; rideaux, « panels », « paneling », valances, draps, taies d'oreillers, couvre-lits, fourres de traversins, ensembles de lits (bedsets), dessous, napperons (doilies), ronds, ovales, oblongs, carrés, motifs, chemins et ensembles pour bureaux et tables, dessus de pianos, dessus pour bras de fauteuils et couvre-dossiers pour fauteuils, antimacassars, nappes, serviettes, ensembles pour bridge ou luncheon, sachets à mouchoirs, sachets à gants, sacs à main, bourses, cols, man-	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
	provided for in paragraph 1529 (a), which are embroidered or tamboured and which are wholly or in chief value of cotton. . .	60 % <i>ad valorem</i>
	<i>Provided :</i> That this provision shall not apply to laces, lace fabrics, and lace articles, made in any part on a lace machine, nor to articles or materials embroidered or tamboured in any part by hand or otherwise than with the use of multiple-needle, Cornely, or Bonnaz embroidery machines (except that the edges may be embroidered with the use of other machines) ; but no article or material shall be excluded from this provision by reason of the incidental ornamentation thereof by hand by means of spider work, faggoting or similar stitches, extending across openwork resulting from the removal of a part of the fabric.	
1529 (a)	Insertings, edgings, galloons, flouncings, and allovers, any of the foregoing which are burnt-out laces, and finished or unfinished articles in chief value of one or more of the foregoing ; all the foregoing, however described and provided for in paragraph 1529 (a)	60 % <i>ad valorem</i>
1529 (b)	Handkerchiefs, wholly or in part of machine-made lace ; handkerchiefs embroidered (whether with a plain or fancy initial, monogram, or otherwise, and whether or not the embroidery is on a scalloped edge), tamboured, appliqued, or from which threads have been omitted, drawn, punched, or cut, and with threads introduced after weaving to finish or ornament the openwork, not including one row of straight hemstitching adjoining the hem ; any of the foregoing, finished or unfinished, which contain no handmade lace and which are not embroidered or tamboured in any part by hand : Composed wholly or in chief value of cotton	2 ¢ each and 30 % <i>ad valorem</i>
	Composed wholly or in chief value of vegetable fiber other than cotton :	
	If finished and valued at 80 cents or more per dozen	2 ¢ each and 30 % <i>ad valorem</i>
	If unhemmed and without any finished edge, and valued at 45 cents or more per dozen	2 ¢ each and 30 % <i>ad valorem</i>
1530 (e)	Turn or turned boots and shoes, made wholly or in chief value of leather, not specially provided for	10 % <i>ad valorem</i>
1541 (a)	Music boxes and parts thereof, not specially provided for	20 % <i>ad valorem</i>
1558	Preparations for flavoring or seasoning food, in chief value of yeast extract, containing no alcohol, and not including sauces	12½ % <i>ad valorem</i>
1626	Bolting cloths composed of silk, imported expressly for milling purposes, and so permanently marked as not to be available for any other use	Free

Paragraphe du « United States Tariff Act » de 1930	Désignation des marchandises	Droits applicables
	chettes, parures de cols et manchettes, jabots, empiècements, plastrons, tabliers, bonnets de boudoir ; tous ces articles, finis ou non finis, quelle que soit leur description et leur dénomination dans le paragraphe 1529 a), qu'il s'agisse d'articles brodés ou en broderie au point de chaînette (tambouré) et consistant entièrement en coton ou dont le coton constitue la valeur principale	60 % <i>ad valorem</i>
	<i>Remarque</i> : Ce paragraphe ne s'applique ni aux dentelles, tissus en dentelles, et articles en dentelles, dont quelque partie est faite par une machine à dentelles, ni aux articles ou tissus brodés ou tambourés en quelque partie à la main ou autrement que par des métiers à broder à multiples aiguilles, des métiers Cornely ou Bonnaz (sauf que les bordures peuvent être brodées avec l'usage d'autres machines) ; mais aucun article ou tissu ne peut être exclu de ce paragraphe à cause de son ornementation occasionnelle faite à la main au moyen de broderies « spider-work », « faggoting », ou points similaires, liant l'ouvrage à jour résultant de l'élimination d'une partie du tissu.	
1529 a)	Entre-deux, bandes, galons, volants et laizes ; l'un ou tous ces articles ci-dessus qui sont des broderies chimiques, et des articles finis ou non finis, dont la valeur principale est constituée par un ou plusieurs des articles ci-dessus ; tous ces articles, quelle que soit leur description et dénomination dans le paragraphe 1529 a)	60 % <i>ad valorem</i>
1529 b)	Mouchoirs, entièrement ou partiellement en dentelle faite au métier ; mouchoirs brodés (soit avec des initiales simples ou de fantaisie, des monogrammes, ou autrement, que la broderie soit ou non sur une bordure festonnée), tambourés, appliqués, ou dans lesquels des fils ont été omis, tirés, percés ou coupés, et ayant des fils insérés après le tissage afin de finir ou d'ornementer l'ouvrage à jour, non compris une seule rangée de point d'ourlet simple contiguë à l'ourlet ; tous les articles précédents, finis ou non finis, ne contenant pas de dentelle faite à la main et dont aucune partie n'est brodée ou tambourée à la main : Entièrement en coton ou dont la principale valeur est constituée par du coton	2 ø pièce et 30 % <i>ad valorem</i>
	Entièrement en fil végétal autre que le coton ou dans lesquels le fil végétal autre que le coton constitue la valeur principale : Finis et ayant une valeur de 80 ø ou plus la douzaine	2 ø pièce et 30 % <i>ad valorem</i>
	Non ourlés, sans bordure finie, et ayant une valeur de 45 ø ou plus la douzaine	2 ø pièce et 30 % <i>ad valorem</i>
1530 e)	Bottines et souliers, cousus chausson, composés entièrement de cuir, ou dont le cuir constitue la matière de principale valeur, non spécialement dénommés ailleurs	10 % <i>ad valorem</i>
1541 a)	Boîtes à musique et leurs pièces détachées, non spécialement dénommées ailleurs	20 % <i>ad valorem</i>
1558	Préparations pour assaisonner la nourriture, dont les extraits de levure constituent la matière de principale valeur, sans alcool, à l'exclusion des sauces	12½ % <i>ad valorem</i>
1626	Gaze pour bluterie en soie, importée exclusivement pour la minoterie, marquée d'une façon indélébile, la rendant impropre à un autre usage	exempte

DECLARATION

With a view to co-operating with the Government of the United States of America in its efforts to suppress the smuggling of watches and watch movements, the Government of Switzerland will establish and maintain with the collaboration of the appropriate organizations of the Swiss Watch Industry, the following system of regulation of the exportation of watches and watch movements from Switzerland to the United States :

1. Watches and watch movements other than those purchased at retail may not be exported from Switzerland to the United States except under export permits issued by a Swiss watch organization to be designated by the Government of Switzerland. Such permits shall be viséed by the Swiss Customs Authorities when the shipments are exported from Switzerland and shall be delivered to the appropriate American Consulate in Switzerland. The export permit shall be substantially in the form attached hereto.

2. Watches and watch movements destined for the United States shall be exported through the Swiss Custom House at the place or places to be designated by the Swiss Customs Authorities, for direct shipment to the United States.

3. Watches and watch movements exported from Switzerland to the United States shall be permanently marked with a distinguishing mark distinct for each importer in the United States. Current lists of such marks, and the names and addresses of the persons to whom allocated, shall be furnished by the Swiss Government to the American Legation at Bern. However, such mark shall not be required in the case of watches or watch movements which are or may hereafter be permitted to be legally imported into the United States without marking.

4. The appropriate organizations of the Swiss Watch Industry will take such measures as are necessary to insure :

(a) That their members keep regular accounts, periodically audited, and that they furnish complete information to a central organization in Switzerland regarding their exports of watches and watch movements to the United States, in particular, the dates, quantities and values of their shipments, the style of their products, the names of the suppliers of the exported articles, and the names of the importers in the United States ; and

(b) That infringements of this system of regulation of exports are punished in accordance with the conventions of the Swiss Watch Industry ; it being understood that one of the penalties to be imposed shall be the temporary or permanent refusal of export permits for future shipments to the United States.

5. Upon request through the appropriate channels, the Swiss watch organization which is designated by the Government of Switzerland for the issuance of export permits will furnish information to the American Customs Authorities regarding the smuggling, or suspected smuggling into the United States of watches and watch movements.

6. The Swiss watch organization which is designated by the Government of Switzerland for the issuance of export permits will, after due warning, refuse to issue export permits for the shipment of watches and watch movements for the account of any person in the United States if there is probable cause to believe that such person has smuggled or is engaged in the smuggling of watches or watch movements into the United States and if such person has refused to permit a duly accredited Customs officer of the United States to inspect his stock or records pertaining to such merchandise or the purchase or importation thereof.

The system of regulation of exports described above shall be put into operation on May 1st, 1936, and shall continue to operate as long as the trade Agreement remains in force, subject to the provisions of Article XVII of the said trade Agreement.

DÉCLARATION

Dans le but de coopérer avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dans ses efforts pour supprimer la contrebande des montres et des mouvements de montres, le Gouvernement suisse établira et maintiendra, avec la collaboration des organisations appropriées de l'industrie horlogère suisse, le système suivant de réglementation de l'exportation des montres et des mouvements de montres de Suisse aux Etats-Unis :

1. Les montres et les mouvements de montres autres que ceux achetés dans le commerce de détail ne peuvent pas être exportés de Suisse aux Etats-Unis s'ils ne sont pas accompagnés de permis délivrés par une organisation de l'industrie horlogère suisse désignée par le Gouvernement suisse. Ces permis doivent être visés par les autorités douanières suisses au moment où les envois sont exportés de Suisse et doivent être remis au consulat américain compétent en Suisse. Le permis d'exportation doit être conforme en principe au formulaire ci-joint.

2. Les montres et les mouvements de montres destinés aux Etats-Unis doivent être exportés par le ou les bureaux des douanes suisses désignés par les autorités douanières suisses, d'où ils seront acheminés directement sur les Etats-Unis.

3. Les montres et les mouvements de montres exportés de Suisse aux Etats-Unis seront marqués de façon permanente d'une marque distinctive, distincte pour chaque importateur aux Etats-Unis. Des listes tenues à jour de ces marques, ainsi que les noms et adresses des personnes auxquelles elles sont assignées, seront fournies à la légation des Etats-Unis à Berne par le Gouvernement suisse. Cependant, cette marque ne doit pas être exigée pour des montres et des mouvements de montres qui sont ou seraient subséquemment autorisés à être légalement importés aux Etats-Unis sans marquage.

4. Les organisations appropriées de l'industrie horlogère suisse prendront les mesures nécessaires pour assurer :

a) Que leurs membres tiennent une comptabilité régulière périodiquement révisée et qu'ils fournissent des informations complètes à une organisation centrale en Suisse, concernant leurs exportations de montres ou de mouvements de montres aux Etats-Unis, en particulier les dates, quantités et valeurs de leurs envois, le genre de leurs produits, les noms des fournisseurs des articles exportés et les noms des importateurs aux Etats-Unis ; et

b) Que les infractions à ce système de réglementation des exportations seront punies en conformité des conventions de l'industrie horlogère suisse ; il est entendu que l'une des sanctions à prendre sera le refus temporaire ou permanent de permis d'exportation pour les envois futurs à destination des Etats-Unis.

5. Sur requête présentée par les voies appropriées, l'organisation de l'industrie horlogère suisse désignée par le Gouvernement suisse pour l'émission des permis d'exportation fournira aux autorités douanières américaines des informations concernant l'entrée aux Etats-Unis en contrebande effective ou supposée de montres et de mouvements de montres.

6. L'organisation de l'industrie horlogère suisse désignée par le Gouvernement suisse pour l'émission des permis d'exportation refusera, après avertissement en due forme, d'établir des permis d'exportation visant des envois de montres ou de mouvements de montres pour le compte de toute personne aux Etats-Unis s'il y a raison d'admettre que cette personne a passé en contrebande ou est en train de passer en contrebande aux Etats-Unis des montres ou des mouvements de montres et si ladite personne a refusé de permettre à un fonctionnaire des douanes américaines, dûment autorisé, d'inspecter ses stocks ou documents relatifs à telle marchandise ou à son achat ou à son importation.

Le système de réglementation des exportations décrit ci-dessus devra être mis en application le premier mai 1936 et devra continuer à être appliqué aussi longtemps que l'accord commercial restera en vigueur, sous réserve des dispositions de l'article XVII dudit accord commercial.

FORM OF EXPORT PERMIT FOR WATCHES AND WATCH MOVEMENTS

Mr
(Name of Exporter)

residing at Switzerland,
applies for an export permit for a shipment to the United States as described below.

Consignee : goods sent to
(Name and address)

Ultimate consignee
(Name and address)

Country of origin : Switzerland.

Nature and quantity of the goods (as described in the U. S. A. Customs tariff)

Value of the goods sent
(in Swiss francs)

Goods exported from Switzerland through :
For importation into the U. S. A. through port of :
Marks and numbers on case or parcels

Signature of exporter
(Seal)

Date 19...
La Chaux-de-Fonds, 19...
(Switzerland)

The Swiss Watch Chamber of Commerce
.....
(Seal)

Visa of the Swiss Customs Authorities at
.....
(Seal)

Certified to be true and complete textual copies of the original Agreement and of the two Schedules and a Declaration annexed thereto in the languages in which they were signed.

For the Secretary of State of the
United States of America :

P. F. Allen,
*Acting Chief Clerk and
Administrative Assistant.*

FORMULAIRE DE PERMIS D'EXPORTATION POUR LES MONTRES
ET MOUVEMENTS DE MONTRES

M
(Nom de l'exportateur)

domicilié à Suisse
sollicite un permis d'exportation pour un envoi à destination des Etats-Unis, conforme à la description
ci-dessous.

Destinataire : Marchandises envoyées à
(intermédiaire) (Nom et adresse)

Destinataire final :
(Nom et adresse)

Pays d'origine : Suisse.

Nature et quantité des marchandises (conformément à la nomenclature du tarif douanier des U. S. A.)
.....

Valeur des marchandises expédiées :
(en francs suisses)

Marchandises exportées de Suisse par le bureau des douanes de :
.....

Pour l'importation aux U. S. A. par le port de
Marques et numéros figurant sur les caisses ou paquets

Signature de l'exportateur
(cachet)

Date 19...
La Chaux-de-Fonds, 19...
(Suisse)
Chambre suisse de l'Horlogerie
.....
(cachet)

Visa du Bureau des douanes suisses
de
(cachet)

Certified to be true and complete textual
copies of the original Agreement and of the two
Schedules and a Declaration annexed thereto
in the languages in which they were signed.

For the Secretary of State of the
United States of America :

P. F. Allen,
*Acting Chief Clerk and
Administrative Assistant.*

N° 3963.

BULGARIE ET FRANCE

Accord de paiements. Signé à Sofia,
le 6 juillet 1936.

BULGARIA AND FRANCE

Agreement concerning Payments.
Signed at Sofia, July 6th, 1936.

N° 3963. — ACCORD¹ DE PAIEMENTS ENTRE LA BULGARIE ET LA FRANCE. SIGNÉ A SOFIA, LE 6 JUILLET 1936.

Textes officiels français et bulgare communiqués par le délégué permanent de la Bulgarie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 28 août 1936.

LES GOUVERNEMENTS BULGARE et FRANÇAIS désireux de remédier aux difficultés que l'expérience a fait apparaître dans le fonctionnement de la Convention de Compensation du 16 janvier 1933 sont convenus des dispositions suivantes qui remplacent la convention précitée :

Article premier.

A moins qu'elles n'aient fait l'objet d'un règlement en devises libres provenant d'une vente de produits bulgares dans un pays tiers, les marchandises françaises importées en Bulgarie après la mise en vigueur du présent avenant ne pourront être réglées que par compensation privée avec des produits bulgares importés en France, compte tenu :

1° Du prélèvement en devises libres opéré, conformément à ses ordonnances, par la Banque nationale de Bulgarie sur les produits bulgares exportés ;

2° Du prélèvement de 17,50 % de la valeur F. O. B. du produit bulgare importé en France, prélèvement dont le montant sera versé à l'Office de Compensation franco-bulgare.

Article 2.

La liquidation des créances ayant pour origine la vente de marchandises françaises expédiées à destination de la Bulgarie avant la publication du présent accord au *Journal Officiel de la République française*, sera assurée au moyen du prélèvement effectué en francs de 17,50 % sur la valeur F. O. B. des produits bulgares importés en France et réglés par compensation privée avec des produits français exportés en Bulgarie.

Cette liquidation se fera dans l'ordre chronologique des versements faits à la Banque nationale de Bulgarie des sommes dues par les débiteurs bulgares, compte tenu des dates des significations faites à cette banque des versements effectués dans d'autres banques au cours du change de la Banque nationale de Bulgarie le jour du versement en leva, étant entendu que le créancier recevra le montant en francs de sa créance quelles que soient les variations du change entre la date de l'encaissement des leva par la Banque nationale de Bulgarie et la date des transferts définitifs. Les créances libellées en monnaie autre que le franc ou le lev seront converties en France, en francs,

¹ Entré en vigueur le 17 juillet 1936.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 3963. — СПОГОДБА ¹ ЗА ПЛАЩАНИЯТА МЕЖДУ БЪЛГАРИЯ И ФРАНЦИЯ.
ПОДПИСАНА ВЪ СОФИЯ НА 6 ЮЛИЙ 1936 Г.

French and Bulgarian official texts communicated by the Permanent Delegate of Bulgaria to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 28th, 1936.

Правителствата на България и Франция, въ желанието си да отстранят изтъкнатитѣ отъ практиката мъжнотии въ функционирането на компенсационната конвенция отъ 16 януарий 1933 г., се споразумѣха върху следващитѣ постановления, които замѣстватъ горепоменатата конвенция:

Членъ 1.

Освенъ ако сж били предметъ на плащане въ свободни девизи, произходящи отъ продажба на български произведения въ трета страна, французкитѣ стоки, внесени въ България следъ влизането въ сила на настоящата допълнителна спогодба, ще може да се уреждатъ само чрезъ частна компенсация съ български произведения внесени въ Франция, като се държи смѣтка :

1) за удържанитѣ отъ Българската народна банка, съгласно съ наредбитѣ ѝ, свободни девизи отъ изнесенитѣ български произведения ;

2) за удържанитѣ 17.50% отъ стойността ФОВ на внесения въ Франция български артикуль, които ще се внасятъ на франко-българската компенсационна служба.

Членъ 2.

Ликвидирането на вземанията, произходящи отъ продажба на французки стоки експедираны за България преди публикуването на настоящата спогодба въ «Държавенъ вестникъ» на Французката република, ще бжде осигурено посрѣдствомъ удържанитѣ въ франка 17.50% отъ стойността ФОВ на българскитѣ произведения внесени въ Франция и уредени чрезъ частна компенсация съ французки произведения изнесени за България.

Това ликвидиране ще се извърши по хронологически редъ на внесенитѣ при Българската народна банка дължими суми отъ българскитѣ длъжници, като се държи смѣтка за датитѣ на авизиранитѣ на тая банка вноски извършени при други банки, по камбиалния курсъ на Българската народна банка въ деня на вноската въ лева, и като се разбира, че кредиторътъ ще получи сумата въ франка на вземането си, безъ огледъ на промѣнитѣ въ курса между датата на които сж били инкасираны левоветѣ

¹ Came into force July 17th, 1936.

au cours du jour du versement, sur la base des cours cotés officiellement sur le marché du pays débiteur.

Les montants payés en francs aux créanciers français par l'Office de Compensation franco-bulgare seront portés, après chaque paiement, au crédit de la Banque nationale de Bulgarie.

Article 3.

Les détenteurs de créances commerciales françaises arriérées auront la faculté d'employer les leva versés à leur crédit ou au crédit d'autres détenteurs de créances commerciales françaises arriérées à l'achat de marchandises bulgares destinées à l'exportation, conformément aux conditions des ordonnances de la Banque nationale de Bulgarie.

L'importation en France de produits bulgares payés au moyen des créances arriérées ne fera pas l'objet du prélèvement de 17,50 %.

Ce paiement devra préalablement à l'importation de la marchandise, être justifié soit par un certificat de la Banque nationale de Bulgarie adressé à l'Office de Compensation franco-bulgare, soit par un ordre de paiement donné par l'Office de Compensation franco-bulgare et visé par la Banque nationale de Bulgarie. La Banque nationale de Bulgarie et l'Office s'aviseront réciproquement de l'établissement de ces documents au fur et à mesure de leur délivrance.

Article 4.

La Banque nationale de Bulgarie autorisera également sans limitation, la cession de créances commerciales françaises arriérées à des Français ou à des Bulgares résidant en France ou en Bulgarie pour toutes opérations en Bulgarie en leva internes. La Banque nationale de Bulgarie avisera l'Office de Compensation franco-bulgare au fur et à mesure de ces cessions.

Article 5.

La Banque nationale de Bulgarie ne s'engage à effectuer le transfert des sommes versées chez elle que dans la limite des disponibilités en devises prévues par le présent accord pour la liquidation des arriérés.

En cas de dénonciation de la présente convention, une nouvelle entente devra intervenir pour le transfert des leva non transférés.

Article 6.

La Banque nationale de Bulgarie continuera comme par le passé, à recevoir des versements directs en leva jusqu'à concurrence de 40 millions de leva. Cette limite une fois atteinte, l'acceptation des versements en leva sera suspendue et elle sera reprise dans la mesure où des conversions auraient réduit le découvert susindiqué.

Article 7.

En vue d'éviter la constitution de nouveaux arriérés, le Gouvernement bulgare n'autorisera l'importation de marchandises françaises en Bulgarie que dans la mesure où leur règlement pourra être assuré dans les conditions prévues à l'article premier.

отъ Българската народна банка и датата на окончателнитѣ преводи. Вземанията въ валута различна отъ франка или лева, ще се конвертиратъ въ Франция, въ франка, по курса на деня на вноската, на базата на официално котиранитѣ курсове на пиящата въ страната длъжница.

Изплатенитѣ въ франка суми на французкитѣ кредитори отъ франко-българската компенсационна служба ще се отнасятъ, следъ всѣко плащане, въ завѣрzenie на Българската народна банка.

Членъ 3.

Носителитѣ на стари французки търговски вземания ще иматъ правото да използватъ левоветѣ внесени въ тѣхно завѣрzenie или въ завѣрzenie на други носители на стари французки търговски вземания за покупка на български стоки предназначени за износъ, съгласно съ условията съдържащи се въ наредбитѣ на Българската народна банка.

Вносътъ въ Франция на български произведения плащани съ стари вземания не ще бжде предметъ на удръжката отъ 17.50%.

Това плащане трѣбва преди вноса на стоката да се оправдае било съ едно свидетелство отъ Българската народна банка отправено до франко-българската компенсационна служба, било съ едно нареждане за плащане дадено отъ франко-българската компенсационна служба и визирано отъ Българската народна банка. Българската народна банка и компенсационната служба ще се уведомяватъ взаимно за установяването на тѣзи документи паралелно съ издаването имъ.

Членъ 4.

Българската народна банка ще разрешава така сжщо, безъ ограничение, цедирането на стари французки търговски вземания на французи или на българи живущи въ Франция или въ България за всѣка операция въ България съ вътрешни лева. Българската народна банка ще уведомява франко-българската компенсационна служба за тѣзи цесии паралелно съ реализирането имъ.

Членъ 5.

Българската народна банка се задължава да извърши превода на внесенитѣ у нея суми само въ границитѣ на располагаемия авоаръ въ девизи предвиденъ въ настоящата спогодба за ликвидиране на старитѣ вземания.

Въ случай на денонсиране на настоящата спогодба, ново споразумение ще трѣбва да се постигне за превода на нетрансфериранитѣ лева.

Членъ 6.

Българската народна банка ще продължава, както въ миналото, да приема направо вноски въ лева до размѣръ на 40 милиона лева. Щомъ се достигне тази граница, приемането на вноски въ лева ще се преустанови и ще се поднови дотолкова, доколкото конверсии биха намалили горепоменатото открито салдо.

Членъ 7.

За да се избѣгне образуването на нови ариерета, българското правителство ще разрешава вноса на французки стоки въ България само дотолкова, доколкото изплащането имъ ще може да бжде осигурено при условията предвидени въ чл. 1.

Article 8.

Il demeure entendu que les détenteurs de créances commerciales françaises visés à l'article 3 pourront être aussi bien le créancier primitif que le cessionnaire de la créance.

Article 9.

Le présent accord est applicable à l'Algérie.

Article 10.

Chaque gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures d'ordre intérieur qu'il jugera nécessaires pour faire observer par ses ressortissants les dispositions de la présente convention.

Article 11.

La présente convention entrera en vigueur dix jours après la date de la signature. Sa durée sera de six mois. Elle pourra être dénoncée trois mois avant son échéance. Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une nouvelle période de six mois aussi longtemps que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin sous le préavis précité.

Fait à Sofia le 6 juillet 1936, en double exemplaire.

Le Plénipotentiaire français :

(s.) Jacques LABOURET.

Le Plénipotentiaire bulgare :

(s.) G. KIOSSÉIVANOV.

Членъ 8.

Разбира се, че носители на стари французки търговски вземания визирани въ членъ 3, може да бждатъ както първоначалния кредиторъ, така сжщо и цесионера на вземането.

Членъ 9.

Настоящата спогодба с приложима и за Алжирия.

Членъ 10.

Всѣко правителство, доколкото това го засѣга, ще вземе такива вжтрешни мѣрки, каквито намѣри за необходими, за да застави поданицитѣ си да съблюдаютъ постановленията на настоящата спогодба.

Членъ 11.

Настоящата спогодба ще влезе въ сила десетъ дни следъ датата на подписването ѝ. Тя ще трае шесть месеци. Тя ще може да бжде денонсирана три месеци преди срока ѝ. Тя ще бжде мълчеливо продължавана за други шесть месеци дотогава, докогато едната отъ високитѣ договорящи страни не изяви желанието си да ѝ тури край при горепоменатото предизвестие.

Съставена въ София на 6 юлий 1936 г. въ два екземпляра.

Френски пълномощникъ :

(*n*) Жакъ Лавуре.

Български пълномощникъ :

(*n*) Г. КЪОСЕИВАНОВЪ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3963. — AGREEMENT CONCERNING PAYMENTS BETWEEN
BULGARIA AND FRANCE. SIGNED AT SOFIA, JULY 6TH, 1936.

THE BULGARIAN and FRENCH GOVERNMENTS, being desirous of eliminating the difficulties that experience has revealed in the operation of the Compensation Convention of January 16th, 1933, have agreed upon the following provisions, which shall supersede the aforesaid Convention :

Article 1.

Unless they have been paid for in free foreign exchange derived from the sale of Bulgarian products in a third country, French goods imported into Bulgaria after the entry into force of the present additional Agreement may be paid for only by private compensation with Bulgarian products imported into France, account being taken of :

1. The charge in free foreign exchange imposed by the Bulgarian National Bank, in accordance with its ordinances, on exported Bulgarian products ;
2. The charge of 17.5 per cent of the f.o.b. value of the Bulgarian products imported into France, which amount shall be paid into the Franco-Bulgarian Compensation Office.

Article 2.

The liquidation of debts arising out of the sale of French goods consigned to Bulgaria before the publication of the present Agreement in the *Official Journal* of the French Republic shall be effected out of the charge of 17.5 per cent. imposed (in francs) on the f.o.b. value of Bulgarian products imported into France and paid for by private compensation with French products exported to Bulgaria.

Such liquidation shall be carried out in the chronological order of payments into the Bulgarian National Bank of the sums due by the Bulgarian debtors, regard being had to the dates on which that Bank was advised of payments made into other banks, at the Bulgarian National Bank's rate of exchange on the day of the payment in leva, on the understanding that the creditor shall receive the amount of his claim in francs irrespective of exchange fluctuations between the date on which the Bulgarian National Bank received the leva and the date of the final transfers. Debts expressed in currencies other than francs or leva shall be converted in France into francs at the rate prevailing on the day of payment, on the basis of the rates officially quoted on the market of the debtor country.

The amounts paid in francs to French creditors by the Franco-Bulgarian Compensation Office shall, after every payment, be placed to the credit of the Bulgarian National Bank.

Article 3.

Holders of old French trade debts shall be entitled to use the leva paid to their credit, or to the credit of other holders of old French trade debts, for purchasing Bulgarian goods intended for export, in accordance with the terms of the ordinances of the Bulgarian National Bank.

The charge of 17.5 per cent. shall not be imposed on the importation into France of Bulgarian products paid for by means of old debts.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Evidence of such payment must be produced, prior to the importation of the goods, in the form either of a certificate from the Bulgarian National Bank addressed to the Franco-Bulgarian Compensation Office, or of a payment order issued by the Franco-Bulgarian Compensation Office and endorsed by the Bulgarian National Bank. The Bulgarian National Bank and the Compensation Office shall advise each other of the establishment of such documents whenever they are issued.

Article 4.

The Bulgarian National Bank shall likewise authorise without restriction the transfer of old French trade debts to French or Bulgarian citizens resident in France or Bulgaria for all operations in Bulgaria in inland leva. The Bulgarian National Bank shall advise the Franco-Bulgarian Compensation Office of such transfers whenever they occur.

Article 5.

The Bulgarian National Bank undertakes to transfer the sums paid to it only up to the amount of the foreign exchange available for the liquidation of old debts as provided in this Agreement. Should the present Agreement be denounced, a fresh understanding shall be reached regarding the transfer of untransferred leva.

Article 6.

The Bulgarian National Bank will continue, as hitherto, to accept direct payments in leva up to a total of 40 million leva. When that total is reached, acceptance of payments in leva will be suspended, and will be resumed to the extent to which the aforesaid uncovered balance may have been reduced by conversions.

Article 7.

In order to prevent fresh arrears from developing, the Bulgarian Government will authorise the importation of French goods into Bulgaria only to the extent to which provision can be made for payment under the conditions laid down in Article 1.

Article 8.

It is understood that the holders of old French trade debts referred to in Article 3 may be either the original creditors or persons to whom they have transferred their claims.

Article 9.

The present Agreement shall also be applicable to Algeria.

Article 10.

Each Government will take, for its own part, such internal measures as it may deem necessary to enforce the provisions of the present Agreement upon its nationals.

Article 11.

The present Agreement shall come into force ten days after the date of its signature. The period of its validity shall be six months. It may be denounced three months before the date of its expiry. It shall be tacitly extended for further periods of six months until such time as one of the High Contracting Parties gives notice, as provided above, of his desire to bring it to a close.

Done in duplicate at Sofia, the 6th day of July, 1936.

(Signed) Jacques LABOURET,
French Plenipotentiary.

(Signed) G. KIOSSÉIVANOV,
Bulgarian Plenipotentiary.

N° 3964.

DANEMARK ET JAPON

Echange de notes relatif à l'assistance
judiciaire réciproque en matière
civile et commerciale. Tokio, les
16 et 23 juillet 1936.

DENMARK AND JAPAN

Exchange of Notes respecting Mu-
tual Judicial Aid in Civil and
Commercial Matters. Tokyo, July
16th and 23rd, 1936.

No. 3964. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE DANISH AND JAPANESE GOVERNMENTS RESPECTING MUTUAL JUDICIAL AID IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. TOKYO, JULY 16TH AND 23RD, 1936.

English and Japanese official texts communicated by the Chargé d'Affaires p. i. of the Permanent Delegation of Denmark to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 2nd, 1936.

Textes officiels anglais et japonais communiqués par le chargé d'Affaires p. i. de la délégation permanente du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 septembre 1936.

I.

20. N. I.

TOKYO, July 16th, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With a view to facilitating the judicial procedure concerning cases in civil and commercial matters in Danish or Japanese courts, I have the honour, under instructions from my Government, to state as follows :

The Danish Government propose to institute, between the Danish and Japanese courts, mutual judicial aid on reciprocal terms regarding delivery of documents and taking of evidence in civil and commercial matters. If such mutual judicial aid be instituted, the expenses incurred in Danish or Japanese courts in the execution of judicial commissions shall be refunded by the Government of that country to which the court issuing such commission belongs.

The Danish Government will institute the above-mentioned mutual judicial aid so soon as the Japanese Government agree to the above proposal.

In bringing forward the above proposal of my Government, I beg to request that your Excellency would be good enough to state whether the Japanese Government accept the same.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

Rud. BERTOUCHE-LEHN.

His Excellency
Monsieur H. Arita,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 27 août 1936.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ Came into force July 23rd, 1936.

¹ Entré en vigueur le 23 juillet 1936.

II.

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

條二機密第九號

以書翰啓上致候。陳者、本大臣ハ左ノ如キ本月十六日附貫翰ヲ受領スルノ光榮ヲ有シ候。

丁抹國又ハ日本國裁判所ニ於ケル民事及商事ノ事件ニ關スル司法手續ヲ容易ナラシメンカ爲、本使ハ茲ニ、本國政府ノ訓令ニ依リ左ノ如ク申進スルナ光榮ヲ有シ候。

丁抹國政府ハ丁抹國及日本國裁判所間ニ民事及商事ノ事件ニ關スル書類ノ途達及證據調ニ付相互條件ニ依リ司法共助ヲ開始セムコトヲ提議致候。若シ斯卡ル司法共助ノ開始セララルルニ於テハ、司法上ノ囑託ノ施行ノ爲丁抹國又ハ日本國裁判所ニ於テ要シタル費用ハ斯卡ル囑託ヲ爲シタル裁判所ノ屬スル國ノ政府ニ依リ辨償セ

外務省

ラルヘキモノト致度候。

丁抹國政府ハ日本國政府カ右提議ニ同意セラルルニ於テハ直ニ右司法共助ヲ開始スルコトト致度候。

本使ハ本國政府ノ右提議ヲ開示スルト共ニ、日本國政府ニ於テハ右ヲ受諾セラルルヤ否ヤ閣下ノ御回示ヲ得度此段申進スルノ光榮ヲ有シ候。

本大臣ハ丁抹國政府ノ右提議ハ明治三十八年法律第六十三號ノ規定ニ適合スルニ依リ日本國政府ハ之ヲ受諾スルト共ニ本日ヨリ日本國及丁抹國裁判所間ニ民事及商事ノ事件ニ關スル書類ノ途達及證據調ニ付司法共助ヲ開始スルコトニ同意スル旨申進スルノ光榮ヲ有シ候。

右申進旁本大臣ハ茲ニ重示テ閣下ニ向テ敬意ヲ表シ候。 敬具。

外 務 省

昭和十一年七月二十三日

外務大臣 有田 八郎

丁抹國特命全權公使

男爵「ルトルフフレテリツク、カルル、アタム、ヘルトウーシニ・リーヌ」閣下

右ハ昭和十一年七月廿三日附在本邦丁抹國特命全權公使男爵「ルトルフ、フレテリツク、カルル、アタム、ヘルトウーシニ・リーヌ」閣下宛有田外務大臣書翰條二機密第九號ノ寫ナルコトヲ
證ス

外務省



II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 9/T2.

July 23rd, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 16th inst. which reads as follows :

With a view to facilitating the judicial procedure concerning cases in civil and commercial matters in Danish or Japanese courts, I have the honour, under instructions from my Government, to state as follows :

The Danish Government propose to institute, between the Danish and Japanese courts, mutual judicial aid on reciprocal terms regarding delivery of documents and taking of evidence in civil and commercial matters. If such mutual judicial aid be instituted, the expenses incurred in Danish or Japanese courts in the execution of judicial commissions shall be refunded by the Government of that country to which the court issuing such commission belongs.

The Danish Government will institute the above-mentioned mutual judicial aid so soon as the Japanese Government agree to the above proposal.

In bringing forward the above proposal of my Government, I beg to request that your Excellency would be good enough to state whether the Japanese Government accept the same.

I beg to state that the above proposal of the Danish Government being in conformity with the stipulations of the Law No. 63 of the 38th Year of Meiji the Japanese Government accept the same and agree to institute on this date between the Japanese and Danish courts mutual judicial aid regarding delivery of documents and taking of evidence in civil or commercial matters.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Hachiro ARITA,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Baron Rudolph Bertouch-Lehn,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Denmark.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 27 août 1936.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ Traduction du Gouvernement danois.

¹ Translation of the Danish Government.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3964. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET JAPONAIS RELATIF A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. TOKIO, LES 16 ET 23 JUILLET 1936.

20 N. I.

I.

TOKIO, le 16 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Afin de faciliter la procédure judiciaire en matière civile et commerciale devant les tribunaux danois ou japonais, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement danois se propose d'établir, entre les tribunaux danois et japonais, un régime de collaboration judiciaire sur la base de la réciprocité en ce qui concerne la signification des documents et l'administration des preuves en matière civile et commerciale. Si cette collaboration judiciaire est établie, les dépenses entraînées dans les tribunaux danois ou japonais par l'exécution d'une commission rogatoire seront remboursées par le gouvernement du pays auquel appartient le tribunal qui aura adressé ladite commission.

Le Gouvernement danois établira la collaboration judiciaire ci-dessus mentionnée dès que le Gouvernement japonais aura accepté la proposition ci-dessus.

En présentant ladite proposition de mon gouvernement, je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement japonais l'accepte.

Je saisis cette occasion, etc.

Rud. BERTOUCHE-LEHN.

Son Excellence

Monsieur H. Arita,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

N^o 9/T2.

II.

Le 23 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 16 courant, qui est conçue comme suit :

Afin de faciliter la procédure judiciaire en matière civile et commerciale devant les tribunaux danois ou japonais, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement danois se propose d'établir, entre les tribunaux danois et japonais, un régime de collaboration judiciaire sur la base de la réciprocité en ce qui concerne la signification des documents et l'administration des preuves en matière

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

civile et commerciale. Si cette collaboration judiciaire est établie, les dépenses entraînées dans les tribunaux danois ou japonais par l'exécution d'une commission rogatoire seront remboursées par le gouvernement du pays auquel appartient le tribunal qui aura adressé ladite commission.

Le Gouvernement danois établira la collaboration judiciaire ci-dessus mentionnée dès que le Gouvernement japonais aura accepté la proposition ci-dessus.

En présentant ladite proposition de mon gouvernement, je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement japonais l'accepte.

Je me permets de porter à votre connaissance que la proposition ci-dessus du Gouvernement danois étant conforme aux stipulations de la loi N^o 63 de la trente-huitième année du Meiji, le Gouvernement japonais s'y rallie et accepte d'établir, à la date de ce jour, entre les tribunaux japonais et danois, un régime de collaboration judiciaire en ce qui concerne la signification des documents et l'administration des preuves en matière civile et commerciale.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Hachiro ARITA,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence le baron Rudolph Bertouch-Lehn,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
du Danemark.

N° 3965.

BELGIQUE ET FRANCE

Déclaration relative à la procédure civile dans les rapports de la Belgique avec la zone française de l'Empire chérifien. Signée à Rabat, le 16 juillet 1936.

BELGIUM AND FRANCE

Declaration regarding Civil Procedure in the Relations of Belgium with the French Zone of the Shereefian Empire. Signed at Rabat, July 16th, 1936.

N^o 3965. — DÉCLARATION ¹ RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE
DANS LES RAPPORTS DE LA BELGIQUE AVEC LA ZONE
FRANÇAISE DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN. SIGNÉE A RABAT, LE
16 JUILLET 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 3 septembre 1936.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ayant jugé utile de régler conventionnellement les rapports de la Belgique avec la zone française de l'Empire chérifien en ce qui concerne les questions prévues à la Convention ² internationale de La Haye du 17 juillet 1905, sur la procédure civile, sont convenus par la présente déclaration de ce qui suit :

Article premier.

L'application de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile est étendue aux rapports entre la Belgique et la zone française de l'Empire chérifien.

Les transmissions d'actes judiciaires et extrajudiciaires prévues au chapitre premier de ladite Convention de La Haye s'effectueront conformément aux dispositions de la déclaration ³ échangée le 2 octobre 1912 entre la Belgique et la France.

Article 2.

La présente déclaration aura force exécutoire dix jours après sa publication dans la forme prescrite par la législation des deux pays ; elle restera en vigueur aussi longtemps que la Belgique et la France seront parties à la Convention de La Haye en question.

En foi de quoi, les soussignés :

M. Albert BARBANSO, consul général de Belgique à Casablanca ;

M. Marcel PEYROUTON, gouverneur général des Colonies, commissaire résident général de la République française au Maroc ;

Dûment autorisés, ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rabat, en double exemplaire, le seize juillet mil neuf cent trente-six.

(L. S.) Albert BARBANSO.

(L. S.) PEYROUTON.

¹ Entrée en vigueur le 30 août 1936.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IX, page 884.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3965. — DECLARATION² REGARDING CIVIL PROCEDURE
IN THE RELATIONS OF BELGIUM WITH THE FRENCH ZONE
OF THE SHEREEFIAN EMPIRE. SIGNED AT RABAT, JULY
16TH, 1936.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place September 3rd, 1936.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, deeming it expedient to regulate, by means of an agreement, the relations of Belgium with the French zone of the Shereefian Empire, in respect of the questions dealt with in the Hague International Convention³ of July 17th, 1905, regarding civil procedure, have agreed in the present Declaration as follows :

Article 1.

The application of the Hague Convention of July 17th, 1905, regarding civil procedure shall be extended to the relations between Belgium and the French zone of the Shereefian Empire.

The transmission of judicial and extra-judicial documents under Chapter I of the said Hague Convention shall be effected in accordance with the provisions of the Declaration⁴ exchanged on October 2nd, 1912, between Belgium and France.

Article 2.

The present Declaration shall take effect ten days after its publication in the manner prescribed by the laws of the two countries ; it shall remain in force during such time as Belgium and France are Parties to the aforesaid Hague Convention.

In faith whereof the undersigned :

M. Albert BARBANSON, Consul-General of Belgium at Casablanca ;

M. Marcel PEYROUTON, Governor-General of the Colonies, Commissioner Resident-General of the French Republic in Morocco ;

Being duly authorised, have drawn up the present instrument and thereto affixed their seals.

Done at Rabat, in duplicate, the sixteenth day of July, one thousand nine hundred and thirty-six.

(L. S.) Albert BARBANSON.

(L. S.) PEYROUTON.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force August 30th, 1936.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 106, page 890.

N° 3966.

SALVADOR ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays. San-Salvador, le 23 juin 1936.

SALVADOR AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. San Salvador, June 23rd, 1936.

N^o 3966. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU SALVADOR ET DE LA SUÈDE COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SAN-SALVADOR, LE 23 JUIN 1936.

N^o 3966. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE EL SALVADOR Y EL GOBIERNO SUECO POR EL QUE SE CONCLUYE UN ACUERDO RELATIVO A LAS RELACIONES COMERCIALES ENTRE LOS DOS PAISES. SAN SALVADOR, 23 DE JUNIO DE 1936.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 septembre 1936.

French and Spanish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place September 4th, 1936.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

SAN-SALVADOR, le 23 juin 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet du règlement des relations commerciales entre la Suède et El Salvador j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement suédois, à condition de réciprocité et en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif entre la Suède et El Salvador, s'engage vis-à-vis de El Salvador à appliquer les stipulations suivantes.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Les Parties contractantes conviennent aussi de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'attribution et la répartition des contingents pour les marchandises dont l'importation est ou sera soumise à des restrictions quantitatives ainsi que pour les règles, formalités et charges relatives à l'application de telles restrictions quantitatives. Il est entendu en outre que si l'une des Parties contractantes maintient ou introduit des restrictions au commerce des devises l'autre Partie bénéficiera en cette matière du traitement de la nation la

plus favorisée les restrictions devant être appliquées d'une manière telle que les paiements pour les créances résultant des importations de l'autre Partie puissent s'effectuer régulièrement.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent article, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par la Suède aux pays scandinaves et par El Salvador aux pays de l'Amérique centrale et Panama et celles qui ont pour but de faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Cet arrangement entrera en vigueur à la date où seront échangées les notes et il pourra être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

En attendant la confirmation de l'acceptance du Gouvernement de El Salvador de cet arrangement, je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) C. G. G. ANDERBERG.

A Son Excellence

Monsieur le D^r Miguel Angel Araujo,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 août 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.

REPUBLICA
DE EL SALVADOR, C.A.

SAN SALVADOR, 23 de junio de 1936.

SEÑOR MINISTRO,

He tenido la honra de recibir la estimable Nota de Vuestra Excelencia, fechada el día de hoy, en que, refiriéndose a nuestras conversaciones relativas al propósito del arreglo de las relaciones comerciales entre Suecia y El Salvador, se sirve informarme que el Gobierno Sueco, bajo condición de reciprocidad y en

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

RÉPUBLIQUE
DU SALVADOR, A. C.

SAN-SALVADOR, le 23 juin 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note, en date de ce jour, par laquelle, vous référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet du projet de règlement des relations commerciales entre la Suède et le Salvador, vous voulez bien m'informer que le Gouvernement suédois, sous condition de réciprocité et en attendant la con-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

espera de la celebración de un Tratado de Comercio definitivo entre Suecia y El Salvador, se compromete a aplicar las estipulaciones siguientes :

« Las Altas Partes Firmantes convienen en acordarse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida en todo lo que concierne a los derechos de aduana y todos los derechos accesorios, la manera de percepción de los derechos, así como las reglas, formalidades y gastos a los cuales las operaciones de aduanas pudieran estar sometidos.

En consecuencia, los productos naturales o fabricados, originarios de cada una de las Partes Firmantes, no estarán en ningún caso sometidos a derechos, impuestos o gastos distintos o más gravosos que aquellos a que están o estarán sometidos los productos de la misma naturaleza originarios de un tercer país cualquiera. Asimismo, los productos naturales o fabricados exportados del territorio de cada una de las Partes Firmantes con destino al territorio de la otra Parte, no estarán en ningún caso sometidos, por las mismas razones, a derechos impuestos o gastos distintos o más elevados ni a reglas y formalidades más gravosas que aquellos a que están o estarán sometidos los mismos productos destinados al territorio de otro país cualquiera.

Las Partes Firmantes convienen también en otorgarse recíprocamente el tratamiento de la nación más favorecida en lo que concierne a la atribución y la repartición de los contingentes por las mercaderías cuya importación está o será sometida a restricciones cuantitativas, así como para las reglas, formalidades y gastos relativos a la aplicación de tales restricciones cuantitativas. Queda entendido, además, que si una de las Partes Firmantes mantiene o introduce restricciones al comercio de las divisas, la otra Parte beneficiará en esta materia del tratamiento de la nación más favorecida ; debiendo las restricciones aplicarse de tal manera que los pagos por las deudas que resultaren de las importaciones de la otra Parte puedan efectuarse regularmente.

clusion d'un traité de commerce définitif entre la Suède et le Salvador, s'engage à appliquer les stipulations suivantes :

« Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque. De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Les Parties contractantes conviennent aussi de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'attribution et la répartition des contingents pour les marchandises dont l'importation est ou sera soumise à des restrictions quantitatives ainsi que pour les règles, formalités et charges relatives à l'application de telles restrictions quantitatives. Il est entendu en outre que si l'une des Parties contractantes maintient ou introduit des restrictions au commerce des devises, l'autre Partie bénéficiera en cette matière du traitement de la nation la plus favorisée, les restrictions devant être appliquées d'une manière telle que les paiements pour les créances résultant des importations de l'autre Partie puissent s'effectuer régulièrement.

Todas las ventajas, favores, privilegios e inmunidades que han sido o serán concedidas en el futuro por una de las dos Partes Firmantes en la materia susodicha, a los productos naturales o fabricados originarios de un tercer país cualquiera o destinados al territorio de otro país cualquiera, serán inmediatamente y sin compensación, aplicados a los productos de la misma naturaleza originarios de la otra Parte. Sin embargo, quedan exceptuados de los compromisos formulados en el presente artículo, los favores actualmente concedidos o que podrán concederse ulteriormente por Suecia a los países escandinavos y por El Salvador a los países de la América Central y Panamá y los que tienen por fin facilitar el tráfico fronterizo, así como también los que resultaren de una unión aduanal ya existente o que podrá firmarse en el futuro por una de las Partes Firmantes.

Este arreglo entrará en vigor en la fecha en que serán cambiadas las notas y podrá ser denunciado mediante previo aviso de tres meses. »

En respuesta, me es grato manifestar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de El Salvador acepta en las condiciones expuestas el arreglo comercial con Suecia y lo considera vigente, sin más trámites que la presente confirmación, a partir del día veintitres de junio de mil novecientos treinta y seis.

Válgame de esta ocasión para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi alta estima.

(Signé) Miguel Angel ARAUJO.

Excelentísimo
Señor Don Carl Gotthard Gylfe Anderberg,
Enviado Extraordinario
y Ministro Plenipotenciario de Suecia,
Presente.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 août 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

No. 3966

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie. Sont exceptés, toutefois, des engagements formulés au présent article, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par la Suède aux pays scandinaves et par le Salvador aux pays de l'Amérique centrale et au Panama et celles qui ont pour but de faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Cet arrangement entrera en vigueur à la date où seront échangées les notes et il pourra être dénoncé moyennant un préavis de trois mois. »

En réponse, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Salvador accepte, aux conditions exposées, le règlement commercial avec la Suède et le considère comme étant en vigueur, sans autres formalités que la présente confirmation, à partir du vingt-trois juin mil neuf cent trente-six.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miguel Angel ARAUJO.

Son Excellence
Monsieur Carl Gotthard Gylfe Anderberg,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Suède,
San-Salvador.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3966. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF SALVADOR AND SWEDEN CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SAN SALVADOR, JUNE 23RD, 1936.

I.

SWEDISH LEGATION.

SAN SALVADOR, *June 23rd, 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the negotiations instituted between us in regard to the settlement of commercial relations between Sweden and Salvador, I have the honour to inform you that, on condition of reciprocity and pending the conclusion of a definitive commercial treaty between Sweden and Salvador, the Swedish Government undertakes to apply the following stipulations in its relations with Salvador.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties; the method of collection of the duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities more onerous, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

The Contracting Parties also agree to accord to each other most-favoured-nation treatment in respect of the granting and allocation of quotas for goods, the importation of which is or may hereafter be subject to quantitative restrictions, and in respect of the rules, formalities and charges relating to the application of such quantitative restrictions. It is further understood that, should either of the Contracting Parties maintain or introduce restrictions on foreign exchange transactions, the other Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in that matter, the restrictions being applied in such a way as to enable the payment of sums due in respect of the imports of the other Party to be made regularly.

All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any other country shall be applied, immediately and without compensation, to products of a like nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Favours which are at present accorded or may hereafter be accorded by Sweden to Scandinavian countries and by Salvador to Central American countries and Panama, and those designed to facilitate frontier traffic or resulting from a Customs union which has already been concluded or which may be concluded in the future by either of the Contracting Parties shall, however, be excluded from the undertakings set forth in the present Article.

This Agreement shall come into force on the date on which the notes are exchanged and may be denounced at three months' notice.

Awaiting the confirmation of the Salvadorian Government's acceptance of this Agreement, I have the honour to be, etc.

(Signed) C. G. G. ANDERBERG.

His Excellency Dr. Miguel Angel Araujo,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
REPUBLIC OF SALVADOR, C.A.

SAN SALVADOR, *June 23rd*, 1936.

SIR,

I have had the honour of receiving your Note, dated this day, in which you refer to our conversations regarding the proposed settlement of commercial relations between Sweden and Salvador and are good enough to inform me that, on condition of reciprocity and pending the conclusion of a definitive commercial treaty between Sweden and Salvador, the Swedish Government undertakes to apply the following stipulations :

" The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties, the method of collection of the duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

" Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

" Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities more onerous, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

" The Contracting Parties also agree to accord to each other most-favoured-nation treatment in respect of the granting and allocation of quotas for goods, the importation of which is or may hereafter be subject to quantitative restrictions, and in respect of the rules, formalities and charges relating to the application of such quantitative restrictions. It is further understood that, should either of the Contracting Parties maintain or introduce restrictions on foreign exchange transactions, the other Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in that matter, the restrictions being applied in such a way as to enable the payment of sums due in respect of the imports of the other Party to be made regularly.

" All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any

other country shall be applied, immediately and without compensation, to products of a like nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

“ Favours which are at present accorded or may hereafter be accorded by Sweden to Scandinavian countries and by Salvador to Central American countries and Panama; and those designed to facilitate frontier traffic or resulting from a Customs union which has already been concluded or which may be concluded in the future by either of the Contracting Parties shall, however, be excluded from the undertakings set forth in the present Article.

“ This Agreement shall come into force on the date on which the notes are exchanged and may be denounced at three months' notice. ”

In reply, I beg to inform you that the Government of Salvador accepts the Commercial Agreement with Sweden on the conditions specified and regards it as valid, without further formalities other than the present confirmation, from the twenty-third day of June, one thousand nine hundred and thirty-six.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Miguel Angel ARAUJO.

His Excellency Monsieur Carl Gotthard Gylfe Anderberg,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden,
San Salvador.

N° 3967.

GUATÉMALA ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays. Guatémala, le 11 juillet 1936.

GUATEMALA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. Guatemala, July 11th, 1936.

N^o 3967. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU GUATÉMALA ET DE LA SUÈDE COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. GUATÉMALA, LE 11 JUILLET 1936.

N^o 3967. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE GUATEMALA Y EL GOBIERNO SUECO POR EL QUE SE CONCLUYE UN ACUERDO RELATIVO A LAS RELACIONES COMERCIALES ENTRE LOS DOS PAISES. GUATEMALA, EL 11 DE JULIO DE 1936.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 septembre 1936.

French and Spanish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place September 4th, 1936.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

GUATÉMALA, le 11 juillet 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

Me référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet du règlement des relations commerciales entre la Suède et Guatémala j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement suédois, à condition de réciprocité et en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif entre la Suède et Guatémala, s'engage vis-à-vis de Guatémala à appliquer les stipulations suivantes.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Les Parties contractantes conviennent aussi de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'attribution et la répartition des contingents pour les marchandises dont l'importation est ou sera soumise à des restrictions quantitatives ainsi que pour les règles, formalités et charges relatives à l'application de telles restrictions quantitatives. Il est entendu en outre que si l'une des Parties contractantes maintient ou introduit des restrictions au commerce des devises l'autre Partie bénéficiera en cette matière du traitement de la nation

la plus favorisée les restrictions devant être appliquées d'une manière telle que les paiements pour les créances résultant des importations de l'autre Partie puissent s'effectuer régulièrement.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent article, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par la Suède aux pays scandinaves et par Guatémala aux pays de l'Amérique centrale et Panama et celles qui ont pour but de faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Cet arrangement entrera en vigueur à la date où seront échangées les notes et il pourra être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

En attendant la confirmation de l'acceptance du Gouvernement de Guatémala de cet arrangement, je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) C. G. G. ANDERBERG.

A Son Excellence

Monsieur José Gonzalez Campo,
Secrétaire d'Etat *a. i.* pour les Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 août 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARÍA
DE RELACIONES EXTERIORES.
REPUBLICA DE GUATEMALA.

GUATEMALA, II de julio de 1936.

SEÑOR MINISTRO.

Con referencia a nuestras conversaciones respecto al reglamento de las relaciones comerciales entre Guatemala y Suecia, tengo el honor de informar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de Guatemala, sobre la base de la reciprocidad y mientras se ajusta un Tratado

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

SECRETARIAT
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.
RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA.

GUATÉMALA, le II juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet du règlement des relations commerciales entre le Guatémala et la Suède, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Guatémala, sous condition de réciprocité et en attendant la conclusion

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

definitivo de Comercio entre nuestros dos países, se compromete a observar las siguientes estipulaciones :

« Las Altas Partes contratantes convienen en otorgarse reciprocamente el trato incondicional e ilimitado de la Nación más favorecida, por todo lo que se refiere tanto a los derechos de aduana y demás derechos accesorios, como al modo de percibir los derechos y reglas, formalidades y cargas a que puedan someterse las operaciones aduaneras.

En consecuencia, los productos originarios de cada una de las Partes contratantes, naturales o fabricados, en ningún caso estarán, en el sentido indicado anteriormente, sujetos a derechos, tasas o cargas diferentes o más elevadas, ni a reglas y formalidades distintas o más onerosas que aquellos a los cuales están o estén sujetos los productos de la misma naturaleza originarios o procedentes de otro país cualquiera.

De la misma manera, los productos naturales o fabricados que se exporten del territorio de cada una de las Partes contratantes con destino al territorio de la otra, en ningún caso estarán, en el sentido indicado anteriormente, sujetos a derechos, tasas y cargas diferentes o más elevadas ; ni a reglas y formalidades más onerosas que aquellas a que están o estén sujetos los mismos productos destinados al territorio de otro país cualquiera.

Tambien convienen las Partes contratantes en otorgarse, reciprocamente, el trato que ellas den a la nación más favorecida así en lo que se relaciona con la atribución y la repartición de contingentes para las mercancías cuya importación está o esté sometida a restricciones cuantitativas, como en lo referente a las reglas, formalidades y cargas relativas a la aplicación de dichas restricciones cuantitativas.

Queda, además, convenido que, si una de las Partes contratantes sostiene o introduce restricciones al comercio de divisas, la otra Parte se beneficiará en esta materia con el trato que ella dé a la nación más favorecida ; debiendo las restricciones aplicarse de tal manera que los pagos por los créditos resultantes de las importaciones de la otra Parte, puedan efectuarse con toda regularidad.

d'un traité de commerce définitif entre nos deux pays, s'engage à appliquer les stipulations suivantes :

« Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Les Parties contractantes conviennent aussi de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'attribution et la répartition des contingents pour les marchandises dont l'importation est ou sera soumise à des restrictions quantitatives ainsi que pour les règles, formalités et charges relatives à l'application de telles restrictions quantitatives.

Il est entendu en outre que si l'une des Parties contractantes maintient ou introduit des restrictions au commerce des devises, l'autre Partie bénéficiera en cette matière du traitement de la nation la plus favorisée, les restrictions devant être appliquées d'une manière telle que les paiements pour les créances résultant des importations de l'autre Partie puissent s'effectuer régulièrement.

Todas las ventajas, favores, privilegios e inmunidades que se acuerden o acordaren en el futuro por una de las dos Partes contratantes en la materia susodicha a los productos naturales o fabricados originarios de otro país cualquiera o destinados al territorio de otro país cualquiera, serán inmediatamente y sin compensación, aplicados a los productos de la misma naturaleza originarios de la otra Parte contratante o destinados a su territorio.

Quedan exceptuados, sin embargo, de los compromisos formulados en el presente artículo, los favores actualmente acordados o los que puedan acordarse ulteriormente por Guatemala a los países Centroamericanos y Panamá y por Suecia a los países Escandinavos, y los que tienen por objeto facilitar el tráfico fronterizo, así como los que resulten de una unión aduanera ya concluida o que pueda concluirse por una de las Partes contratantes.

Este arreglo entrará en vigor en la fecha del cambio de notas, y podrá denunciarse con aviso de tres meses de antelación. »

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi consideración más alta y distinguida.

(Signé) José GONZALEZ CAMPO.

Excelentísimo Señor Carl Gotthard
Gylfe Anderberg,
Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario de Suecia,
Ciudad.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 août 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Tous les avantages, favores, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent article, les favores actuellement accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par le Guatemala aux pays de l'Amérique centrale et au Panama et par la Suède aux pays scandinaves et celles qui ont pour but de faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Cet arrangement entrera en vigueur à la date où seront échangées les notes et il pourra être dénoncé moyennant un préavis de trois mois. »

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) José GONZALEZ CAMPO.

Son Excellence
Monsieur Carl Gotthard Gylfe Anderberg,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Suède,
Guatemala.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3967. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF GUATEMALA AND SWEDEN CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. GUATEMALA, JULY 11TH, 1936.

I.

SWEDISH LEGATION.

GUATEMALA, *July 11th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations instituted between us in regard to the settlement of commercial relations between Sweden and Guatemala, I have the honour to inform your Excellency that, on condition of reciprocity and pending the conclusion of a definitive commercial treaty between Sweden and Guatemala, the Swedish Government undertakes to apply the following stipulations in its relations with Guatemala.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties, the method of collection of the duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities more onerous, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

The Contracting Parties also agree to accord to each other most-favoured-nation treatment in respect of the granting and allocation of quotas for goods, the importation of which is or may hereafter be subject to quantitative restrictions, and in respect of the rules, formalities and charges relating to the application of such quantitative restrictions. It is further understood that should either of the Contracting Parties maintain or introduce restrictions on foreign exchange transactions, the other Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in this matter, the restrictions being applied in such a way as to enable the payment of sums due in respect of the imports of the other Party to be made regularly.

All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any other country shall be applied immediately and without compensation to products of a like nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Favours at present accorded or which may hereafter be accorded by Sweden to Scandinavian countries and by Guatemala to Central American countries and Panama, and those designed to facilitate frontier traffic or resulting from a Customs union which has already been concluded or which may be concluded in the future by either of the Contracting Parties shall, however, be excluded from the undertakings set forth in the present Article.

This Agreement shall come into force on the date on which the notes are exchanged and may be denounced at three months' notice.

Awaiting the confirmation of the Guatemalan Government's acceptance of this Agreement, I have the honour to be, etc.

(Signed) C. G. G. ANDERBERG.

His Excellency Monsieur José Gonzalez Campo,
Secretary of State *a. i.* for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.
REPUBLIC OF GUATEMALA.

GUATEMALA, July 11th, 1936.

SIR,

With reference to our conversations concerning the settlement of commercial relations between Guatemala and Sweden, I have the honour to inform you that, on condition of reciprocity and pending the conclusion of a definitive commercial treaty between our two countries, the Guatemalan Government undertakes to apply the following stipulations :

" The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties, the method of collection of the duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

" Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

" Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities more onerous, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

" The Contracting Parties also agree to accord to each other most-favoured-nation treatment in respect of the granting and allocation of quotas for goods, the importation of which is or may hereafter be subject to quantitative restrictions, and in respect of the rules, formalities and charges relating to the application of such quantitative restrictions. It is further understood that should either of the Contracting Parties maintain or introduce restrictions on foreign exchange transactions, the other Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in this matter, the restrictions being applied in such a way as to enable the payment of sums due in respect of the imports of the other Party to be made regularly.

" All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any

other country shall be applied immediately and without compensation to products of a like nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

“ Favours at present accorded or which may hereafter be accorded by Guatemala to Central American countries and Panama and by Sweden to Scandinavian countries, and those designed to facilitate frontier traffic or resulting from a Customs union which has already been concluded or which may be concluded in the future by either of the Contracting Parties shall, however, be excluded from the undertakings set forth in the present Article.

“ This Agreement shall come into force on the date on which the notes are exchanged and may be denounced at three months' notice. ”

I have the honour to be, etc.

(Signed) José GONZALEZ CAMPO.

His Excellency Monsieur Carl Gotthard Gylfe Anderberg,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden,
Guatemala.

N° 3968.

POLOGNE ET SUÈDE

Protocole concernant les relations commerciales entre les deux pays, avec annexe. Signé à Varsovie, le 3 juillet 1936.

POLAND AND SWEDEN

Protocol regarding Commercial Relations between the Two Countries, with Annex. Signed at Warsaw, July 3rd, 1936.

N^o 3968. — PROTOCOLE¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS POLONAIS ET SUÉDOIS CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 3 JUILLET 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 septembre 1936.

LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT POLONAIS, désireux de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, sont convenus d'apporter les modifications et additions suivantes au Protocole² suédo-polonais signé le 21 octobre 1933.

Les droits de douane polonais énumérés dans la liste ci-jointe ne dépasseront pas, pour les marchandises d'origine suédoise, les chiffres des droits de douane fixés dans cette liste.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Stockholm aussitôt que possible. Il entrera en vigueur trente jours après la date de l'échange des instruments de ratification.

Le présent protocole sera soumis, en ce qui concerne sa durée, aux mêmes dispositions que celles prévues à cet égard pour le Protocole susvisé du 21 octobre 1933. Toutefois, au cas où une des deux Hautes Parties contractantes désirerait apporter des modifications au présent protocole, elle pourra demander à entamer des négociations à ce sujet. Si ces négociations n'aboutissent pas à un résultat dans le délai d'un mois, elle pourra dénoncer ce protocole pour prendre fin un mois après. Dans ce cas, l'autre Partie sera fondée à dénoncer le Protocole du 21 octobre 1933, qui cessera de produire ses effets en même temps que le présent protocole.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 3 juillet 1936.

Erik BOHEMAN.

Anton ROMAN.
SZEMBEK.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 12 septembre 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ Entré provisoirement en vigueur le 20 août 1936.

² Vol. CL, page 73, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3968. — PROTOCOL² BETWEEN THE POLISH AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT WARSAW, JULY 3RD, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place September 15th, 1936.

THE SWEDISH GOVERNMENT and THE POLISH GOVERNMENT, being desirous of encouraging and developing commercial relations between the two countries, have agreed to make the following amendments and additions to the Protocol³ between Sweden and Poland signed on October 21st, 1933.

For goods of Swedish origin, the Polish Customs duties mentioned in the attached list shall not exceed the amounts of Customs duty specified therein.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Stockholm as soon as possible. It shall come into force thirty days after the date of the exchange of the instruments of ratification.

The present Protocol shall, in the matter of its duration, be subject to the same provisions as are laid down in this respect for the above-mentioned Protocol of October 21st, 1933. Nevertheless, should either High Contracting Party desire to make amendments to the present Protocol, it may request that negotiations be entered into on this subject. Should these negotiations not lead to any result within a period of one month, it may denounce this Protocol with a view to its determination one month later. In this case, the other Party shall be entitled to denounce the Protocol of October 21st, 1933, which shall cease to be in force at the same time as the present Protocol.

Done in duplicate at Warsaw, this 3rd day of July, 1936.

Erik BOHEMAN.

Anton ROMAN.
SZEMBEK.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force provisionally August 20th, 1936.

³ Vol. CL, page 73, of this Series.

ANNEXE

Position du tarif douanier polonais		Dénomination des marchandises	Droit de douane les 100 kg. en zlotys
162	p. 5	Carreaux et demi-carreaux de pavé, importés par le Fonds d'Etat de construction de routes, sur l'autorisation du ministre des Finances	Jusqu'au 1 ^{er} août 1937 exempt pour un contingent de 80.000 tonnes.
733	ex p. 2	Chaussures en caoutchouc (« śniegowce ») pesant au-dessus de 500 g. jusqu'à 700 g. par paire . . . . .		400,—
799		Carton à dessin continu estampé :	
811	p. 3	Verni	48,—
	p. 1	Papier d'emballage non teint, en cellulose, même avec addition de pâte de bois, de paille et de matières similaires :	
		En cellulose non blanchie, non lissé ou lissé sur une face :	
		a) Lissé sur une face	18,—
		b) Non lissé	27,50
ex 868		Briques de carbure de silicium	10,—
930		Tôle de fer, d'acier ordinaire :	
	p. 1	Non recouverte, d'une épaisseur de :	
		d) Moins de 1 à 0,5 mm.	20,—
		e) Moins de 0,5 à 0,3 mm.	26,—
		Ex note 3, ex lettre b) I : La tôle comprise dans le point 1, lettres d) et e), recouverte de papier sur une face, est assujettie aux droits avec une surtaxe de	10,—
931		Acier fin au carbone et à alliage de toute forme, excepté les moulages et ouvrages forgés, d'une résistance supérieure à 55 kg./mm ² :	
	p. 3	En tôles, feuillards :	
		a) Acier au carbone et au manganèse, d'une composition comme dans le point 1, lettre a)	25,—
ex 1099		Moteurs-réducteurs (moteurs électriques, montés constructivement avec trains d'engrenages à denture dans les boîtes de protection) pesant par pièce :	
	p. 4	Au-dessus de 500 jusqu'à 3.000 kg.	200,—
	p. 5	Au-dessus de 150 jusqu'à 500 kg.	300,—
	p. 6	Au-dessus de 50 jusqu'à 150 kg.	450,—
	p. 7	Au-dessus de 25 jusqu'à 50 kg.	665,—
ex 1099		Electro-aspirateurs de poussière, électro-frotteuses, pesant par pièce :	
	p. 8	Au-dessus de 10 jusqu'à 25 kg.	425,—
	p. 9	Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.	450,—
1185	ex p. 2	Couteaux de chasse en étui, selon les échantillons déposés dans les offices de douane à Varsovie, Gdynia et Dantzig (Post)	600,—

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 12 septembre 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

ANNEX.

Item in Polish Customs Tariff	Description of Goods	Customs Duty in zloty per 100 kg.
162 No. 5	Paving tiles and half-tiles, imported by the State Road Construction Fund, on the authorisation of the Minister of Finance	Quota of 80,000 tons exempt until August 1st, 1937.
733 ex No. 2	Footwear of rubber (<i>śniegowce</i>) weighing over 500 grammes up to 700 grammes per pair . . . . .		400.—
799 No. 3	Cardboard with continuous design stamped : Varnished	48.—
811 No. 1	Packing paper, undyed, made of cellulose, with or without the addition of wood pulp, straw and similar materials : Made of cellulose, unbleached, unglazed or glazed on one side : (a) Glazed on side (b) Unglazed	18.— 27.50
ex 868 930	Bricks of silicon carbide Sheet-iron, of ordinary steel :	10.—
	No. 1 Not covered, of a thickness of : (d) Less than 1 mm. down to 0.5 mm. (e) Less than 0.5 mm. down to 0.3 mm. Ex Note 3, ex (b) I : If covered on one side with paper, the sheets under Item 1 (d) and (e) are subject to duty together with an additional amount of	20.— 26.— 10.—
931	Fine carbon steel and steel alloys, of whatever shape, except castings and forged finished articles, of a greater resistance than 55 kg. to the square millimetre :	
	No. 3 In hoops : (a) Carbon and manganese steel, as under No. 1 (a)	25.—
ex 1099	Motors with speed-reducing gear (electric motors, fitted with enclosed cog gear-train), weighing each :	
	No. 4 Over 500 kg. and not more than 3,000 kg.	200.—
	No. 5 Over 150 kg. and not more than 500 kg.	300.—
	No. 6 Over 50 kg. and not more than 150 kg.	450.—
ex 1099	No. 7 Over 25 kg. and not more than 50 kg. Electric vacuum cleaners, electric floor polishers, weighing each :	665.—
	No. 8 Over 10 kg and not more than 25 kg.	425.—
	No. 9 Over 5 kg. and not more than 10 kg.	450.—
1185 ex No. 2	Hunting knives in cases, in accordance with the samples deposited in the Customs Offices at Warsaw, Gdynia and Danzig (Post)	600.—

N° 3969.

ALLEMAGNE ET HONGRIE

Accord additionnel au Traité de commerce conclu le 18 juillet 1931 entre les deux pays, et protocole final. Signés à Berlin, le 22 juillet 1933.

GERMANY AND HUNGARY

Additional Agreement to the Treaty of Commerce concluded on July 18th, 1931, between the Two Countries, and Final Protocol. Signed at Berlin, July 22nd, 1933.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 3969. — PÓTEGYEZMÉNY¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS A NÉMET BIRODALOM KÖZÖTT FENNÁLLÓ, 1931. JULIUS 18-ÁN KELT KERESKEDELMI SZERZŐDÉSHEZ. ALÁIRATOTT BERLINBEN, 1933. ÉVI JULIUS HÓ 22-ÉN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 17 septembre 1936.

A MAGYAR KIRÁLYSÁG és a NÉMET BIRODALOM között az 1931. évi július hó 18.^a napján létrejött kereskedelmi szerződéshez az alábbi pótmegállapodások létesítettek :

I. *Cikk.*

Az A melléklet (a Németországba való behozatalnál fizetendő vámok) szövege a következőkép módosul : I. A tarifaszám 21-ből a következő szöveggel helyettesítetik :

21-ből veteménymagvak, melyek német termeltetőkkel kötött termelési szerződések alapján Magyarországból a német vámterületre behozatalra kerülnek, a két kormány közelebbi megállapodása szerint vámmentes

2. A tarifaszám 115-ből a következő szöveggel helyettesítetik :

115-ből hal, élő és nem élő, friss, fagyasztva is :
ponty 30

Jegyzet. A szerződéses vám csupán arra a mennyiségre érvényes, amely a hivatalos német behozatali statisztika szerint 1932. évi augusztus hó 1-től 1933. évi július hó 31-ig terjedő időben Magyarországból a német vámterületre behozott mennyiség 50%-ának felel meg. Az összmennyiségből az egyes naptári hónapokban csak az a mennyiség hozható be, amely a hivatalos német behozatali statisztika szerint az 1932. és 1933. éveknek megfelelő hónapjaiban Magyarországból a német vámterületre behozott mennyiség 60%-át, decemberben pedig 50%-át tul nem haladja.

Fogas (süllő) évenként 300 q mennyiségben vámmentes

Jegyzet. Azt, hogy a ponty és a fogas mely vámhivataloknál vámkezelhető, a két kormány egyetértőleg fogja megállapítani.

3. A 147. tarifaszám után a következő tarifaszámok iktatandók :

178-ből Barackpálinka, nem több mint 44 sulyszázalék szesztartalommal, a birodalmi kormány által elismert bizonyítvánnyal 350

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 27 février 1935.
Entré provisoirement en vigueur le 15 août 1933.

² Vol. CL, page 111 ; et vol. CLXIV, page 416, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3969. — ZUSATZVEREINBARUNG ¹ ZU DEM HANDELSVERTRAG VOM 18. JULI 1931 ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH UNGARN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 22. JULI 1933.

German and Hungarian official texts communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 17th, 1936.

Zwischen DEM KÖNIGREICH UNGARN und DEM DEUTSCHEN REICH sind die nachstehenden Zusatzvereinbarungen zu dem Handelsvertrag ^a vom 18. Juli 1931 getroffen worden :

Artikel 1.

Die Anlage A (Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland) wird wie folgt geändert :

1. Die Tarifnummer aus 21 erhält folgende Fassung :

aus 21	Gemüsesamen, die auf Grund von Anbauverträgen mit deutschen Züchtern aus Ungarn in das deutsche Zollgebiet eingeführt werden, nach näherer Vereinbarung der beiden Regierungen	frei
--------	--	------

2. Die Tarifnummer aus 115 erhält folgende Fassung :

aus 115	Fische, lebende und nicht lebende, frisch, auch gefroren : Karpfen	30
---------	---	----

Anmerkung. Der Vertragszollsatz gilt nur für eine Menge, die 50 v. H. derjenigen Menge entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik in der Zeit vom 1. August 1932 bis 31. Juli 1933 aus Ungarn in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist. Von der Gesamtmenge dürfen in den einzelnen Kalendermonaten nur Mengen eingeführt werden, die 60 v. H., im Dezember 50 v. H., derjenigen Mengen nicht übersteigen, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik, in den entsprechenden Kalendermonaten der Jahre 1932 und 1933 aus Ungarn in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden sind.

Fogasch (Zander), in einer Menge von Jährlich 300 dz	frei
--	------

Anmerkung. Die Befugnis zur Abfertigung der Karpfen und Fogasch wird auf die Zollstellen beschränkt die im Einvernehmen beider Regierungen bestimmt werden.

3. Hinter der Tarifnummer 147 sind folgende Tarifnummern einzufügen :

aus 178	Aprikosenbranntwein, mit einem Weingeistgehalt von nicht mehr als 44 Gewichtsteilen in 100, mit von der Reichsregierung anerkannten Zeugnissen	350
---------	--	-----

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, February 27th, 1935. Came into force provisionally August 15th, 1933.

² Vol. CL, page 111 ; and Vol. CLXIV, page 416, of this Series.

179-ből Barackpálinka nem több mint 44 sulyszázalék szesztartalommal, a birodalmi kormány által elismert bizonyítvánnyal. 350

Jegyzet a 178. és 179. számokhoz.

A 350 márkás szerződéses vámtételek évi 200 q összmenyiségre érvényesek.

Azt, hogy a barackpálinka mely vámhivataloknál vámkezeltetik, a két kormány egyetértőleg fogja megállapítani.

2. Cikk.

Ezen, két eredeti példányban, magyar és német nyelven kiállított Pótegyezmény ugyanazon időtartamra bir érvénnyel, mint az 1931. évi július hó 18-án a Magyar Királyság és a Német Birodalom között kötött kereskedelmi szerződés.

Ezen Pótegyezmény megerősítendő és a megerősítő okiratoknak Budapesten történő kicserélése után 15 nappal lép életbe. A Pótegyezményt azonban mindkét kormány jegyzékváltás útján megállapítandó mielőbbi időponttól kezdve is ideiglenesen alkalmazhatja.

Minek hitelül a meghatalmazottak jelen Pótegyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kelt Berlinben, 1933. évi július hó 22-én.

Max WALDECK s. k.

Dr. MAYER s. k.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

A Magyar Királyság és a Német Birodalom közötti kereskedelmi szerződést kiegészítő, mai napon megkötött Pótegyezménynek aláírása alkalmával a következőkben történt megállapodás:

Az 1. Cikk 1. számához :

Mindkét kormány abból indul ki :

1. hogy az 1932. évben szerződésileg bevetett területek nem fognak csökkenteni, kivéve ha rekordtermések és az ezáltal keletkező feleslegek mindkét fél érdekében korlátozásra kényszerítenek,

2. hogy a termelési szerződések alapján termelt magvak, amennyiben a szerződéses kikötéseknek megfelelnek, tényleg kivitelre kerülnek.

Ha a fenti 1. és 2. számok alatt említett feltételek nem teljesítettek, úgy a magyar királyi kormánynak joga van az ezen Pótegyezmény 1. Cikkének 1. száma alatt történt megállapodást három hónapi határidővel felmondani. Ha a felmondás megtörtént, úgy a magyar-német kereskedelmi szerződésben 21-ből tarifaszámmal jelzett és megállapodás útján biztosított vámengedmény ismét életbelép.

Az 1. Cikk 2. számához :

A pontykontingens felosztása a magyar királyi kormány hatáskörébe tartozik. Abból a célból, hogy a 30 márkás mérsékelt vámtételt élvezhessék, az importőröknek magyar pontyszállítmányoknak a német vámterületen belül való szabad forgalom céljából történő vámkezeltetésénél a magyar hatóság által kiállított kontingens igazolványt kell felmutatniok. A kontingens igazolványokat

aus 179 Aprikosenbranntwein, mit einem Weingeistgehalt von nicht mehr als 44 Gewichtsteilen in 100, mit von der Reichsregierung anerkannten Zeugnissen 350

Anmerkung zu Nrn. 178 und 179. Die Vertragszollsätze von 350 RM gelten für eine Gesamtmenge von 200 dz im Kalenderjahr.

Die Befugnis zur Abfertigung des Aprikosenbranntweins wird auf die Zollstellen beschränkt, die im Einvernehmen beider Regierungen bestimmt werden.

Artikel 2.

Die Vorliegende, in doppelter Urschrift in ungarischer und deutscher Sprache ausgefertigte Zusatzvereinbarung hat dieselbe Dauer wie der Handelsvertrag zwischen dem Königreich Ungarn und dem Deutschen Reich vom 18. Juli 1931.

Diese Zusatzvereinbarung soll ratifiziert werden. Sie tritt am 15. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Budapest erfolgen soll, in Kraft. Die beiden Regierungen können sie indessen von einem möglichst nahen, durch Notenwechsel zu vereinbarenden Zeitpunkt ab vorläufig anwenden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diese Zusatzvereinbarung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Berlin, den 22. Juli 1933.

Dr. MAYER *m. p.*

Max WALDECK *m. p.*

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung der heute abgeschlossenen Zusatzvereinbarung zum Handelsvertrag zwischen dem Königreich Ungarn und dem Deutschen Reich ist folgendes vereinbart worden :

Zu Artikel I Nr. 1 :

Die beiden Regierungen gehen davon aus :

1. dass die 1932 vertraglich angebauten Flächen keine Herabminderung erfahren, es sei denn, dass Rekordernten und hiedurch bedingte Überstände im beiderseitigen Interesse zur Einschränkung zwingen.

2. dass die auf Grund von Anbauverträgen gezüchteten Samen, sofern sie den vertraglichen Bedingungen entsprechen, tatsächlich zum Export gelangen.

Sollten die vorstehend unter Ziffer 1 und 2 aufgeführten Voraussetzungen nicht erfüllt werden, hat die Königlich Ungarische Regierung das Recht, die im Artikel 1 zu Nr. 1 dieser Zusatzvereinbarung getroffene Bestimmung mit dreimonatiger Frist zu kündigen. Wird die Kündigung ausgesprochen, so tritt das im ungarisch-deutschen Handelsvertrag zu Tarifnummer aus 21 vereinbarte Zollzugeständnis wieder in Kraft.

Zu Artikel I Nr. 2 :

Die Verteilung des Karpfenkontingents bleibt der Königlich Ungarischen Regierung überlassen. Um den ermässigten Zollsatz von 30 RM zu genießen, müssen die Einbringer bei der Abfertigung ungarischer Karpfensendungen zum freien Verkehr des deutschen Zollgebietes eine von einer ungarischen Behörde ausgestellte Kontingentsbescheinigung beibringen. Die Kontingentsbeschei-

a magyar hatóságok csak azon exportőrök részére adhatják ki, akik kötelezik magukat és a németországi pontyeladókat :

a) hogy a pontyokat ugyanolyan feltételek mellett fogják Németországban értékesíteni, mint amily feltételeket a birodalmi kormány által megjelölt intézmény az egyes piaci körzetekben megszabott,

b) hogy oly vitás kérdésekben, melyek a fenti *a)* pont alatti kötelezettségből erednek, választott bíróságnak vetik alá magukat. Ebbe a választott bíróságba egy-egy választott bírót a birodalmi kormány által megjelölt intézmény és a berlini magyar királyi követ neveznek ki. Ha ez a két választott bíró, kinevezésük után egy héten belül az elnök személyében nem egyezik meg, úgy azt a birodalmi közlelmzésügyi és mezőgazdasági miniszter nevezi ki. A választott bíróság, megalakulása után egy héten belül összeül.

Ha a választott bíróság ítéletével megállapítja, hogy az exportőr az *a)* alatt megjelölt kötelezettséget megszegte, úgy a birodalmi kormány kívánságára a magyar királyi kormány az illető exportőrt a pontykontingens további kihasználásától el fogja tiltani. Ugyanez áll abban az esetben is, ha az érdekelt választott bírósági eljárásnak nem veti magát alá.

A két kormány meg fog állapodni a tekintetben, hogy a kontingens igazolványok kiállításánál mily eljárást kövessen és hogy melyik legyen az a magyar hatóság, amely ezeket az igazolványokat kiállítja.

Ez a zárójegyzőkönyv a ma aláírt Pótegyezmény lényeges kiegészítő részét képezi és érvénye ugyanaddig tart, mint utóbbié.

Kelt két példányban, magyar és német nyelven, Berlinben, 1933. évi július hó 22-én.

Max WALDECK, *s. k.*

Dr. MAYER, *s. k.*

nigungen dürfen von der ungarischen Behörde nur an Exporteure erteilt werden, die sich selbst verpflichten und den Verkäufern der Karpfen in Deutschland die Verpflichtung auferlegen :

a) die Karpfen nur zu den gleichen Bedingungen in Deutschland zu verwerten, wie sie von der Reichsregierung bezeichneten Stelle in den einzelnen Marktgebieten festgesetzt werden,

b) sich bei Streitfragen, die sich aus der vorstehend zu *a)* genannten Verpflichtung ergeben, einem Schiedsgericht zu unterwerfen. Zu diesem Schiedsgericht werden die von der Reichsregierung bezeichnete Stelle und der Königlich Ungarische Gesandte in Berlin je einen Schiedsrichter ernennen. Einigen sich die beiden Schiedsrichter nicht innerhalb einer Woche nach ihrer Ernennung über einen Obmann, so wird dieser vom Reichsminister für Ernährung und Landwirtschaft ernannt werden. Das Schiedsgericht soll innerhalb einer Frist von einer Woche nach seiner Bildung zusammentreten.

Wird durch Schiedsgerichtsurteil ein Verstoss gegen die zu *a)* genannte Verpflichtung festgestellt, so wird auf Verlangen der Reichsregierung die Königlich Ungarische Regierung den beteiligten Exporteur von der weiteren Ausnutzung des Karpfenkontingents ausschliessen. Das Gleiche gilt, wenn ein Beteiligter sich dem Schiedsgerichtsverfahren nicht unterwirft.

Die beiden Regierungen werden sich über das bei der Ausstellung der Kontingentsbescheinigungen zu beobachtende Verfahren und über die ungarische Behörde, die die Bescheinigungen auszustellen hat, verständigen.

Dieses Schlussprotokoll bildet einen wesentlichen Bestandteil der heute unterzeichneten Zusatzvereinbarung und gilt ebenso lange wie diese.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache zu Berlin am 22. Juli. 1933.

Dr. MAYER *m. p.*

Max WALDECK *m. p.*

¹ TRADUCTION.

N^o 3969. — ACCORD ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE CONCLU LE 18 JUILLET 1931 ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE HONGRIE. SIGNÉ A BERLIN, LE 22 JUILLET 1933.

LE ROYAUME DE HONGRIE et LE REICH ALLEMAND ont conclu l'accord additionnel ci-après au Traité de commerce du 18 juillet 1931 :

Article premier.

L'annexe A (droits de douane à l'importation en Allemagne) est modifiée comme suit :

1. Le numéro ex 21 du tarif est libellé comme suit :

ex 21	Graines de légumes qui, en vertu de contrats de culture avec des cultivateurs allemands, sont importées de Hongrie sur le territoire douanier allemand, selon arrangement spécial entre les deux gouvernements .	exemptes
-------	--	----------

2. Le numéro ex 115 du tarif est libellé comme suit :

ex 115	Poissons, vivants ou non, frais, même congelés : Carpes	30
--------	--	----

Note. Le droit conventionnel n'est applicable qu'à une quantité correspondant à 50 % de celle qui, d'après la statistique officielle allemande des importations, a été importée de Hongrie dans le territoire douanier allemand entre le 1^{er} août 1932 et le 31 juillet 1933. Sur la quantité globale, il ne pourra être importé, pendant chaque mois, que des quantités ne dépassant pas 60 % et, en décembre, 50 %, de celles qui, d'après la statistique officielle allemande des importations, ont été importées de Hongrie dans le territoire douanier allemand pendant les mois correspondants des années 1932 et 1933.

« Fogasch » (sandre), jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 300 quintaux métriques	exempt
---	--------

Note. Les carpes et le « Fogasch » ne pourront être dédouanés que par les bureaux de douane désignés d'un commun accord par les deux gouvernements.

3. Après le numéro 147 du tarif, il convient d'insérer les numéros ci-après :

ex 178	Eau-de-vie d'abricots ayant une teneur en alcool de 44 % au maximum en poids et accompagnée de certificats reconnus par le Gouvernement du Reich	350
ex 179	Eau-de-vie d'abricots ayant une teneur en alcool de 44 % au maximum en poids et accompagnée de certificats reconnus par le Gouvernement du Reich	350

Note ad numéros 178 et 179 du tarif. Les droits conventionnels de 350 RM. s'appliquent à une quantité totale de 200 quintaux métriques par année civile.

Les eaux-de-vie d'abricots ne pourront être dédouanées que par les bureaux de douane désignés d'un commun accord par les deux gouvernements.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3969. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE TREATY OF COMMERCE CONCLUDED ON JULY 18TH, 1931, BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF HUNGARY. SIGNED AT BERLIN, JULY 22ND, 1933.

THE KINGDOM OF HUNGARY and THE GERMAN REICH have concluded the following Additional, Agreement to the Commercial Treaty of July 18th, 1931.

Article I.

Annex A (Duties on Imports into Germany) is hereby amended as follows :

1. Tariff number ex 21 to read as follows :

ex. 21	Vegetable seeds imported from Hungary into German Customs territory under contracts with German growers for the cultivation of the same by special agreement between the two Governments.	free
--------	---	------

2. Tariff number ex 115 to read as follows :

ex. 115	Fish, alive or dead, fresh, also frozen : Carp	30
---------	---	----

Note. The conventional Customs rate shall be applicable only to a quantity equal to 50 per cent of the total imports into German Customs territory from Hungary (according to the official German import statistics) for the period August 1st, 1932, to July 31st, 1933. Of this quantity the amounts to be imported each calendar month may not exceed 60 per cent — or, in the month of December, 50 per cent — of the total imports into German Customs territory from Hungary (according to the official German import statistics) for the corresponding calendar months of the years 1932 and 1933.

Fogas (pike-perch), to the extent of 300 metric quintals per year	free
---	------

Note. Carp and fogas may only be cleared at Customs offices to be fixed by agreement between the two Governments.

3. After tariff number 147, the following tariff numbers to be inserted :

ex. 178	Apricot brandy with an alcohol content of not more than 44 per cent, accompanied by certificates recognised by the Government of the Reich	350
ex. 179	Apricot brandy with an alcohol content of not more than 44 per cent, accompanied by certificates recognised by the Government of the Reich	350

Note to tariff numbers 178 and 179. The conventional Customs rates of 350 RM. shall be applicable to a total quantity of 200 metric quintals per calendar year.

Apricot brandy may only be cleared at Customs offices to be fixed by agreement between the two Governments.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le présent accord additionnel, établi en double original, en langue hongroise et en langue allemande, aura la même durée que le Traité de commerce conclu entre le Royaume de Hongrie et le Reich allemand le 18 juillet 1931.

Le présent accord additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Budapest. Les deux gouvernements pourront toutefois, par un échange de notes, convenir de l'appliquer à titre provisoire à une autre date, aussi rapprochée que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord additionnel et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 22 juillet 1933.

D^r MAYER, *m. p.*

MAX WALDECK, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de l'accord additionnel de ce jour au Traité de commerce entre le Royaume de Hongrie et le Reich allemand, il a été convenu de ce qui suit :

Ad article 1^{er}, N° 1 :

Les deux gouvernements admettent :

1. Que les superficies cultivées en 1932, en vertu de contrats de culture, ne seront pas réduites, à moins que des récoltes exceptionnellement fortes et les stocks qui en résulteront n'exigent une réduction dans l'intérêt des deux Parties ;

2. Que les graines cultivées en vertu de contrats de culture, pourvu qu'elles soient conformes aux conditions fixées par les contrats, seront effectivement exportées.

Au cas où les conditions mentionnées ci-dessus, aux numéros 1 et 2, ne seraient pas remplies, le Gouvernement royal hongrois aura le droit de dénoncer, moyennant un préavis de trois mois, la clause du numéro 1 de l'article premier du présent accord additionnel. En cas de dénonciation, la concession douanière accordée par le Traité de commerce entre la Hongrie et l'Allemagne, *ad* N° ex 21 du tarif, sera remise en vigueur.

Ad article 1^{er}, N° 2 :

Il appartient au Gouvernement royal hongrois de répartir le contingent fixé pour les carpes. Afin de bénéficier du droit de douane réduit de 30 RM., les importateurs devront présenter, lors du dédouanement des envois de carpes hongroises destinées à être admises dans le commerce libre sur le territoire douanier allemand, un certificat de contingent délivré par une autorité hongroise. Les certificats de contingent ne pourront être délivrés par l'autorité hongroise qu'à des exportateurs qui prendront eux-mêmes et imposeront aux vendeurs des carpes en Allemagne l'engagement :

a) De ne vendre les carpes en Allemagne qu'aux mêmes conditions que celles que le service désigné à cet effet par le Gouvernement du Reich fixera pour les différents marchés ;

b) D'accepter par avance la décision d'un tribunal arbitral pour les différends auxquels l'engagement mentionné sous a) ci-dessus pourra donner naissance. Le service désigné

Article 2.

The present Additional Agreement, drawn up in duplicate in the Hungarian and German languages, shall remain in force for the same period as the Commercial Treaty between the Kingdom of Hungary and the German Reich of July 18th, 1931.

The present Additional Agreement shall be ratified. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications, which shall take place at Budapest, provided always that it shall be open to the two Governments to apply it provisionally as from some other date in the earliest possible future to be determined by an exchange of notes.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Additional Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in Berlin, this 22nd day of July, 1933.

Dr. MAYER, *m. p.*

MAX WALDECK, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

In proceeding to sign the Additional Agreement of to-day's date to the Commercial Treaty between the Kingdom of Hungary and the German Reich, the Parties are agreed as follows :

Ad Article 1, No. 1.

The two Governments assume :

(1) That there is no reduction of the areas in cultivation under contracts in 1932 save in the case of such reduction being indicated in the interest of both Parties as a consequence of record crops and excess stocks resulting therefrom ;

(2) That the seeds grown under contracts, being seeds of the kinds to which the contracts relate, are actually exported.

Should the conditions above-mentioned under (1) and (2) not be realised, the Royal Hungarian Government shall be entitled to denounce the provision contained in Article 1, No. 1, of the present Additional Agreement at three months' notice. In the event of such denunciation, the Customs concession contained in the German-Hungarian Commercial Treaty *ad* tariff number ex 21 shall again be applicable.

Ad Article 1, No. 2.

The apportionment of the carp quota shall rest with the Royal Hungarian Government. In order to have the benefit of the reduced Customs duty of RM. 30, importers clearing Hungarian consignments of carp for the market in German Customs territory must produce a quota certificate issued by a Hungarian authority. Quota certificates may not be issued by the Hungarian authority to exporters other than such as are prepared themselves to undertake, and to insist on the sellers of the carp in Germany undertaking :

(a) To dispose of the carp in Germany only on the same conditions as those laid down by the authority appointed by the Government of the Reich in the various market areas ;

(b) To refer disputes arising in connection with the undertaking to which paragraph (a) relates to an Arbitral Tribunal. The authority appointed by the Government of the

par le Gouvernement du Reich et le ministre royal hongrois à Berlin choisiront chacun un arbitre pour faire partie dudit tribunal arbitral. Au cas où les deux arbitres, dans un délai d'une semaine à dater de leur désignation, ne s'entendraient pas sur le choix d'un sur-arbitre, ce dernier sera nommé par le ministre du Reich pour le Ravitaillement et l'Agriculture. Le tribunal arbitral se réunira dans un délai d'une semaine à dater de sa constitution.

Si la sentence du tribunal arbitral constate une infraction à l'engagement mentionné sous *a*), le Gouvernement royal hongrois, à la demande du Gouvernement du Reich, n'admettra plus l'exportateur intéressé à bénéficier dorénavant du contingent fixé pour les carpes. Il en sera de même lorsqu'un intéressé ne se soumettra pas à la procédure arbitrale.

Les deux gouvernements régleront d'un commun accord les modalités de la délivrance des certificats de contingent et s'entendront au sujet de l'autorité hongroise qui sera chargée de délivrer les certificats.

Le présent protocole final forme partie intégrante de l'accord additionnel signé ce jour et restera en vigueur aussi longtemps que ce dernier.

Fait en double exemplaire, en langue hongroise et en langue allemande, à Berlin, le 22 juillet 1933.

D^r MAYER, *m. p.*

Max WALDECK, *m. p.*

Reich and the Royal Hungarian Minister in Berlin shall each appoint an arbitrator on the said Arbitral Tribunal. If the two arbitrators do not agree within one week after their appointment as to the choice of an umpire, the latter shall be appointed by the Reich Minister for Nutrition and Agriculture. The Arbitral Tribunal shall meet within one week after its constitution.

If the Arbitral Tribunal finds that a breach of the undertaking to which paragraph (a) relates has been committed, the Royal Hungarian Government shall take steps, at the request of the Government of the Reich, to exclude the exporter concerned from further participation in the carp quota. Similar steps shall be taken in the event of a party concerned not submitting to the arbitral procedure.

The two Governments shall agree as to the procedure to be followed in the issue of quota certificates and as to the Hungarian authority to be responsible for their issue.

The present Final Protocol forms an integral part of the Additional Agreement signed this day and shall remain in force for the same period as the latter.

Done in duplicate, in the Hungarian and German languages, in Berlin, this 22nd day of July, 1933.

Dr. MAYER, *m. p.*

Max WALDECK, *m. p.*

N° 3970.

ALLEMAGNE ET HONGRIE

Deuxième accord additionnel au
Traité de commerce conclu le
18 juillet 1931 entre les deux
pays, et protocole final. Signés à
Budapest, le 21 février 1934.

GERMANY AND HUNGARY

Second Additional Agreement to the
Treaty of Commerce concluded on
July 18th, 1931, between the Two
Countries, and Final Protocol.
Signed at Budapest, February
21st, 1934.

TEXTE HONGROIS — HUNGARIAN TEXT.

N^o 3970. — MÁSODIK PÓTEGYEZMÉNY¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS A NÉMET BIRODALOM KÖZÖTTI, 1931. JULIUS 18-ÁN KELT KERESKEDELMi SZERZŐDÉSHEZ. ALÁÍRATOTT BUDAPESTEN, 1934. FEBRUÁR 21-ÉN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 17 septembre 1936.

A MAGYAR KIRÁLYI KORMÁNY és A NÉMET KORMÁNY között megegyezés jött létre arra nézve, hogy a Magyar Királyság és a Német Birodalom között 1931. évi július hó 18-án² kötött kereskedelmi szerződés és ehhez a szerződéshez tartozó, 1933. évi július hó 22-iki Pótegyezmény³ a következő határozmányok által egészítették ki és módosították.

1. cikk.

A Német Kormány a magyar termékeknek Németországba való kivitelét a kompenzációs és clearingmegállapodások keretében a lehetőség szerint elő fogja mozdítani.

2. cikk.

A Magyar kir. Kormány a német áruknak Magyarországra való bevitelénél a német behozatali érdekekre kellő módon tekintettel lesz.

3. cikk.

I. A magyar-német kereskedelmi szerződés A) melléklete (A Németországba való bevitelnél fizetendő vámok) a következőkép változtattatik meg :

1. A 96. számból után beiktatandó :

Lásd az ex 641. sz. után következő Jegyzetet a 96. és 641. sz.-hoz.

2. A 115 számból 1. bekezdéshez (ponty) tartozó Jegyzet a következőkép egészítendő ki :

Az egyes havi kontingensek túllépése azonban az előző hónapban ki nem használt mennyiségek utólagos áthozatalával, vagy a legközelebbi hónapban behozandó mennyiségek terhére való betudásával meg van engedve, amennyiben az csupán azért történik, hogy a pontyoknak teljes vasuti kocsikban való bevitelére lehetővé váljék. Az évi össz mennyiség felemelése ez által nem következhetik be.

3. A 115. számból, a 2. bekezdés (Fogas) utáni Jegyzetben a « ponty és » szavak törölendők.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 7 décembre 1934.
Entré provisoirement en vigueur le 1^{er} avril 1934.

² Vol. CL, page 111 ; et vol. CLXIV, page 416, de ce recueil.

³ Voir page 313 de ce volume.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3970. — ZWEITE ZUSATZVEREINBARUNG¹ ZU DEM HANDELS-
VERTRAG VOM 18. JULI 1931 ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN
REICH UND DEM KÖNIGREICH UNGARN. GEZEICHNET IN
BUDAPEST, AM 21. FEBRUAR 1934.

*German and Hungarian official texts communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation
to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 17th, 1936.*

Zwischen DER DEUTSCHEN REGIERUNG und DER KÖNIGLICH UNGARISCHEN REGIERUNG ist Einverständnis darüber erzielt worden, den Handelsvertrag² zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn vom 18. Juli 1931 und die Zusatzvereinbarung³ zu diesem Vertrag vom 22. Juli 1933 durch folgende Bestimmungen zu ergänzen und abzuändern.

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung wird die Ausfuhr ungarischer Erzeugnisse nach Deutschland im Rahmen der Kompensations- und Clearingvereinbarungen soweit als möglich fördern.

Artikel 2.

Die Königlich Ungarische Regierung wird bei der Einfuhr deutscher Waren nach Ungarn den deutschen Einfuhrinteressen in angemessener Weise Rechnung tragen.

Artikel 3.

I. Die Anlage A zum deutsch-ungarischen Handelsvertrag (Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland) wird wie folgt geändert :

1. Hinter Nr. aus 96 ist einzufügen :

Zu vergleichen die Anmerkung zu Nrn. 96 und 641 hinter aus Nr. 641.

2. Die Anmerkung zu aus Nr. 115 Abs. 1. (Karpfen) ist wie folgt zu ergänzen :

Eine Überschreitung der einzelnen Monatskontingente ist jedoch unter Rückgriff auf die im Vormonat nicht ausgenutzten oder unter Anrechnung auf die im nächsten Monat einzuführenden Mengen insoweit zulässig, als sie lediglich erfolgt, um die Einfuhr von Karpfen in vollen Eisenbahnwagen zu ermöglichen. Eine Erhöhung der Gesamtjahresmenge darf hierdurch nicht eintreten.

3. In der Anmerkung hinter zu aus Nr. 115. Abs. 2. (Fogasch) sind die Worte « Karpfen und » zu streichen.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, December 7th, 1934.
Came into force provisionally on April 1st, 1934.

² Vol. CL, page 111 ; and Vol. CLXIV, page 416, of this Series.

³ See page 313 of this Volume.

4. A 147. Tarifaszámnak következő szövege lesz :

147-ből Ágytoll tisztítatlanul nyersen vámmentes.

5. Az 596.-ból tarifaszám után a következő tarifaszám iktatandó be :

641.-ből Nád, hasitva, leszabva vagy hegyezve vámmentes.

Jegyzet a 96. és 641. számokhoz. A 96. számból és a 641. szám alá tartozó nád vámmentessége egy naptári évben összesen 25.000 q-ra korlátoztatik. Az 1934. évben a január hó 1. óta már beszállított nyers, hasítatlan nád mennyiségek ezen mennyiségbe betudandók.

II. Az 1933. évi július hó 22-iki Pótegyezmény Zárójegyzőkönyve az 1. cikk 2. pontjához a következőképen módosítatik :

a) Az első bekezdés 2. mondatában a « magyar hatóság által kiállított kontingens-igazolványt » szavak helyett : « egy magyar hatóság által kiállított és egy német vámhivatal által igazolt kontingensigazolványt » veendő fel.

b) Az utolsó bekezdésben « és hogy melyik legyen az a magyar hatóság, amely ezeket az igazolványokat kiállítja » helyett : « és hogy melyik legyen az a magyar hatóság és az a német vámhivatal, amelyik a kontingensigazolványokat kiállítja, illetőleg igazolja. »

4. cikk.

A magyar-német kereskedelmi szerződés B. mellékletében (A Magyarországra való bevitelnél fizetendő vámok) és a B. melléklet Zárójegyzőkönyvében foglalt megállapodások, amennyiben még nincsenek érvényben, ezen Pótegyezmény tartamára életbelépnek.

5. cikk.

Mindkét kormány egy-egy kormánybizottságot fog kiküldeni. Ezen bizottságok feladata lesz, állandó közvetlen érintkezésben megtárgyalni azokat a kérdéseket, amelyek a Magyar Királyság és a Német Birodalom között fennálló gazdasági megállapodások végrehajtásával összefüggnek. A kormánybizottságok összeállítására vonatkozóan a két kormány értesíteni fogja egymást.

6. cikk.

A jelen Pótegyezmény az 1931. évi július hó 18-án a Magyar Királyság és a Német Birodalom között kötött kereskedelmi szerződésnek kiegészítő részét képezi. Ez a Pótegyezmény megerősítendő és a megerősítő okiratoknak Berlinben történendő kicserélése után a tizenötödik napon lép életbe. A Pótmegállapodás azonban a kereskedelmi szerződéstől függetlenül felmondható az abban előírt felmondási határidővel.

Mindkét kormány egyelőre már 1934. évi április 1-től számítandó hatállyal fogja alkalmazni a Pótegyezményt.

Minek hitelül a meghatalmazottak jelen Pótmegállapodást aláírták.

Kelt két példányban, magyar és német nyelven.

BUDAPEST, 1934. február 21.

Dr. Fabinyi TIHAMÉR s. k.

Hans Georg VON MACKENSEN s. k.
MAX WALDECK s. k.

4. Die Tarifnummer 147 erhält folgende Fassung :
aus 147 Bettfedern, ungereinigt, roh frei.
5. Hinter der Tarifnummer aus 596 ist folgende Tarifnummer zuzufügen :
aus 641 Schilfrohr, gespalten, zugeschnitten oder zugespitzt . . . frei.

Anmerkung zu Nrn. 96 und 641. Die Zollfreiheit wird für Schilfrohr aus Nrn. 96 und 641 insgesamt auf eine Menge von 25.000 dz in einem Kalenderjahr beschränkt. Auf diese Menge sind für das Jahr 1934 die seit dem 1. Januar bereits eingeführten Mengen an rohem ungespaltenem Schilfrohr anzurechnen.

II. Das Schlussprotokoll zu Artikel 1 Nr. 2 zur Zusatzvereinbarung vom 22. Juli 1933 wird wie folgt geändert :

a) Im Absatz 1 Satz 2 ist an Stelle der Worte « eine von einer ungarischen Behörde ausgestellte Kontingentsbescheinigung » zu setzen : « eine von einer ungarischen Behörde ausgestellte und von einer deutschen Zollstelle bestätigte Kontingentsbescheinigung. »

b) Im letzten Absatz ist an Stelle der Worte « und über die ungarische Behörde, die die Bescheinigungen auszustellen hat, verständigen » zu setzen : « und über die ungarische Behörde und über die deutsche Zollstelle, die die Kontingentsbescheinigungen auszustellen und zu bestätigen haben, verständigen. »

Artikel 4.

Die in der Tarifanlage B zum deutsch-ungarischen Handelsvertrag (Zölle bei der Einfuhr nach Ungarn) und in dem Schlussprotokoll zu Anlage B enthaltenen Vereinbarungen treten, soweit sie noch nicht wirksam sind, für die Dauer dieser Zusatzvereinbarung in Kraft.

Artikel 5.

Jede der beiden Regierungen wird einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung der zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn bestehenden Wirtschaftsvereinbarungen zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen Mitteilung machen.

Artikel 6.

Diese Zusatzvereinbarung bildet einen Bestandteil des Handelsvertrags zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn vom 18. Juli 1931. Sie soll ratifiziert werden und tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Berlin erfolgen soll, in Kraft. Sie kann jedoch unabhängig von dem Handelsvertrag mit der in diesem vorgesehenen Kündigungsfrist gekündigt werden.

Die beiden Regierungen werden die Zusatzvereinbarung bereits mit Wirkung vom 1. April 1934 ab vorläufig anwenden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diese Zusatzvereinbarung unterzeichnet.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und ungarischer Sprache zu Budapest, am 21. Februar 1934.

Hans Georg VON MACKENSEN *m. p.*
Max WALDECK *m. p.*

Dr. Fabinyi TIHAMÉR *m. p.*

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

A Magyar Királyság és a Német Birodalom közötti kereskedelmi szerződéshez tartozó, ma megkötött második Pótmegállapodás aláírása alkalmával a következőkben történt megállapodás :

A 3. cikkhez.

A 96. és 641. t.-sz.-okhoz fűzött Megjegyzéshez :

A nád vámmentes kezelése a német vámterületre irányuló szabad forgalomban csak vagy a két kormány közös egyetértésével megjelölendő legfeljebb két vámhivatalnál van megengedve, vagy pedig meghatározott vámhivatalokra való korlátozás nélkül, abban az esetben, ha valamely német vámhivatal által kiállított vagy igazolt kontingens igazolványok mutattatnak be. A vámkezelésnek meghatározott vámhivatalokra korlátozása esetén a Német Kormány egyetért azzal, hogy a vámkontingensből számszerűen meghatározandó részletmennyiségek kihatással legyenek és más, egyetértően megállapítandó vámhivataloknál kezeltesse a s e tekintetben mindkét kormány fenntartja magának azt, hogy a kihatott részletmennyiségek megváltoztatása iránt a szükséghez képest megállapodjék. A M. Kir. Kormány kívánságára meghatározott vámhivataloknál történő kezelésre való korlátozás esetén is fel kell továbbá mutatni kontingensigazolványokat, amelyekből kitűnik, hogy a küldemény a kontingens terhére számíttassék.

A Magyar Királyi Kormány a Német Kormánnyal közölni fogja, hogy melyik szabályozást választja.

A két Kormány a német vámhivatalokat, valamint azokat a magyar hatóságokat illetően, amelyek kontingens igazolványokat kiadnak és a követendő eljárásra vonatkozólag meg fog állapodni.

A 115. t.-sz.-hoz.

A két kormány e Pótmegállapodás ideiglenes alkalmazása után rövidesen vegyes bizottságot fog alakítani, melynek mindkét kormány által a termelők és a kereskedelem köréből kinevezett szakértők lesznek tagjai. A bizottság a Magyarországból Németországba beszállítandó ponty évi összmennyiségének az egyes hónapokra való más elosztását fogja tárgyalni. Amennyiben a bizottság tagjai e fölött megegyeznek, úgy a két kormány hozzájárulásával az eddigi szabályozás helyébe az évi mennyiségnek az egyes hónapokra való új felosztása lép.

A 180. t. sz.-hoz.

Magyarország a Német Birodalom és a Spanyol Királyság között 1926. évi május 7-én¹ kötött kereskedelmi szerződésből folyólag a legnagyobb kedvezmény alapján a német vámterületre 20 RM szerződéses vámtétel és vámbiztosítás mellett beszállíthat még nem házasított belföldi vörösbor házasítása céljára olyan természetes vörösbort, mely legkevesebb 95 g és legfeljebb 140 g borszeszt és legkevesebb 28 g cukormentes kivonatot tartalmaz literenkint. A Német Kormány egyetért azzal, hogy e vámenedmény keretén belül a szerződéses vámtétel olyan természetes vörösborra is megadassék, amelyet még nem házasított belföldi sillerbor házasítására használnak fel.

Az 5. cikkhez.

A kormánybizottságok különösen a következő kérdésekkel fognak foglalkozni :

1. Magyarországon a német áruk és Németországban a magyar áruk elhelyezési lehetőségeinek kibővítése. Eközben többek között különös gondot kell fordítani a magyar mezőgazdasági termelés egyes ágainak a német beviteli szükséglettel való egyeztetésének kérdéseire is (lenmag, ricinus vagy más olajos mag termelése).

¹ Vol. LIII, page 321, de ce recueil.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung der heute abgeschlossenen zweiten Zusatzvereinbarung zum Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn ist folgendes vereinbart worden :

Zu Artikel 3.

Zu Anmerkung zu Nrn. 96 und 641 :

Die zollfreie Abfertigung des Schilfrohes zum freien Verkehr des deutschen Zollgebietes ist nur zulässig, entweder bei höchstens zwei im Einvernehmen beider Regierungen zu bestimmenden Zollstellen oder, ohne Beschränkung auf bestimmte Zollstellen, wenn Kontingentsbescheinigungen vorgelegt werden, die von einer deutschen Zollstelle ausgestellt oder bestätigt sind. Im Falle der Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen ist die Deutsche Regierung damit einverstanden, dass ziffermässig zu bezeichnende Teilmengen von dem Zollkontingent abgezweigt und bei weiteren zu vereinbarenden deutschen Zollstellen abgefertigt werden, wobei beide Regierungen sich vorbehalten, erforderlichenfalls hinsichtlich der abgezweigten Teilmengen Änderungen zu vereinbaren. Ferner sind auch bei Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen auf Verlangen der Königlich Ungarischen Regierung Kontingentsbescheinigungen vorzulegen, aus denen es sich ergibt, dass die Sendung auf das Kontingent angerechnet werden soll.

Die Königlich Ungarische Regierung wird der Deutschen Regierung mitteilen, welche Regelung es wählt.

Die beiden Regierungen werden sich über die deutschen Zollstellen sowie über die ungarischen Stellen, die Kontingentsbescheinigungen erteilen, und über das zu beobachtende Verfahren verständigen.

Zu Nr. 115.

Die beiden Regierungen werden alsbald nach der vorläufigen Anwendung dieser Zusatzvereinbarung einen gemischten Ausschuss einsetzen, dem von jeder Regierung ernannte Sachverständige aus Kreisen der Erzeuger und des Handels angehören. Der Ausschuss soll über eine anderweitige Aufteilung der von Ungarn nach Deutschland einzuführenden Gesamtjahresmenge an Karpfen auf die einzelnen Monate beraten. Einigen sich die Mitglieder des Ausschusses hierüber, so tritt mit Zustimmung der beiden Regierungen die Neuaufteilung der Jahresmenge auf die einzelnen Monate an die Stelle der bisherigen Regelung.

Zu Nr. 180.

Ungarn kann auf Grund der Meistbegünstigung aus dem Handelsabkommen¹ zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Spanien vom 7. Mai 1926 roten Naturwein mit einem Gehalt von mindestens 95 g und höchstens 140 g Weingeist und mindestens 28 g zuckerfreiem Extrakt in einem Liter, zum Verschneiden von noch nicht verschnittenem inländischen roten Wein, unter Zollsicherung zum Vertragszollsatz von 20 Reichsmark in das deutsche Zollgebiet einführen. Die Deutsche Regierung erklärt sich damit einverstanden, dass im Rahmen dieses Zollzugeständnisses der Vertragszollsatz auch für solchen roten Naturwein gewährt wird, der zum Verschneiden von noch nicht verschnittenem inländischen Schillerwein verwendet wird.

Zu Artikel 5.

Die Regierungsausschüsse werden sich insbesondere mit folgenden Fragen befassen :

1. Erweiterung der Absatzmöglichkeiten für deutsche Waren in Ungarn und für ungarische Waren nach Deutschland. Hierbei ist unter anderem auch besondere Aufmerksamkeit den Fragen der Angleichung von Teilen der ungarischen landwirtschaftlichen Erzeugung an den deutschen Einfuhrbedarf zu widmen (Anbau von Leinsaat, Rizinus oder anderen Ölsaaten).

¹ Vol. LIII, page 321, of this Series.

2. Olyan kormányintézkedések hatásai, amelyek alkalmasak arra, hogy a kivített az egyik országból a másikba kedvezőtlenül befolyásolják.

3. A magyar-német clearing és kompenzációs megállapodásoknak és azok végrehajtásának hatásai a kölcsönös áruforgalom terén.

A kormánybizottságok szabadságában áll, hogy egyes különleges kérdések tárgyalásánál az egyes kérdésekben illetékes szakértőket vonjanak be.

Tervbevéteik, hogy a kormánybizottságok első ízben legkésőbb 1934. október hó folyamán ülnek össze, hogy a kölcsönös áruforgalom alakulását megvizsgálják.

Ez a Zárójegyzőkönyv a ma aláírt Pótmegállapodásnak lényeges alkotórészét képezi és ugyanaddig érvényes.

Kelt kettős kiállításban, magyar és német nyelven.

BUDAPESTEN, 1934. február 21.

Dr. Fabinyi TIHAMÉR s. k.

Hans Georg VON MACKENSEN s. k.

Max WALDECK s. k.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 27 août 1936.

Pour le Chef de la Section des Traités,

P. Sébestyén.

2. Auswirkung von Regierungsmassnahmen, die geeignet sind, die Ausfuhr aus dem einem Lande nach dem anderen ungünstig zu beeinflussen.

3. Auswirkungen der deutsch-ungarischen Clearing- und Kompensationsvereinbarungen und ihrer Durchführung auf dem Gebiete des beiderseitigen Warenverkehrs.

Es steht den Regierungsausschüssen frei, bei Behandlung irgendwelcher Sondergebiete Sachverständige für die einzelnen Fragen heranzuziehen.

Es wird in Aussicht genommen, dass die Regierungsausschüsse erstmalig spätestens im Laufe des Monats Oktober 1934 zusammentreten, um eine Nachprüfung des gegenseitigen Warenverkehrs vorzunehmen.

Dieses Schlussprotokoll bildet einen wesentlichen Bestandteil der heute unterzeichneten Zusatzvereinbarung und gilt ebensolange wie diese.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und ungarischer Sprache zu Budapest, am 21. Februar 1934.

Hans Georg VON MACKENSEN *m. p.*
Max WALDECK *m. p.*

Dr. Fabinyi TIHAMÉR *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 27 août 1936.

Pour le Chef de la Section des Traités,

P. Sébestyén.

1 TRADUCTION.

N^o 3970. — DEUXIÈME ACCORD ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE CONCLU LE 18 JUILLET 1931 ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE HONGRIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 21 FÉVRIER 1934.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT ROYAL HONGROIS sont convenus de compléter et de modifier, par les dispositions ci-après, le Traité de commerce entre le Reich allemand et le Royaume de Hongrie du 18 juillet 1931 et l'Accord complémentaire audit traité, du 22 juillet 1933.

Article premier.

Le Gouvernement allemand favorisera dans la mesure du possible l'exportation à destination de l'Allemagne des produits hongrois dans le cadre des accords de compensation et de clearing.

Article 2.

Le Gouvernement royal hongrois tiendra compte dans une mesure correspondante des intérêts allemands en ce qui concerne l'importation des marchandises allemandes en Hongrie.

Article 3.

I. L'annexe A au Traité de commerce germano-hongrois (droits de douane à l'importation en Allemagne) sera modifiée comme suit :

1. A la suite du N^o ex 96, il sera inséré :

Voir remarque *ad* Nos 96 et 641 figurant à la suite de la position ex N^o 641.

2. La remarque *ad* ex N^o 115, paragraphe 1 (carpes), est complétée comme suit :

Un dépassement des divers contingents mensuels est toutefois permis en compensation des quantités non épuisées le mois précédent ou à valoir sur les quantités à importer le mois suivant si ce dépassement a lieu uniquement pour rendre possible l'importation de carpes par wagons entiers. Il ne doit pas en résulter une augmentation de la quantité annuelle globale.

3. Dans la remarque à la suite de la position ex N^o 115, paragraphe 2 (Fogasch), les mots « carpes et » sont supprimés.

4. Le numéro 147 du tarif est rédigé comme suit :

ex 147 Plumes à lit, non nettoyées, brutes. exemptes.

5. A la suite du numéro ex 596 du tarif, il y a lieu d'insérer le numéro du tarif suivant :

ex 641 Roseaux, fendus, coupés ou taillés en pointe exemptes.

Remarque ad Nos 96 et 641. La franchise douanière pour les roseaux des Nos 96 et 641 est limitée au total à une quantité de 25.000 quintaux par année civile. Dans cette quantité seront comprises, pour l'année 1934, les quantités de roseaux bruts non fendus, déjà importées depuis le 1^{er} janvier.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3970. — SECOND ADDITIONAL AGREEMENT TO THE TREATY OF COMMERCE CONCLUDED ON JULY 18TH, 1931, BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF HUNGARY. SIGNED AT BUDAPEST, FEBRUARY 21ST, 1934.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT have agreed to supplement and amend the Commercial Treaty between the German Reich and the Kingdom of Hungary of July 18th, 1931, together with the Additional Agreement to that Treaty of July 22nd, 1933, by the following provisions :

Article 1.

The German Government will as far as possible promote the export of Hungarian products to Germany within the provisions of the Compensation and Clearing Agreements.

Article 2.

The Royal Hungarian Government will give equal consideration to the interests of German exporters in connection with the import of German goods to Hungary.

Article 3.

I. Annex A to the German-Hungarian Commercial Treaty (Duties on Imports into Germany) is hereby amended as follows :

1. After tariff number ex 96 insert :

See note on tariff numbers 96 and 641 after tariff number ex 641.

2. The note on tariff number ex 115, 1 (carp) to be supplemented as follows :

The quota for any given month may nevertheless be exceeded to the amount of quantities unused in the preceding month, or in anticipation of quantities allowed to be imported in the following month, where the sole object of such excess is to enable the carp to be imported in full railway wagons, provided always that such excess for the months does not involve any increase in the total for the year.

3. In the note after tariff number ex 115, 2 (fogas) the words " carp and " to be omitted.

4. Tariff number 147 to read as follows :

ex. 147. Feathers for beds, uncleaned, raw free.

5. After tariff number ex 596 the following tariff number to be inserted :

ex. 641. Reeds, split, cut or pointed free.

Note on tariff numbers 96 and 641. The duty-free import of reeds (tariff numbers ex 96 and 641) shall be limited to a total of 25,000 metric quintals per calendar year. The total for 1934 shall include the amounts of raw unsplit reeds already imported since January 1st.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II. Le protocole final *ad* article premier, N° 2, de l'Accord additionnel du 22 juillet 1933 est modifié comme suit :

a) Dans la deuxième phrase de l'alinéa 1, les mots « un certificat de contingent délivré par une autorité hongroise » seront remplacés par « un certificat de contingent délivré par une autorité hongroise et contresigné par un bureau de douane allemand ».

b) Au dernier alinéa, les mots « et au sujet de l'autorité hongroise qui sera chargée de délivrer les certificats » sont remplacés par « et au sujet de l'autorité hongroise et du bureau de douane allemand qui seront chargés de délivrer et contresigner les certificats de contingent ».

Article 4.

Les arrangements stipulés dans l'annexe B au Traité de commerce germano-hongrois (droits de douane à l'importation en Hongrie) ainsi que dans le protocole final en ce qui concerne l'annexe B, entrent en vigueur pour la durée du présent accord additionnel pour autant qu'ils ne sont pas déjà en vigueur.

Article 5.

Chacun des deux gouvernements instituera une commission gouvernementale. Ces commissions auront pour tâche de traiter, en maintenant entre elles un contact direct et permanent, des questions se rapportant à l'exécution des accords économiques existant entre le Reich allemand et le Royaume de Hongrie. Les deux gouvernements s'informeront réciproquement de la composition des commissions gouvernementales.


Article 6.

Le présent accord additionnel fait partie intégrante du Traité de commerce entre le Reich allemand et le Royaume de Hongrie du 18 juillet 1931. Il sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berlin. Il pourra cependant être dénoncé indépendamment du Traité de commerce, avec le préavis de dénonciation prévu dans ce dernier.

Les deux gouvernements appliqueront provisoirement l'accord additionnel à partir du 1^{er} avril 1934.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord additionnel.

Fait en double expédition, en langues allemande et hongroise, à Budapest, le 21 février 1934.

 Hans Georg VON MACKENSEN, *m. p.*
Max WALDECK, *m. p.*

D^r Fabinyi TIHAMÉR, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du deuxième accord additionnel, en date de ce jour, au Traité de commerce entre le Reich allemand et le Royaume de Hongrie, il a été convenu ce qui suit :

Ad article 3.

Ad Remarque ad N^{os} 96 et 641.

L'admission en franchise des roseaux destinés à passer dans le commerce libre sur le territoire douanier allemand ou bien ne sera autorisée que par deux bureaux de douane, au plus, désignés d'un commun accord par les deux gouvernements, ou bien pourra se faire par n'importe quel bureau de douane à condition qu'il soit produit des certificats de contingent délivrés ou contresignés par un bureau de douane allemand. Pour le cas où l'expédition en douane serait limitée à des bureaux de douane déterminés, le Gouvernement allemand consent à ce que des quantités partielles — dont le chiffre exact devra être indiqué — soient disjointes du contingent douanier et puissent être introduites par d'autres bureaux de douane allemands à désigner d'un commun accord, les deux gouvernements

II. The Final Protocol *ad* Article 1, No. 2, to the Additional Agreement of July 22nd, 1933, is hereby amended as follows :

(a) In the second sentence of the first paragraph, the words "a quota certificate issued by a Hungarian authority" to be replaced by "a quota certificate issued by a Hungarian authority and attested by a German Customs office".

(b) In the last paragraph, the words "and as to the Hungarian authority to be responsible for their issue" to be replaced by "and as regards the Hungarian authority and the German Customs office to be responsible for the issue and attestation of the quota certificates".

Article 4.

The arrangements contained in Annex B to the German-Hungarian Commercial Treaty (Duties on Imports into Hungary) and in the Final Protocol to Annex B shall come into force for the duration of the present Additional Agreement in so far as they are not already in force.

Article 5.

Each of the two Governments shall set up a Government Committee. It shall be the duty of the said Committees to deal, in permanent direct consultation with one another, with all questions relating to the application of existing economic agreements between the German Reich and the Kingdom of Hungary. The two Governments shall notify one another of the composition of the Government Committees.

Article 6.

The present Additional Agreement forms an integral part of the Commercial Treaty between the German Reich and the Kingdom of Hungary of July 18th, 1931. It shall be ratified and shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications, which shall take place in Berlin, provided always that it may be denounced independently of the Commercial Treaty with the same notice as is provided in the latter.

The two Governments shall provisionally apply the Additional Agreement as from April 1st, 1934.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Additional Agreement.

Done in duplicate, in the German and Hungarian languages, at Budapest, the 21st day of February, 1934.

Hans Georg VON MACKENSEN, *m. p.*

Dr. Fabinyi TIHAMÉR, *m. p.*

Max WALDECK, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

On signing the Second Additional Agreement concluded this day to the Commercial Treaty between the German Reich and the Kingdom of Hungary, the Parties are agreed as follows :

Ad Article 3.

Ad Note to Tariff Numbers 96 and 641.

The Customs clearance of reeds free of duty for the market in German Customs territory shall be admissible only as follows, that is to say, either at not more than two Customs offices to be determined by agreement between the two Governments or, failing such restriction to particular Customs offices, subject to the submission of quota certificates issued or attested by a German Customs office. In the event of the said Customs clearance being restricted to particular Customs offices, the German Government agrees to part quantities, the exact amount of which must be stated, being cleared independently of the Customs quota through other German Customs offices to be determined by agreement. It shall be open to the two Governments in such case to make

se réservant, le cas échéant, de convenir de certaines modifications au sujet des quantités disjointes. En outre, au cas également où l'admission serait limitée à certains bureaux de douane, il y aura lieu de produire, à la demande du Gouvernement royal hongrois, des certificats de contingent faisant ressortir que la quantité expédiée doit être imputée sur le contingent.

Le Gouvernement royal hongrois indiquera au Gouvernement allemand la modalité sur laquelle s'est porté son choix.

Les deux gouvernements s'entendront au sujet des bureaux de douane allemands et des autorités hongroises chargées de délivrer les certificats de contingent, ainsi qu'au sujet de la procédure à suivre.

Ad N° 115.

Les deux gouvernements constitueront, aussitôt après la mise en application provisoire du présent accord additionnel, une commission mixte composée d'experts désignés par chaque gouvernement et choisis parmi les représentants de la production et du commerce. La commission discutera l'éventualité d'une autre répartition sur les divers mois de l'année de la quantité globale annuelle de carpes à importer de Hongrie en Allemagne. Si les membres de la commission tombent d'accord à ce sujet, la nouvelle répartition de la quantité annuelle sur les divers mois sera substituée, avec le consentement des deux gouvernements, à la réglementation actuelle.

Ad N° 180.

La Hongrie peut, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée, à savoir le traitement instauré par la Convention commerciale du 7 mai 1926 entre le Reich allemand et le Royaume d'Espagne, importer dans le territoire douanier allemand, au tarif conventionnel de 20 RM. et sous contrôle de la douane, du vin rouge naturel contenant par litre 95 grammes au moins et 140 grammes au plus d'alcool et 28 grammes au moins d'extrait sans sucre, pour le coupage des vins rouges indigènes non encore coupés. Le Gouvernement allemand déclare accepter que, dans le cadre de cette concession douanière, le tarif conventionnel soit appliqué également au vin rouge naturel utilisé pour le coupage du vin rosé (*Schillerwein*) indigène non encore coupé.

Ad article 5.

Les commissions gouvernementales s'occuperont en particulier des questions suivantes :

1. Extension des possibilités d'écoulement des marchandises allemandes en Hongrie et des marchandises hongroises en Allemagne. Il y aura lieu, à ce propos, de consacrer une attention spéciale aux questions ayant trait à l'adaptation de certaines branches de la production agricole hongroise aux besoins de l'importation allemande (culture de graines de lin, de ricin ou autres graines oléagineuses).

2. Répercussion des mesures gouvernementales qui sont de nature à exercer une influence défavorable sur les exportations de l'un des deux pays à destination de l'autre.

3. Répercussions des accords germano-hongrois de clearing et de compensation et de l'application de ces accords sur les échanges de marchandises entre les deux pays.

Les commissions gouvernementales auront la faculté, pour l'étude de tous domaines spéciaux, de faire appel à la collaboration d'experts pour les diverses questions.

Il est envisagé que les commissions gouvernementales se réunissent pour la première fois au plus tard dans le courant du mois d'octobre 1934 pour entreprendre l'examen des échanges de marchandises entre les deux pays.

Le présent protocole final forme partie intégrante de l'accord additionnel signé ce jour et sera en vigueur aussi longtemps que ce dernier.

Fait en double expédition, en langues allemande et hongroise, à Budapest, le 21 février 1934.

Hans Georg VON MACKENSEN, *m. p.*
Max WALDECK, *m. p.*

D^r Fabinyi TIHAMÉR, *m. p.*

different arrangements as may be necessary in regard to the part quantities so cleared. Furthermore, in the event of Customs clearance being restricted to particular Customs offices, quota certificates must be submitted, if the Royal Hungarian Government so requests, of such a kind as to show that the consignment is to be included in the quota.

The Royal Hungarian Government shall notify the German Government which arrangement it selects.

The two Governments shall come to an agreement as to the German Customs offices and Hungarian authorities issuing quota certificates, and as to the procedure to be followed.

Ad Tariff Number 115.

Immediately after the provisional entry into force of the present Additional Agreement the two Governments shall set up a Mixed Committee of experts to be appointed by each Government from producers and traders. The Mixed Committee shall discuss changes in the apportionment of the total annual quota of carp imports from Hungary to Germany as between the different months of the year. Where the members of the Mixed Committee are agreed in regard to the re-apportionment of the annual quota as between the different months, the new arrangement shall be substituted for the present arrangement if the two Governments approve.

Ad Tariff Number 180.

For as much as Hungary is entitled, in pursuance of the most-favoured-nation treatment accorded by the Commercial Treaty between the German Reich and the Kingdom of Spain of May 7th, 1926, to export to German Customs territory, under Customs control, at the conventional rate of RM. 20, natural red wine with a content of not less than 95 grammes or more than 140 grammes of alcohol, and not less than 28 grammes of sugar-free extract per litre, for blending with German red wine not yet blended, the German Government agrees to the extension of the conventional rate accorded under the Customs concession in question to natural red wine used for blending with German *rosé* wine (*Schillerwein*) not yet blended.

Ad Article 5.

The Government Committees shall deal in particular with the following matters :

1. Extension of the possibilities of marketing German goods in Hungary and Hungarian goods in Germany. In this connection, special attention shall be devoted to the direction of particular forms of Hungarian agricultural produce to the supply of German import requirements (cultivation of linseed and castor or other oil seeds).

2. Effect of Government measures calculated to exercise an unfavourable effect on exports from one country to the other.

3. Effects of the German-Hungarian Clearing and Compensation Agreements, and the application of the same, on trade between the two countries.

The Government Committees shall be entitled to call experts in connection with particular subjects.

It is proposed that the Government Committees should meet for the first time not later than October 1934 in order to consider the trade between the two countries.

The present Final Protocol forms an integral part of the Additional Agreement signed this day and shall remain in force for the same period as the latter.

Done in duplicate, in the German and Hungarian languages, at Budapest, the 21st day of February, 1934.

Hans Georg VON MACKENSEN, *m. p.*
Max WALDECK, *m. p.*

Dr. Fabinyi TIHAMÉR, *m. p.*

N° 3971.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL**

Accord relatif à une mission navale
des Etats-Unis d'Amérique au
Brésil. Signé à Washington, le
27 mai 1936.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND UNITED STATES
OF BRAZIL**

Agreement concerning a Naval Mis-
sion of the United States of
America to Brazil. Signed at
Washington, May 27th, 1936.

No. 3971. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND OF THE UNITED STATES OF BRAZIL CONCERNING A NAVAL MISSION OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO BRAZIL. SIGNED AT WASHINGTON, MAY 27TH, 1936.

English and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place September 23rd, 1936.

In conformity with the request made by the Ambassador of Brazil in Washington to the Secretary of State, the President of the United States of America, by virtue of the authority conferred by the Act of Congress of May 19, 1926, entitled " An Act To authorize the President to detail officers and enlisted men of the United States Army, Navy, and Marine Corps to assist the Governments of the Latin-American Republics in military and naval matters ", as amended by an Act of May 14, 1935, to include the Commonwealth of the Philippine Islands, has authorized the appointment of officers to constitute the Brazilian Naval Mission, under the conditions specified below :

Article I.

1. The purpose of the Naval Mission is to cooperate with the Minister of Marine and the officers of the Brazilian Navy, with a view to enhancing the efficiency of the Brazilian Navy.
2. This contract when signed by the legal representatives of the United States of America and the United States of Brazil shall be effective as of June 25, 1936 (the expiration date of the present contract). It provides for an extension of the Mission for a period of four years from the above date unless terminated sooner or prolonged further than provided here.
3. If the Government of Brazil shall desire the services of the Mission to be prolonged, in whole or in part, beyond the period stipulated, a proposal to that effect must be made six months before the termination of this Agreement.
4. If it should be necessary, in the interest of either of the two Governments, for the present Agreement or an extension thereof to be terminated before the time specified, the Government desiring this must notify the other Government three months in advance.
5. It is here stipulated and agreed that as long as the Mission is functioning under this Agreement or an extension thereof, the Government of Brazil will not contract for the services of any mission or personnel of any other foreign Government for the duties and purposes treated of in this Agreement.

Article II.

1. The Naval Mission shall be composed, in addition to the two officers who are already in Brazil on similar duty, of six (6) additional officers of the United States Navy, on the active list, and two (2) additional chief yeomen, and two (2) aviation chief petty officers or petty officers, first class. This personnel shall be chosen by the Navy Department of the United States of America, in agreement, however, with the Brazilian Government.

¹ Came into force June 25th, 1936.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3971. — ACORDO ¹ ENTRE OS GOVERNOS DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA E DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL SOBRE A MISSAO NAVAL NO BRASIL. ASSIGNADO EN WASHINGTON, A 27 DE MAIO DE 1936.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 septembre 1936.

De conformidade com o pedido feito pelo Embaixador do Brazil em Washington ao Secretario de Estado, o Presidente dos Estados Unidos da America, em virtude da autoridade conferida pela Lei do Congresso de 19 de Maio de 1926, intitulada « Lei que autoriza o Presidente a designar officiaes e homens alistados do exercito, marinha e corpo de infantaria de marinha para collaborar com os Governos das Republicas Latino-Americanas nos serviços militares e navaes » e alterada pela Lei de 14 de Maio de 1935 para incluir o « Commonwealth » das Ilhas Philippinas, autorizou a nomeação de Officiaes para constituirem a Missão Naval no Brasil, nas condições abaixo especificadas :

Artigo I.

1. O fim da Missão Naval é cooperar com o Ministro da Marinha e com os Officiaes da Armada do Brasil no sentido de augmentar a eficiencia da Marinha de Guerra Brasileira.

2. Este contracto, uma vez assignado pelos representantes autorizados dos Estados Unidos da America e dos Estados Unidos do Brasil, começará a vigorar a partir de 25 de Junho de 1936 (data da expiração do actual contracto). Elle estabelece uma prorogação da Missão por um periodo de quatro annos, contado da data acima, a menos que termine mais cedo ou que se prolongue mais do que aqui é estabelecido.

3. Se o Governo do Brasil desejar que o serviço da Missão se prolongue, no todo ou em parte, alem do periodo estipulado, uma proposta para esse fim deve ser feita seis mezes antes do termo deste accôrdo.

4. Se fôr necessario, no interesse de qualquer dos dois Governos, que se termine o presente contracto ou seu prolongamento antes do tempo especificado, o Governo que o desejar deverá notificar o outro três mezes antes.

5. É aqui estipulado e accordado que enquanto a Missão funcionar sob este accôrdo, ou prolongamento d'elle, o Governo do Brasil não contractará os serviços de qualquer Missão ou pessoal de qualquer outro Governo estrangeiro para as funcções e fins tratados neste accôrdo.

Artigo II.

1. A Missão Naval compor-se-á, alem dos dois Officiaes que já se encontram no Brasil em serviços semelhantes, de mais seis (6) Officiaes da Marinha dos Estados Unidos, do quadro da activa, e de mais dois (2) sub-officiaes escreventes, e de dois (2) sub-officiaes ou primeiros-sargentos de aviação. Esse pessoal será escolhido pelo Ministerio da Marinha dos Estados Unidos da America, de accôrdo, porem, com o Governo Brasileiro.

¹ Entré en vigueur le 25 juin 1936.

2. These officers shall have the ranks named below and shall be assigned to the following duties :

- 1 Captain, as Chief of the Naval Mission ;
- 1 Commander, for the Section of Tactics of the Naval War School ;
- 1 Lieutenant-Commander, for duties connected with naval communications, cryptanalysis and cryptography ;
- 1 Lieutenant-Commander, for the Section of Strategy of the Naval War School ;
- 1 Lieutenant-Commander, for duties connected with the use of the arms used in the Navy ;
- 1 Lieutenant-Commander, for duties connected with engines, boilers, motors and repairs thereto ;
- 1 Lieutenant-Commander or Lieutenant, Senior Grade, a naval aviator, for aviation duties in connection with the operations, engineering and armament of that arm ;
- 1 Lieutenant-Commander or Lieutenant, Senior Grade, a Naval Constructor, for duties in connection with plans for naval construction, repairs to ships and work at arsenals.

For any of the duties specified for Lieutenant-Commanders or Lieutenants, three Commanders may be substituted.

3. The non-commissioned personnel (chief petty officers or petty officers, first class) of the Naval Mission shall be assigned, in turn, to the following duties :

- 2 aviation chief petty officers or petty officers, first class, one for duties in connection with engines and the other for duties in connection with the armament of the same arm ;
- 3 chief yeomen, for duty in the office of the Naval Mission itself.

4. Any augmentation of the personnel of the Mission that is considered suitable or necessary shall be considered as a supplement to this Agreement.

Article III.

1. The members of the Naval Mission shall be subordinate only to the Brazilian Minister of Marine, through their own Chief.

2. It is the duty of the Naval Mission to advise, through the Minister of Marine, the Chief of Staff of the Navy, the Directors of Instruction, of the Naval War School, of the Naval Arsenal, of Naval Engineering and of Aeronautics, cooperating with them in all matters within their province, always indicating the necessary measures, as well as the training to be given, for the greater efficiency of the Navy.

3. In case of war between Brazil and any other nation, the Mission shall terminate. In case of civil war, no member of the Mission shall take part in operations in any capacity.

4. The members of the Mission shall retain the rank that they hold in the United States Navy. Their precedence with respect to Brazilian officers shall be according to seniority. The members of the Mission shall use only the uniform of the Navy of the United States of America.

Article IV.

1. The members of the Naval Mission shall receive for their services the following annual remuneration paid by Brazil, in Brazilian paper money :

Captain	77 : 000\$000
Commander	66 : 000\$000
Lieutenant-Commander	60 : 000\$000
Lieutenant	54 : 000\$000
Chief Petty Officer	27 : 500\$000
Petty Officer, first class	22 : 000\$000

If a member of the Mission be promoted he shall enjoy all the benefits of this contract from the date of his new commission in the grade to which promoted.

2. Esses Officiaes terão os postos abaixo mencionados e se destinam ás seguintes funcções :

- 1 Capitão de Mar e Guerra, para Chefe da Missão Naval ;
- 1 Capitão de Fragata, para a Secção de Tactica da Escola de Guerra Naval ;
- 1 Capitão de Corveta, para os serviços relativos a Communicações Navaes, cryptoanalyse e cryptography ;
- 1 Capitão de Corveta, para a Secção de Estrategia da Escola de Guerra Naval ;
- 1 Capitão de Corveta, para os serviços relativos ao emprego das armas usadas na Marinha ;
- 1 Capitão de Corveta, para os serviços relativos a machinas, caldeiras, motores e reparos respectivos ;
- 1 Capitão de Corveta, ou um Capitão Tenente antigo, Aviador Naval, para os serviços de Aviação referentes a operações, engenharia a armamento dessa arma ;
- 1 Capitão de Corveta ou Capitão Tenente Antigo, Engenheiro de Construcção Naval, para os serviços relativos a planos de construcção naval, reparos de navios e trabalhos de arsenaes.

Para quaesquer das funcções especificadas para Capitães de Corveta ou Capitães-Tenentes, podem ser designados três Capitães de Fragata.

3. O pessoal subalterno (Sub-Officiaes ou Sargentos) da Missão Naval destinam-se, por sua vez, ás seguintes funcções :

- 2 Sub-Officiaes de Aviação ou Primeiros Sargentos, um para os serviços de motores e outro para os serviços de armamento da mesma arma ;
- 3 Sub-Officiaes escreventes para os serviços de escripturação da propria Missão Naval.

4. Qualquer augmento de pessoal da Missão que se julgar conveniente ou necessario, será considerado como additamento a este accôrdo.

Artigo III.

1. Os membros da Missão Naval ficarão unicamente subordinados ao Ministro da Marinha, por intermedio do seu proprio Chefe.

2. É dever da Missão Naval aconselhar, por intermedio do Ministro da Marinha, o Chefe do Estado Maior da Armada, os Directores do Ensino, da Escola de Guerra Naval, do Arsenal de Marinha, da Engenharia Naval e da Aeronautica, com elles cooperando em todos os assumptos da sua competencia, indicando sempre as providencias necessarias, bem como a instrucção a ministrar-se para a maior eficiencia da Marinha de Guerra.

3. Em caso de guerra entre o Brasil e qualquer outra Nação, terminará a Missão. Em caso de guerra civil nenhum membro da Missão tomará parte nas operações em qualquer categoria.

4. Os membros da Missão conservarão a graduacção que têm na Marinha dos Estados Unidos. Sua precedencia em relação aos Officiaes brasileiros será de accôrdo com a antiguidade. Os membros da Missão só usarão o uniforme da Marinha dos Estados Unidos da America.

Artigo IV.

1. Aos membros da Missão Naval caberá, pelos seus serviços, a seguinte remuneracção annual, paga pelo Brasil, em moeda brasileira papel :

Capitão de Mar e Guerra	77 : 000\$000
Capitão de Fragata	66 : 000\$000
Capitão de Corveta	60 : 000\$000
Capitão Tenente.	54 : 000\$000
Sub-Official	27 : 500\$000
Primeiro Sargento	22 : 000\$000

Se um membro da Missão for promovido, gozará de todos os privilegios deste contracto desde a data de sua promoçào, no novo posto.

2. The pay of the members of the Mission shall begin on the date of the departure from New York and shall continue, after the service of the Mission has been concluded, to the date of the arrival at New York, travelling by the usual route. Any member of the Mission who returns to the United States of America after serving less than two years, except in case of illness, or who returns at the request of the Brazilian Government, in accordance with section 1 of Article V, shall receive his full pay only until the date of departure from Rio de Janeiro.

3. It is further stipulated that said remuneration shall not be subject to any Brazilian tax in force, or which may be established subsequently.

4. The expenses of land and sea transportation of the members of the Mission, their families (as defined in paragraph 6 below), household effects and baggage, and in the case of commissioned officers one automobile per officer, from New York to Rio de Janeiro, shall be paid by the Brazilian Government, in advance by the representative of the said Government, first class passage being provided for the officers and their families, and minimum first class passage for the chief petty officers, petty officers first class, and their families. The following supplementary indemnity shall also be allowed for the expenses of installation of each member of the Mission :

7 : 000\$000 (paper) for officers (seven contes of reis) ;

2 : 000\$000 (paper) for chief petty officers and petty officers, first class (two contos of reis).

The household effects, baggage, and in the case of commissioned officers their automobile, of the personnel of the Mission and their families shall be exempt from Customs duties and taxes of any kind in Brazil.

5. The members of the Mission who remain in Brazil two or more years shall be entitled to payment of the expenses of their return transportation, and that of their families, household effects, baggage, and in the case of commissioned officers their automobile, from Rio de Janeiro to New York. Said expenses include first class passage for the families of the officers and minimum first class passage for the chief petty officers and petty officers first class.

5 (a). The return transportation for any member of the families of the members of the Mission from Rio de Janeiro to New York shall be furnished at any time after their arrival in Brazil upon request of the Senior Member of the Mission. In case the member be detached from the Mission in accordance with either paragraphs 1 or 3 of Article V before two years' service in Brazil, the cost of transportation for himself and family to the United States of America shall be borne by the Government of the United States of America, and the amount of the transportation already furnished his family shall be deducted from money due him from the Brazilian Government or, if this be insufficient, repaid to the Brazilian Government by the member himself.

6. During the stay of the Mission in Brazil, the Government of Brazil will grant, upon the request of the Chief of the Mission, free entry for articles for the personal use of the members of the Mission and their families, there being considered as families the parents, wives, minor sons, unmarried daughters and sisters, while they are living in Brazil as part of the family of the respective member of the Mission.

7. After two years of service on the Mission, each member shall be entitled to a three months' furlough with full pay in Brazilian currency, including travel time, with the right to leave Brazil. The Chief of the Mission shall see to it that the said furloughs affect the interests of the Brazilian Navy as little as possible.

8. Members of the Mission who become ill shall, at the discretion of the Chief of the Mission, be placed by the Brazilian Government in the hospital that the Chief of the Mission deems suitable, after discussion with the Brazilian authorities.

9. In case of official travel or service at sea, rendered by any member of the Mission, he shall receive, during such time, full pay; also allowances equivalent to those granted to the personnel of the Brazilian Navy, of the same rank, under like circumstances.

10. The officers of the Mission shall be granted the same rights and privileges as are customarily enjoyed by diplomatic representatives of corresponding rank accredited to Brazil, except with respect to the rights of importation already treated of in a preceding clause.

2. O pagamento dos membros da Missão começará da data da partida de Nova York e continuará, concluído o serviço da Missão, até a data da chegada em Nova York, viajando pela via usual. Qualquer membro da Missão que voltar aos Estados Unidos da America depois de servir menos de dois annos, excepto em caso de doença, ou que voltar a pedido do Governo Brasileiro, de accôrdo com o paragrafo 1 do Artigo V, só receberá pagamento integral até a data da partida do Rio de Janeiro.

3. Fica alem disso estipulado que esta remuneração não estará sujeita a imposto algum brasileiro em vigor, ou que possa ser creado posteriormente.

4. As despesas de transporte por terra e mar dos membros da Missão, suas familias (como definido no paragrafo 6 do presente artigo) objectos de casa e bagagem, e, no caso dos Officiaes, um automovel por Official, de Nova York ao Rio de Janeiro, serão pagas pelo Governo Brasileiro, adeantadamente, pelo representante desse Governo, fornecendo-se aos Officiaes e suas familias passagens de primeira classe e aos sub-officiaes, sargentos e suas familias passagens de primeira classe de preço minimo. Será tambem concedida a seguinte ajuda de custo adicional para as despesas de installação de cada membro da Missão :

7 : 000\$000 (papel) para os Officiaes (sete contos de reis).

2 : 000\$000 (papel) para os Sub-Officiaes e Sargentos (dois contos de reis).

Os objectos de casa, bagagem e, no caso dos Officiaes, seus automoveis, do pessoal da Missão e suas familias, estarão isentos dos direitos aduaneiros e impostos de qualquer classe no Brasil.

5. Os membros da Missão que permanecerem no Brasil dois ou mais annos terão direito ao pagamento das despesas de transporte de volta, de suas familias, de seus objectos de casa e bagagem e, no caso dos Officiaes, de seus automoveis, do Rio de Janeiro a Nova York. Essas despesas comprehendem passagens de primeira classe para as familias dos Officiaes e de primeira classe de preço minimo para os dos Sub-Officiaes e Sargentos.

5 a). O transporte de regresso de qualquer pessoa das familias dos membros da Missão do Rio de Janeiro para Nova York será fornecido em qualquer tempo após a chegada ao Brasil, mediante pedido do Chefe da Missão. No caso do membro da Missão ser desligado de accôrdo com qualquer dos paragrafos 1 ou 3 do Artigo V antes de dois annos de serviço no Brasil, o custeio do seu transporte e de sua familia caberá ao Governo dos Estados Unidos da America, sendo a importancia já fornecida para o transporte da sua familia deduzida do dinheiro que tiver a receber do Governo Brasileiro ou, no caso de ser insufficiente, indemnizada ao Governo Brasileiro pelo proprio membro da Missão.

6. Durante a permanencia da Missão no Brasil, o Governo do Brasil concederá, mediante pedido do Chefe da Missão, entrada livre para os artigos de uso pessoal dos membros da Missão a de suas familias ; considerando-se familias os paes, mulheres, filhos menores, filhas e irmãs solteiras, uma vez que estejam morando no Brasil como parte da familia do respectivo membro da Missão.

7. Depois de dois annos de serviço na Missão, cada membro fará jús a uma licença de três mezes com vencimentos integraes em moeda brasileira, inclusive o tempo de viagem, com o direito de se ausentar do Brasil. O Chefe da Missão providenciará para que essas licenças prejudiquem o menos possivel os interesses da Marinha Brasileira.

8. Os membros da Missão que venham a adoecer, serão, a juizo do Chefe da Missão, internados pelo Governo Brasileiro no Hospital que o Chefe da Missão julgar conveniente, depois de ouvidas as autoridades brasileiras.

9. No caso de viagem ou serviço official no mar, prestado por qualquer membro da Missão, receberá elle, durante esse tempo vencimentos integraes e quantitativos equivalentes aos concedidos ao pessoal da Marinha Brasileira, de identica gradação, em condições semelhantes.

10. Serão concedidos aos Officiaes da Missão os mesmos direitos e privilegios de que gozam habitualmente os representantes diplomaticos de categoria correspondente acreditados no Brasil, excepto no que diz respeito aos direitos de importação já tratados em clausula anterior.

11. Whenever it be necessary for the official service, an automobile with a chauffeur, or a launch properly equipped, shall be placed at the disposal of the members of the Mission.

12. Suitable offices shall be placed at the disposal of the members of the Mission.

13. Each officer of the Mission shall have, as assistant or collaborator, in all his functions, a Brazilian officer designated by the Minister of Marine.

14. If this contract should be cancelled at the request of the United States of America, all the expenses connected with the return of the Mission, their families, household effects, baggage, and in the case of commissioned officers their automobiles, to the United States of America, shall be borne by that Government. If, however, it should be at the initiative of the Brazilian Government, the latter Government shall bear all the expenses connected with the return to the United States of America of the Mission, their respective families, household effects, baggage, and in the case of commissioned officers their automobiles, according to the stipulations of paragraphs 2 and 5 of this Article ; and the Brazilian Government shall, in addition, pay to each officer an amount equal to three months' pay.

Article V.

1. The United States of America may, should the public interest so require, recall at any time a part or all of the members of the Mission, replacing them by other officers, chief petty officers or petty officers first class, to the satisfaction of the Brazilian Government, and the corresponding expenses shall be chargeable to the Government of the United States of America. If, at the request of the Brazilian Government, a member of the Mission should be withdrawn for a reason other than the completion of his services on the Mission, all the expenses of his return shall be chargeable to the United States of America.

2. Any member of the Mission may be relieved at the request of the Government of the United States of America after two years of service, being replaced by members of equal commission (patente) and rank agreeable to the Brazilian Government.

3. No member of the Mission relieved upon request before completing two years of service, shall be entitled to traveling expenses and transportation of baggage at the expense of the Brazilian Government.

4. If any member of the Mission should be obliged by illness to leave the service, the Brazilian Government shall pay the expenses of return to the United States of America in the manner provided above for members with more than two years of service.

5. If any member of the Mission, or a person in his family, should die in Brazil, the Brazilian Government shall have the body transported to such place in the United States of America as the family of the deceased may indicate. If the deceased should be a person under contract the Brazilian Government shall pay the transportation expenses of his family, household effects and baggage, and, in the case of commissioned officers, their automobiles to New York.

6. In case of replacement of a member of the Mission, all the stipulations of this Agreement, except in cases of express provision to the contrary, shall apply to the member replacing him, including those specified in paragraphs 2 and 4 of Article IV.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized, sign this contract in two texts, each one in the English and Portuguese languages, at Washington, this twenty-seventh day of May, 1936.

Cordell HULL.

Oswaldo ARANHA.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

P. F. Allen,

Acting Chief Clerk and Administrative Assistant.

11. Quando fôr necessario para o serviço official, será posto á disposição dos membros da Missão, um automovel com chauffeur ou uma lancha convenientemente equipada.

12. Deverão ser postos á disposição dos membros da Missão escriptorios adequados.

13. Cada Official da Missão terá, como assistente ou collaborador, em todas as suas funcções um official brasileiro nomeado pelo Ministro da Marinha.

14. Se este contracto fôr rescindido a pedido dos Estados Unidos da America, todas as despesas com a volta da Missão, suas familias, objectos de casa e bagagem e, no caso dos Officiaes, seus automoveis, aos Estados Unidos da America, serão feitas por esse Governo. Se, porem, o fôr por iniciativa do Governo Brasileiro, este Governo fará face a todas as despesas com o regresso aos Estados Unidos da America, da Missão, respectivas familias, objectos de casa e bagagem e, no caso dos Officiaes, seus automoveis, de accôrdo com as estipulações dos paragraphos 2 e 5 deste artigo, devendo, outrosim, o Governo Brasileiro pagar a cada official uma quantia equivalente a três mezes de vencimentos.

Artigo V.

1. Os Estados Unidos da America poderão, se o interesse publico o exigir, retirar em qualquer tempo, parte ou todos os membros da Missão, substituindo-os por outros officiaes, sub-officiaes ou sargentos, do agrado do Governo Brasileiro, devendo as despesas respectivas correr por conta do Governo dos Estados Unidos da America. Se, a pedido do Governo Brasileiro, algum membro da Missão for retirado por outro motivo que não o da terminação dos serviços na Missão, todas as despesas com o regresso correrão por conta dos Estados Unidos da America.

2. Qualquer membro da Missão poderá ser exonerado a pedido pelo Governo dos Estados Unidos da America depois de dois annos de serviço, sendo substituido por membros de igual patente e classe da conveniencia do Governo Brasileiro.

3. Nenhum membro da Missão exonerado a pedido antes de dois annos de serviço, fará jús ás despesas de viagem e transporte de bagagem á custa do Governo Brasileiro.

4. Se algum membro da Missão fôr obrigado por doença a deixar o serviço, o Governo Brasileiro pagará as despesas de regresso aos Estados Unidos da America na forma acima estabelecida para os membros com mais de dois annos de serviço.

5. Se algum membro da Missão, ou pessoa de sua familia, fallecer no Brasil, o Governo Brasileiro fará transportar o corpo para o logar dos Estados Unidos da America que a familia do morto indicar. Se o morto fôr um dos contractados, o Governo Brasileiro pagará as despesas de viagem da familia, objectos de casa e bagagem e, no caso dos Officiaes, de seus automoveis, até Nova York.

6. No caso de substituição de um membro da Missão, todas as clausulas deste accôrdo, excepto nos casos de disposição expressa em contrario, se applicarão ao substituto, inclusive as especificadas nos paragraphos 2 e 4 do Artigo IV.

Em testemunho do que, os abaixo assignados devidamente autorizados, assignam o presente contracto em dois textos, cada um nos idiomas Inglez e Portuguez, em Washington aos vigesimo setimo dia do mez de Maio de 1936.

Cordell HULL.

Oswaldo ARANHA.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

P. F. Allen,

Acting Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3971. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL RELATIF A UNE MISSION NAVALE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU BRÉSIL. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 27 MAI 1936.

Conformément à la demande adressée par l'Ambassadeur du Brésil à Washington au Secrétaire d'Etat, le Président des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'Acte du Congrès du 19 mai 1926, intitulé « Loi autorisant le président à détacher des officiers et hommes de troupe de l'armée, de la marine et de l'infanterie de marine des Etats-Unis pour aider les Gouvernements des républiques de l'Amérique latine dans les questions militaires et navales », et amendé par la loi du 14 mai 1935 étendant l'application dudit acte au Commonwealth des îles Philippines, a autorisé la nomination d'officiers pour constituer la mission navale au Brésil, aux conditions énoncées ci-après.

Article premier.

1. L'objet de la mission navale est de coopérer avec le ministre de la Marine et les officiers de la marine brésilienne au développement de l'efficacité de la marine brésilienne.

2. Le présent contrat, une fois signé par les représentants autorisés des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis du Brésil, entrera en vigueur à compter du 25 juin 1936 (date d'expiration du contrat existant). Il stipule une prorogation de la durée de la mission pour une période de quatre années à compter de la date ci-dessus, à moins qu'il n'y soit mis fin plus tôt ou qu'elle ne soit prolongée au delà de la période prévue.

3. Si le Gouvernement du Brésil désire que les services de la mission soient prolongés, en totalité ou en partie, au delà de la période stipulée, une proposition en ce sens devra être formulée six mois avant l'expiration du présent accord.

4. S'il devenait nécessaire, dans l'intérêt de l'un ou l'autre des deux gouvernements, de mettre fin au présent accord ou à sa prolongation avant la date spécifiée, le gouvernement qui le désirera devra en aviser l'autre trois mois à l'avance.

5. Il est stipulé et convenu en ce lieu qu'aussi longtemps que la mission restera en fonction en vertu du présent accord ou d'une prolongation du présent accord, le Gouvernement du Brésil ne recourra aux services d'aucune mission ou d'aucun personnel d'un autre gouvernement étranger pour les fonctions et les fins qui font l'objet du présent accord.

Article II.

1. La mission navale comprendra, outre les deux officiers qui se trouvent déjà au Brésil et y remplissent des fonctions analogues, six (6) autres officiers de la marine des Etats-Unis en service actif, deux (2) autres sous-officiers commis aux écritures et deux (2) sous-officiers d'aviation du grade de maître ou de second maître. Ce personnel sera choisi par le Département de la Marine des Etats-Unis d'Amérique, d'accord toutefois avec le Gouvernement brésilien.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Ces officiers auront les grades et rempliront les fonctions ci-après :

- 1 capitaine de vaisseau, chef de la mission navale ;
- 1 capitaine de frégate affecté à la section de tactique de l'Ecole de guerre navale ;
- 1 capitaine de corvette affecté aux services des communications navales, du décryptement et de la cryptographie ;
- 1 capitaine de corvette affecté à la section de stratégie de l'Ecole de guerre navale ;
- 1 capitaine de corvette affecté aux services ayant trait à l'emploi des armes utilisées dans la marine ;
- 1 capitaine de corvette affecté aux services ayant trait aux machines, chaudières, moteurs et leur réparation ;
- 1 capitaine de corvette ou lieutenant de vaisseau ancien, breveté d'aviation, affecté aux services ayant trait aux opérations, aux moteurs et à l'armement de cette arme ;
- 1 capitaine de corvette ou un lieutenant de vaisseau ancien, ingénieur du génie maritime, affecté aux services ayant trait aux plans de construction navale, à la réparation des navires et aux travaux des arsenaux.

Pour l'une quelconque des tâches assignées aux capitaines de corvette ou aux lieutenants de vaisseau, trois capitaines de frégate peuvent être désignés.

3. Quant au personnel subalterne (maîtres ou seconds maîtres) de la mission navale, il remplira les fonctions suivantes :

- 2 sous-officiers d'aviation, du grade de maître ou de second maître, seront, l'un affecté aux services concernant les moteurs et l'autre aux services concernant l'armement de l'aviation ;
- 3 sous-officiers commis aux écritures seront affectés aux travaux de bureau de la mission navale.

4. Toute augmentation du personnel de la mission qui pourra être jugée opportune ou nécessaire sera considérée comme un additif au présent accord.

Article III.

1. Les membres de la mission navale relèveront exclusivement du ministre de la Marine brésilien, par l'intermédiaire de leur chef.

2. La mission navale aura pour tâche de conseiller, par l'entremise du ministre de la Marine, le chef d'Etat-major de la marine, les directeurs de l'instruction, de l'Ecole de guerre navale, de l'arsenal, du génie naval et de l'aéronautique, en collaborant avec eux dans toutes les matières de leur compétence et en indiquant dans chaque cas les mesures nécessaires ainsi que l'instruction à donner en vue d'augmenter l'efficacité de la marine de guerre.

3. En cas de guerre entre le Brésil et un autre pays quelconque, la mission prendra fin. En cas de guerre civile, aucun membre de la mission ne prendra part aux opérations à un titre quelconque.

4. Les membres de la mission conserveront le grade qu'ils ont dans la marine des Etats-Unis. Leur préséance vis-à-vis des officiers brésiliens sera réglée d'après l'ancienneté. Les membres de la mission porteront uniquement l'uniforme de la marine des Etats-Unis d'Amérique.

Article IV.

1. Les membres de la mission navale recevront, en rémunération de leurs services, la solde annuelle suivante payée par le Brésil en monnaie de papier brésilienne :

Capitaine de vaisseau	77 : 000 \$ 000
Capitaine de frégate	66 : 000 \$ 000
Capitaine de corvette	60 : 000 \$ 000
Lieutenant de vaisseau	54 : 000 \$ 000
Maître	27 : 500 \$ 000
Second maître	22 : 000 \$ 000

Tout membre de la mission qui aura été promu en grade jouira de tous les privilèges du présent contrat à compter de la date de sa promotion au nouveau grade.

2. La solde des membres de la mission commencera à courir à partir de la date de leur départ de New-York et sera payable, après l'expiration des services de la mission, jusqu'à la date d'arrivée à New-York par la voie habituelle. Tout membre de la mission rentrant aux Etats-Unis d'Amérique après être resté en fonction pendant moins de deux ans, sauf en cas de maladie, ou rentrant aux Etats-Unis sur la demande du Gouvernement brésilien, conformément au premier alinéa de l'article V, ne recevra solde entière que jusqu'à la date de son départ de Rio de Janeiro.

3. Il est, de plus, stipulé que cette solde ne sera assujettie à aucun impôt brésilien présent ou futur.

4. Les frais de transport par terre et par mer des membres de la mission, de leurs familles (conformément à la définition du paragraphe 6 ci-dessous), de leurs objets mobiliers et bagages et, dans le cas des officiers, d'une automobile par officier, de New-York à Rio de Janeiro, seront payés par le Gouvernement brésilien. Ils leur seront avancés avant leur départ par le représentant dudit gouvernement. Les officiers et leurs familles voyageront en première classe ; les maîtres et seconds maîtres, ainsi que leurs familles, en première classe au tarif minimum. Chaque membre de la mission recevra, en outre, les indemnités supplémentaires suivantes pour frais d'installation :

7 : 000 \$ 000 (papier) pour les officiers (sept contos de reis) ;

2 : 000 \$ 000 (papier) pour les maîtres et seconds maîtres (deux contos de reis).

Les objets mobiliers, les bagages et, dans le cas des officiers, les automobiles, des membres de la mission et de leurs familles seront exonérés des droits de douanes et impôts de toute nature au Brésil.

5. Les membres de la mission qui resteront au Brésil deux années ou plus auront droit au paiement des frais de retour pour eux-mêmes et leurs familles, ainsi que pour tous leurs objets mobiliers, leurs bagages et, dans le cas des officiers, leurs automobiles, de Rio de Janeiro à New-York. Ces frais comprendront le voyage en première classe pour les familles des officiers et en première classe au tarif minimum pour ce qui est des maîtres et seconds maîtres.

5 a). Le voyage de retour de Rio de Janeiro à New-York de toute personne faisant partie de la famille d'un membre de la mission sera assuré, à tout moment après l'arrivée au Brésil, sur la demande du chef de la mission. Au cas où un membre de la mission cesserait d'en faire partie conformément aux paragraphes 1 ou 3 de l'article V avant l'expiration de ses deux années de service au Brésil, les frais de transport de l'intéressé et de sa famille à destination des Etats-Unis d'Amérique seront assumés par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le montant déjà fourni pour le transport de sa famille sera déduit des sommes qu'il aurait à recevoir du Gouvernement brésilien ou, au cas où ces sommes seraient insuffisantes, remboursé au Gouvernement brésilien par l'intéressé lui-même.

6. Pendant le séjour de la mission au Brésil, le Gouvernement brésilien accordera, sur la demande du chef de la mission, l'importation en franchise des objets destinés à l'usage personnel des membres de la mission et de leurs familles. On entend par famille les parents, femmes, fils mineurs, filles et sœurs célibataires séjournant au Brésil en tant que partie intégrante de la famille du membre de la mission intéressé.

7. Après deux ans passés au service de la mission, chaque membre aura droit à trois mois de congé à plein traitement en monnaie brésilienne, y compris les délais de route, avec la faculté de quitter le Brésil. Le chef de la mission veillera à ce que les intérêts de la marine brésilienne souffrent le moins possible de ces congés.

8. Les membres de la mission qui viendraient à tomber malades seront, si le chef de la mission le juge nécessaire, admis par les soins du Gouvernement brésilien dans tel hôpital que le chef de la mission, après consultation avec les autorités brésiennes, jugera approprié.

9. En cas de voyage ou de service officiel en mer accompli par un membre de la mission, celui-ci recevra, pendant la durée de ce voyage ou de ce service, outre sa solde entière, des indemnités équivalant à celles dont bénéficie en pareil cas le personnel de même grade de la marine brésilienne.

10. Les officiers de la mission jouiront des mêmes droits et privilèges que ceux dont jouissent d'ordinaire les représentants diplomatiques de même catégorie accrédités au Brésil, sauf en ce qui concerne les droits d'importation déjà visés dans une clause précédente.

11. Toutes les fois que le service officiel l'exigera, une automobile avec chauffeur ou une embarcation convenablement équipée sera mise à la disposition des membres de la mission.

12. Les bureaux nécessaires seront mis à la disposition des membres de la mission.

13. Chaque officier de la mission aura, comme assistant ou collaborateur, dans toutes ses fonctions, un officier brésilien désigné par le ministre de la Marine.

14. Si le présent contrat vient à être résilié à la demande des Etats-Unis d'Amérique, tous les frais de retour aux Etats-Unis d'Amérique des membres de la mission, de leurs familles, de leurs objets mobiliers, de leurs bagages et, dans le cas des officiers, de leurs automobiles, seront à la charge du Gouvernement des Etats-Unis. Toutefois, si la résiliation a lieu sur l'initiative du Gouvernement brésilien, ce dernier supportera tous les frais de retour aux Etats-Unis d'Amérique des membres de la mission, de leurs familles, de leurs objets mobiliers, de leurs bagages et, dans le cas des officiers, de leurs automobiles, conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 5 du présent article. De plus, le Gouvernement brésilien versera à chaque officier une somme équivalant à trois mois de solde.

Article V.

1. Si l'intérêt public l'exige, les Etats-Unis d'Amérique pourront, à tout moment, rappeler la totalité ou une partie des membres de la mission et les remplacer par d'autres officiers, maîtres ou seconds maîtres agréés par le Gouvernement brésilien, tous les frais occasionnés par ce remplacement incombant au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Si, sur la demande du Gouvernement brésilien, un membre de la mission est rappelé pour une raison autre que la fin de ses services auprès de la mission, tous les frais occasionnés par son retour incomberont aux Etats-Unis d'Amérique.

2. Tout membre de la mission pourra être relevé de ses fonctions sur la demande du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique après deux années de service. Il sera remplacé par un membre de même catégorie et de même grade agréé par le Gouvernement brésilien.

3. Aucun membre de la mission relevé sur demande avant d'avoir achevé deux années de service n'aura droit au remboursement de ses frais de voyage et de transport de ses bagages par le Gouvernement brésilien.

4. Si un membre de la mission est obligé, pour raison de maladie, de quitter le service, le Gouvernement brésilien prendra à sa charge les frais de retour aux Etats-Unis d'Amérique, comme il est stipulé ci-dessus pour les membres de la mission ayant accompli plus de deux années de service.

5. Si un membre de la mission ou une personne de sa famille vient à décéder au Brésil, le Gouvernement brésilien fera transporter le corps en tel lieu des Etats-Unis d'Amérique que pourra désigner la famille du défunt. Si le défunt est une personne engagée par contrat, le Gouvernement brésilien paiera les frais de transport jusqu'à New-York de sa famille, de ses objets mobiliers et de ses bagages et, s'il s'agit d'un officier, de son automobile.

6. Au cas où un membre de la mission viendrait à être remplacé, toutes les clauses du présent accord, sauf en cas d'expresse stipulation contraire, s'appliqueront au remplaçant, y compris celles des paragraphes 2 et 4 de l'article IV.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent contrat en deux expéditions, en langue anglaise et en langue portugaise, à Washington, le vingt-sept mai 1936.

Cordell HULL.

Oswaldo ARANHA.

N° 3972.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Accord concernant les facilités à accorder en matière de passeports dans le petit trafic frontalier, avec annexe. Signé à Berlin, le 26 août 1936.

GERMANY AND AUSTRIA

Agreement regarding Passport Facilities to be granted in Minor Frontier Traffic, with Annex. Signed at Berlin, August 26th, 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3972. — ABKOMMEN¹ ÜBER PASSERLEICHTERUNGEN IM KLEINEN GRENZVERKEHR ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM BUNDESSTAAT ÖSTERREICH. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 26. AUGUST 1936.

Texte officiel allemand communiqué par le secrétaire général du Département des Affaires étrangères d'Autriche. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 septembre 1936.

German official text communicated by the Secretary-General of the Department of Foreign Affairs of Austria. The registration of this Agreement took place September 24th, 1936.

DIE ÖSTERREICHISCHE BUNDESREGIERUNG und DIE DEUTSCHE REICHSREGIERUNG haben, von dem Wunsche geleitet, Passerleichterungen für die beiderseitigen Staatsangehörigen im kleinen Grenzverkehr zuzulassen, die folgenden Bestimmungen vereinbart :

Artikel 1.

(1) Österreichische Bundesbürger und deutsche Reichsangehörige, die im Grenzbezirk ihren Wohnsitz haben oder sich dort seit wenigstens drei Monaten aufhalten, können eine Grenzkarte erhalten, die sie nach Massgabe der folgenden Bestimmungen berechtigt, die Grenze zu überschreiten und sich im Nachbargrenzbezirk vorübergehend aufzuhalten.

(2) Für Beamte und Angestellte im öffentlichen Dienst, die im Grenzbezirk amtlich tätig sind, sowie für ihre mit ihnen in häuslicher Gemeinschaft lebenden Familienangehörigen gilt die im Absatz 1 vorgesehene Frist von drei Monaten nicht.

(3) Die Frist von drei Monaten gilt auch nicht für Nutzungsberechtigte von Grundstücken, die in einem Grenzbezirk liegen, aber von einer im Nachbargrenzbezirk gelegenen Betriebsstätte aus bewirtschaftet werden, sowie für Personen, die in einer solchen Betriebsstätte beschäftigt sind.

Artikel 2.

Grenzbezirk im Sinne dieses Abkommens ist im Gebiete jedes der vertragschliessenden Teile der Zollgrenzbezirk im Sinne des Artikels 1 des österreichisch-deutschen Abkommens² über den kleinen Grenzverkehr vom 12. April 1930.

Artikel 3.

Die Grenzkarten werden von den Behörden ausgestellt, die für den Wohnsitz oder Aufenthaltsort des Bewerbers von jedem der vertragschliessenden Teile auf seinem Gebiet als zuständig erklärt werden.

Artikel 4.

(1) Die Grenzkarten werden nach den anliegenden Vordrucken von den österreichischen Behörden in hellgrüner und von den deutschen Behörden in hellgrauer Farbe ausgestellt und zwar in der Regel mit einer Geltungsdauer von zwei Jahren.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1936.

² Vol. CXV, page 277, de ce recueil.

¹ Came into force September 1st, 1936.

² Vol. CXV, page 277, of this Series.

(2) Für die Ausstellung einer Grenzkarte wird auf österreichischer Seite eine Verwaltungsabgabe von 1,— S, auf reichsdeutscher Seite eine Gebühr von 0.50 Reichsmark erhoben.

Artikel 5.

Die Grenzkarten werden nur Personen über 15 Jahren ausgestellt. Ausnahmsweise kann in Falle eines besonderen Bedürfnisses eine Grenzkarte auch für Personen unter 15 Jahren ausgestellt werden. Im übrigen dürfen Jugendliche unter 15 Jahren die Grenze ohne Grenzkarte nur in Begleitung eines Erwachsenen und nur dann überschreiten, wenn dessen Grenzkarte die Befugnis zur Mitnahme des Jugendlichen enthält.

Artikel 6.

(1) Die Grenzkarte berechtigt zum Grenzübertritt an den in ihr bezeichneten Grenzübergangsstellen.

(2) Die Grenzübergangsstellen werden von den zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden der vertragschliessenden Teile im gegenseitigen Einvernehmen bestimmt.

(3) Der Grenzübertritt an anderen als den amtlich allgemein zugelassenen Grenzübergangsstellen kann aus wirtschaftlichen Gründen, insbesondere für die Bedürfnisse der Feldarbeit und der Forstwirtschaft, die Ausübung der Jagd und der Fischerei sowie für den Weidebetrieb gestattet werden. Die hiezu erforderlichen Grenzübergänge werden durch die beiderseitigen zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden im Einvernehmen mit den Beteiligten unter Berücksichtigung der tatsächlichen wirtschaftlichen Verhältnisse bestimmt. Ein entsprechender Vermerk ist in die Grenzkarte aufzunehmen.

Artikel 7.

(1) Der Grenzübertritt auf Grund von Grenzkarten ist regelmässig nur während der Tagesstunden, d. h. von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang, gestattet. Absperrvorrichtungen müssen rechtzeitig geöffnet und dürfen nicht vorzeitig geschlossen werden.

(2) Die zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden können im beiderseitigen Einvernehmen den Verkehr an den Grenzübergangsstellen allgemein oder im Einzelfall auch zu anderen Zeiten gestatten, wenn die örtlichen Verhältnisse es angezeigt erscheinen lassen. Im Einzelfall ist ein entsprechender Vermerk in die Grenzkarte aufzunehmen.

(3) Der Grenzübertritt mit Eisenbahn, Strassenbahn und Kleinbahn sowie im öffentlichen Schiffsverkehr ist zeitlich nicht beschränkt.

Artikel 8.

(1) Die Grenzkarten berechtigen zum jeweiligen Aufenthalt im Nachbargrenzbezirk auf die Dauer eines Zeitraums, der einschliesslich des Einreisetages sechs Tage nicht überschreiten darf.

(2) Die zeitliche Beschränkung des Aufenthalts im Nachbarlande gilt nicht für Nutzungsberechtigte von Almen, die in dem einen Grenzbezirk liegen, aber von einer im Nachbargrenzbezirk gelegenen Betriebsstätte aus bewirtschaftet werden, sowie nicht für Personen, die auf einer solchen Betriebsstätte beschäftigt werden, soweit der Aufenthalt im Nachbarlande zur Bewirtschaftung der Almen erforderlich ist. Ein entsprechender Vermerk ist in die Grenzkarte aufzunehmen.

Artikel 9.

(1) Geistliche und ihre Gehilfen, Ärzte, Tierärzte und Hebammen dürfen in Ausübung ihres Berufs die Grenze auch ausserhalb der Grenzübergangsstellen und auch zur Nachtzeit überschreiten.

(2) Zu Hilfeleistungen bei Bränden und anderen Unglücksfällen in den Grenzbezirken dürfen Feuer- und Bergwehren sowie sonstige Rettungs-Organisationen die Grenze ohne Passförmlichkeiten überschreiten.

Artikel 10.

Die vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Dienststellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

Artikel 11.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der Erfahrungen für notwendig erachten sollten, im Wege des einfachen Notenwechsels zu vereinbaren.

Artikel 12.

(1) Das vorliegende Abkommen tritt am 1. September 1936 in Kraft.

(2) Jeder der vertragschliessenden Teile kann das Abkommen mit einer Frist von drei Monaten für das Ende des Kalenderjahres kündigen.

Unterzeichnet in doppelter Urschrift in Berlin am 26. August 1936.

Ing. Stephan TAUSCHITZ e. h.

Carl CLODIUS e. h.

ANLAGE.

MUSTER DER GRENZKARTE.

Seite 1.

Gebühr : Gültig bis zum 19...

ÖSTERREICHISCH-DEUTSCHER GRENZVERKEHR.

GRENZKARTE Nr.

Zu- und Vorname des Inhabers :

Wohnsitz oder Aufenthaltsort :

Die Grenzkarte berechtigt zum Grenzübertritt an den amtlich allgemein zugelassenen Grenzübergangsstellen und an folgenden, besonders zugelassenen Grenzübergängen :*)

Besondere Grenzübergangszeiten : *)

Der Inhaber ist berechtigt, sich jedesmal höchstens sechs Tage einschliesslich des Reisetages im Nachbargrenzbezirk aufzuhalten.

Der Aufenthalt im Nachbargrenzbezirk zur Bewirtschaftung von Almen ist nicht beschränkt.*)

*) Nichtzutreffendes ist zu streichen.

Seite 2.

Personenbeschreibung :

Stand oder Beruf :

 Staatsangehörigkeit :

 Geburtsort :

 Geburtstag :

 Gestalt :

 Gesicht :

 Farbe der Augen :

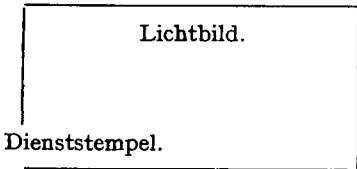
 Farbe des Haares :

 Besondere Kennzeichen :

Mitzunehmende jugendliche Personen :

Zu- und Vorname :	Geburtstag :
1. ....	.....
2. ....	.....
3. ....	.....
4. ....	.....

Seite 3.



Eigenhändige Unterschrift des Inhabers :

Ort und Tag der Ausstellung :	Dienststempel.
Ausstellende Dienststelle :	Unterschrift des Beamten :

¹ TRADUCTION.

N^o 3972. — ACCORD CONCERNANT LES FACILITÉS A ACCORDER EN MATIÈRE DE PASSEPORTS DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER ENTRE LE REICH ALLEMAND ET L'ÉTAT FÉDÉRAL D'AUTRICHE. SIGNÉ A BERLIN, LE 26 AOUT 1936.

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE et LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir d'accorder aux ressortissants des deux Etats des facilités de passeport dans le petit trafic frontalier, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

1. Les ressortissants autrichiens et les ressortissants allemands qui ont leur domicile dans la zone frontière et qui y résident depuis trois mois au moins, peuvent obtenir une carte frontalière qui, dans les conditions indiquées ci-après, les autorise à franchir la frontière et à séjourner temporairement dans la zone frontière voisine.

2. Le délai de trois mois prévu à l'alinéa premier ne s'applique pas aux fonctionnaires et employés des services publics exerçant leur activité dans la zone frontière, ni aux membres de leur famille vivant avec eux.

3. Le délai de trois mois ne s'applique pas non plus aux exploitants de terrains situés dans une zone frontière, mais dont le centre d'exploitation se trouve dans la zone frontière voisine, ni aux personnes qui sont occupées dans une telle exploitation.

Article 2.

Par zone frontière au sens du présent accord, on entend, dans le territoire de chacune des Parties contractantes, la zone frontière douanière telle qu'elle est définie à l'article premier de l'Accord concernant le petit trafic frontalier conclu entre l'Autriche et l'Allemagne le 12 avril 1930.

Article 3.

Les cartes frontalières sont établies par les autorités qui sont déclarées compétentes par chacune des Parties contractantes, sur son territoire, pour le domicile ou la résidence de la personne qui sollicite la carte.

Article 4.

1. Les cartes frontalières sont établies, conformément aux modèles ci-joints, par les autorités autrichiennes en couleur vert clair et par les autorités allemandes en couleur gris clair ; en règle générale, elles sont valables pour deux ans.

2. La délivrance d'une carte frontalière donnera lieu, en Autriche, à la perception d'une taxe administrative de 1 schilling et, dans le Reich allemand, à la perception d'un droit de 0,50 reichsmark.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3972. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE FEDERAL STATE OF AUSTRIA REGARDING PASSPORT FACILITIES TO BE GRANTED IN MINOR FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 26TH, 1936.

THE FEDERAL GOVERNMENT OF AUSTRIA and THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of granting passport facilities for the nationals of the two States in minor frontier traffic, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. Austrian Federal citizens and German nationals domiciled in the frontier zone or resident therein for a period of not less than three months may receive a frontier card which entitles them, in accordance with the following provisions, to cross the frontier and to stay temporarily in the frontier zone of the other State.

2. The three months' time-limit provided for in paragraph 1 shall not apply to officials and employees in the public service who perform their official duties in the frontier zone or to members of their family living with them.

3. The three months' time-limit shall also not apply to persons entitled to make use of real estate situated in the frontier zone of one State and managed from a headquarters situated in the frontier zone of the other State, or to persons employed by such headquarters.

Article 2.

Within the meaning of the present Agreement, the term " frontier zone " shall be held to denote in the territory of each Contracting Party the Customs frontier zone within the meaning of Article 1 of the Austro-German Agreement of April 12th, 1930, on Minor Frontier Traffic.

Article 3.

The frontier cards shall be issued by authorities declared by each of the Contracting Parties to be competent in its own territory in respect of the domicile or residence of the applicant.

Article 4.

1. Frontier cards shall be made out in accordance with the models annexed hereto ; those issued by the Austrian authorities shall be light green in colour and those issued by the German authorities light grey, and they shall, as a rule, be valid for two years.

2. An administrative fee of one schilling in Austria and 0.50 Reichsmark in Germany shall be charged for the issue of a frontier card.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Les cartes frontalières ne sont délivrées qu'à des personnes âgées de plus de quinze ans. En cas de nécessité, une carte frontalière peut exceptionnellement être délivrée également à une personne de moins de quinze ans. Au reste, les enfants de moins de quinze ans ne sont autorisés à franchir la frontière, sans carte frontalière, que s'ils sont accompagnés d'une personne adulte et si la carte frontalière de cette dernière comporte l'autorisation d'amener l'enfant.

Article 6.

1. La carte frontalière autorise le titulaire à franchir la frontière aux points de passage qui y sont indiqués.

2. Les points de passage sont désignés d'un commun accord par les autorités administratives et douanières compétentes des Parties contractantes.

3. Le passage de la frontière à des points autres que ceux qui, d'une manière générale, sont officiellement désignés à cet effet, peut être autorisé pour des raisons d'ordre économique, notamment pour les besoins de l'agriculture et de l'industrie forestière, pour la chasse et la pêche, ainsi que pour l'utilisation des pâturages. Les autorités administratives et douanières compétentes des deux Parties fixeront les points de passage de la frontière nécessaires à cet effet, après avoir entendu les intéressés et en tenant compte des besoins économiques réels. Une mention *ad hoc* devra être inscrite sur la carte frontalière.

Article 7.

1. Le passage de la frontière en vertu de cartes frontalières n'est régulièrement autorisé que pendant le jour, c'est-à-dire entre le lever et le coucher du soleil. Les barrières devront être ouvertes en temps voulu et ne seront pas fermées avant l'heure réglementaire.

2. Les autorités administratives et douanières compétentes peuvent, d'un commun accord, autoriser le passage de la frontière aux points fixés à d'autres heures, d'une façon générale ou dans des cas particuliers, si les circonstances locales semblent justifier une telle mesure. Dans chaque cas particulier, une mention *ad hoc* sera inscrite sur la carte frontalière.

3. Le passage de la frontière par chemin de fer, par tramway ou par un chemin de fer vicinal, ainsi que par un service public de navigation, n'est pas limité à des heures déterminées.

Article 8.

1. Les cartes frontalières autorisent les titulaires, après chaque passage de la frontière, à séjourner dans la zone frontière voisine pendant une période qui, y compris le jour d'entrée, ne pourra pas dépasser six jours.

2. La limitation de la durée du séjour dans le pays voisin ne s'applique pas aux exploitants de pâturages situés dans une zone frontière, mais dont le centre d'exploitation se trouve dans la zone frontière voisine, ni aux personnes qui sont occupées dans une telle exploitation, à condition que le séjour dans le pays voisin soit nécessaire pour l'exploitation du pâturage. Une mention *ad hoc* sera inscrite sur la carte frontalière.

Article 9.

1. Les ecclésiastiques et leurs assistants, les médecins, vétérinaires et sages-femmes sont autorisés, dans l'exercice de leur profession, à franchir la frontière même en dehors des points de passage et pendant la nuit.

2. Les équipes de pompiers ou de sauvetage dans les mines, ainsi que les équipes des autres organisations de secours, sont autorisées à passer la frontière, sans formalités de passeport, pour porter secours en cas d'incendie ou d'autres accidents.

Article 5.

Frontier cards shall be issued only to persons over fifteen years of age. As an exception a frontier card may be issued in case of special need for persons under fifteen years of age. In all other cases young persons under fifteen years may not cross the frontier without a frontier card unless accompanied by an adult, and unless the adult's frontier permit authorises him to take the young person with him.

Article 6.

1. Frontier cards shall entitle the holder to cross the frontier at the crossing-places stated in the permit.

2. The crossing-places shall be appointed by joint agreement between the competent administrative and Customs authorities of the Contracting Parties.

3. Permission to cross the frontier at points other than those at which crossing is generally allowed may be given for economic reasons, in particular if required for purposes of agriculture, forestry, hunting, fishing or grazing. The competent administrative and Customs authorities of the two Parties shall decide, in agreement with the persons concerned, what frontier crossing-places are required for such purposes in view of the existing economic conditions. A corresponding entry shall be made on the frontier card.

Article 7.

1. The frontier may be regularly crossed by persons holding frontier cards only during the day — *i. e.*, from sunrise to sunset. Barriers shall be opened at the proper times and shall not be closed before such times.

2. Permission to cross the frontier at other times in general or in individual cases may be granted by the competent administrative and Customs authorities if such appears desirable in view of local conditions. In each case a corresponding entry shall be made on the frontier card.

3. The hours at which the frontier may be crossed by railway, tramway or light railway and by a public navigation service shall not be limited.

Article 8.

1. Frontier cards shall entitle the holders to stay in the frontier zone of the other State on each occasion for a period not exceeding six days, including the date of arrival.

2. The limitation of the stay in the other country shall not apply to persons entitled to use pasturage situated in a frontier zone which is managed by a headquarters situated in the frontier zone of the other State, or to persons employed in such headquarters, provided the stay in the other country is necessary for the purpose of livestock grazing. An entry to this effect shall be made on the frontier card.

Article 9.

1. Ministers of religion and their assistants, medical doctors, veterinary surgeons and midwives may also, in the exercise of their profession, cross the frontier at points other than the frontier crossing-places and also during the night.

2. Fire brigades, mine salvage corps, and other rescue organisations may cross the frontier without passport formalities for the purpose of rendering assistance in the case of outbreaks of fire or other accidents.

Article 10.

Les Parties contractantes se notifieront réciproquement la liste des autorités qui doivent être considérées comme autorités compétentes au sens du présent accord.

Article 11.

Les Parties contractantes se réservent le droit de modifier le présent accord par un simple échange de notes, si l'expérience acquise en fait ressortir la nécessité.

Article 12.

1. Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1936.
2. Chacune des Parties contractantes peut dénoncer l'accord, moyennant préavis de trois mois, pour la fin d'une année civile.

Fait en double original, à Berlin, le 26 août 1936.

Ingénieur Stephan TAUSCHITZ, *m. p.*

Carl CLODIUS, *m. p.*

ANNEXE

MODÈLE DE LA CARTE FRONTALIÈRE.

Page 1.

Droit perçu : Valable jusqu'au 19...

TRAFFIC FRONTALIER AUSTRO-ALLEMAND.

CARTE FRONTALIÈRE N°.....

Nom et prénom du titulaire :

.....

Lieu de domicile ou de résidence :

.....

La carte frontalière autorise le titulaire à franchir la frontière aux points de passage officiellement désignés à cet effet, d'une manière générale, et aux points de passage spéciaux ci-après * :

.....

Heures spéciales pour le passage de la frontière * :

.....

Le titulaire est autorisé à séjourner, après chaque passage de la frontière, dans la zone frontière voisine au maximum pendant six jours, y compris le jour du voyage.

Le séjour dans la zone frontière voisine en vue de l'exploitation de pâturages n'est pas limité *.

* Biffer ce qui ne convient pas.

Article 10.

The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities which shall be deemed to be competent authorities for the purposes of the present Agreement.

Article 11.

The Contracting Parties maintain the right to arrange, by a simple exchange of notes, such modifications of the present Agreement as they may consider necessary in view of the experience gained.

Article 12.

- 1. The present Agreement shall come into force on September 1st, 1936.
- 2. Either of the Contracting Parties may denounce the Agreement at three months' notice, to take effect at the end of the calendar year.

Done in duplicate at Berlin, this 26th day of August, 1936.

Stephan TAUSCHITZ, Engineer, *m. p.*

Carl CLODIUS, *m. p.*

ANNEX.

MODEL OF FRONTIER CARD.

Page 1.

Amount of fee : Valid until 19...

AUSTRO-GERMAN FRONTIER TRAFFIC.

FRONTIER CARD No.....

Surname and Christian name of holder :

Place of domicile or residence :

This frontier card entitles the holder to cross the frontier at the crossing-places officially appointed for general purposes and at the following specially appointed crossing-places : *

Special times for crossing the frontier : *

The holder is entitled on each occasion to stay in the frontier zone of the other country for not more than six days including the date of travelling.

The length of stay in the frontier zone of the other country for the purpose of livestock grazing is not limited. *

* Strike out what does not apply.

Page 2.

Signalement :

Etat ou profession :

.....

Nationalité :

.....

Lieu de naissance :

.....

Date de naissance :

.....

Taille :

.....

Visage :

.....

Couleur des yeux :

.....

Couleur des cheveux :

.....

Signes particuliers :

.....

Enfants accompagnant le titulaire :

.....

Nom et prénom :

Date de naissance :

1.

.....

2.

.....

3.

.....

4.

.....

Page 3.

Photographie.

Sceau officiel.

Signature manuscrite du titulaire :

.....

Lieu et date de la délivrance de la carte :

.....

Sceau officiel.

Service qui a délivré la carte :

.....

Signature du fonctionnaire :

.....

Page 2.

Description :

Status or occupation :

Nationality :

Place of birth :

Date of birth :

Height :

Face :

Colour of eyes :

Colour of hair :

Special characteristics :

Young persons accompanying holder :

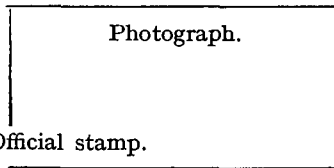
Surname and Christian name :

Date of birth :

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

-
-
-
-

Page 3.



Signature of holder :

.....

Place and date of issue :

.....

Official stamp.

Authority issuing the permit :

.....

Signature of official :

.....

N° 3973.

NORVÈGE ET POLOGNE

**Protocole tarifaire. Signé à Varsovie,
le 14 mars 1936.**

NORWAY AND POLAND

**Protocol concerning Tariff Questions.
Signed at Warsaw, March 14th,
1936.**

N° 3973. — PROTOCOLE ¹ TARIFAIRE ENTRE LA NORVÈGE ET LA POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 14 MARS 1936.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 28 septembre 1936.*

LE GOUVERNEMENT DE NORVÈGE et LE GOUVERNEMENT DE POLOGNE déclarent par leurs plénipotentiaires soussignés, qu'ils ont convenu d'arrêter le protocole suivant en complément du Traité ² de commerce et de navigation en date du 22 décembre 1926 et du Protocole additionnel ³ du 26 avril 1928 ainsi que du Protocole tarifaire du 8 janvier 1935, conclus entre la Norvège et la Pologne :

I. Les dispositions douanières relatives aux huiles et aux graisses énumérées dans les positions N° 216 et N° 222 du tarif douanier polonais, seront appliquées comme suit :

Position du tarif douanier polonais	Dénomination de la marchandise	Droit de douane par 100 kg. en zl.
216	Huiles, graisses de tous animaux marins, contenant en acides gras libres :	
	1. 45 % à 2,5 %	6,—
Note I	Huiles et graisses de tous animaux marins compris dans le point 1, importées par les ports du territoire douanier polonais, à l'état dénaturé	1,50
Note II	Huiles et graisses de tous animaux marins, compris dans le point 1, importées par les ports du territoire douanier polonais à l'usage pharmaceutique et pour l'industrie de tannerie ainsi que pour l'industrie textile, à l'état non dénaturé, sur l'autorisation du ministre des Finances	1,50
222	Gaisses, huiles — hydrogénées, contenant en acides gras libres :	
	1. 45 % à 2,5 % :	
	a) Dénaturées	1,50

II. Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Oslo aussitôt que possible.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 29 août 1936.
Entré en vigueur le 28 septembre 1936.

² Vol. LXVI, page 359, de ce recueil.

³ Vol. LXXXVIII, page 179, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3973. — PROTOCOL ² CONCERNING TARIFF QUESTIONS BETWEEN NORWAY AND POLAND. SIGNED AT WARSAW, MARCH 14TH, 1936.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Protocol took place September 28th, 1936.

THE GOVERNMENT OF NORWAY and THE GOVERNMENT OF POLAND declare, through their undersigned Plenipotentiaries, that they have agreed to conclude the following Protocol complementary to the Treaty³ of Commerce and Navigation of December 22nd, 1926, the Additional Protocol⁴ of April 26th, 1928, and the Tariff Protocol of January 8th, 1935, concluded between Norway and Poland.

I. The Customs provisions concerning the oils and fats enumerated under Nos. 216 and 222 of the Polish Customs tariff shall be applied as follows :

Number of the Polish Customs tariff	Designation of goods	Customs duty per 100 kg. in zl.
216	Oils, fats of all marine animals, containing free fatty acids :	
Note I	I. 45 % to 2.5 % Oils and fats of all marine animals included under No. 1, imported through ports of the Polish Customs territory, denatured	6.— 1.50
Note II	Oils and fats of all marine animals included under No. 1, imported through the ports of the Polish Customs territory for pharmaceutical purposes and for the tanning industry and textile industry, not denatured, under licence from the Minister of Finance	1.50
222	Fats, oils — hydrogenated, contained in free fatty acids : I. 45 % to 2.5 % : (a) Denatured	1.50

II. The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, August 29th, 1936. Came into force September 28th, 1936.

³ Vol. LXVI, page 359, of this Series.

⁴ Vol. LXXXVIII, page 179, of this Series.

Il entrera en vigueur le 30^e jour après la date de l'échange des instruments de ratification et sera valable pendant un an à partir de la date de sa mise en vigueur.

Si le présent protocole n'est pas dénoncé par une des Hautes Parties contractantes un mois avant l'expiration dudit délai d'un an, il sera prorogé par voie de tacite reconduction pour prendre fin à tout moment dans un délai de deux mois à partir du jour où une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Il est bien entendu qu'au cas d'expiration du Traité de commerce et de navigation en date du 22 décembre 1926, du Protocole additionnel du 26 avril 1928 ainsi que du Protocole tarifaire du 8 janvier 1935, conclus entre la Norvège et la Pologne, le présent protocole prendra fin en même temps.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 14 mars 1936.

(s.) N. Chr. DITLEFF.

(s.) J. SZEMBEK.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 2 septembre 1936.

Le Directeur
des Affaires de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.

It shall come into force on the 30th day after the date of exchange of the instruments of ratification and shall be valid for one year from the date of its coming into force.

Should the present Protocol not be denounced by one of the High Contracting Parties one month before the expiry of the said period of one year, it shall be extended by tacit consent, coming to an end at any time within two months from the date on which one of the High Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

It is understood that in the case of the expiry of the Treaty of Commerce and Navigation of December 22nd, 1926, of the Additional Protocol of April 26th, 1928, and of the Tariff Protocol of January 8th, 1935, concluded between Norway and Poland, the present Protocol shall terminate at the same time.

Done at Warsaw, in duplicate, this 14th day of March, 1936.

(Signed) N. Chr. DITLEFF.

(Signed) J. SZEMBEK.

N° 3974.

ITALIE ET NORVÈGE

Modus vivendi pour régler les échanges commerciaux et les paiements y afférents entre les deux pays.
Signé à Rome, le 25 août 1936.

ITALY AND NORWAY

Modus vivendi regulating Commercial Exchanges and Payments in respect thereof between the Two Countries. Signed at Rome, August 25th, 1936.

N° 3974. — *MODUS VIVENDI*¹ ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DE NORVÈGE POUR RÉGLER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A ROME, LE 25 AOUT 1936.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce modus vivendi a eu lieu le 28 septembre 1936.*

LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désireux de régler jusqu'à la conclusion d'un accord ultérieur les échanges commerciaux et les paiements y afférents entre le Royaume de Norvège et le Royaume d'Italie, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacun des deux pays se déclare d'accord pour admettre, dans la mesure du maximum possible, l'importation des marchandises originaires de l'autre pays.

Article 2.

Les paiements relatifs aux importations de marchandises norvégiennes en Italie effectuées à partir du 15 juillet 1936 seront, après la date de l'entrée en vigueur du présent *modus vivendi*, réglés moyennant versement de la contre-valeur en liras à la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero créditera en liras italiennes les sommes encaissées sur un compte global, sans intérêts, qu'il ouvrira dans ses livres au nom de la Norges Bank.

Les paiements relatifs aux importations de marchandises italiennes en Norvège, effectuées à partir du 15 juillet 1936 seront, après la date de l'entrée en vigueur du présent *modus vivendi*, réglés moyennant versement de la contre-valeur en couronnes norvégiennes à la Norges Bank à Oslo.

La Norges Bank créditera en couronnes norvégiennes les sommes encaissées :

a) Pour 90 % sur un compte global, sans intérêts, qu'elle ouvrira dans ses livres au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero ;

b) Pour les 10 % restants sur le compte de clearing italo-norvégien du 2 juillet 1935.

Chaque avance pour achat de marchandises d'origine italienne ou norvégienne, destinées à être importées en Norvège respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent *modus vivendi*.

¹ Entré en vigueur le 25 août 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3974. — *MODUS VIVENDI* ² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF NORWAY REGULATING COMMERCIAL EXCHANGES AND PAYMENTS IN RESPECT THEREOF BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ROME, AUGUST 25TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Modus Vivendi took place September 28th, 1936.*

THE NORWEGIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous, pending the conclusion of a subsequent agreement, of regulating commercial exchanges and payments in respect thereof between the Kingdom of Norway and the Kingdom of Italy, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the two countries declares that it agrees to allow, to the fullest possible extent, the importation of goods originating in the other country.

Article 2.

As from the date of the entry into force of the present *modus vivendi*, all payments for Norwegian goods imported into Italy on or after July 15th, 1936, shall be effected by the payment of their exchange value in lire into the Bank of Italy for the account of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall place the sums received to the credit, in Italian lire, of a non-interest-bearing pooled account, to be opened in its books in the name of the Norges Bank.

As from the date of the entry into force of the present *modus vivendi*, all payments for Italian goods imported into Norway on or after July 15th, 1936, shall be effected by the payment of their exchange value in Norwegian crowns into the Norges Bank at Oslo.

The Norges Bank shall place the sums received to the credit, in Norwegian crowns :

(a) As to 90 %, of a non-interest-bearing pooled account to be opened in its books in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero ;

(b) As to the remaining 10 %, of the Italo-Norwegian clearing account of July 2nd, 1935.

All advance payments for the purchase of goods of Italian or of Norwegian origin to be imported into Norway or into Italy, as the case may be, shall be dealt with in accordance with the provisions of the present *modus vivendi*.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force August 25th, 1936.

Pour être admises aux versements en Italie ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, être insérées dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

Chacun des deux gouvernements prendra en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses importateurs à employer le système de clearing.

Article 3.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank se donneront réciproquement chaque jour avis des versements reçus avec l'indication de la date de chaque encaissement, autorisant ainsi le paiement aux créanciers respectifs dans l'ordre chronologique des versements, d'après les dispositions du présent *modus vivendi*.

La Norges Bank portera chaque paiement au débit du compte global au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

De même l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero portera chaque paiement au débit du compte global au nom de la Norges Bank.

Article 4.

Les paiements aux créanciers seront effectués dans la monnaie de leur propre pays, dans les limites des disponibilités et dans l'ordre chronologique des versements dont il est question aux articles 2 et 3.

Article 5.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank fixeront d'un commun accord le cours du change entre la couronne norvégienne et la lire italienne. Ce cours sera appliqué pour la conversion des liras en couronnes et des couronnes en liras dont il est question à l'article 3.

Les dettes libellées dans une devise autre que la couronne norvégienne ou la lire italienne seront converties en couronnes en Norvège ou en liras en Italie respectivement aux cours officiels de la Bourse d'Oslo et de celle de Rome, le jour précédant celui du versement.

Les changes ainsi appliqués ont un caractère provisoire, le débiteur n'étant libéré de sa dette que lorsque le créancier aura reçu le montant intégral de sa créance. Les versements supplémentaires que le débiteur serait éventuellement tenu de faire seront également effectués par la voie du clearing.

Article 6.

Les opérations de compensation privée ne pourront avoir lieu qu'avec le consentement des deux institutions de clearing.

Article 7.

Le présent *modus vivendi* est applicable seulement aux marchandises qui d'après les dispositions en vigueur dans le pays importateur sont considérées comme marchandises originaires de l'autre pays.

Les termes marchandises italiennes et marchandises norvégiennes ne comprennent pas dans le présent *modus vivendi* les navires destinés à la navigation.

Les deux gouvernements pourront cependant se mettre d'accord pour autoriser dans certains cas le règlement d'achats de navires par la voie de clearing.

Les frais et commissions dus par les exportateurs norvégiens à leurs représentants en Italie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs italiens à leurs représentants en Norvège, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays, seront réglés par voie du clearing.

To be payable in Italy, such advance sums must have reference to an import licence already issued by the competent authorities ; they must also be provided for in the contract for the purchase of the goods and must be in keeping with commercial usages.

The two Governments shall, each in so far as concerns itself, take such steps as may be necessary to compel importers to make use of the clearing system.

Article 3.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Norges Bank shall notify each other daily of the amounts paid in, together with particulars of the dates of each of such payments, thus authorising the payment, in chronological order, of the corresponding amounts to the creditors concerned, in accordance with the provisions of the present *modus vivendi*.

The Norges Bank shall debit each payment to the pooled account opened in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

Similarly, the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall debit each payment to the pooled account opened in the name of the Norges Bank.

Article 4.

Payments to creditors shall be effected in the currency of their own country, within the limits of the funds available, and in the chronological order of the payments by debtors referred to in Articles 2 and 3.

Article 5.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Norges Bank shall agree upon the rate of exchange to be applied as between the Norwegian crown and the Italian lira. The said rate shall be applied for the conversion of lire into crowns and of crowns into lire, in accordance with Article 3.

Debts expressed in a currency other than Norwegian crowns or Italian lire shall be converted into crowns in Norway or into lire in Italy at the official rates on the Oslo and the Rome Stock Exchanges respectively on the date preceding the date of the payment.

Such exchange operations shall be merely provisional in character, the debtor not being deemed to have discharged his debt until the creditor shall have received the full amount of his claim. Any supplementary payments which the debtor may be required to make shall likewise be effected through the clearing system.

Article 6.

Private compensation transactions shall be permitted only with the consent of both clearing authorities.

Article 7.

The present *modus vivendi* shall apply only to goods which, under the laws and regulations in force in the importing country, are deemed to be goods originating in the other country.

For the purpose of the present *modus vivendi*, the terms "Italian goods" and "Norwegian goods" shall not include vessels for navigation.

In certain cases, however, the two Governments may agree to authorise the use of the clearing system for payments in respect of the purchase of vessels.

Expenses and commissions due from Norwegian exporters to their representatives in Italy, and expenses and commissions due from Italian exporters to their representatives in Norway, in respect of commercial exchanges between the two countries, shall be paid through the clearing system.

Le règlement des frais et commissions pourra également se faire en déduisant le montant de ceux-ci des sommes qui seront versées aux comptes de clearing par les importateurs des deux pays.

Toutefois, les deux institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes, et si elles représentent réellement la contre-valeur des frais et des commissions plus haut mentionnés.

Le présent *modus vivendi* ne s'applique pas au trafic des marchandises en transit.

Article 8.

En temps utile avant l'expiration du présent *modus vivendi* les deux gouvernements se mettront d'accord pour établir les modalités relatives à l'emploi du solde éventuel du compte prévu à la lettre a) de l'alinéa 4 de l'article 2.

Ledit solde sera exclusivement utilisé au règlement des créances commerciales norvégiennes, auquel il sera procédé dès l'expiration du présent *modus vivendi*.

Article 9.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent *modus vivendi*.

Article 10.

Le présent *modus vivendi* sera applicable au règlement des créances relatives aux marchandises importées en Italie et en Norvège à partir du 15 juillet 1936.

Il entrera en vigueur à la date de ce jour et aura effet jusqu'au 31 mars 1937.

En foi de quoi on a signé le présent *modus vivendi*.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 25 août 1936.

Pour la Norvège :
Ove C. L. VANGENSTEN.
P. PREBENSEN.

Pour l'Italie :
CIANO.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 8 septembre 1936.

Le Directeur des Affaires de la Société des Nations.

R. B. Skylstad.

The payment of expenses and commissions may also be effected by deducting the necessary amounts from the sums to be paid into the clearing accounts by the importers of the two countries.

The two clearing authorities nevertheless reserve the right to ascertain and verify the nature and purpose of such payments, and to satisfy themselves that they genuinely represent the exchange value of the above-mentioned expenses and commissions.

The present *modus vivendi* shall not apply to goods traffic in transit.

Article 8.

Prior to the expiry of the present *modus vivendi*, the two Governments shall agree upon the rules to govern the use to be made of any balance remaining in the account mentioned under (a) in the fourth paragraph of Article 2.

Any such balance shall be used exclusively for the settlement, immediately on the expiry of the present *modus vivendi*, of Norwegian commercial claims.

Article 9.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Norges Bank shall agree upon such technical arrangements as may be necessary to ensure the regular working of the present *modus vivendi*.

Article 10.

The present *modus vivendi* shall apply to the settlement of debts in respect of all goods imported into Italy and Norway on or after July 15th, 1936.

It shall come into force this day and shall continue in application until March 31st, 1937.

In faith whereof the present *modus vivendi* has been duly signed.

Done at Rome, in duplicate, this 25th day of August, 1936.

On behalf of Norway :

Ove C. L. VANGENSTEN.

P. PREBENSEN.

On behalf of Italy :

CIANO.

N° 3975.

HONGRIE ET PAYS-BAS

Convention relative à la navigation
aérienne. Signée à Budapest, le
8 juin 1935.

**HUNGARY
AND THE NETHERLANDS**

Convention regarding Air Naviga-
tion. Signed at Budapest, June
8th, 1935.

N° 3975. — CONVENTION ¹ ENTRE LA HONGRIE ET LES PAYS-BAS
RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A
BUDAPEST, LE 8 JUIN 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 septembre 1936.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

et

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE,

Egalement convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont les Pays-Bas et la Hongrie à faciliter, dans un but pacifique, leurs relations aériennes, et en général, les relations internationales par la voie des airs,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

S. E. Monsieur Lucien G. VAN HOORN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Budapest ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

S. E. Monsieur Géza TORMAY DE NÁDUDVAR, secrétaire d'Etat au Ministère royal hongrois du Commerce ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Chacune des deux Hautes Parties contractantes accordera en temps de paix aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

2. Il est entendu toutefois, que l'établissement ou l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières passant au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante, avec ou sans escale, sera subordonné à des arrangements spéciaux entre les administrations supérieures aéronautiques des deux Hautes Parties contractantes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 18 août 1936.
Entrée en vigueur le 17 septembre 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3975. — CONVENTION ² BETWEEN HUNGARY AND THE NETHERLANDS REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT BUDAPEST, JUNE 8TH, 1935.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 29th, 1936.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS
and

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY,

Being equally convinced that it is to the mutual advantage of the Netherlands and Hungary to promote, for peaceful purposes, the development of air navigation between the two countries and of international air navigation in general,

Have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Monsieur Lucien G. VAN HOORN, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Budapest ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Monsieur Géza TORMAY DE NÁDUDVAR, Secretary of State at the Royal Hungarian Ministry of Commerce ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. Each of the two High Contracting Parties shall in time of peace accord freedom of innocent air passage above its territory to aircraft of the other Contracting Party duly registered therein, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

2. It is, however, understood that the creation or operation by any undertaking possessing the nationality of one of the High Contracting Parties of regular air lines over the territory of the other Contracting Party, with or without a stop, shall be conditional on special arrangements being concluded between the supreme air administrations of the two High Contracting Parties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, August 18th, 1936. Came into force September 17th, 1936.

3. Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura le droit d'édicter au profit de ses aéronefs nationaux, des réserves et restrictions concernant le transport de personnes et de choses entre deux points de son territoire :

a) Moyennant rémunération de quelque nature qu'elle soit ;

b) Même sans rémunération, si le transport est effectué par une entreprise de transport aérien, sauf s'il s'agit pour cette entreprise d'un transport nécessaire au fonctionnement propre des services aériens qu'elle assure.

4. Au sens de la présente convention, le territoire signifie le territoire métropolitain y compris les eaux territoriales.

5. Par aéronef on comprend au sens de la présente convention les aéronefs privés et ceux des aéronefs d'Etat qui ne sont pas affectés au service militaire, de police ou de douane.

6. Le mot « aéronef » désigne tout appareil pouvant se soutenir dans l'atmosphère grâce aux réactions de l'air. Les stipulations de la présente convention ne s'appliquent aux aéronefs ne possédant pas de moyens propres de propulsion qu'en tant que le caractère spécial de tels aéronefs le permet.

7. Les aéronefs militaires, de douane ou de police des deux Hautes Parties contractantes, désirant se rendre sur le territoire de l'autre Partie contractante ou survoler ce territoire (avec ou sans atterrissage) doivent chaque fois être munis d'une autorisation spéciale.

Article 2.

1. Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leurs équipages, leurs passagers et leur chargement, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Partie contractante, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits réglementaires, aux interdictions d'exportation et d'importation, aux prescriptions de transport de personnes, de bagages et de marchandises, aux prescriptions relatives à la sécurité et à l'ordre public, ainsi qu'aux prescriptions sanitaires et de passeports. Ils seront, en outre, soumis aux autres obligations résultant de la législation générale qui sera en vigueur, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

2. A l'arrivée, le combustible et les lubrifiants contenus dans les réservoirs normaux de l'aéronef sont admis en franchise de droits de douane ou autres. Aucune quantité ne peut toutefois être débarquée en franchise.

3. Au départ, est livré en franchise de tout droit de douane ou autre le combustible destiné au ravitaillement des aéronefs de l'autre Partie contractante se rendant à l'étranger. Toutefois, en cas d'escale intermédiaire sur son propre territoire, l'Etat dans lequel l'aéronef s'est approvisionné peut subordonner l'octroi de la franchise à certaines conditions déterminées.

Article 3.

1. Chacune des deux Hautes Parties contractantes a le droit d'interdire pour raison d'ordre militaire ou dans l'intérêt de la sécurité publique, aux aéronefs ressortissant à l'autre Etat contractant, sous les peines prévues par sa législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre ses aéronefs privés et ceux de l'autre Partie contractante, le survol de certaines zones de son territoire.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes peut autoriser, à titre exceptionnel et dans l'intérêt de la sécurité publique, le survol desdites zones par ses aéronefs nationaux.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire connaître à l'autre Partie contractante l'emplacement et l'étendue des zones de son territoire dont le survol est interdit ainsi que les autorisations exceptionnelles délivrées en vertu du paragraphe précédent.

3. Each of the two High Contracting Parties may, for the benefit of its national aircraft, enact reservations or restrictions regarding the conveyance of persons or things between two points in its territory :

(a) For payment in any form whatsoever ;

(b) Even without payment, if conveyance is made by an air transport undertaking, unless such undertaking is effecting transport necessary for the actual operation of its services.

4. For the purposes of the present Convention, "territory" shall mean the territory of the mother country, including territorial waters.

5. For the purposes of the present Convention, "aircraft" shall mean private aircraft and such State aircraft as are not used for military, police or Customs purposes.

6. The term "aircraft" shall mean any machine capable of remaining in the air as a result of the reaction of the air. The provisions of the present Convention shall apply to aircraft having no means of propulsion of their own only in so far as the special character of such aircraft allows.

7. Military, Customs or police aircraft of the two High Contracting Parties intending to proceed to the territory of the other Contracting Party or to fly over such territory (with or without landing) must in every case be provided with a special authorisation.

Article 2.

1. The aircraft of either High Contracting Party, their crews, passengers and cargoes shall, while in the territory of the other Contracting Party, be subject to the obligations arising from the regulations in force in the State over which they fly, and especially to the regulations governing air navigation generally, provided that these apply to all foreign aircraft without distinction of nationality, to Customs and other prescribed duties, to export and import prohibitions, to the regulations governing transport of persons, baggage and goods, to the regulations concerning security and public order and to sanitary and passport regulations. They shall, further, be subject to any other obligations arising from the general legislation in force at the time, except as otherwise provided in the present Convention.

2. On arrival, the fuel and lubricants contained in the ordinary tanks of the aircraft shall be admitted free of Customs or other duties. No quantity may, however, be unloaded without payment of duty.

3. On departure, fuel intended for the refuelling of the aircraft of the other Contracting Party proceeding abroad shall be supplied free of Customs or other duty. Nevertheless, should an intermediate stop be made in its own territory, the State in which the aircraft receives supplies may make the granting of exemption from duty subject to certain specific conditions.

Article 3.

1. Either High Contracting Party may, for military reasons or in the interests of public safety, prohibit the aircraft of the other Contracting State from flying over certain areas of its territory, subject to the penalties laid down in its legislation and provided that no distinction is made in this respect between its own private aircraft and those of the other Contracting Party.

2. Either High Contracting Party may, as an exception and in the interests of public security, authorise its national aircraft to fly over such areas.

3. Each High Contracting Party undertakes to acquaint the other Contracting Party with the situation and extent of the areas of its territory which may not be flown over and with the special authorisations issued in pursuance of the foregoing paragraph.

4. En dehors des zones ci-dessus mentionnées, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit, en temps de paix, de restreindre ou d'interdire provisoirement en partie ou complètement dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant aux autres Etats étrangers.

5. Une telle décision sera rendue publique et notifiée à l'autre Partie contractante.

Article 4.

1. Tout aéronef se trouvant au-dessus d'une zone interdite est tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devra, en outre, le plus tôt possible, atterrir ou amerrir en dehors de la zone interdite sur un aérodrome de cet Etat le plus rapproché.

2. Cette même obligation s'applique aux aéronefs survolant une zone interdite et auxquels aura été fait le signal spécial destiné à appeler son attention.

Article 5.

Les aéronefs doivent porter des marques distinctes et bien visibles permettant leur identification en vol (marques de nationalité et d'immatriculation) ; à bord des aéronefs doivent se trouver des certificats d'immatriculation, de navigabilité et tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur Etat d'origine.

Article 6.

1. Les membres de l'équipage qui exerceront à bord de l'aéronef des fonctions soumises dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des documents prescrits dans cet Etat pour la navigation aérienne et notamment des brevets et licences réglementaires.

2. Les autres membres de l'équipage devront être munis de documents certifiant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

3. L'équipage et les passagers seront tenus d'avoir sur eux les documents (passeports, etc.) exigés éventuellement pour l'entrée ou le séjour dans le territoire sur lequel ils se rendent, à moins qu'une entente contraire à ce sujet ne soit intervenue entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 7.

1. Les certificats de navigabilité des aéronefs, brevets et licences de l'équipage, délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Hautes Parties contractantes seront, tant que l'aéronef conservera cette nationalité, reconnus valables par l'autre Partie contractante.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas accepter pour la navigation aérienne sur son territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

Article 8.

1. Aucun appareil de radiocommunication quel qu'il soit ne pourra être porté par un aéronef sans une licence spéciale délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité.

2. L'usage de ces appareils est soumis au-dessus du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes aux règlements en vigueur dans cet Etat.

3. Ces appareils ne seront desservis que par les membres de l'équipage porteurs d'une licence spéciale délivrée ou rendue exécutoire à cet effet par les autorités compétentes de l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité.

4. Outside the above-mentioned areas, each High Contracting Party reserves the right, under exceptional circumstances and with immediate effect, in time of peace, temporarily to limit or prohibit air traffic over its territory either partially or completely, provided that no distinction is made between the aircraft of the other Contracting Party and aircraft of other foreign countries.

5. Such a decision shall be made public and notified to the other Contracting Party.

Article 4.

1. Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed by the air navigation regulations of the State flown over; it shall also, as soon as possible, land or alight on the sea outside the prohibited area, on the nearest aerodrome of the State in question.

2. The same obligation shall apply to any aircraft flying over a prohibited area which has received the special signal designed to attract its attention.

Article 5.

Aircraft must carry distinct and clearly visible marks enabling them to be identified during flight (nationality and registration marks); they must have on board certificates of registration and airworthiness and any other documents prescribed for air navigation in their State of origin.

Article 6.

1. The members of the crew who perform in an aircraft duties for which a special permit is required in their country of origin shall be provided with the documents required in that State for air navigation and, in particular, with the certificates of competency and licences prescribed by the regulations.

2. The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

3. The crew and passengers shall carry with them the documents (passports, etc.) which may be necessary for admission to or residence in the territory to which they are travelling, unless an agreement to the contrary has been concluded between the two High Contracting Parties.

Article 7.

1. The certificates of airworthiness of aircraft and the certificates of competency and licences of the crew, issued or rendered valid by one of the High Contracting Parties shall, so long as the aircraft retains such nationality, be recognised as valid by the other Contracting Party.

2. For the purpose of flight within its own territory, each High Contracting Party reserves the right to refuse to recognise certificates of competency and licences issued to its own nationals by the other Contracting Party.

Article 8.

1. No wireless apparatus of any kind may be carried by an aircraft without a special licence issued by the State whose nationality the aircraft possesses.

2. The use of such apparatus shall, over the territory of either High Contracting Party, be subject to the regulations in force in that State.

3. Such apparatus may only be used by members of the crew holding a special licence issued or rendered valid for the purpose by the competent authorities of the State whose nationality the aircraft possesses.

4. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit, pour des raisons de sécurité, d'édicter des règlements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication dans les aéronefs.

Article 9.

1. Les aéronefs, leur équipage et leurs passagers n'ont pas le droit de transporter des armes, des munitions, des gaz asphyxiants, des explosifs, ni des pigeons voyageurs, si ce n'est avec une autorisation spéciale de la part de l'Etat survolé par l'aéronef.

2. Dans la présente convention, le matériel et les munitions de signalisation ainsi que les cartouches de démarrage ne sont pas considérés comme armes et munitions.

3. Chacune des deux Hautes Parties contractantes peut, en matière de navigation aérienne, interdire ou régler le transport ou l'usage d'appareils photographiques ou cinématographiques.

4. Chacune des Hautes Parties contractantes a le droit, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique, de limiter sur son territoire le transport d'objets autres que ceux énumérés à l'alinéa premier du présent article, pourvu qu'il ne soit pas fait de différence à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Partie contractante.

Article 10.

1. Les aéronefs transportant des passagers, bagages ou marchandises devront être munis d'une liste des voyageurs, et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

2. Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Partie contractante.

Article 11.

Les transports postaux seront réglés directement par les administrations postales des deux Hautes Parties contractantes par voie d'arrangements spéciaux.

Article 12.

Dans tous les cas de départ et d'atterrissage chaque Haute Partie contractante pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Partie contractante et faire vérifier les certificats et documents réglementaires.

Article 13.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique seront accessibles dans les mêmes conditions aux aéronefs des Hautes Parties contractantes qui pourront également profiter des services météorologiques, radioélectriques, ainsi que des installations servant à la sécurité du trafic aérien. Les taxes éventuelles (pour atterrissages, séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 14.

1. A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'une des Hautes Parties contractantes ne pourront utiliser que les aérodromes douaniers publics (avec service de passeports) et ce sans atterrissage entre la frontière et ces aérodromes.

4. The two High Contracting Parties reserve the right, for reasons of safety, to issue regulations regarding the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 9.

1. Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, asphyxiating gases, explosives or carrier pigeons, except with the special permission of the State flown over by the aircraft.

2. In the present Convention, signalling material and ammunition, and also starting cartridges, shall not be deemed to be arms and ammunition.

3. Either High Contracting Party may, for air navigation purposes, prohibit or regulate the transport or use of photographic or cinematographic apparatus.

4. Either High Contracting Party may, for reasons of public order and safety, restrict in its territory the transport of objects other than those specified in paragraph 1 of the present Article, provided that no distinction is made in this respect between national aircraft and aircraft of the other Contracting Party.

Article 10.

1. Aircraft which carry passengers, baggage or goods must be provided with a list of the passengers' names and, in the case of goods, with a manifest showing the nature and quantity of the cargo, together with the necessary Customs declarations.

2. If on the arrival of any aircraft a discrepancy is noted between the goods carried and the above-mentioned documents, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting Party.

Article 11.

The carriage of mails shall be the subject of special direct arrangements between the postal administrations of the two High Contracting Parties.

Article 12.

Upon the departure or landing of any aircraft, each High Contracting Party may cause the aircraft of the other Contracting Party to be searched in its territory by the competent authorities and may cause the prescribed certificates and other documents to be examined.

Article 13.

Aerodromes open to public air traffic shall be available under the same conditions for the aircraft of the High Contracting Parties, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological and wireless services and the installations for ensuring the safety of air traffic. Any charges (for landing, accommodation, etc.) shall be the same for national aircraft and the aircraft of the other High Contracting Party.

Article 14.

1. All aircraft entering or leaving the territory of either High Contracting Party shall land at or depart from the public Customs aerodromes (with a passport service), and no intermediate landing shall be effected between the frontier and such aerodromes.

2. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodromes où seront effectués les opérations douanières et le contrôle des passeports. Les frais entraînés par ce service spécial seront alors à la charge de la Partie intéressée. L'interdiction d'atterrissage entre l'aérodrome et la frontière s'applique également à ces cas spéciaux.

3. En cas d'atterrissage forcé ou d'atterrissage prévu par l'article 4, en dehors des aérodromes prévus au premier alinéa du présent article, le commandant de bord, l'équipage et les passagers de l'aéronef devront se conformer à la réglementation en vigueur dans l'Etat où l'atterrissage aura lieu et le commandant, ou celui qui peut être réputé comme tel sera tenu de prévenir immédiatement le service fiscal compétent ou de police le plus voisin.

4. Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira les aérodromes douaniers avec service de contrôle des passeports.

5. Toutes les modifications apportées à ces listes ainsi que toutes restrictions, même temporaires, du droit d'utiliser l'un de ces aérodromes, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 15.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut prescrire que tout aéronef qui franchit sa frontière doit obligatoirement le faire entre certains points déterminés.

2. La zone de franchissement fixée par l'une des Hautes Parties contractantes pour le survol de ses frontières par ses aéronefs ou par des aéronefs étrangers est aussi ouverte aux aéronefs de l'autre Partie contractante.

3. Les aéronefs des deux Hautes Parties contractantes au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante sont tenus de suivre strictement les itinéraires prescrits par l'Etat intéressé excepté le cas où ils seraient forcés, par les conditions atmosphériques, de dévier desdits itinéraires. A défaut de prescriptions relatives à l'itinéraire, la direction la plus courte devra être suivie.

Article 16.

En fait de lest, il ne peut être jeté du bord de l'aéronef que du sable fin et de l'eau.

Article 17.

En cours de route ne pourront être jetés ou abandonnés en dehors du lest que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat au-dessus du territoire duquel se trouve l'aéronef aura accordé une autorisation spéciale à cet effet.

Article 18.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur les registres duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Article 19.

Tout aéronef arrivant dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou traversant ce territoire et y effectuant les atterrissages nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant à défaut d'accord amiable sera fixé, dans le plus bref délai possible, par l'autorité compétente au lieu où la saisie devra être effectuée.

2. In special cases, the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, where the Customs and passport formalities will be carried out. In such case the cost of this special service shall be borne by the party concerned. The prohibition of landing between the aerodrome and the frontier shall also apply in these special cases.

3. In the case of forced landing or of landing as described in Article 4 outside the aerodromes referred to in the first paragraph of the present Article, the pilot, crew and passengers of the aircraft must observe the regulations in force in the State in which the landing is made and the pilot, or the person who may be deemed to be such, shall be required to notify immediately the competent revenue department or the nearest police station.

4. The two High Contracting Parties shall supply one another with a schedule of the aerodromes open to public air traffic. This schedule shall indicate the Customs aerodromes with facilities for passport examination.

5. Any changes made in the above schedules and any restrictions, even temporary, of the right to utilise any such aerodrome must be notified immediately to the other Contracting Party.

Article 15.

1. Each High Contracting Party may prescribe that any aircraft crossing its frontier must necessarily do so between certain specified points.

2. The sectors which either High Contracting Party has opened for its own or for foreign aircraft for the passage in flight of its frontiers shall also be open to the aircraft of the other Contracting Party.

3. Aircraft of either High Contracting Party over the territory of the other Contracting Party shall be bound to follow strictly the routes prescribed by the State concerned, save where they are compelled by atmospheric conditions to deviate from the said routes. When the route is not prescribed, the shortest direction must be followed.

Article 16.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 17.

No article or substance other than ballast may be thrown or dropped from an aircraft in flight unless special permission for the purpose shall have been given by the State over whose territory the aircraft is passing.

Article 18.

As regards all questions of nationality connected with the application of the present Convention aircraft shall be deemed to possess the nationality of the State in the registers of which they are duly entered.

Article 19.

Any aircraft entering or flying across the territory of either High Contracting Party and making the necessary landings therein shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of a patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which in default of amicable agreement shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place where the seizure is to be made.

Article 20.

1. Les aéronefs ressortissant aux deux Hautes Parties contractantes auront le droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

2. Le sauvetage des aéronefs se trouvant en danger sur la mer est réglé, sauf convention spéciale, par les principes du droit maritime.

Article 21.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes communiquera à l'autre Partie contractante tous les règlements sur la navigation aérienne en vigueur sur son territoire.

Article 22.

Les détails d'application de la présente convention, et surtout ceux intéressant les formalités douanières, seront réglés au besoin et dans les limites du possible par entente directe entre les administrations compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Article 23.

1. Toute contestation relative à l'interprétation et l'application de la présente convention qui ne pourra être réglée à l'amiable par la voie diplomatique ordinaire sera soumise à la demande d'une des Hautes Parties contractantes à l'arbitrage devant un tribunal arbitral dont la composition est prévue dans le présent article. Les décisions du tribunal arbitral seront obligatoires pour les deux Hautes Parties contractantes.

2. Le tribunal arbitral comprendra trois membres et il sera composé de telle façon que chacun des Etats dans le délai d'un mois depuis le moment de la demande puisse nommer son arbitre.

3. Le président du tribunal arbitral sera nommé dans le délai du mois suivant, en vertu d'une entente entre les deux Hautes Parties contractantes. Ce président devra être citoyen d'un troisième Etat quelconque, ne pas posséder de domicile sur le territoire de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes et n'avoir aucune fonction dans ces deux Etats.

4. Si, au cours d'un mois, une des Hautes Parties contractantes n'a pas désigné son arbitre au tribunal arbitral ou bien si, au cours du mois suivant, le choix du président n'a pas eu lieu, faute d'une entente entre les deux Parties contractantes, le président du Conseil fédéral suisse sera prié de procéder aux nominations nécessaires.

5. Le siège du tribunal arbitral sera fixé par le président.

6. Les décisions du tribunal arbitral seront prises à la majorité des voix. La procédure sera indiquée par le tribunal arbitral ; elle pourra se faire par écrit si les deux Hautes Parties contractantes n'y voient pas d'inconvénient.

7. Chacune des Hautes Parties contractantes couvrira les frais des honoraires de son arbitre et la moitié des honoraires du président, ainsi que la moitié des frais de la procédure.

Article 24.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra à tout moment dénoncer la présente convention avec un préavis d'un an.

2. Cependant les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de mettre fin de commun accord à la convention avec effet immédiat.

Article 20.

1. The aircraft of either High Contracting Party shall be entitled when landing in the territory of the other, especially in the case of a forced landing, to the same assistance as the aircraft of the latter.

2. The salvage of aircraft in peril on the sea shall, in the absence of any special agreement, be governed by the principles of maritime law.

Article 21.

The High Contracting Parties shall communicate to each other all regulations regarding air traffic in force in their respective territories.

Article 22.

The details of the application of the present Convention, more particularly the question of Customs formalities, shall, when necessary and as far as possible, be settled by direct agreement between the competent administrations of the two High Contracting Parties.

Article 23.

1. Any dispute regarding the interpretation and application of the present Convention which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channels shall be referred, at the request of either High Contracting Party, for arbitration to an arbitral tribunal constituted as laid down in the present Article. The decisions of the arbitral tribunal shall be binding on both High Contracting Parties.

2. The arbitral tribunal shall consist of three members and shall be so constituted that each State can appoint its arbitrator within one month from the date of the request.

3. The chairman of the arbitral tribunal shall be appointed in the course of the following month by agreement between the two High Contracting Parties. The chairman must be a national of some third State and must not be resident in the territory of either High Contracting Party or hold any office in the said countries.

4. If, in the course of a month, either High Contracting Party has not appointed its arbitrator on the arbitral tribunal, or if, during the following month, no chairman has been selected in the absence of agreement between the two Contracting Parties, the President of the Swiss Federal Council shall be asked to make the necessary appointments.

5. The seat of the arbitral tribunal shall be determined by the chairman.

6. The decisions of the arbitral tribunal shall be adopted by a majority vote. The form of proceedings shall be decided by the arbitral tribunal; they may be conducted by correspondence if no objection is raised by the two High Contracting Parties.

7. Each High Contracting Party shall pay the emoluments of its own arbitrator and one half of the emoluments of the chairman, as well as one half of the costs of the proceedings.

Article 24.

1. Either High Contracting Party may at any time denounce the present Convention on giving one year's notice.

2. Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to terminate the Convention immediately by joint agreement.

Article 25.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Budapest le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Budapest en double exemplaire le huit juin mil neuf cent trente-cinq.

(L. S.) VAN HOORN, *m. p.*

(L. S.) Géza TORMAY DE NÁDUDVAR, *m. p.*

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

Article 25.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible. It shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaires have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest, in duplicate, this eighth day of June, one thousand nine hundred and thirty-five.

(L. S.) VAN HOORN, *m. p.*

(L. S.) Géza TORMAY DE NÁDUDVAR, *m. p.*

N° 3976.

**HONGRIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord de commerce, et protocole
final. Signés à Budapest, le 14
juin 1935.

**HUNGARY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Commercial Agreement, and Final
Protocol. Signed at Budapest,
June 14th, 1935.

N^o 3976. — ACCORD¹ DE COMMERCE ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 14 JUIN 1935.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 octobre 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ont résolu, afin de faciliter et de développer les relations commerciales entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie, de conclure un accord de commerce et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

S. E. Monsieur Miloš KOBR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

S. E. Monsieur Coloman DE KÁNYA, ministre royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants, les personnes physiques et juridiques, de chacune des deux Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée, notamment en ce qui concerne leur situation juridique, le voyage, le séjour, l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie ou de toute autre profession et tous droits et intérêts en découlant, sans préjudice des lois, règlements et ordonnances du pays.

Article II.

1. Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les impôts et droits prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie, chez des négociants ou producteurs ou dans des locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 12 septembre 1936.

L'accord et le protocole ont été mis en vigueur provisoirement le 1^{er} juillet 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3976. — COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT BUDAPEST, JUNE 14TH, 1935.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 3rd, 1936.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, desirous of facilitating and developing commercial relations between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Hungary, have resolved to conclude a Commercial Agreement and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Miloš KOBR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Monsieur Coloman DE KÁNYA, Royal Hungarian Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

Nationals, both individuals and juridical persons, of each of the two Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other Party, particularly in respect of their legal status, travelling, residence, establishment, and the exercise of trade, industry or any other profession, and all rights and interests arising therefrom, without prejudice to the laws, regulations and ordinances of the country.

Article II.

1. Merchants, manufacturers and other business men of one of the Contracting Parties, who prove by the production of an industrial identity card issued by the competent authorities of their country that they are authorised to carry on their trade or industry there and that they pay the duties and taxes prescribed by the laws of that country, shall be entitled to make purchases in the territory of the other Party, either personally or through commercial travellers in their employ, from merchants or producers or in the public market. They may also take orders, even

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, September 12th, 1936.

The Agreement and Protocol were put provisionally into force on July 1st, 1935.

commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce ou leur industrie utilisent des marchandises analogues à celles qui sont offertes, sans être astreints à acquitter de ce chef, un impôt ou droit spécial.

2. Les négociants et les industriels munis d'une carte de légitimation industrielle et les voyageurs de commerce à leur service auront le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

3. Les cartes de légitimation industrielles devront être conformes au modèle figurant dans la Convention¹ internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

4. Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation industrielles.

5. Les négociants ou industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle n'auront le droit ni de conclure des affaires ni d'y intervenir pour autrui que pour les négociants ou industriels dénommés dans la carte de légitimation. Ils ne pourront recueillir des commandes et faire des achats qu'en voyageant.

6. En ce qui concerne les formalités de tout genre auxquelles ces négociants ou industriels (voyageurs de commerce) sont soumis dans les territoires des Parties contractantes, les deux Parties se garantissent un traitement aussi favorable que celui qui est ou sera accordé à une autre nation quelconque.

Article III.

1. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, ainsi que les sociétés commerciales et industrielles et autres associations du même genre, n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie dans le territoire de l'autre Partie, des impôts, taxes ou droits autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux.

2. Lors de l'imposition des droits de toute sorte au commerce et à l'industrie, l'origine des marchandises, utilisées dans ces entreprises, en soi-même n'entraînera pas une imposition plus onéreuse.

Article IV.

Les marchandises, produits naturels ou fabriqués, originaires de l'une des Parties contractantes, ne seront pas soumis à leur importation dans le territoire de l'autre Partie, à un traitement autre ou moins favorable que celui accordé à un autre pays quelconque et notamment, ils ne seront pas assujettis à des droits ou taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur les mêmes produits ou marchandises d'un autre pays quelconque.

Article V.

Les marchandises, produits naturels ou fabriqués, originaires de l'une des Parties contractantes, destinés à être exportés sur le territoire de l'autre Partie, ne seront pas grevés des droits de douane, taxes et formalités douanières moins favorables que ceux appliqués à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

Article VI.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles précédents ne comprendra pas :

1. Les privilèges accordés par l'une des Parties contractantes, pour faciliter le trafic de frontière avec les pays limitrophes.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; vol. CXI, page 404 ; vol. CXXXIV, page 401 ; et vol. CXLVII, page 322, de ce recueil.

on samples, from merchants or other persons who make use of goods similar to those offered for the purposes of their trade or industry, without being liable on this account to pay a special tax or fee.

2. Merchants and manufacturers provided with an industrial identity card and commercial travellers in their employ shall be entitled to take with them samples or specimens but not goods.

3. Industrial identity cards shall conform to the model appearing in the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3rd, 1923.

4. The Contracting Parties shall inform each other of the names of the authorities empowered to issue industrial identity cards.

5. Merchants or manufacturers (commercial travellers) provided with an industrial identity card shall not be entitled either to conclude transactions or to take part in them on behalf of persons other than the merchants or manufacturers mentioned in the identity card. They may take orders and make purchases only if travelling.

6. As regards formalities of all kinds to which such merchants or manufacturers (commercial travellers) are subject in the territories of the Contracting Parties, the two Parties guarantee to one another treatment as favourable as that which is or may be granted to any other nation.

Article III.

1. Nationals of each of the Contracting Parties, and likewise commercial and industrial companies and other associations of the same kind, shall not be required to pay, for the exercise of their trade and industry in the territory of the other Party, taxes, fees or dues other or higher than those levied on nationals.

2. When duties of any kind are imposed on trade or industry, the origin of the goods used in such undertakings shall not in itself involve more burdensome taxation.

Article IV.

Goods, natural or manufactured products, originating in the territory of one of the Contracting Parties, shall not, on importation into the territory of the other Party, be subject to treatment other or less favourable than that accorded to any other country, and in particular shall not be subject to taxes or charges — including all the supplementary taxes and surtaxes — other or higher than those levied on the same products or goods of any other country.

Article V.

Goods, natural or manufactured products, originating in the territory of one of the Contracting Parties and intended for export to the territory of the other Party, shall not be subject to Customs duties, taxes or Customs formalities less favourable than those applicable to the export of the same articles in the country which is most favoured in this respect.

Article VI.

The most-favoured-nation treatment provided for in the preceding Articles shall not include:

1. Privileges granted by one of the Contracting Parties for the purpose of facilitating frontier traffic with neighbouring countries.

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 325; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; Vol. LIX, page 365; Vol. LXIX, page 79; Vol. LXXXIII, page 394; Vol. LXXXVIII, page 319; Vol. XCII, page 370; Vol. CXI, page 404; Vol. CXXXIV, page 401; and Vol. CXLVII, page 322, of this Series.

2. Les droits et privilèges résultant d'une union douanière.

3. Les droits et privilèges accordés, par l'une des Parties contractantes à des Etats tiers, dans des conventions plurilatérales auxquelles l'autre Partie ne participerait pas, et si ces droits et privilèges sont stipulés dans des conventions plurilatérales conclues sous les auspices de la Société des Nations ou enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats. Toutefois, le bénéfice des droits ou privilèges envisagés pourra être revendiqué par la Partie contractante intéressée, si lesdits droits ou privilèges sont stipulés également dans des conventions autres que les conventions collectives répondant aux conditions ci-dessus ou encore si la Partie qui en réclame la jouissance est disposée à accorder la réciprocité de traitement.

Article VII.

Les vins (ex numéro 109 du tarif douanier tchécoslovaque) d'origine et de provenance hongroises des régions viticoles de Sopron, Neszmély, Buda-Sashegy, Mór, Somlyó, Badacsony, Balatonvidék, Somogy-Zala, Ssekszárd, Villány-Pécs, Pest-Nógrád, Gyöngyös-Visonta, Eger, Miskolc-Abauj, Tokaj-Hegyalja, Alföld, Nyírség accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'autorité hongroise compétente, jouiront à leur importation dans la République tchécoslovaque des taux de droits suivants :

Importés en tonneaux, couronnes tchécoslovaques 210 pour 100 kilos, en bouteilles, couronnes tchécoslovaques 420 pour 100 kilos.

Article VIII.

Fromage de Liptov (bryndza) (numéro 22 du tarif douanier hongrois) jouira à l'importation en Hongrie du taux de droits de 10 couronnes-or.

Article IX.

Pour faciliter le trafic touristique et balnéaire réciproque les deux Parties contractantes conviennent d'appliquer les dispositions suivantes :

1. Remarque aux Nos 298, 299 et 300 du tarif douanier tchécoslovaque : Les annonces, affiches et brochures, recommandant la visite des lieux touristiques ou balnéaires hongrois ou faisant de la propagande en général pour le trafic des voyageurs (étrangers) en Hongrie seront dédouanées, sans égard à l'étendue de la partie d'annonces, en franchise de douane, d'après le N° 647 du tarif douanier tchécoslovaque.

2. Remarque au N° 533 du tarif douanier hongrois : Les annonces, affiches et brochures, recommandant la visite des lieux touristiques ou balnéaires tchécoslovaques ou faisant de la propagande en général pour le trafic des voyageurs (étrangers) en Tchécoslovaquie seront dédouanées, sans égard à l'étendue de la partie d'annonces, en franchise de douane.

Article X.

Des droits intérieurs, perçus pour le compte de qui que ce soit, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront pas frapper sous aucun motif les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits nationaux de la même espèce ou ceux originaires d'un autre pays.

Article XI.

Les conditions réglant l'échange des marchandises entre les deux Parties contractantes seront fixées d'un commun accord par les autorités compétentes.

2. Rights and privileges arising out of a Customs union.

3. Rights and privileges granted by one of the Contracting Parties to third States under the terms of multilateral conventions to which the other Party is not a signatory, if such rights or privileges are provided for in multilateral conventions concluded under the auspices of the League of Nations or registered by the League and open for accession by all States. Nevertheless, the benefits of such rights or privileges may be claimed by the Contracting Party concerned, if provision is also made for the concession of the said rights or privileges in conventions other than collective conventions fulfilling the conditions above specified, or if the Party which claims the benefit of them is prepared to grant reciprocity of treatment.

Article VII.

Wines (ex. No. 109 of the Czechoslovak Customs tariff) originating in and coming from the Hungarian wine-growing districts of Sopron, Neszmély, Buda-Sashegy, Mór, Somlyó, Badacsony, Balatonvidék, Somogy-Zala, Szekszárd, Villány-Pécs, Pest-Nógrád, Gyöngyös-Visonta, Eger, Miskolc-Abauj, Tokaj-Hegyalja, Alföld, Nyírség, accompanied by a certificate of origin issued by the competent Hungarian authority, shall be taxed at the following rates of duty on importation into the Czechoslovak Republic :

Imported in barrels, 210 Czechoslovak crowns per 100 kilograms ; in bottles, 420 Czechoslovak crowns per 100 kilograms.

Article VIII.

Liptauer cheese (bryndza) (No. 22 of the Hungarian Customs tariff) shall be taxed at the rate of duty of 10 gold crowns on importation to Hungary.

Article IX.

In order to facilitate tourist traffic and traffic at watering-places in both countries, the two Contracting Parties agree to apply the following provisions :

(1) Observation on Nos. 298, 299 and 300 of the Czechoslovak Customs tariff : Advertisements, posters and pamphlets recommending visits to Hungarian tourist centres or watering-places or advertising passenger traffic (for foreigners) in Hungary in general shall be exempt from Customs duty under No. 647 of the Czechoslovak Customs tariff, without regard to the size of the parcel of advertisements.

(2) Observation on No. 533 of the Hungarian Customs tariff : Advertisements, posters and pamphlets recommending visits to Czechoslovak tourist centres or watering-places or advertising passenger traffic (for foreigners) in Czechoslovakia in general shall be exempt from Customs duty, without regard to the size of the parcel of advertisements.

Article X.

Internal duties which are or may hereafter be imposed, on account of any one whomsoever, on the production, manufacture or consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties shall on no pretext be levied on the products of the other Party at a higher rate or in a more burdensome manner than on similar goods of the country itself or on those originating in another country.

Article XI.

The conditions regulating the exchange of commodities between the two Contracting Parties shall be fixed by joint agreement by the competent authorities.

Article XII.

Chacune des Parties contractantes assurera aux ressortissants de l'autre Partie contractante sur son territoire la même protection contre la concurrence déloyale qu'à ses propres nationaux.

Les Parties contractantes s'entendront aussitôt que faire se pourra sur les dispositions plus détaillées à ce sujet.

Article XIII.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Praha aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

Toutefois, les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise en vigueur provisoire même avant la ratification.

Le présent accord restera en vigueur aussi longtemps qu'il ne sera pas dénoncé par l'une des deux Parties contractantes ; la dénonciation produira ses effets trois mois après la date de sa notification.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Budapest, le 14 juin 1935.

(L. S.) Miloš KOBR, *m. p.*

(L. S.) KÁNYA, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

A L'ACCORD DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
ET LE ROYAUME DE HONGRIE.

Au moment de la signature de l'Accord de commerce entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie, signé à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de l'accord même :

A l'article premier.

Il est entendu que les ressortissants de l'une des Parties contractantes exerçant au moment de la mise en vigueur du présent accord, sur le territoire de l'autre Partie, le commerce ou l'industrie, jouiront, en ce qui concerne ces exercices, du même traitement que les nationaux, sans préjudice toutefois des lois, règlements et ordonnances du pays.

A l'article II.

Ne seront pas considérés comme impôts spéciaux ou taxes spéciales, rentrant sous les dispositions de l'alinéa 1 de l'article II, l'impôt sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe, en tant qu'ils ne grèveront pas les ressortissants de l'autre Partie contractante d'une manière plus forte que les nationaux.

A l'article IV.

Le salami dit hongrois ne sera pas soumis lors de l'importation en Tchécoslovaquie aux droits et taxes plus élevés que les salamis dits de Petrinje ou de Sibiu.

Article XII.

Each of the Contracting Parties shall guarantee to the nationals of the other Contracting Party in its territory the same protection against unfair competition as it accords to its own nationals.

The Contracting Parties shall come to an agreement, as soon as possible, concerning more detailed provisions on this subject.

Article XIII.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications.

The two Governments may, however, agree to put it into force provisionally even before ratification.

The present Agreement shall remain in force until denounced by one of the Contracting Parties ; denunciation shall take effect three months after the date of notification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Budapest, this 14th day of June, 1935.

(L. S.) Miloš KOBR, *m. p.*

(L. S.) KÁNYA, *m. p.*

FINAL PROTOCOL

TO THE COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC
AND THE KINGDOM OF HUNGARY.

On signing the Commercial Agreement of to-day's date, between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Hungary, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which will form an integral part of the Agreement :

Ad Article I.

It is agreed that nationals of one of the Contracting Parties carrying on trade or industry in the territory of the other Party when the present Agreement comes into force shall enjoy the same treatment as nationals, in respect of such trade or industry, without prejudice, however, to the laws, regulations and ordinances of the country.

Ad Article II.

The turnover tax and the luxury tax shall not be regarded as special taxes or duties included under the provisions of Article II, paragraph 1, in so far as they do not weigh more heavily on nationals of the other Contracting Party than on nationals of the country.

Ad Article IV.

So-called Hungarian salami shall not be subject, on importation into Czechoslovakia, to duties or charges higher than Petrinje or Sibiu salami.

A l'article VI.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux conventions spéciales qui sont ou seront conclues à l'avenir, par l'une des Parties contractantes avec une tierce Puissance, concernant le règlement réciproque de l'imposition directe. Toutefois, les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront pas soumis, en matière de contributions directes, dans le territoire de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que les nationaux, y domiciliés

A l'article VII.

Lors de l'importation dans la République tchécoslovaque les envois de vins hongrois doivent être accompagnés, outre le certificat d'origine, aussi d'une attestation d'analyse.

Les autorités suivantes sont autorisées à délivrer les certificats d'origine :

1. Toutes les inspections de district vinicoles royales hongroises (Magyar királyi szőlészeti és borászati kerületi felügyelőségek) ;
2. Les Chambres de commerce et d'industrie (Kereskedelmi és iparkamara) ;
3. Les Chambres d'agriculture (Mezőgazdasági kamara).

L'institut ampélogique royal hongrois à Budapest (Magyar királyi szőlő- és borgazdasági központi kísérleti állomás) est autorisé à délivrer les attestations d'analyse.

L'attestation d'analyse contiendra notamment :

- Le poids spécifique ;
- Les degrés d'alcool ;
- Le contenu de tous les acides ;
- Le contenu des acides volatils ;
- Le contenu d'extrait ;
- Le contenu de sucre ;
- Le contenu d'extrait sans sucre ;
- Le contenu de cendres (matières minérales).

Il sera indiqué dans l'attestation d'analyse que l'analyse se rapporte au même envoi de vin à l'égard duquel le certificat d'origine en question a été établi.

Le droit des autorités tchécoslovaques à vérifier les analyses des vins importés n'est pas atteint.

A l'article IX.

Il est entendu que la franchise de douane sera appliquée également à des annonces, affiches, prospectus et catalogues des foires d'échantillons et des expositions des deux pays.

Fait à Budapest, en double expédition, le 14 juin 1935.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 21 septembre 1936.

D^r K. Kazbunda,
Directeur des Archives a. i.

(L. S.) Miloš KOBR, *m. p.*

(L. S.) KÁNYA, *m. p.*

Ad Article VI.

It is agreed that the most-favoured-nation clause shall not apply to special conventions which have been or may hereafter be concluded by one of the Contracting Parties with a third Power concerning the reciprocal regulation of direct taxation. Nationals of one of the Contracting Parties shall not, however, be subject in respect of direct taxation in the territory of the other Party to less favourable treatment than the nationals domiciled therein.

Ad Article VII.

Consignments of Hungarian wine, when imported into the Czechoslovak Republic, must be accompanied by a certificate of analysis in addition to the certificate of origin.

The following authorities are authorised to issue certificates of origin :

1. All the Royal Hungarian wine-growing district inspectorates (Magyar királyi szőlészeti és borászati kerületi felügyelőségek) ;
2. The Chambers of Commerce and Industry (Kereskedelmi és iparkamára) ;
3. The Chambers of Agriculture (Mezőgazdasági kamara).

The Royal Hungarian Vinicultural Institute at Budapest (Magyar királyi szőlő- és borgazdasági központi kísérleti állomás) is authorised to issue certificates of analysis.

The certificate of analysis shall contain in particular :

- The specific weight ;
- The degrees of alcohol ;
- The content of all acids ;
- The content of volatile acids ;
- The content of extract ;
- The content of sugar ;
- The content of extract without sugar ;
- The content of ash (mineral substances).

The certificate of analysis shall state that the analysis relates to the consignment of wine in respect of which the certificate of origin in question has been issued.

The right of the Czechoslovak authorities to verify the analyses of imported wines is not affected.

Ad Article IX.

It is agreed that Customs exemption shall also apply to advertisements, posters, prospectuses and catalogues relating to sample fairs and exhibitions in the two countries.

Done at Budapest, in duplicate, this 14th day of June, 1935.

(L. S.) Miloš KOBR, *m. p.*

(L. S.) KÁNYA, *m. p.*

